



LUNDI 5 NOVEMBRE 2007 - N° 1



Le grand Beffroi de Lille

# Un congrès pour débattre et agir plus fort

*L'édito*

## Sous l'œil de Sarkozy

Le débat de congrès ?

Il est ouvert depuis le CEN de septembre 2006, qui adoptait un pré-rapport, base de près de 100 débats dans les syndicats. Versés au compte du projet fédéral, ces échanges trouvent leur aboutissement aujourd'hui par l'ouverture du congrès des syndicats constituant notre fédération. L'orientation proposée, après sa prise en compte par le CEN, a été diffusée à raison d'un exemplaire par syndicat en juin, mise en ligne sur le site fédéral sous deux formes, imprimée et encartée dans Impac début septembre. Aucune précaution n'a été négligée dans l'effort de d'information et d'incitation au débat.

Les assises, qui s'ouvrent aujourd'hui, couronnent un long moment de maturation de la réflexion.

Elles doivent mieux armer, mieux souder l'intervention et l'action d'une Cgt désignée par le pouvoir comme l'adversaire par excellence. Les travaux de notre congrès se déroulent donc sous l'œil de Sarkozy. Cheminots et fonctionnaires, magistrats, gaziers et électriciens lui ont donné rendez-vous mi-novembre.

Nous devons assurer au président absolu, qu'il nous trouvera dans toutes les campagnes revendicatives, celle des retraites comme celle des salaires, entre beaucoup d'autres.

Aux syndicats de décider de quel bois ils comptent se chauffer.



# Déroulement du Congrès

## PROJET

### Lundi 5 novembre

#### Première séance Salle du Congrès

14 heures  
Ouverture du Congrès  
Election du Bureau du Congrès  
Election de la présidence  
première séance

14 h 30  
Intervention d'accueil  
du Syndicat de Lille

14 h 45  
Intervention  
Union départementale Cgt

15 heures  
Hommage aux militants disparus

15 h 20  
Vote du règlement du Congrès

Adoption de l'ordre du jour  
du Congrès

15 h 30  
Election des commissions  
- Commission des mandats et votes  
- Commission des amendements  
au projet fédéral  
- Commission Statuts  
- Commission des candidatures

15 h 50 Pause

16 h 10  
Rapport d'ouverture, Michel Muller

17 h 30  
Intervention de Philip J. Jennings  
Secrétaire général  
de l'Union Network International

17 h 50  
Intervention de Rainer Raibsch  
Secrétaire général de l'EMCEF

18 h 05  
Election de la présidence  
de la deuxième séance  
Fin de la première séance

18 h 45  
Réception mairie de Lille

#### Réunion commissions Salles H1 et H2

18 h 10  
Réunion de la commission  
des mandats et votes

18 h 10  
Réunion de la commission  
amendements au projet fédéral  
« Nouveaux défis, nouveaux espaces,  
nouveaux espoirs »

Soirée libre

### Mardi 6 novembre

#### Salle H

8 heures  
Réunion du Bureau du congrès

#### Deuxième séance Salle du Congrès

8 h 30  
Rapport de la commission  
des mandats et votes

9 heures  
Débat  
sur l'activité fédérale

10 h 30 Pause

10 h 50 Suite débat

12 h 45 Déjeuner

14 heures  
Rapport financier  
+ débat

14 h 50  
Intervention  
de la commission  
de contrôle financier

15 heures Pause

15 h 20  
Réponses  
aux questions du débat

15 h 40  
Vote  
+ quitus à la direction sortante

16 heures  
Résultat du vote  
Election présidence  
troisième séance

16 h 10 Pause

#### Troisième séance Salle du Congrès

16 h 30  
Présentation du projet fédéral  
« Nouveaux défis,  
nouveaux espaces,  
nouveaux espoirs »

17 heures  
Introduction premier thème  
« Le syndicalisme,  
ça sert à revendiquer »

17 h 10  
Débat  
+ vote premier thème

18 h 25  
Fin des travaux

Soirée libre

### Mercredi 7 novembre

#### Salle H

8 h 30  
Réunion du Bureau du congrès

#### Suite troisième séance Salle du Congrès

9 heures  
Introduction deuxième thème  
« La méthode de la charte  
revendicative »

9 h 10  
Débat + vote du deuxième thème

10 h 25 Pause

10 h 45  
Introduction troisième thème  
« Le salariat de la communication  
dans la convergence numérique »

10 h 55  
Débat + vote troisième thème

12 h 15 Déjeuner

14 h 30  
Intervention  
de Bernard Thibault  
Secrétaire général de la Cgt

15 heures  
Introduction quatrième thème  
« La Fédération,  
utile pour les salariés,  
outil pour les syndicats »

15 h 10  
Débat + vote quatrième thème

16 h 30 Pause

16 h 50  
Introduction cinquième thème  
« La Fédération,  
vous la voulez comment ? »

17 heures  
Débat + vote cinquième thème

18 h 20  
Vote global du document  
+ Pause

18 h 45  
Résultat du vote  
Fin de la troisième séance  
Election présidence quatrième séance

#### Salles H1 et H2

18 h 45  
Réunion  
de la commission des statuts

18 h 45  
Réunion de la commission  
candidatures au CEN

19 h 30  
Soirée fraternelle

### Jeudi 8 novembre

#### Salle H

8 heures  
Réunion du bureau du congrès

#### Quatrième séance Salle du Congrès

8 h 30  
La Filpac et les associations :  
l'ACAS et l'AEEILPAC

8 h 40  
Compte rendu  
de la commission des statuts  
débat + vote des modifications  
des statuts

9 h 40 Pause

10 heures  
Une politique financière  
pour agir  
+ Débat

11 heures  
Une direction fédérale  
pour mettre en œuvre

Présentation des candidats au CEN  
retenus par la commission  
des candidatures  
+ débat

11 h 45  
Election du CEN  
+ commission de contrôle financier

12 h 15  
Proclamation des résultats  
des élections  
Election de la cinquième présidence

12 h 30  
Déjeuner

#### Salle H

14 heures  
Réunion du CEN  
Election du Bureau Fédéral  
Election du Secrétaire Général  
Election du Secrétariat

#### Cinquième séance Salle du Congrès

14 h 45  
Présentation  
de la direction fédérale

15 h 15  
Salut aux partants

15 h 45  
Intervention de clôture

16 heures

Fin du congrès



[www.pegg-ce.com](http://www.pegg-ce.com)



# Un peu d'histoire

## La Voix du Nord : un passé porteur d'avenir

*La Voix du Nord (qui imprime le journal du Congrès)... est un descendant direct de cet organe de la Résistance, paru au cœur de l'occupation nazie qui avait imposé à la région Nord-Pas-de-Calais un statut spécialement sévère.*

*Aujourd'hui, les passants, à Lille, ont des gratuits plein les mains : Métro (dirigé par TF1), 20 Minutes (pour moitié propriété du quotidien Ouest-France) et Lille Plus (créé par La Voix du Nord). Des gratuits payés par la seule publicité, où l'information est subordonnée à la réclame.*

### L'histoire

La Voix du Nord résiste. Elle est créée pendant la Résistance. Quand, en septembre 1944, elle reparait à l'air libre, elle partage son imprimerie et ses locaux avec La Liberté (quotidien communiste) et Nord-Libre (organe du Front national, mouvement unitaire de résistants).

Septembre 1944 était le printemps de la presse écrite à Lille, comme dans tout le pays. En plus des trois titres cités, Nord-Matin

et Nord-Soir (socialiste), Lille-Nord, Nord-Eclair et La Croix du Nord (quelque temps après) occupaient le terrain du pluralisme des opinions et de la libre circulation des idées.

« Il faut aujourd'hui savoir regarder la réalité avec les yeux grand ouverts et constater avec nous que les abus du libéralisme économique avaient, peu à peu, rejeté de la vie nationale nos populations laborieuses en les prolétarisant », éditorialisait l'un

de ses deux fondateurs, Jules Houcke, à la une de sa première parution libre, le 5 septembre 1944. C'est dire l'espoir social qui régnait lors de ce premier moment d'après-nazisme. Aujourd'hui, La Voix du Nord, cédée par Serge Dassault au groupe belge Fossel, c'est une diffusion de 300 000 exemplaires environ, de 25 éditions, réalisées par 1 057 salariés, Nord Eclair de 48 000 exemplaires pour neuf éditions.

## Les fondateurs de La Voix du Nord

23 juin 1940, le Nord et le Pas-de-Calais sont séparés de la France, et passent sous commandement de l'armée allemande, qui met la région en coupe réglée depuis Bruxelles.

1er avril 1941 : le premier numéro clandestin de La Voix du Nord paraît, dans des conditions incroyables.

Deux hommes en sont à l'initiative : Jules Noutour est secrétaire général de l'association professionnelle de la police, membre du Parti Socialiste S'io. Natalis Dumez est militant catholique social. Seule l'adversité peut réunir ces deux genres d'hommes très différents.

Dès l'été 1942, la Gestapo commence ses arrestations dans l'équipe. Dumez tombe le 7 septembre, Félix Flanquart, imprimeur à Lille fut pris le 1<sup>er</sup> juin. Jules Noutour tomba l'année suivante avec deux autres camarades, imprimeurs à Saint-Amand. La liste est longue, de déportés (Noutour lui-même), fusillés, torturés, pour avoir fait paraître cette feuille clandestine.

Pourtant les hommes du journal servirent de logistique à la mise en place de noyaux combattants, en 1943.

C'est le 7 août 1944 que parut le dernier numéro clandestin de La Voix du Nord.

Y figure un « appel aux armes » : « Français, le temps de l'insurrection nationale est arrivée ».

# Gens du Nord L'esprit de Résistance !

*Elle est presque naïve, certes, mais bien vue tout de même, cette chanson de Jacques Demarny et d'Enrico Macias (1967) :*

« Les gens du Nord

Ont dans leurs yeux le bleu qui manqu' à leur décor.

Les gens du Nord

Ont dans le cœur le soleil qu'ils n'ont pas dehors.

Les gens du Nord

Ouvrent toujours leurs portes

à ceux qui ont souffert.

Les gens du Nord

N'oublent pas qu'ils ont

vécu des années d'enfer.

Si leurs maisons sont alignées

C'est par souci d'égalité.

Les gens du Nord

Courbent le dos lorsque le vent souffle très fort.

Les gens du Nord

Se lèvent tôt, car de là

dépend tout leur sort.

A l'horizon de leur campagne

C'est le charbon qui est montagne (...)

L'accordéon les fait danser

Et puis la bière les fait chanter

Et quand la fête

Tourne les têtes

On en voit deux se marier... »

**O**N Y ENTEND la dureté de la vie et la dignité des hommes, la religion de la solidarité et de l'égalité, et la musique est juste. Mais, « lorsque le vent souffle très fort » ? Erreur, amis chansonniers: les gens du Nord n'ont pas pour habitude de courber le dos !

Et ce n'est pas à Lille-la-Résistante que le refrain de la soumission risque d'être entendu...

Pourtant, qui connaît encore ce moment glorieux, qui dit sûrement l'essentiel du Nord et de sa capitale ? Qui sait, aujourd'hui, où le martyr du malheureux Guy Môquet est objet de manipulation politicienne, que les Lillois doivent leur libération au seul héroïsme de ses résistants ?

Occupée par les Allemands dès le 28 mai 1940, Lille fut située dans la zone interdite, saturée d'organismes allemands de pillage économique et par les troupes d'arrière du mur de l'Atlantique.

L'Oberfeldkommandantur de la ville et de sa région était placée sous l'autorité du commandement militaire de Bruxelles, ce qui préparait une pure et simple annexion. Comme dans peu d'autres régions, les réseaux de Résistance se sont constitués

spontanément dès 1940 ! Certains ont été totalement détruits par la Gestapo ou l'Abwehr, comme le réseau Alliance qui fournissait des renseignements sur les mouvements de troupes d'occupation. Son émetteur radio était installé à Marquien-Baroeul, entre Lille et Roubaix. A Lille même, le capitaine Michel, Michael Trotobas, avait créé une organisation d'une telle efficacité dans la destruction des cibles militaires qu'elle était la terreur de la Feldgendarmarie.

libres». Aux côtés de l'Organisation civile et militaire, armée par Londres, d'autres mouvements, dont Libération-Nord et les FTP, recrutèrent dans les syndicats et organisaient de spectaculaires grèves de mineurs...

On le voit, la Résistance des gens du Nord fut particulièrement précoce et massive.

L'histoire particulière du considérable mouvement Libération-Nord, dont l'importance est encore trop peu reconnue, est exemplaire. Exemple du courage sans condition, exemple aussi de la source syndicale dans la Résistance.

L'ouverture du Congrès de la Filpac-Cgt est l'occasion de rendre un hommage reconnaissant à nos anciens camarades, magnifiques héros de la liberté, tous animés, aussi, par l'idéal d'une société juste et solidaire.

Pour nous, gens de presse et de papier, il n'est pas indifférent de relever que l'origine de Libération-Nord se trouve dans la rédaction d'un journal dont les rédacteurs étaient issus pour l'essentiel de la SFO, de la Cgt et de la Cftc. Robert Lacoste et Christian Fineau

### L'HISTOIRE PARTICULIÈRE DU MOUVEMENT LIBÉRATION-NORD EST EXEMPLAIRE

Finalement arrêté boulevard de Belfort, le capitaine fut aussitôt fusillé. Toujours à Lille, Natalis Dumez éditait clandestinement La Voix du Nord et appelait à l'union avec de Gaulle et « les Français



- le futur « Francis » -, tous deux cégétistes, s'évertuèrent, dès novembre 1940, à s'opposer ouvertement au régime de Vichy. Christian Pineau rédigea les soixante-dix premiers numéros du journal, dès le mois de décembre 1940 (par comparaison, le premier numéro de Défense de la France n'a paru que le 14 juillet 1941). La montée en puissance du mouvement Libération-Nord et la force avec laquelle il est parvenu à tisser un réseau interrégional de premier plan, sans oublier les liaisons avec la Résistance extérieure à Londres, furent impressionnantes. Christian Pineau fut le premier chef de la Résistance à faire le voyage de Londres, en mars

1942. Avec lui, d'autres hommes sans peur ni reproche firent la réussite du mouvement : Victor Vandeputte, François Chevalme, Gaston Tessier, Henri Ribière... Tous étaient syndicalistes. Rapidement, Libération-Nord a développé des « branches » dans tout le Nord de la France pour lutter contre les occupants, notamment grâce au renseignement : création des réseaux « Phalanx » (zone sud) et « Cohors » (zone nord), organisation de maquis de lutte armée à partir de 1943... Mais la ligne de conduite initiale n'a jamais été oubliée : l'action politique devait toujours primer sur la violence. Après la Libération, la déception de ces héros fut à la mesure des espoirs

nourris pendant la clandestinité. Alya Aglan, remarquable historien du mouvement (*La Résistance sacrifiée. Histoire du mouvement Libération-Nord*, Champs Flammarion, 1999), nous explique cette déception. Dès 1947, dans les partis politiques progressistes, les « politiques » avaient pris le dessus sur les résistants. Ceux-ci ne pouvaient donc plus insuffler aux gouvernants l'esprit de leur résistance, germé dans le terreau syndicaliste. Pourtant, quelque chose nous dit que l'esprit de leur Résistance souffle encore à Lille et qu'il n'a jamais quitté l'esprit des gens du Nord !

Antoine Peillon

## Enigme

### De qui est-ce ?

« Sturge, le représentant de la bourgeoisie radicale, proposa de rayer le mot Charte des statuts de l'Association chartiste, sous prétexte que ce nom serait lié, à cause de l'insurrection, à des souvenirs révolutionnaires violents - liens qui, du reste, dataient déjà de longues années et auxquels M. Sturge n'avait eu jusqu'alors rien à objecter. Les ouvriers ne voulaient pas abandonner ce nom et lorsque Sturge fut battu aux voix, ce Quaker devenu tout à coup un loyal sujet, quitta la salle en compagnie de la minorité et fonda une Complete Suffrage Association formée de bourgeois radicaux. Ces souvenirs étaient devenus si odieux à ce bourgeois jacobin la veille encore, qu'il alla jusqu'à transformer l'expression suffrage universel (universal suffrage), en cette locution ridicule : suffrage complet (complete suffrage). Les ouvriers se rirent de lui et poursuivirent leur chemin.

A partir de ce moment, le chartisme devint une cause purement ouvrière, libérée de tous les éléments bourgeois, etc. Les journaux complets-*Weekly Dispatch*, *Weekly Chronicle*, *Examiner*, etc. - sombrèrent peu à peu dans le style soporifique des autres journaux libéraux, défendirent la cause de la liberté du commerce, attaquèrent le *bill* des dix heures et toutes les motions exclusivement ouvrières, faisant somme toute fort peu apparaître leur radicalisme.

La bourgeoisie radicale s'allia dans tous les conflits avec les libéraux contre les chartistes et, d'une façon générale, elle fit de la loi sur les grains - qui est, pour les Anglais, la question de la libre concurrence - sa préoccupation principale. Elle tomba ainsi sous le joug de la bourgeoisie libérale et joue actuellement un rôle des plus lamentables. Les ouvriers chartistes par contre prirent avec une ardeur redoublée leur part de tous les combats du prolétariat contre la bourgeoisie. La libre concurrence a fait assez de mal aux ouvriers pour être maintenant un objet de haine pour eux ; ses représentants, les bourgeois, sont leurs ennemis déclarés. L'ouvrier n'a que désavantages à espérer d'une libération totale de la concurrence. Les revendications qu'il a formulées jusqu'à présent : *bill* des dix heures, protection de l'ouvrier contre le capitaliste, bon salaire, situation garantie, abrogation de la nouvelle loi sur les pauvres, toutes choses qui sont des éléments du chartisme au moins aussi essentiels que les 'six points', vont directement à l'encontre de la libre concurrence et de la liberté du commerce. Il n'est donc pas étonnant - et c'est ce que toute la bourgeoisie anglaise ne peut comprendre - que les ouvriers ne veuillent point entendre parler de libre concurrence, de liberté du commerce et d'abrogation des lois sur les grains, et qu'ils éprouvent à l'égard de cette dernière tout au plus de l'indifférence, mais par contre, à l'égard de ses défenseurs la plus vive animosité. Cette question est précisément le point où le prolétariat se sépare de la bourgeoisie, le chartisme du radicalisme ; et la raison d'un bourgeois ne saurait le comprendre parce qu'elle ne peut comprendre le prolétariat. »

Impac offre un abonnement à vie  
au journal fédéral  
à qui trouve l'auteur de ces lignes

## « Nous fûmes des milliers ! »

Allocution de Christian Pineau, fondateur de Libération-Nord, en octobre 1990 (*Le Patriote Résistant*, n° 613, novembre 1990)

« Que faire ? En septembre 1940, dans le petit bureau de la Caisse des dépôts et consignations, à deux pas de la rue de Verneuil, occupé par Robert Lacoste, nous avons longuement étudié la réponse à cette question cruciale et conclu banalement : il faut nous organiser pour le jour où notre action pourra être nécessaire. Une organisation ? Mais laquelle ? C'est alors que jaillit l'étincelle : l'organisation syndicale ! Le gouvernement de Vichy lui a retiré toute existence légale mais ses cadres subsistent et nous les connaissons. Robert Lacoste est secrétaire de la Fédération des fonctionnaires, je dirigeais le conseil économique de la Cgt et la parution du journal *Le Peuple*. C'est dire qu'à nous deux nous connaissions beaucoup de monde. (...)

Les circonstances sont propices : René Belin, qui fut l'une de mes grandes désillusions, a été nommé par le maréchal ministre du Travail. Il prépare une charte corporatiste, voire fasciste, totalement opposée aux traditions du syndicalisme français.

Elle ne manquera pas de provoquer des réactions négatives et nous trouverons sans doute des appuis auprès de ceux qui la refuseraient. De là, un plan d'action très simple, comme tous les plans efficaces : réunir, dans un comité, des camarades sûrs appartenant aux syndicats adversaires de la charte ; rédiger un manifeste nettement opposé aux projets de Belin et le leur soumettre ; envoyer le résultat de nos travaux aux organisations syndicales, collationner avec soin les réponses, passer à la seconde étape, rédiger un petit journal clandestin et l'envoyer aux syndicalistes dont les réponses nous auront paru les plus proches de nos idées ; transformer enfin notre comité en un mouvement de Résistance dont nous avons tout de suite retenu le nom : Libération.

Nous sommes devenus par la suite Libération-Nord pour ne pas être confondus avec le mouvement Libération-Sud, dirigé en zone libre par d'Astier de la Vigerie. Robert Lacoste et moi avons choisi douze noms : neuf parmi les confédérés Cgt, trois parmi les syndicats chrétiens. On les a trop souvent oubliés pour que je résiste au désir de les rappeler aujourd'hui, par ordre alphabétique :

Bouladoux Maurice, secrétaire de la Cftc ; Cappocci Oreste, secrétaire général de la fédération des employés Cgt ; Chevalme François, secrétaire général de la fédération des métaux Cgt ; Gazier Albert, secrétaire général de la chambre syndicale des employés de la région parisienne Cgt ; Jaccoud Eugène, secrétaire général de la fédération des moyens de transports Cgt ; Lacoste Robert, secrétaire de la fédération des fonctionnaires Cgt ; Neumeyer Pierre, secrétaire de la fédération des fonctionnaires Cgt ;

Pineau Christian, secrétaire du conseil économique de la Cgt ; Saillant Louis, secrétaire de la fédération du bâtiment et du bois Cgt ; Tessier Gaston, secrétaire général de la Cftc ; Vandeputte Victor, secrétaire général de la fédération du textile Cgt ; Zirnheld Jules, président de la Cftc.

Douze militants syndicalistes, pas un de plus, pas un de moins ! Ce sont les pères de Libération-Nord.

La suite est simple, tout s'est déroulé selon le plan initial. Le manifeste est adopté et publié. J'aimerais que les syndicalistes d'aujourd'hui en prennent connaissance, s'ils ne l'ont pas déjà fait. (...) Je me contenterai de citer quelques passages qui vous paraîtront anodins tant ils correspondent à des évidences actuelles (...) : *Chaque personne humaine est également respectable. Elle a droit à son libre et complet épanouissement dans toute la mesure où celui-ci ne s'oppose pas à l'intérêt de la collectivité. Le syndicalisme français ne peut admettre en particulier : l'antisémitisme, les persécutions religieuses, les délits d'opinion, les privilèges de l'argent. Il réprouve en outre tout régime qui fait de l'homme une machine inconsciente, incapable de pensée et d'action personnelles.*

Le premier numéro de *Libération* sortit le 1<sup>er</sup> décembre 1940. Il fut tiré sur la ronéo de la Caisse d'assurance sociale, le travail fait par notre première militante Yvonne Tillaud. Notre journal devait paraître chaque semaine, sans une seule interruption, jusqu'à la Libération !

Bien entendu, nous n'étions plus douze, nous avons été rejoints par d'autres syndicalistes et des hommes de tous les milieux sociaux, comme René Parodi, mort dans une prison allemande, Henri Ribière, Jean Texier qui rédigea *Libération* quand je fus astreint à la clandestinité. Charles Laurent, le général Decarville, le colonel Duc Dauphin, Paul Verneyras et bien d'autres.

Nous fûmes des milliers au combat ; après la Libération nous avons dû renoncer à nous compter. C'est de ces milliers de camarades dont je voudrais maintenant vous parler. Les chefs de la Résistance, du moins ceux qui ont survécu, sont connus, catalogués, généralement honorés.

Mais tous les autres resteront pour la plupart anonymes, encore que de nombreux monuments, édifiés en province par des associations de résistants, aient permis l'inscription dans le marbre ou la pierre de beaucoup de leurs noms (...)

Or, les plus humbles couraient autant de risques que leurs chefs ; ils avaient droit comme eux à la mort ou à la déportation. Ils étaient seulement privés de la gloire. »



le groupe de protection sociale pour  
l'audiovisuel,  
la communication,  
la presse,  
et le spectacle.

Professionnels de la presse :  
à vos côtés  
tout au long  
de votre vie



santé, retraite, prévoyance,  
épargne, logement, action sociale

Pour en savoir plus : **0811 65 50 50\***

\* Prix d'un appel local

[www.audiens.org](http://www.audiens.org)

# Le Congrès côté « jardin »



## Les invités

Lucien Behr  
Patrick Béziers  
Jean-Jacques Bordes  
Philippe Bouldoires  
François Blumental

Secafi Alpha  
Directeur Audiens  
Secafi Alpha  
Président MNPL  
ancien directeur financier  
du complexe confédéral  
Chargé de mission Apex  
Ancienne secrétaire de la Cgt  
Fédération THC  
Audiens  
Secrétaire Cfdt  
Chargé de mission Apex  
Chargée de mission Apex  
Collaboratrice presse  
magazine

M. Delfini  
Antonio Delgado  
Daniel Delisle  
Jacques Denoyelle  
Colette Duynslaeger  
René Fagnoni

Chargé de mission Apex  
Responsable de secteur Apex  
Imprimerie Alliages  
Secafi Alpha  
Secrétaire générale Fafpt  
Secrétaire général du comité  
de groupe Socpresse  
Président Alpha

Pierre Ferracci  
Jean-Michel Floret  
Thomas France  
Gérard Gatnot

Ancien président MNPL  
Secafi Alpha  
Ancien secrétaire  
général Snj Cgt

Christophe Gauthier  
Jean-Luc Gerges  
Graziella Lovera  
Olivier Grosjean  
François Gueneret  
Jean-Jacques Hedouin

Secafi Alpha  
Directeur Acas  
Secrétaire de la Cgt  
Secafi Alpha  
Secafi Alpha  
Collaborateur au secteur  
international fédéral

Pierre Ivorra  
Vincent Jacquemont  
Maurice Lecomte

Apex  
Secafi Alpha  
Président de l'Acas

Roger Lecomte

Ancien secrétaire  
de la Filpac / Opcac Ggm  
Collaborateur du secteur  
international fédéral  
Ancien responsable de  
l'animation des luttes CFD/Fédération  
LM Communication  
Président Directeur Général  
Apex

Daniel Légerot

Maurice Lourdez

Patrick Marais  
Michalou

Michel Teche

Gonzague Nancy  
Fabrice Nicolle  
Marc Ouzoulias  
Dorothee Picon  
Michel Rolland

Gilles Rousseau  
Jean-Pierre Thibault  
Isabelle Thirion

Bernard Trichot

Vice-président du Fonds  
social Carpilig et Andfs,  
administrateur Carpilig/Lourmel  
Secafi Alpha  
Directeur Mediagrap  
Coexco  
Chargée de mission Apex  
Directeur administratif  
Mediagrap  
Président Mediafor  
Audiens  
Responsable relations  
extérieures Audiens  
Directeur général Opcac Ggm

Mederic  
Mediagrap  
Miepca  
Novalis  
OCIRP  
OPCACGM  
Secafi  
Secours Populaire - Comité du Livre  
Plaisir Littéraire

stand n° 12  
stand n° 10  
stand n° 20  
stand n° 2  
stand n° 3  
stand n° 9  
stand n° 22  
stand n° 15  
stand n° 21

## Les délégations étrangères

Philip Jennings, secrétaire général Union Network International  
Reinhard Reibsch, secrétaire général de l'EMCEF (Fédération européenne des syndicats des mines, de la chimie et de l'énergie)  
Timo Virtanen, membre du comité exécutif Paperilitto de Finlande Aila Seppala, secrétaire Paperilitto de Finlande  
Eugène Kuprin, secrétaire de l'ICEM (Fédération internationale des travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines)  
Sibbald Stephen, secrétaire national graphique et papier Amicus, Grande-Bretagne  
Adriana Rosenzvaig, secrétaire générale Uni-Graphic  
Nicolas Konstantinou, Uni Europe  
Lars Goran Johansson, membre du bureau Swedish Paper, Suède  
Gaye Elhadj, secrétaire général Snig-Cgt, Mauritanie  
Mongi Abderahim, secrétaire UGT, Tunisie  
Le Thi Thanh Nga, présidente fédération syndicale des papeteries du Vietnam  
Chau Nhat Binh, directeur départemental des affaires extérieures, confédération des travailleurs du Vietnam  
Le Tien, chef administration, fédération des travailleurs industries du Vietnam

## Du côté des exposants

ACAS  
Ag2R  
Afir  
ANCAV  
Apex  
Audiens  
Coexco  
Cuba Si  
Emergences  
Filpac  
Graphisme et communication  
Groupe Mornay  
LM Communication  
Malakoff

stand n° 19  
stand n° 11  
stand n° 5  
stand n° 24  
stand n° 6  
stand n° 1  
stand n° 4  
stand n° 17  
stand n° 16  
stands n° 7 et 8  
stand n° 18  
stand n° 14  
stand n° 23  
stand n° 13

**Plus d'infos font la somme**

**l'union Picardie**

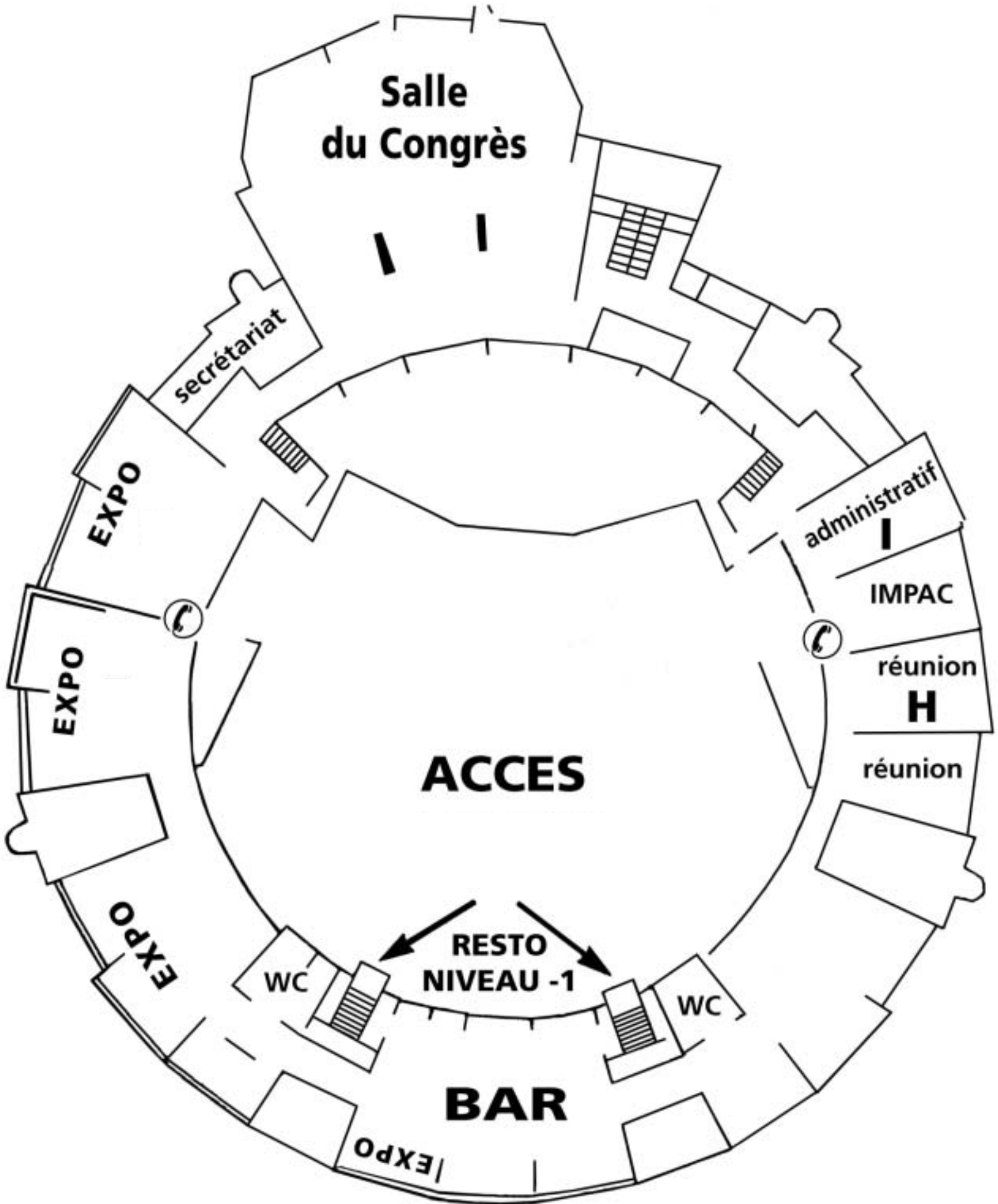
Avec votre journal

120 emplois de plus au parc logistique



# Le Congrès côté « cour »

## NIVEAU 1







## Notre « double besoin »

C'EST ENTENDU, Sarkozy veut étouffer les syndicats par une avalanche de réunions vides de négociations réelles, pour mieux passer en force. Il veut, mais il n'a pas encore fait. Quelques-uns de ses méfaits sont avérés : franchises médicales, cadeaux fiscaux aux grandes fortunes, expulsion des immigrés, sélection raciale aux frontières.

Pas à une provocation près, ce grand désintéressé double son salaire, grâce à l'obéissance zélée des députés UMP. Il devrait aussi palper la paie de Fillon et des autres ministres, tant il est tout à la fois. Soutenu par des ralliés de gauche, élu de toutes les droites, il a tous les droits, non ? Pourtant le plus gros reste à venir.

Parisot le sait bien, et réunit, les 5 et 8 novembre, son état-major et les chefs de l'UIMM. Elle court après deux lièvres. D'abord éviter une scission du Medef. « La grande famille patronale doit être solidaire dans ses composantes, unie dans sa diversité », vient-elle d'écrire à ses ouailles.

Si le magot de l'agent très spécial Gautier-Sluis file entre les doigts, elle ne tirerait pas les bénéfices de l'avoir balancé au fisc. L'autre lièvre ? C'est nous ! Elle a de grands projets syndicaux : « N'ayons pas peur de nous demander si nous ne devrions pas favoriser une recomposition du paysage syndical. Si les syndicats étaient un peu moins nombreux, ils seraient un peu plus forts. L'éclatement syndical est un handicap pour la mise en place d'un vrai dialogue social. » C'est pour ça qu'elle a besoin d'argent : elle veut domestiquer une partie du syndicalisme, l'intégrer. D'où cette campagne autour de l'argent de la vieille (UIMM), pour répandre la suspicion, et préparer une future sélection. Mais là encore, rien n'est joué. Une « double besoin » - selon les termes de notre historique Charte d'Amiens - nous attend.

Au-delà de notre solidarité active avec les salariés affiliés aux régimes spéciaux, lançons une campagne sur le régime général des retraites.

Le choc de 2008 sera rude, et son issue affectera tout l'édifice social du pays. En même temps, contribuons à rassembler les salariés de nos filières professionnelles autour d'objectifs de grande portée sur l'emploi, qu'ils se nomment sécurité sociale professionnelle, droit des comités d'entreprise ou encore création de postes qualifiés en nombre suffisant pour les jeunes.

De plus, il nous faut être offensif sur la question des salaires : l'explosivité de personnels dont on attend peu d'ordinaire, hôtesses et stewards d'Air France, nous montre que le climat social devient nerveux.

## Novembre, un agenda chargé

### RATP

les syndicats, dans l'unité, attendent une réponse du gouvernement, pour le 5 novembre pour se prononcer sur un mouvement de grève.

### SNCF

Les fédérations CGT, FO, CFTC, CFDT, Sud Rail, l'UNSA et la CFE/CGC, ont déposé un préavis de grève de 24 heures reconduc-

tibles, à partir du mardi 13 novembre à 20 h.

### EDF et GDF

la CGT et FO ont lancé un appel à la grève pour le 14 novembre.

### Fonction publique

Sept des huit fédérations de fonctionnaires organisent une journée de

grève le 20 novembre, date également choisie par La Poste et France Télécom

### Magistrature

Le syndicat de la magistrature et trois des syndicats de fonctionnaires de justice appellent à la grève le 29 novembre contre la réforme de la carte judiciaire.

## L'orientation confédérale en quelques mots

MARYSE DUMAS, RAPPORT AU CCN DU 24 OCTOBRE 2007

### Régimes spéciaux

« L'objectif de la Cgt est bien de gagner sur le cadre de la réforme des régimes spéciaux, pour les salariés concernés bien sûr, mais aussi pour se mettre en condition la plus favorable pour gagner sur la réforme d'ensemble des retraites du régime général.

Ce choix nous conduit à argumenter fortement, non seulement en défense des acquis des salariés, visés par la réforme des régimes spéciaux, mais de le faire en gagnant la conscience des millions d'autres à l'importance d'être solidaires autour d'enjeux communs pour la réforme des retraites qui se profile au début 2008.

Chaque étape de l'action, des propositions, des discussions avec les directions d'entreprise et le gouvernement, est conçue entre étroite liaison entre les fédérations et la confédération : ensemble nous portons les enjeux de la solidarité revendicative interprofessionnelle et de la recherche de convergences de lutte avec toutes les professions et avec toutes les organisations syndicales.

C'est un moyen essentiel pour déjouer le piège tendu par Nicolas Sarkozy : opposer les différentes catégories de salariés les unes aux autres, affronter le mouvement syndical et singulièrement la Cgt là où elle est la plus forte, isoler et abattre le mouvement social, dans

ce secteur pour dégager la voie à d'autres réformes antisociales de grande ampleur. »

(...)

### Forme d'action

« Toute notre expérience syndicale démontre que le seul intérêt du débat sur la forme d'action consiste à rechercher celle qui rassemble le plus de monde, celle qui permet aux salariés en lutte de tenir le plus longtemps, celle qui est susceptible de recueillir la sympathie et encore mieux le soutien de l'opinion publique. »

(...)

### Retraites 2008 : construire une perspective revendicative commune

« Pour avancer, nous avons pas mal d'obstacles à vaincre et d'efforts à fournir : d'abord pour parvenir à ce qu'un socle commun revendicatif anime notre démarche dans toutes les professions et entreprises.

Socle commun élaboré en réponse aux problèmes qui vont survenir non seulement pour ceux dont l'âge de la retraite approche, mais pour ceux et celles qui entrent seulement dans la vie active, ou qui ont aujourd'hui autour de la quarantaine.

Nous avons besoin, à la fois de donner corps à une perspective revendicative commune, axée sur l'idée de droit à la retraite dès 60 ans pour

tous, avec un calcul d'annuités qui permette à cet âge-là, et un taux de remplacement élevé des carrières complètes pour le plus grand nombre, et des départs anticipés pour tous ceux exerçant dans des travaux pénibles.

En même temps nous ne devons pas sous-estimer les batailles d'idées à mener, beaucoup de ceux qui nous entourent étant convaincus qu'on ne pourra pas faire autrement que d'allonger les durées de cotisations. Nos explications doivent viser à la fois le financement de nos revendications : 3% du PIB, l'importance pour toute la société et son équilibre que de permettre des retraites dans de bonnes conditions et aussi l'échec prévisible des choix politiques tels qu'ils résultent de la loi Fillon de 2003, que le gouvernement veut encore aggraver en 2008. »

### Convergences unitaires

« ...Ce n'est pas la succession de journées d'actions qui est responsable de l'échec du mouvement de 2003, c'est la rupture de l'unité, les discussions séparées, à un moment où, au contraire, le mouvement était en plein développement. Cet épisode a laissé des traces profondes. Elles peuvent être salutaires si elles conduisent à ne pas renouveler les mêmes erreurs et à privilégier l'unité d'action plutôt que les compromis de coulisse au milieu de la nuit... »

 VI<sup>e</sup> Congrès de Lille 5 - 8 novembre 2007

Directeur de publication : Michel Muller  
Responsables : Jean Gersin, David Dugué  
Equipe rédactionnelle :  
Yvon Huet, Jean-Pierre Ghiotto, Antoine Peillon, Hugues Josco  
Conception graphique : Florence Peyronneau  
Réalisation graphique : Sébastien Meziane,  
Bruno Lantéri, Madeleine Fougères  
Révision : Claire Delenclos  
Photographe : Jean-Michel Hiblot  
Impression réalisée par les salariés syndiqués de La Voix du Nord





# L'avenirr, 2r c'est mieux avec



Retrraite - Prrévoyance - Éparrgne - Assurrance Santé

Voir l'avenir avec sérénité. Avec un partenaire qui soit un allié solide. 1<sup>er</sup> groupe interprofessionnel français de retraite et prévoyance complémentaires des salariés et des retraités, avec plus de 7 millions de personnes assurées. **Un soutien.** Créé depuis plus de 50 ans par de grandes entreprises pour améliorer la protection sociale de leurs salariés. **Une caution.** Géré paritairement par près de 600 administrateurs, implantés régionalement et tous acteurs de la vie économique et sociale. **Une présence régionale forte.** 3 600 salariés experts, un réseau de plus de 80 implantations régionales, et 250 permanences ponctuelles sur tout le territoire français.



0878 - 11000037 - 0420344329 - 0420344329 - 0420344329 - 0420344329 - 0420344329 - 0420344329 - 0420344329 - 0420344329



# Portrait Jean Verschuieren



## H2D à Hellemmes : De la victoire à la perspective

Quand le pot de terre réussit à ébranler le pot de fer, l'homme peut continuer à « cultiver son jardin », pour reprendre cette belle expression de Voltaire. Encore faut-il que les hommes trouvent le bon chemin pour y arriver. C'est ce qu'ont fait les salariés de l'imprimerie Héliogravure-Didier-Quebecor d'Hellemmes, à Lille, en permettant le redémarrage de leur entreprise après plusieurs mois de lutte. Jean Verschuieren, élu Cgt au comité de groupe de Quebecor, acteur incontournable de cette merveilleuse histoire nous apporte son témoignage.

**D**ANS LES ANNÉES 1990, Quebecor, groupe multinational à base canadienne, rachète les entreprises en France et se retrouve avec 18 sites regroupant l'ensemble de la filière prépresse, impression et finition. Dans ce cadre, en février 1995, il reprend l'usine d'Héliogravure, du groupe Jean Didier, à Hellemmes. Dès l'année 2000, il se restructure, soit en cédant ses entreprises à des tiers, soit en les fermant, comme à Strasbourg (180 salariés). Ainsi, le nombre des salariés des entreprises concernées passe de 3000 salariés et plus dans les années 1990 à 1800 salariés en 2006.

### Quebecor recentre ses investissements et « dégraisse »

Sur le plan des investissements, le groupe, mis en difficulté par la concurrence du marché européen, investit dans des machines de grande laise.

C'est ainsi qu'en janvier 2006 le Conseil d'administration de Montréal décide d'investir en Belgique, à Fleurus, près de Charleroi, dans une nouvelle unité de production 4,32 m de laise, le nec plus ultra dans le domaine de l'héliogravure quand on sait qu'en France les laises se situent entre 1,98 m et 3,08 m. Les raisons de ce choix sont particulièrement liées aux conditions offertes, notamment une subvention de 5325 000 euros des régions wallonnes et de la CEE.

L'abandon des marchés avec les machines investies en France s'accélère. Ainsi, à Blois, en 2000, deux machines sur trois sont arrêtées, à Corbeil en 2005, deux machines sur quatre sont arrêtées et à Strasbourg, les trois machines sont arrêtées en juin 2006. Mary-

sur-Marne est épargnée avec ses trois machines de 3,08 mètres de laise.

### La douche froide, une note à payer de 230 licenciements

A l'usine d'Hellemmes, qui possède quatre machines de 2,10 m de laise, lors de l'annonce de l'investissement de Charleroi, la direction entretient le flou. Elle propose la réduction de la capacité de production de 25% dans un premier temps. Le comité de groupe, le 9 octobre 2006, annonce la réduction de la capacité de production de 50% avec en point de mire la fermeture définitive en juin 2007, ce qui correspond au licenciement de 230 CDI et au « remerciement » de 40 CDD ou intérimaires. Cette annonce est suivie d'un CE extraordinaire le 12 octobre. Cette situation a profondément traumatisé les salariés. Un camarade conducteur de 55 ans s'est suicidé après l'annonce. Certes, ce n'est certainement la seule cause de ce drame, mais elle y a largement contribué.

### La résistance des salariés s'organise rapidement

Les syndicats Cgt et FO, avec une Cgt majoritaire à 70%, déclarent la décision du groupe inacceptable. La situation économique « difficile » organisée artificiellement par le groupe cache un coup de force programmé. La décision est d'autant plus scandaleuse qu'aucune proposition de reprise n'est faite. Le groupe Quebecor s'oppose à toute solution qui pourrait la concurrencer sur son terrain. Il y a pourtant un marché et un potentiel commercial et industriel, tant dans la région que dans le pays qui ne justifie pas la

liquidation de l'entreprise, alors que les actionnaires du groupe ont touché environ 15 millions de dividendes en 2004 et 2005.

### Eviter l'isolement en élargissant et en popularisant le mouvement

On a construit la lutte autour de la reprise en favorisant l'unité d'action avec le mouvement syndical Cgt, la population, les organisations politiques, les élus, les Pouvoirs publics, les municipalités, le conseil régional, en évitant tout repli sur soi dont profiterait la direction de Quebecor. Notre première action s'est faite au salon des ventes à distance (VAD). Nous y avons manifesté en exposant aux clients que sont les Trois Suisses, Damart, Verbaudet, aux donneurs d'ordre tels que Castorama, Bricodépôt, filiale de Castorama, Catalogues généraux, etc. notre situation et notre volonté de voir trouver une solution pour une relance de l'entreprise. L'accueil fut favorable. Certains d'entre eux nous ont promis de nous aider dans la mesure de leurs moyens. Nous avons entrepris la même démarche auprès des politiques, avec un accueil particulièrement favorable de la région Nord-Pas-de-Calais, de la municipalité de Lille, des partis de gauche et des associations progressistes. Nous avons eu une entrevue auprès du Préfet qui nous a donné son appui dans la recherche d'une éventuelle reprise.

### Pour tenir la distance, il a fallu maintenir la pression

Dire que tout allait sur des roulettes dans la mobilisation serait faux. L'ambiance fataliste pesait lourd et seules les actions déterminées pouvaient empêcher le découragement. Ainsi, de multiples actions, relayées par les médias, furent organisées afin de pas laisser le mouvement s'enliser et s'isoler : manifestations à la préfecture, action avec les camarades d'Auchan, chez un patron « musclé », Decoster, imprimeur, en entrant dans son usine, etc. Les médias, la radio, la télévision, la presse régionale, avec *La Voix du Nord*, *Nord Eclair* et *Liberté-Hebdo* rapportaient les actions

des 230 otages du groupe Quebecor.

### A forche d'aller ach' puits, el chaîn-n' al casse

(formule chtimie du proverbe « Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se brise »)

Le 9 novembre 2006. Le FDG de l'entreprise, Yvan Lesniak, demande à faire une assemblée générale pour expliquer au personnel le bien fondé de sa décision. Cette annonce met le feu aux poudres. Les salariés de l'entreprise séquestrent le staff de direction. Le but de l'action est clairement relayé par les élus syndicaux : « Il est hors de question de ne pas tout faire pour une reprise de l'entreprise ».

La journée est très tendue jusqu'à 3 heures du matin. Le préfet m'appelle pour demander la libération des séquestrés sous peine d'intervention de la police.

Pas si simple de convaincre les camarades de les laisser sortir, mais on ne peut pas laisser pourrir la situation jusqu'à l'affrontement avec la police. La direction est accompagnée par tous les salariés présents à la porte de l'entreprise où attendent deux compagnies de CRS avec 20 camions.

### La lutte paie, mais il faut tenir jusqu'au bout

Après cette action, le groupe est contraint d'accepter le principe de la reprise. Une brèche est ouverte dans le mur du dictat et il faut aller vite tout en continuant à produire et tout cela malgré le doute et la tension persistante de certains camarades.

La direction joue sur la lassitude. Il faut donc des réponses concrètes rapidement. Le harcèlement et la mobilisation continuent donc.

Tous les vendredis, nous organisons une assemblée générale en pratiquant la démocratie directe dans la poursuite du mouvement. Pendant un mois et demi, il faut tenir et la tension est à son comble. Le 8 janvier 2007, 170 imprimeurs d'Hellemmes vont rejoindre leurs camarades de l'usine de Torcy en Seine-et-Marne pour se faire entendre au siège social. Un salarié de Torcy est appréhendé par la police et blessé, puis relâché. Le siège est certes un peu secoué, mais aucune dégradation n'est commise. La direction du groupe est donc toujours sous pression. La journée se termine dans la convivialité et la fraternité, à la mairie de Champs sur Marne où le maire, Mme Maud Tallet, soutient l'action des salariés.

### Une belle victoire au bout de la négociation

Dominique Donghi, cadre dirigeant de Quebecor, dirigeant de Mary-sur-Marne, ancien salarié de l'entreprise, fait une offre pour la reprise. Il propose le maintien du site avec deux machines et 102 salariés. Il ne touche quasiment pas à l'organisation du travail et aux salaires. Un accord est réalisé qui permet la relance de l'activité le 3 mars 2007 avec un nouveau sigle : H2D.

Le coût du plan est évalué à 30 millions d'euros, ce qui prouve bien que de l'argent, il y a, pour la sécurité sociale professionnelle des salariés, telle que la Cgt le préconise contre la conception de « travailleur jetable » que veut faire passer en force le Medef, avec le soutien du gouvernement actuel. »

Propos recueillis par Yvon Huet pour Impac

### Conditions générales de l'accord

1. Pour ceux qui restent (102), maintien des acquis plus 5000 euros pour rester. Les conditions de départ jusqu'en décembre 2009, si par malheur l'entreprise périclitait, sont les mêmes que pour les autres.
2. Pour ceux qui partent (127), en plus des indemnités conventionnelles, 45 000 euros de dédommagement.
3. Des conditions avantageuses de portage sont offertes pour les salariés de plus de 56 ans.
4. Pour les salariés précaires (CDD ou intérimaires), indemnités allant de 5000 à 12000 euros en fonction de l'ancienneté.
5. Une commission de suivi dont je fais partie est mise en place pour tous ceux qui ne reprennent pas leur activité à H2D.



Bernard Cordier et Stéphane Leweurs, monteurs polychrome, entourant Jean Verschuieren



**Nos 2200 collaborateurs  
se mobilisent chaque jour  
pour votre protection sociale.**

## RETRAITE - PRÉVOYANCE - ACTION SOCIALE

Chez Mornay, nous voulons être en phase avec votre entreprise dans le monde d'aujourd'hui. Vous êtes réactifs. Nous proposons des services toujours mieux adaptés à vos attentes. Vous êtes performants. Nous optimisons en permanence la gestion de vos dossiers. Vous êtes à l'écoute de vos clients. Nous renforçons nos équipes commerciales pour mieux vous accompagner. Parce que c'est à nous d'aller vers vous. [www.groupemornay.com](http://www.groupemornay.com)



# Binv'nu dins ch'Nord



*L'édito*

## Démocratie ?

La manière de s'écouter, de se respecter, de se considérer donne l'image de la démocratie sociale que nous voulons.

Et le Congrès est une tranche de vie de cette démocratie-là. Vivre ensemble, dans une même fédération, représente un exercice pratique et un bulletin de bonne santé. Car la libre prise de parole, la prise en compte de l'opinion de l'autre, des autres, indiquent exactement notre nature réelle.

Un congrès syndical, et le nôtre n'y fait pas exception, est la photographie grandeur nature de la bonne santé de la démocratie en actes. Cette démocratie est tout bonnement niée, reniée, déniée par les états-majors patronaux.

Les lois sociales, le sort des salariés, la loi de la République, que leur importe à Quebecor, International Paper ou Sora Enzo ? Ils ferment les usines, parce qu'ils estiment leurs droits de propriétaires au-dessus des lois.

Alors, pensez, la démocratie sociale... Par-dessus le marché - ou plutôt au service du marché -, le président prétend représenter, à lui seul, et lui seul, l'unique légitimité du pouvoir, celle de l'élection présidentielle. Voilà pourquoi tout acte démocratique est utile : il vient grossir la pratique et l'expérience collectives qui serviront demain l'action, la mobilisation et la lutte dans les entreprises.



# Philippe Givert



**Mes chers camarades, Nous sommes fiers que la Filpac ait choisi notre région et sa capitale, Lille, pour y tenir son 6<sup>e</sup> Congrès.**

LILLE (220 000 habitants), est la principale ville de la communauté urbaine qui compte 1,2 million d'habitants avec les villes de Fbubaix, Tourcoing et Villeneuve-d'Asq.

Son nom en ancien français, l'Isle, comme en flamand moderne, Rjssel, provient d'une île sur la Deûle, qui est une rivière du nord de la France.

La ville et ses environs appartiennent à la région historique de la Flandre romane, sans faire partie de l'aire linguistique du flamand. Politiquement, c'est un bastion socialiste de longue tradition, ayant remarquablement résisté, même progressé, lors des dernières élections législatives.

Syndicalement, l'Union départementale Cgt ainsi que l'Union locale de Lille sont parmi les plus importantes de France.

Connue pour sa convivialité et pour le côté besogneux de ses habitants, notre région l'est aussi pour ses dichés complètement absurdes de région sale au ciel gris. Nous avons un passé historique, un patrimoine culturel et les travailleurs de cette région connaissent la souffrance. C'est peut-être pour cette raison qu'ils ont toujours le sens de la solidarité.

Le monde ouvrier de cette région a payé un lourd tribut au nom du développement économique, et en particulier la corporation minière, lors des catastrophes : Liévin en 1974 (plus de 40 morts) et, la plus meurtrière, celle de Courrières, au début du siècle dernier, (près de 1 100 morts). Une vive polémique s'instaura rapidement sur le rôle et l'arrêt prématuré des secours. Vingt jours après, vingt-quatre mineurs remontaient à la surface. Au lendemain de l'explosion, 60 000 mineurs étaient en grève dans le nord de la France et dans le Borinage belge. Clemenceau, ministre de l'Intérieur de l'époque, envoya 30 000 gendarmes et 13 trains de renforts militaires pour « mater » les grévistes. Les hommes passent et trépassent mais les méthodes restent.

Il y a peu, le Nord-Pas-de-Calais était une région économique et développée avec ses industries de pointe : le charbon, la sidérurgie et le textile. Aujourd'hui, la course au profit et la mondialisation ont eu raison de ces trois fleurons malgré les luttes. A cause de cela, des villes entières sont encore sinistrées. Je n'en prendrai qu'une : Denain, à 40 km de Lille, avec Usinor et ses 10 000 salariés...

Aux entrées et sorties des personnels, des marées humaines envahissaient la ville et les commerces locaux, même si les estaminets

avaient la préférence. Les sportifs se souviendront de la grande équipe de basket de Denain, qui fut plusieurs fois championne de France, avec ses grands noms Jean Degros, Jean-Pierre Staelens et autres...

Aujourd'hui, les sirènes se sont tuées, les cheminées ne fument plus, le basket n'existe plus, les maisons sont murées, beaucoup de commerces ont fermé. Usinor a été rasé. Quel gâchis !

Mon propos ne se veut pas nostalgique, même si j'ai vécu tout cela en direct, mon père travaillant à Usinor.

Cela dit, le Nord a aussi ses grands hommes : le général de Gaulle, né à Lille, et Pierre Degeyter, qui écrivit les paroles de l'*Internationale*, les chanta pour la première fois dans une maison, aujourd'hui rasée. Cocasserie de l'histoire, sur cette ruine s'érige l'imprimerie H2D, continuité de l'Héliogravure Didier Quebecor, marquée par une lutte syndicale importante. Ce même, Pierre Degeyter, après avoir écrit les paroles de l'*Internationale*, les chanta pour la première fois dans un petit estaminet d'une rue célèbre, immortalisée par un grand photographe de la région, Marcel Decubber. Cette rue, c'était la rue de la Vignette.

Et puis, je ne résiste pas au plaisir de vous citer cette anecdote qui reflète assez bien les grandes querelles politiques qui ont émaillé le Nord, mais surtout la ville de Lille.

En 1919, lorsque la droite reprit la municipalité, elle fit construire la chambre de commerce sur laquelle elle érigea un beffroi pour symboliser la puissance du patronat et de la droite réactionnaire. En 1932, Roger Salengro, alors réélu à la mairie de Lille sous l'étiquette SFIO, fit construire l'actuelle mairie surplombée d'un beffroi de 30 m plus haut que celui de la chambre de commerce symbolisant ainsi la domination ouvrière sur les puissances de l'argent. Aujourd'hui ces deux beffrois existent toujours et on peut même les visiter.

Le Nord, c'était aussi le textile avec de grands noms : Prouvot, Masurel, Mulliez, etc. Certains ont su se reconverter à temps. C'est le cas de la famille Mulliez, aujourd'hui à la tête de l'empire Auchan, Kiabi, Funch, Boulanger, Saint-Maclou, première fortune de la région et deuxième de France derrière B. Arnault.

Le Nord est la région de France où il y a le plus de familles exonérées de l'impôt sur le revenu, mais aussi la région où il y a le plus d'impôt sur les grandes fortunes.

Néanmoins le taux de chômage est le plus élevé de France : 12 %, voire 20 % à Fbubaix.

Dans ces restructurations écono-

miques, nos branches d'industrie n'ont pas été épargnées. Dans le papier, la concentration au travers de la prise de contrôle des multinationales s'est accélérée. Pour ne citer que les principales :

Beghin (2 200 salariés il y a 20 ans) est passé sous contrôle italien, allemand, suédois, aujourd'hui finlandais, s'appelle Stora Enso et est descendu sous la barre des 400 salariés. Ils viennent d'ailleurs d'annoncer par la voix de leur président, Juko Ahonen, une nouvelle restructuration avec la suppression de 1 700 emplois en Europe.

Dalle et Lecomte : 800 salariés il y a vingt ans, contrôlée aujourd'hui par le finlandais Alström, est descendu sous la barre des 200 salariés.

Papeterie de l'AA : 400 salariés, contrôlée aujourd'hui par les fonds de pension britanniques avec le groupe Arjo Wiggins.

La Rochette : 500 salariés sur deux sites, aujourd'hui contrôlée par le groupe canadien Cascades, annonce des restructurations.

Socar : 400 salariés sur trois sites, contrôlée aujourd'hui par l'Irlandais Smurfit et qui vient de fusionner avec Kappa, entraînant au passage la disparition du site de Gravelines avec la suppression de plus de 50 emplois.

Iridium à Maresquel : 400 salariés il y a 10 ans, racheté en dernier lieu par International Paper et qui, malgré une lutte à tous égards exemplaire de ses salariés, a fermé ses portes en juillet de cette année. Les camarades interviendront d'ailleurs demain pour relater les innombrables actions menées, notamment celles dans la dernière période pour faire aboutir le projet chanvre dont les camarades de Stora Corbehem étaient à l'origine. Ce projet est déjà une longue histoire mais ne fait que commencer.

Dans le secteur de l'imprimerie, la fin de l'année 2006 et le début de 2007 résonnent encore de la lutte importante des salariés de Didier Quebecor à Hellemmes. Après l'annonce de la fermeture de l'entreprise, il aura fallu tout le poids du syndicat et de la Fédération pour faire barrage à quelques jusqu'au-boutistes qui, au risque d'hypothéquer un redémarrage possible, voulaient régler leurs comptes avec la direction, entraînant avec eux la perte de 270 emplois. Aujourd'hui, H2D a remplacé Didier Quebecor, 102 contrats de travail ont été sauvés et le syndicat est toujours bien présent dans l'entreprise. Aux dernières nouvelles, H2D se modernise, investit dans des chaînes de finition et les résultats d'exploitation permettent d'envisager l'avenir avec sérénité.

L'imprimerie nationale, après avoir modifié le statut de l'entreprise, s'est lancée dans une phase de restructuration entraînant des réductions drastiques d'effectifs. Soulignons néanmoins la formidable lutte des salariés avec la Cgt

pour obtenir le maintien de la fabrication du passeport mettant ainsi en échec le ministre de l'intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy qui disait et je cite les propos du *Canard enchaîné* « Vous ne croyez tout de même pas que je vais confier l'impression des passeports à ces gangsters de la Cgt ». Les gangsters de la Cgt que nous ne sommes pas ont eu raison du ministre de l'Intérieur et cela devrait nous ouvrir des horizons pour avoir aussi raison du président de la République d'aujourd'hui.

Autre coup de tonnerre dans ce secteur avec la disparition programmée d'une des plus anciennes imprimeries de la région, je veux parler de Danel, passée entre-temps sous contrôle sud-africain avec Litotech et venant d'être rachetée par Paragon, ce dernier ne conservant que le site de Bailleul avec des réductions drastiques d'effectifs.

L'imprimerie George Frère, passée sous contrôle belge depuis quelques années, a également subi de plein fouet les restructurations dans le groupe et les luttes des salariés avec notre syndicat ont permis de maintenir une activité avec une cinquantaine d'emplois.

## MAIS JE NE SUIS PAS PERSUADÉ QUE NOUS AURIONS PU NÉGOCIER UN PLAN D'UNE TELLE QUALITÉ SI NOUS ÉTIIONS RESTÉS EN ORDRE DISPERSÉ

La liste serait longue mais, volontairement, je ne veux pas faire un inventaire à la Prévert, même si notre région, tant dans le secteur papier que dans le secteur de l'imprimerie, est une région importante. Avec ses 8 000 salariés dans le papier et ses 8 000 salariés dans l'imprimerie, cela nous situe au troisième rang national après Paris et Rhône-Alpes. En même temps que cette situation nous confère certaines responsabilités, c'est aussi un champ d'investigation important pour la syndicalisation et le renforcement.

Dans le secteur de la presse, *La Voix du Nord* règne en maître sur la région, tant au niveau des quotidiens que des hebdomadaires. Sur les cinq titres régionaux qui existaient il y a encore une quinzaine d'années, il n'en reste que deux, qui de plus appartiennent au même groupe, le groupe belge Fossel, propriétaire du *Soir*, *La Voix du Nord*, avec ses vingt-huit éditions qui tire à environ 300 000 exemplaires, et *Nord Eclair*, tirant à 20 000 exemplaires et dont

la diffusion est essentiellement concentrée sur Fbubaix Tourcoing. Quant aux quotidiens départementaux, seul *Nord Littoral*, dont le siège est à Calais, filiale à 99 % de *La Voix du Nord*, retire son épingle du jeu (10 000 exemplaires).

Comme vous le savez, l'histoire de ces entreprises de presse a été marquée par une scission syndicale en 1984, qui s'était traduite différemment à *La Voix du Nord* et à *Nord Eclair*, entraînant néanmoins la mise à l'écart de 1 000 syndiqués.

A *La Voix du Nord*, la Cgt minoritaire chez les ouvriers du Livre était essentiellement implantée au secteur des rotatives. Pour *Nord Eclair*, la Cgt était majoritaire et implantée essentiellement au secteur prépresse.

Aujourd'hui, je puis vous dire que, vingt-deux ans de division, ça laisse des traces et sans vouloir donner de leçons à quiconque, je voudrais dire à l'ensemble des congressistes que, face à des situations difficiles, le chemin à prendre pour régler n'est pas forcément la ligne droite. Cela dit, je suis aussi content d'annoncer que la réunification dont nous vous avions déjà parlé au Congrès de Strasbourg puis à celui de Nantes est maintenant effective et que, depuis avril 2006, lors d'un congrès extraordinaire, les deux syndicats ont décidé de fusionner pour n'en faire plus qu'un seul. C'était l'objectif prioritaire que je m'étais fixé lors de mon arrivée à Lille en 1986. Il aura fallu vingt ans pour y parvenir et je voudrais remercier tous ceux qui ont contribué à cette réunification.

Je voudrais juste ajouter que ce regroupement nous ouvre aujourd'hui de nouvelles perspectives pour conquérir des droits nouveaux et de meilleurs accords. J'ajoute, qu'après que nos deux syndicats aient rencontré la direction de *La Voix du Nord*, nous avons obtenu de celle-ci le maintien de nos mandats respectifs, ce qui, dans le contexte actuel, est déjà la traduction d'un certain rapport de forces. Ce nouveau rapport de forces nous a permis de négocier un plan de modernisation sociale de qualité, assurant à la fois la garantie d'un volume de travail ainsi que le maintien des salaires pour les personnels et un véritable plan de modernisation, tant dans le secteur prépresse que dans le secteur de l'impression. Nous sommes résolument partis de l'idée que le progrès social ne pouvait laisser la place à la régression, au nom de la modernité et de la mondialisation. Mais je ne suis pas persuadé que nous aurions pu négocier un plan d'une telle qualité si nous étions restés en ordre dispersé. Cette réunification en fait nous ouvre de nouveaux espaces pour relever de nouveaux défis avec de nouveaux espoirs.

Ça tombe bien, ce sont les mots d'ordre de notre congrès !

Encore une fois, bienvenue à Lille et bon congrès !



[www.nego-ce.com](http://www.nego-ce.com)



# Ouverture du Congrès



Chers camarades, chers amis, chers invités,

Mesdames, Messieurs,

Depuis la création de la Filpac-Cgt, en 1986, jamais un congrès fédéral n'a eu autant de pain sur la planche et n'aura eu à prendre des décisions autant déterminantes pour l'avenir. C'est dire que nous voulons, à l'issue de ce Congrès, pouvoir porter un message de confiance, chargé de détermination, d'espoirs, aux salariés de nos branches et industries. Oui, nous voulons que ce 6<sup>e</sup> Congrès soit fondateur d'une renaissance revendicative, d'une confiance retrouvée du monde du travail dans le syndicalisme, d'une unité syndicale reconstituée, d'un renforcement significatif des capacités d'action de la Fédération dans une Cgt qui, on l'a vu lors de son 48<sup>e</sup> Congrès, poursuit les mêmes objectifs.

Le lieu s'y prête. Il a valeur de symbole. Une ville dans laquelle le syndicalisme est particulièrement présent dans toute sa diversité et qui a contribué à fonder toute l'organisation économique, sociale et politique. Une région marquée par des luttes syndicales, de l'origine de la classe ouvrière jusqu'à nos jours. Nous aurons l'occasion d'en être témoins dans les jours prochains.

Symbole d'une des caractéristiques de notre syndicalisme : ce qui nous unit est bien plus fort que ce qui peut nous diviser. Nous avons connu, dans cette ville, il y a plus de 20 ans, une division du syndicat Métropole Nord sur des divergences qui ne valaient pas une scission. Elle s'est faite pourtant et a confirmé ce que nous avons souvent répété du haut de la tribune des congrès : il faut bien peu de choses et bien peu de temps pour se diviser, il faut une éternité pour se réunifier. Cela a duré 20 ans, ici à Lille, mais la réunification peut être fêtée et cela mérite bien de tenir notre Congrès dans cette ville.

Pour porter, haut et fort, la volonté de la Fédération de rassembler en son sein toutes les différences et pour saluer les acteurs de cette réunification qui fut si longue et si souvent mise en péril. Ceux des camarades qui sont là, et tous les autres qui les ont accompagnés, ont su surmonter les chausse-trapes pour ne rester que sur l'objectif essentiel : se rassembler à nouveau. Permettez-moi, au nom de la Fédération, de remercier ceux qui ont mené cette entreprise, Philippe Givert, notre délégué fédéral, et Michel Vanhonacker, à présent le délégué presse du syndicat Métropole Nord.

Je ne voudrais pas oublier Emile Ollivier qui a, tout au long de ses années, su préserver les possibilités, malgré de nombreuses sollicitations, d'un retour du syndicat autonome au sein de notre Fédération, ainsi que tous les camarades qui ont su comprendre que l'unité retrouvée valait bien le dépassement des incompréhensions et querelles qui ne manquent pas de surgir dans de telles situations. Merci à eux tous.

Chers camarades. Nouveaux espaces, nouveaux défis, nouveaux espoirs : nous vous proposons, lors de ce Congrès, d'aller au-delà du slogan.

## La dimension inédite de la confrontation sociale

**P**ersonne ici, et a fortiori dans la salle du Nouveau Siècle à Lille, ne croit « au bon vieux temps ». Nous savons bien que les remises en cause des conquêtes sociales sont une constante dans la société capitaliste. Ce que le patronat ou le pouvoir doivent lâcher un jour devient immédiatement l'objet d'une revanche à prendre.

Mais il faut bien dire qu'avec ce président de la République, nous nous trouvons dans une dimension inédite de la confrontation sociale. Il s'est assigné un but très clair : jeter les bases d'un nouveau contrat social dans notre pays, contrat basé sur une signature individuelle, conduisant à l'insécurité sociale et à une précarité qui suivra chacune et chacun d'entre nous durant toute l'existence.

Pour cela, il faut qu'il achève la première partie des travaux, c'est-à-dire abattre les fondations sociales qui existent encore dans ce pays et qui sont construites sur la solidarité et l'esprit collectif. Un des idéologues du Medef, Denis Kessler, l'a exprimé tout haut dans une entrevue au magazine *Challenges* : « Il s'agit de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance. » Il faut rappeler, ici, que c'est dans l'esprit de ce programme qu'ont été fondées de grandes avancées sociales, telles que la Sécurité sociale, puis les conventions collectives, la création des comités d'entreprise, les lois sur la presse, etc.

Dès cet été apparut la nature profonde de cette politique : pour les uns, les plus nantis, le bouclier fiscal, pour d'autres, la remise en cause de leurs droits. Si Sarkozy s'attaque prioritairement à la fonction publique ou au secteur public et nationalisé, c'est bien pour donner le ton, pour ouvrir la voie dans laquelle l'ensemble du patronat pourra s'engager dans les branches et sur le plan interprofessionnel.

Nous ne sommes pas dupes : remettre en cause les régimes spéciaux de retraite tel que cela se passe aujourd'hui, et qui ne règlera en rien le problème fondamental qui se pose à notre système, c'est préparer une attaque en règle contre l'ensemble des retraites.

Mais c'est également le moyen de tenter d'occulter les cadeaux fiscaux, l'absence de taxation

des stock-options, la dépénalisation du droit des affaires... et la mise en place d'une franchise médicale quasi généralisée qui va encore frapper les plus démunis.

Mais avec la politique Sarkozy, il y a aussi la méthode. D'abord la conception de la démocratie : ainsi, il suffirait d'être élu président de la République tous les cinq ans. Entre-temps, le programme s'appliquerait ! N'est-il pas inquiétant, sur le fond, que le premier magistrat d'un pays méprise à ce point la démocratie sociale, celle qui doit justement être l'expression permanente de la vie démocratique dans toutes les sphères de la société ? N'est-il pas préoccupant, pour tous défenseurs des libertés fondamentales, de voir le premier personnage de l'État réduire la démocratie à un vote quinquennal (présidentielle et législatives) !

### L'ABSENCE D'UNE ALTERNATIVE POLITIQUE CLAIRE À GAUCHE ET D'UNE STRATÉGIE UNITAIRE A JETÉ UN TROUBLE INDÉNIABLE DANS LA POPULATION

Ce n'est plus de la délégation de pouvoir, c'est le retour du plébiscite napoléonien. Il en va ainsi avec le fameux traité constitutionnel simplifié : les Français rejettent le premier traité par voie référendaire, eh bien ! Le nouveau ne leur sera passsoumis. Cette manœuvre de derrière les fagots est inadmissible et nous devons exiger que tout texte portant sur une constitution passe par l'expression du peuple français par référendum.

Tout aussi révélateur est la manière de traiter l'immigration, question complexe qui mérite une grande attention, une profonde concertation assidue, une profonde humanité, surtout pour ceux qui sont venus chez nous dans des conditions difficiles, fuyant misère et désespoir.

Considérer ces personnes à travers des chiffres d'expulsion à atteindre et obliger les forces de police à multiplier les rafles est inqualifiable. Et inscrire, dans une loi déjà très dure, les contrôles ADN pour assurer le

regroupement familial touche à des valeurs qui dépassent le seul cadre du traitement de l'immigration.

Nous partageons, avec une grande partie de personnalités et d'organisations, le profond malaise que cela fait naître quand on voit, en plus, dans toute l'Europe, se développer des thèses néofascistes, et que des élections couronnent des politiques xénophobes, comme cela fut encore le cas en Suisse dernièrement.

Nous savons bien que les élections présidentielles en France ont été gagnées sur de vrais sujets : oui, la droite a réussi à faire oublier qu'elle était seule au pouvoir depuis douze ans. Oui, Sarkozy a abordé des thèmes qui parlaient aux gens : la baisse du pouvoir d'achat, les délocalisations, le rôle de l'État, l'avenir de la protection sociale...

Qu'il n'ait pas apporté les bonnes réponses est un autre problème que nous allons développer plus loin dans ce rapport. Mais avouons aussi que l'absence d'une alternative politique claire à gauche, d'une stratégie unitaire des forces antilibérales, a jeté un trouble indéniable dans la population.

La confusion s'accroît encore avec la politique dite « d'ouverture » et la présence de ministres non issus de l'UMP. Evidemment, cela permet une certaine clarification sur les convictions réelles qui animaient ces personnalités dans le passé, mais il faut également mesurer le trouble que cela crée dans une partie de l'opinion publique.

Bien sûr qu'un jour ou l'autre une rupture interviendra entre le président de la République, l'ensemble de ses promesses, et l'opinion publique : les promesses non satisfaites sont toujours une base de rupture. La vérité éclate toujours, cela n'est qu'une question de temps !

Déjà on voit bien naître un désenchantement, y compris dans les sondages qu'il affectionne particulièrement. Mais le mouvement syndical ne peut attendre, car trop de mauvais coups seront mis en œuvre et s'appliqueront, même si l'impopularité gagne. Nous ne pouvons pas attendre car les salariés seront les premières victimes et parmi eux, ceux qui souffrent le plus, les pauvres, car il y a aujourd'hui des salariés pauvres, les précaires, tous les « sans » : logis, travail, protection...



## Résister en créant un vaste mouvement rassembleur

Le gouvernement avec le Medef imposent un calendrier infernal et les sujets abordés, tous d'importance : le contrat de travail, le pouvoir d'achat, la protection sociale et les retraites, la politique industrielle et l'emploi... L'objectif est bien celui énoncé plus tôt : ouvrir tous les chantiers et imposer des réformes.

Le gouvernement fixe l'objectif et il ne reste plus qu'à en négocier l'application... sinon les choses se régleront par décret. Voilà toute la brutalité sarkozienne étalée sur la scène publique. En multipliant les dossiers, il compte également sur un éparpillement de nos forces.

L'adversaire est de taille, il a les appuis qu'il faut, auprès du patronat, des banques, des médias. Il n'a pas de scrupules. Nous devons nous donner les moyens de relever le défi.

Dès fin juillet, période pas la plus aisée pour eux, la Cgt a réussi à mobiliser les travailleurs lors d'une manifestation contre la loi sur le service minimum. Durant le mois de septembre, de nombreuses journées d'action ont permis d'ouvrir la discussion avec les salariés. Des initiatives se multiplient, pas toujours à l'appel des seuls syndicats : sur la question des franchises médicales, sur les tests ADN, sur le logement et le traitement inhumains des sans-logis...

Le dernier rassemblement à l'appel de l'amicale de Chateaubriand a réuni près de 5 000 personnes dans la carrière en hommage aux fusillés du 22 octobre 1941 parmi lesquels le secrétaire général de la FTIP, Désiré Granet, ainsi que Guy Môquet. Cela a permis de rappeler, au-delà de la lettre émouvante lue dans les écoles, que ce dernier fut un des 27 martyrs communistes fusillés ce jour-là et de donner au mot résistance toute sa noblesse, celle qui nous anime car elle ne signifie pas le repli sur soi mais bien l'espoir de forger, par l'engagement et la lutte, des lendemains meilleurs.

La grande journée de mobilisation du 18 octobre sur la défense des régimes spéciaux de retraite a connu un succès incontestable, dont le retentissement peut et doit contribuer à favoriser le climat revendicatif dans toutes les professions et entreprises. Le nombre de grévistes fut exceptionnel à la Sncf, très fort à Edf et à la Ratp. Les manifestations ont été le reflet de cette étape de la mobilisation avec 300 000 manifestants dans toute la France et la présence de salariés

du public et du privé. La Filpac-Cgt avait appelé ses syndicats à être partie prenante de cette journée et nous avons été entendus en maints endroits.

Le premier effet du 18 octobre est de modifier la perception des rapports de forces, de faire la démonstration des possibilités, de changer la donne sociale, même dans le « Sarkoland ».

Dans le rapport au dernier CCN, la Confédération considère que « cette action appelle des suites, à construire de manière différenciée mais néanmoins convergente à plusieurs niveaux ».

Pour cela, il faudra bien créer un vaste mouvement rassembleur et cela ne se fera pas par un appel solennel de la Cgt. Lors du CCN, la question fut évoquée. Comment poursuivre ? Je cite le rapport : « Une nouvelle journée ? La grève reconductible ? Toute notre expérience syndicale démontre que le seul intérêt du débat sur la forme d'action consiste à rechercher celle qui rassemble le plus de monde, celle qui permet aux salariés en lutte de tenir le plus longtemps, celle qui est susceptible de recueillir la sympathie et encore mieux, le soutien de l'opinion publique. »

### **CE SERA BIEN PROJET CONTRE PROJET QUE NOUS ARRIVERONS À IMPOSER UNE AUTRE LOGIQUE**

Nous nous retrouvons totalement dans cette Cgt : responsable, offensive, soucieuse de l'efficacité et d'avancer avec tout le monde, ne laisser personne sur le bord de l'autoroute tout en fonçant sur la file de gauche de préférence. Bref, la Cgt qu'on aime...

Le calendrier est fixé : sans attendre un mot d'ordre unique, les salariés décident d'entrer en action à partir de leurs préoccupations immédiates : à partir du 13 novembre pour les cheminots, le 14 novembre Edf-Gdf, le 20, s'annonçant comme le grand moment de cette période, la fonction publique, l'éducation nationale, La Poste, France Télécom, le 29 les magistrats... Oui, même les magistrats, comme les avocats, considèrent que la fermeture de nombreux tribunaux aggravera encore les difficultés à rendre justice

aujourd'hui dans ce pays. Pensons-y à quelques mois des élections prud'homales, car cette juridiction est également dans le collimateur de la garde des Sceaux. Et la liste ne semble pas être close...

Avec la remise en cause des régimes spéciaux, nous voyons ressurgir toute la problématique de la réforme des retraites et essentiellement la question du financement, qui va être au centre du bilan qui sera tiré de la réforme Fillon de 2003. Ce dernier annonce la couleur : il va falloir allonger encore le nombre d'annuités nécessaires pour obtenir sa pension.

La Cgt n'a pas perdu de temps. Dès le printemps dernier, nous avons décidé d'engager une campagne confédérale sur les retraites en perspective de la réforme de 2008.

Nous vous proposons que l'ensemble de nos syndicats s'inscrive dès maintenant dans cette lutte et que nous la préparions ensemble dès à présent.

Nous vous proposons de mettre en place, à la Fédération, un groupe de travail spécialement chargé d'impulser, sans attendre 2008, ce qui sera une des batailles déterminantes pour sauver le système par répartition. Et nous avons, pour cela, des travailleurs informés, au fait des vrais enjeux, ce qui nous oblige à dépasser le seul cadre de l'opposition à toutes réformes : ce sera bien projet contre projet que nous arriverons à imposer une autre logique.

D'autres terrains vont s'offrir à nous. Les attentes que Sarkozy suscitent sur bien des préoccupations des travailleurs vont continuer à se transformer en désillusions. Ainsi, la promesse de « gagner plus en travaillant plus » est déjà en train de se heurter à la dure réalité : le travailler plus à la seule discrétion du patron se transforme parfois en travaillant plus en gagnant moins. Et d'autre part, la hausse des prix et la croissance en panne sont en train de toucher rudement le pouvoir d'achat. Qu'une des luttes les plus dures pour le pouvoir d'achat soit menée par le personnel de bord d'Air France est symptomatique des capacités qui existent dans ce mouvement social, entre autres par l'implication de salariés venant d'horizons les plus divers.

Nous arrivons, en maints endroits, au stade des désillusions. On pourrait se dire que nous allons connaître le triptyque : attente déçue = désillu-

sion = mobilisation. L'opération n'est pourtant pas aussi simple. Des travailleurs peuvent très bien en rester au stade de la désillusion et se considérer en résistance à la politique économique et sociale du gouvernement.

Notre rôle est d'assurer le troisième panneau du triptyque, aider les travailleurs à passer du « non à... » au « oui à... », en conjuguant le rejet d'une politique que nous considérons comme négative pour le monde du travail et la proposition alternative pour imposer d'autres choix.

### **L'ÉCHEC DU MOUVEMENT DE 2003 SUR LES RETRAITES EST DÛ À LA RUPTURE DE L'UNITÉ, AUX NÉGOCIATIONS SÉPARÉES**

Cette question a le don de faire débattre au sein de la Cgt et bien souvent d'une manière byzantine. Il n'y a pas, au sein de notre organisation, un clivage entre certains qui « résisteraient » et d'autres qui « accepteraient ». Non, la question est bien celle, bien intégrée, que la dénonciation d'une politique par la Cgt n'est pas suffisante : en rester là conforterait beaucoup de salariés au stade de la désillusion. Or, nous avons aujourd'hui besoin d'un vaste mouvement rassembleur, large, unitaire. C'est cela le défi principal que Sarkozy et le Medef nous lancent : « *Etes-vous cap' ?* »

Répondre oui à cette interpellation signifie que nous avons à travailler sur l'ensemble des questions en débat, pour que la Cgt, dans toutes ses structures, de l'entreprise jusqu'à la Confédération, construise des propositions alternatives sur tous les sujets, les mette en débat avec les travailleurs, les fasse partager et adopter ; c'est alors, et alors seulement, que notre proposition devient revendication car elle est portée par ceux qui sont destinés à en être les bénéficiaires.

Dans le contexte actuel, beaucoup d'attentes, beaucoup d'espoirs se fondent sur le syndicalisme car il reste, pour le monde du travail, une valeur sûre. Mais il a aussi ses faiblesses, ses handicaps : le manque d'adhérents, une présence centrée dans les secteurs et entreprises avec des

statuts sociaux forts et une présence marginale dans les populations les plus exposées. Cela sera une des questions centrales de notre Congrès : comment rassembler ces mondes ? Comment le faire avec toute la Cgt, toutes ses structures ?

La question de la démarche unitaire est posée au syndicalisme. Ce n'est pas une question de détail. Nous mesurons bien la solidité que confère une unité syndicale à un mouvement et à une lutte. Il faut se rappeler que l'échec du mouvement de 2003 sur les retraites est dû à la rupture de l'unité, aux négociations séparées.

Cet épisode a laissé des traces profondes qui peuvent être salutaires si elles conduisent à ne pas renouveler les mêmes erreurs.

Par ailleurs, des coups forts sont portés au syndicalisme, justement parce qu'il y a des attentes à son égard. La campagne déclenchée après la découverte des fonds antigrève de l'Uimm est révélatrice de cet égard. Ce déclenchement ne relève pas du hasard : il est destiné, dans un moment de refonte globale de notre système social, à affaiblir les organismes qui sont des acteurs de ce système. Ils sont des obstacles au dérèglement.

Personne ne prétend que le système actuel des rapports sociaux est satisfaisant. Le syndicalisme français est faible en adhérents, donc en ressources. Mais il a une influence indiscutable et une capacité de mobilisation importante. Et c'est cela qui est à présent visé en menant une campagne visant à discréditer les syndicats ou les syndicalistes. Il est quand même fort de café de voir une affaire de caisse noire du patronat se transformer en procès du financement des syndicats. Evidemment, cette affaire sortie par le *Figaro* de Nicolas Beytout, ami du président, en cette période sociale forte est du pur hasard !

Trêve d'ironie : la Cgt n'a pas attendu les dossiers Uimm pour soulever les questions de la représentativité des syndicats, laquelle est à établir par un vote des salariés, et des moyens qui sont alloués au syndicalisme pour assurer son rôle d'acteur social incontournable dans notre société. C'est pourquoi Bernard Thibault a, au nom de la Cgt, réclamé immédiatement l'ouverture de négociations sur ces sujets en s'appuyant sur un rapport du Conseil économique et social qui ouvre des pistes nouvelles et originales en la matière.



# Ouverture du Congrès

## Relever le défi de la reconstruction des solidarités

Les politiques successives des gouvernements, et celui-ci en rajoute avec force, ont conduit à modifier et à transformer profondément le monde du travail, en cultivant les oppositions et les clivages en son sein. Cela a conduit à l'émergence de nouvelles formes de solidarités, centrées plus particulièrement sur les intérêts particuliers. Les propositions de discrimination positive ou d'imposer des quotas pour défendre des minorités relèvent de cette volonté. Ils sont d'autant plus dangereux qu'ils reposent sur une dure réalité, celle des inégalités et injustices qui frappent des composantes de notre société. Cette méthode permet en réalité de ne pas résoudre les causes réelles de ces injustices mais de les traiter marginalement, par la forme, et d'assurer un éclatement durable de la société et du monde du travail en particulier. Des modèles de ce type existent ailleurs.

Les effets de la mondialisation libérale, surtout dans sa dimension financière, pèsent lourdement sur les salariés. Le rôle de plus en plus important que jouent les fonds d'investissements et les fonds spéculatifs dans la capitalisation des entreprises marque les rapports entre capital et travail. Une entreprise peut passer, en un temps record, d'un patron vers un autre sans que les salariés en soient informés.

Une restructuration peut intervenir dans une entreprise, elle peut subir une délocalisation, son existence même peut être menacée, non parce qu'elle serait en difficulté, mais uniquement parce que ses profits n'atteignent pas le niveau de rentabilité exigée par les actionnaires.

Le salariat de toute une industrie dans un pays développé peut être mis en concurrence avec son homologue d'un pays émergent ou en voie de développement. L'argumentation patronale consistant à mettre en avant les conditions sociales très basses en Chine ou en Inde ne peut masquer la responsabilité des détenteurs de capitaux : dans l'état actuel des choses, ils contribuent à maintenir des peuples, et singulièrement les travailleurs, dans une situation sociale inacceptable que les principaux intéressés ne pourront admettre ad vitam aeternam.

Or, l'histoire nous a souvent enseigné les dangers qui peuvent surgir quand les peuples sont instrumentalisés. Nous devons évidemment trouver, avec les syndicats des pays émergents, les moyens de répondre aux attentes de ces populations



qui aspirent à des investissements, à des emplois, à vivre mieux.

D'autres préoccupations nouvelles apparaissent. La crainte des délocalisations pose la question de l'emploi d'une manière différente : un salarié se sent totalement démuné de garanties devant cette menace nouvelle et une crainte permanente sur le devenir de son emploi l'habite au plus profond de lui-même.

L'irruption de nouvelles technologies, d'un nouveau processus de production sans que les salariés aient pu bénéficier d'une réelle formation professionnelle, l'augmentation de productivité qui est exigée, fragilisent l'individu. Culpabilisé, poussé à douter de lui-même, c'est là une des causes principales du mal-être au travail, conduisant parfois à des suicides au travail, devenant une nouvelle maladie professionnelle.

L'inégalité professionnelle est considérée désormais comme profondément injuste ; c'est déjà un premier résultat du combat des femmes salariées, qui a permis de partager cette reven-

dication avec l'ensemble du monde du travail. Pourtant, nous en sommes encore loin dans les faits.

Nous ne pouvons que nous réjouir de voir que la population de notre pays, à l'instar d'autres, se sent responsable de l'avenir de la planète et qu'elle se montre exigeante sur les questions environnementales et de développement durable. Le Grenelle de l'environnement a, lui aussi, été le théâtre d'annonces de la part du président de la République qui suscitent un intérêt et des espoirs. Pourtant, la question essentielle des

syndicats sont parfaitement capables de faire la synthèse entre le projet industriel, le développement de l'emploi et le respect de l'environnement.

Toutes ces préoccupations sont constitutives de solidarités nouvelles à construire. Le syndicalisme est confronté à un contexte qui modifie son champ : là où il était le moteur, dans le domaine social, d'autres mouvements apparaissent. Il serait vain de considérer le mouvement associatif ou des organisations non gouvernementales globalement comme des adversaires ; il est plus opportun de chercher les

maîtres syndicaux : si le syndicalisme veut être crédible auprès des travailleurs, il faut qu'il puisse afficher sa dimension internationale et son action internationaliste. Sur ce point également, les choses ont profondément changé : de la fin de la division syndicale internationale qui a marqué le paysage depuis la Seconde Guerre mondiale est née une nouvelle confédération, la CSI, rassemblant la quasi-totalité des organisations syndicales de notre planète, dans toutes leurs diversités.

Nous pouvons être fiers que la Cgt ait participé à la constitution de cette confédération, réaffirmant ainsi un des principes fondateurs de notre Confédération : la solidarité internationale. L'outil existe, mais il n'est pas encore opérationnel comme il le faudrait. Le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce, tous acteurs d'une mondialisation au service du capital, ont de l'avance sur nous. C'est bien pourquoi il n'y a pas de temps à perdre et le syndicalisme international doit être dorénavant véritablement revendicatif pour être un contrepoids efficace au monde économique, industriel et financier.

Notre Fédération est très impliquée dans ce travail. Nous nous réjouissons des interventions à venir de Philippe Jennings, secrétaire général de l'Uni, et de Rainer Reibsch, secrétaire général de l'Emcef, car nous nous sentons totalement impliqués dans le travail réalisé par ces deux organisations. La campagne que mène l'Uni sur les fonds d'investissements et les fonds spéculatifs est une bataille de notre temps et avec un enjeu essentiel : peut-on imposer, à l'échelon international, à des groupes dont le capital est parfois plus important que le budget de certains Etats, des règles et l'exigence de prendre en compte l'intérêt des salariés et des populations avant le dogme capitaliste. Grande question, énorme défi : et nous répondons par l'affirmative, oui, mille fois oui, il faut imposer d'autres logiques à ces puissances.

Impensable, irréformable le système? Etait-ce cela la réponse qu'ont apporté les premiers syndicalistes aux maîtres des forges tout puissants? Non, ils ont patiemment construit les rapports de forces qu'il fallait et ont imposé à leurs maîtres, pied à pied, les conquêtes sociales dont nous bénéficions encore aujourd'hui. A notre tour à présent d'en faire autant avec, en face, les maîtres des forges du XXI<sup>e</sup> siècle que sont ces fonds d'investissements.

moyens, du financement des mesures, de la recherche et du développement n'a pas été abordée. Cela jette un doute sur les promesses certes fixées dans un avenir assez lointain.

Nous avons également vu apparaître une volonté d'évacuer la dimension économique

convergences pour participer à un large mouvement. C'est ce que nous faisons, à la Cgt et à la Fédération, en participant par exemple aux forums sociaux.

Mais le syndicalisme doit s'emparer de ces nouvelles préoccupations qui deviennent aussitôt des nouveaux besoins sociaux et recouvrir l'intégralité de son champ de compétence. Une de ses forces est bien de lier les aspirations particulières à l'intérêt général et donc de démontrer que le meilleur moyen de combattre cette fragmentation du monde du travail est de reconstruire des solidarités ; et ainsi construire un large mouvement unitaire pour imposer à ce système libéral, nouvelle forme du capitalisme, une autre logique de développement conjuguant efficacité économique, justice sociale et développement durable.

Cet objectif ne peut pas se limiter aux seules frontières de notre pays : la dimension internationale devient un échelon supplémentaire du syndicalisme, et ce dès le lieu de travail. Cela ne peut plus être l'affaire d'états-

**LA FILPAC :  
UNE ACTIVITÉ  
QUI FAIT  
APPARAÎTRE  
LES NOUVEAUX  
ESPACES, DÉFIS  
ET NAÎTRE  
DES ESPOIRS**

et sociale du développement durable. Or, le développement harmonieux d'une société se fera en prenant en compte, avec la même importance, la dimension sociale et le respect de l'environnement, en fait la place de l'homme dans son univers. Dans l'industrie papetière, nous en savons quelque chose et nos



## Quatre années de profondes modifications dans nos industries et branches

Nos industries, branches et services ont connu des modifications profondes depuis notre dernier congrès. Nous les avons analysées lors de nombreuses réunions sectorielles, de journées d'études, d'assemblées de militants. Je les aborderai donc succinctement dans ce rapport.

L'emploi, le tissu industriel et social ont été fortement mis en cause. Aucune de nos branches n'a échappé à des vagues de restructuration.

Les industries papetières, l'une des branches la plus mondialisée, ont vu nombre des entreprises remises en cause et fermées. Des régions papetières parmi les plus importantes ont vu leur tissu industriel se réduire, ainsi les Vosges avec la disparition de nombreuses entreprises de moyenne taille.

La course aux investissements conduit à la concentration au sein de quelques grands groupes internationaux qui taillent dans leur capacité industrielle et ferment des usines sans se soucier de l'avenir des salariés, ni de celui du département ou de la vallée qui se meurt parfois à petit feu avec la disparition de son usine. Nous avons pu constater ces dégâts à Fambervillers où, malgré une lutte exemplaire, les travailleurs de Matussière et Forest n'ont pas réussi à préserver leur outil de travail : aujourd'hui la petite cité vosgienne s'étirole.

Ce sont bien les seuls intérêts des multinationales qui sont pris en compte dans cette stratégie : ainsi, le groupe Saïca ferme-t-il son entreprise à Pau, refusant toute relance de production papetière mais envisage, au même moment, des millions d'investissements dans son usine picarde de Vénizel, prévoyant une production à terme de 700 000 tonnes.

Le cartonnage et l'emballage imprimé ont connu, eux aussi, la poursuite des restructurations et surtout leur intégration dans les grandes multinationales papetières. La fusion Smurfit-Kappa a conduit à une fermeture de plusieurs usines alors que la production globale française n'est pas en régression.

Nous trouvons dans l'imprimerie lourde une situation identique. Cette activité est en train de s'internationaliser à grande vitesse et nous assistons à des restructurations à l'échelon européen. Soumis à des pressions fortes des donneurs

d'ordre, l'ensemble de la branche y répond en voulant gagner en productivité sur le dos des travailleurs. Le social devient la variable d'ajustement dans la compétition commerciale. Le résultat est désastreux : Quebecor liquide des entreprises, d'autres sont en sursis, les conditions de travail s'aggravent... et la situation économique continue de s'aggraver.

A présent l'imprimerie du livre, totalement dominée par les fonds d'investissements, se trouve dans la tourmente et là aussi des menaces de restructuration draconienne sont en cours.

Le secteur de l'édition du livre a connu, en quelques années, un chamboulement considérable. Jusqu'à ces derniers temps, la vente de livres était en constante augmentation dans notre pays. Cela ne signifie pas que le secteur de l'édition n'a pas rencontré des problèmes : nous sommes effectivement, depuis 2002, dans une phase de restructuration permanente. Nous verrons, un peu plus loin, que l'édition est en fait au centre de la bataille autour des conte-

**POUR LE GROUPE  
LAGARDÈRE,  
SEULE LA DIFFUSION  
NUMÉRIQUE  
EST INTÉRESSANTE  
DANS UN PROCHE  
AVENIR**

nus dans le monde de la communication tel qu'il se profile. Aujourd'hui, trois ou quatre grands éditeurs maîtrisent le secteur et le gèrent comme un fonds de commerce. La place que prend le groupe Lagardère, non seulement dans l'édition mais également dans la distribution et la vente du livre, est pré-occupante surtout à l'analyse des perspectives du développement du groupe qui considère que c'est la seule diffusion numérique qui est intéressante dans un proche avenir.

La presse quotidienne a été marquée par une concentration que nous n'avons jamais connue dans l'histoire, pourtant agitée, de ce média. Il ne s'agit pas d'une énième crise de la presse qui pourra être surmontée par des plans sociaux et des aides publiques nouvelles au secteur. Non, il s'agit réellement d'une

crise structurelle à l'issue de laquelle des titres risqueront tout simplement de disparaître.

Cette analyse nous a conduits à rédiger, au Conseil économique et social, un rapport intitulé *Garantir le pluralisme et l'indépendance de la presse pour assurer son avenir*, en y faisant des propositions innovantes à bien des égards.

En effet, s'il pèse aujourd'hui un risque important sur le devenir des emplois dans la presse, sur leur qualité, nous ne pouvons ignorer que chaque disparition de titres, ou leur altération, est un peu de liberté d'expression qui disparaît. L'enjeu est de taille : en 2008, il ne restera plus que cinq ou six groupes de presse quotidienne en France, regroupant les 86 journaux. L'apparition d'un nombre de plus en plus important de quotidiens gratuits, entièrement financés par la publicité, jette l'information totalement dans le domaine marchand et fait peser des risques économiques graves sur certains titres de la presse payante.

Le danger de voir un contenu s'uniformiser, contrôlé par quelques groupes financiers, est réel et la bataille autour de l'indépendance rédactionnelle n'est pas uniquement celle de nos camarades journalistes, ni même uniquement celles des salariés de la presse. C'est celle qui devrait rassembler très largement la population pour qu'elle exige le maintien et le développement du débat pluraliste garanti par les pouvoirs publics. S'il y a bien une chose que le marché ne peut pas réguler, c'est l'existence d'une expression pluraliste et diverse des idées car celle-ci échappe aux règles de rentabilité caractérisant notre système économique.

Tout l'environnement industriel de la presse, l'imprimerie et la distribution, est à présent au cœur d'une vaste restructuration menée par un patronat qui cherche à rentabiliser au maximum les investissements. Le paradoxe veut que nous imprimions, aujourd'hui, plus de journaux quotidiens qu'il y a quatre années. Mais il faut mener une bataille permanente pour que les éditeurs ne remettent pas en cause les conditions de travail et les conventions collectives qui régissent ce secteur.

La place prise par la publicité, à côté des financiers, dans la restructuration de la presse

montre bien que ce secteur est désormais stratégique dans toute évolution des médias dans notre pays. Nous avons été confrontés à des restructurations dans l'affichage, dominé par deux groupes dans notre pays et dont les travailleurs voient souvent leur avenir basculer après un appel d'offres perdu dans une municipalité. La bataille de notre secteur pub pour exiger une sécurité sociale professionnelle et le transfert des salariés dans le cas de perte du marché est une réussite qu'il faut ici saluer.

**EN 2008, IL NE  
RESTERA PLUS  
QUE CINQ OU  
SIX GROUPES  
DE PRESSE  
QUOTIDIENNE  
EN FRANCE,  
REGROUPANT  
LES 86 JOURNAUX**

Mais le secteur qui a connu, en quelques années, les plus gros bouleversements est bien celui de la distribution de la presse et de la publicité. Nous aurons l'occasion d'en parler durant ces quatre jours de congrès : c'est dans cette activité que se concentrent le plus de créations d'entreprises, de filiales de groupes de presse ou de distributeurs postaux dans la plus totale anarchie. Il est en train de se développer (et non pas de naître) un champ totalement nouveau, soumis à une concurrence féroce pour gagner les marchés de la distribution. Dans cette concurrence, là également, le travailleur est la variable d'ajustement : précarité la plus extrême, mise en concurrence de salariés d'une entreprise à l'autre dans le même secteur, nous voyons là comment une économie émergente, d'avenir, considère les travailleurs : comme des bêtes de somme.

Cet état des lieux est évidemment beaucoup trop succinct pour refléter l'ampleur de ce qui s'y passe. Il serait ici fastidieux de rappeler l'ensemble des luttes qui ont jalonné ces quatre années d'activités : aucune n'a été inutile même si toutes n'ont pas eu le succès escompté. Je voudrais, ici, saluer l'ensemble des travailleurs, des militantes et militants avec nos délégués fédéraux présents

sur tous les fronts, qui ont mené, dans des conditions toujours difficiles, des luttes parfois longues occupant leur entreprise, ne négligeant aucune forme d'action et ne tombant jamais dans la résignation. Pourtant, les coups ont été parfois bien rudes, ceux subis par les camarades de l'Imprimerie nationale, ici à Flers mais également à Paris, ceux de Quebecor Corbeil, Strasbourg et Lille, ceux de J.C Torcy, ceux de Matussière et Forest, de la Papeterie des Gaves, de Stora Corbehem, d'International Paper à Maresquel, et tous ceux qui se sont battus contre la liquidation de leur entreprise et pour leur revendication que je ne peux tous citer ici.

La Fédération a répondu à leurs sollicitations dans la mesure de ses moyens, elle a fait jouer les solidarités, des camarades de la direction fédérale se sont investis, elle a aussi tiré les enseignements de ces combats.

D'abord, le patronat, dans toutes ces restructurations, quel que soit le secteur, considère que le syndicat est là pour assumer les conséquences des choix économiques, industriels et donc sociaux qu'ont faits les actionnaires. Ainsi, il dénie aux travailleurs d'avoir une intelligence : celle d'avoir, par exemple, des idées sur l'avenir d'une entreprise ou d'une branche. Le seul terrain qu'il nous laisse, c'est celui du plan social vu sous l'angle de la gestion des conséquences sociales pour les rendre les moins désastreuses possible.

Nous savons ici que des plans sociaux peuvent avoir du sens s'ils accompagnent des choix industriels, s'ils répondent à des irrptions de technologies nouvelles bouleversant l'ancienne organisation du travail, etc.

Nous avons déjà lors de notre dernier congrès appelé à une approche différente des plans sociaux. En effet, depuis bien longtemps, la plupart des plans sociaux se terminent par une « prime à la valise » qui cache mal le désespoir dans lequel se trouvent des salariés contraints de négocier leur départ contre une prime et de faire du montant de cette prime le prix de leur dignité. Il y a quelque chose de déprimant, de socialement indigne, de voir une stratégie syndicale réduite à monnayer des fermetures avec un patronat pour lequel cette dépense est ridicule par rapport à tout ce que les salariés lui ont permis de gagner durant des années. C'est ce constat qui nous a conduit à faire un travail avec les syndicats, avec des experts, pour inverser le cours des choses, pour faire de la défense de l'emploi le centre de notre mobilisation.



# Ouverture du Congrès



Pour cela, nous devons anticiper et non pas attendre que les difficultés économiques et industrielles surgissent... Nous savons bien, en tant que syndicalistes expérimentés, les signes annonciateurs des problèmes : pas d'investissement pendant des années, des frais financiers exorbitants, un personnel vieillissant... Que faisons-nous de cette analyse ? Est-ce que nous allons attendre la catastrophe pour appeler les travailleurs à lutter pour leur emploi ? Les travailleurs en question ne seraient-ils pas fondé à nous dire : comment, vous saviez que les choses allaient mal et nous n'avons rien entrepris ?

Sommes-nous au bout des restructurations ? Non, nous pensons que nous sommes dans une période permanente de restructurations et que la vigilance est nécessaire à tout moment sur la question de l'emploi et du développement industriel. Nous avons fait de cet objectif notre revendication centrale.

Ainsi, dans l'industrie papetière, l'idée des Assises papetières a permis de déboucher sur une nouvelle pratique revendicative avec la charte papetière sur laquelle nous reviendrons dans le document d'orientation puisque nous proposons d'étendre cette forme de plate-forme revendicative dans toutes les activités sectorielles. Que voulions-nous avec les assises papetières ? Mobiliser nos syndicats à partir de leur entreprise non pas pour s'y replier, mais pour en sortir, pour porter les problèmes et solutions dans l'opinion publique, au niveau des élus, à tous les niveaux et ainsi créer un mouvement solidaire autour d'une bataille pour l'emploi.

Cette stratégie a eu son expérience concrète. Quand des travailleurs de Corbehem ont créé une association pour élaborer un

projet alternatif à l'arrêt d'une machine par la multinationale Stora, nous avons appuyé cette démarche. Quand les camarades de Maresquel ont repris ce projet de faire du papier avec du chanvre pour imposer à International Paper la continuité du fonctionnement de l'usine, cela a permis de rassembler autour d'eux l'ensemble des élus politiques, les agriculteurs et leurs organisations, la population de tout le pays, tous concernés. Cela a aussi permis de construire des actions solidaires Cgt avec la région et l'union départementale. Et je voudrais les saluer ici très fraternellement pour leur implication.

Si pour l'instant nous n'avons pas réussi à faire plier la multinationale International Paper, c'est qu'il manquait à notre lutte deux éléments essentiels : l'implication des autres entreprises du groupe en France et la dimension internationale. C'est bien pourquoi nous considérons que la Charte papetière doit devenir la plate-forme revendicative de toute la branche, élaborée à partir de chaque entreprise, avec les revendications à ce niveau, puis déclinée à chaque échelon où l'action des travailleurs et de leur syndicat est nécessaire : la localité, la région et ses départements, le niveau national et international.

Quand les camarades d'Arjo-Wiggins prennent la Gpec en compte pour en faire une bataille autour de l'avenir de l'emploi, de sa qualité et des qualifications, nous sommes dans une utilisation positive d'un procédé qui, s'il n'est pas pris en compte par le syndicat, peut effectivement devenir une arme pour le patron.

Quand nous affrontons directement le groupe Quebecor qui cherche à fermer son usine de Corbeil, en lui opposant une autre logique, développée avec

l'UD de l'Essonne, plus particulièrement, celle de la mise en place d'un comité de pilotage pour l'implantation d'une nouvelle usine dans le sud de Paris à partir de l'existence du site corbeillois, nous ne tombons pas dans une cogestion béate. La mise en place de ce comité de pilotage n'est pas la fin d'une lutte mais sa continuité, sa relance, sur de nouvelles bases. Et ainsi, nous créons, dans l'entreprise et au niveau de la branche, une dynamique dans la bataille pour l'emploi qui prend à revers ce que le patronat daigne nous laisser comme champ d'action : la négociation des plans sociaux.

C'est ce qui s'est passé ici, à Hellemmes, où nous avons pu éviter la fermeture et relancer

## LA VIGILANCE EST NÉCESSAIRE À TOUT MOMENT SUR LA QUESTION DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

une activité certes réduite mais néanmoins encore importante, sauvant un site industriel et des emplois.

C'est cette même logique que nous avons appliquée dans la presse quotidienne nationale et régionale et qui a rassemblé largement tous nos syndicats. Alors que par le passé les restructurations de la presse se bornaient à des départs des salariés les plus anciens, nous avons pris en compte que cette façon de faire ne traçait aucune perspective pour les travailleurs plus jeunes, nous avons exigé et imposé une autre logique : celle de la négociation de l'évolution des entreprises, des emplois et des postes

de travail à occuper dans le cadre d'une transformation radicale du processus de fabrication.

Ainsi avons-nous réussi, pour la première fois depuis de longues années, à inverser la logique : des départs systématiques nous sommes passés à la recherche d'un emploi systématique. Cela a certes obligé beaucoup de camarades à admettre que l'approche de l'emploi uniquement centrée sur le métier ancien ne pouvait plus suffire : avec une exigence de formation de haut niveau, il s'agit d'être présent sur le terrain des nouveaux postes et des nouvelles qualifications.

L'emploi n'était pas la seule préoccupation. La question des salaires, du pouvoir d'achat a été l'enjeu de nombreuses luttes qui ont permis de déboucher sur des succès intéressants dans maintes entreprises. La question des grilles de salaires et des minima reste pourtant ouverte dans la plupart des branches. Nous connaissons toujours encore des grilles où les minima conventionnels sont en dessous du Smic, éloignant de plus en plus nos textes conventionnels de la réalité des salaires dans les entreprises.

Cette situation, parmi d'autres, pose la question de l'évolution des conventions collectives. Elle a été au centre de notre réflexion et de notre action durant ces quatre années. En effet, les conventions collectives sont des conquêtes sociales importantes et un bien commun pour l'ensemble des salariés d'une branche, elles garantissent une négociation collective du contrat de travail.

Nous nous réjouissons d'avoir pu en signer de nouvelles durant ces années : après celle de la distribution directe de la publicité, nous avons pu aboutir pour les porteurs de presse après plus de dix ans d'activité revendicative

au cours desquelles nous avons dû patiemment créer un rapport de forces dans un secteur difficile. Il s'agit là d'une avancée considérable qui permet à des milliers de salariés qui étaient, et pour certains, qui le sont toujours, soumis à une précarité digne d'un autre temps.

Nous avons également signé une convention collective pour les salariés des éditions phonographiques, parmi lesquelles toutes les grandes majors de la musique, Emi, Warner, Sony, etc. Nous avons mené cette négociation de concert et dans un esprit fraternel remarquable avec la Fédération du spectacle, de l'audiovisuel et de l'action culturelle.

D'autre part, après avoir déjà adhéré à la convention collective de la publicité en 1998, nous avons été amenés à ratifier celle des journalistes dans des conditions sur lesquelles je reviendrai.

Nous avons donc, durant ces quatre années, élargi le champ conventionnel de notre Fédération, ce qui est une avancée pour de nombreux travailleurs. Mais nous avons également constaté la confirmation d'un autre phénomène déjà analysé lors de notre dernier congrès.

L'ensemble de nos conventions collectives ne couvrent plus totalement nos branches et secteurs. En effet, à force d'externalisation d'activités, de sous-traitance, de création de nouvelles activités liées à l'évolution technologique, le patronat a créé des espaces de plus en plus grands dans lesquels règnent la précarité, l'individualisation des contrats...

Il s'ensuit une fragmentation sociale au sein de nos industries et branches, avec la création de nouvelles filières hors de notre champ conventionnel et qui, peu à peu, tendent à marginaliser les salariés qui relèvent des conventions collectives. Il s'agit là d'un





des défis les plus importants que nous avons à relever car le patronat tente, par ce biais, d'opposer les travailleurs entre eux. Comme cela fut le cas dans le jeu pervers d'opposer salariés du public et salariés du privé, nous entrons dans l'ère de l'opposition entre des salariés bénéficiant d'une protection collective et ceux soumis au contrat individuel et précaire.

Cette vieille marotte patronale se nourrit souvent d'évolution dans le processus de production et dans les technologies pour arriver à ses fins. Or, nous sommes à présent confrontés à l'irruption du numérique dans la quasi-totalité des activités humaines, ce qui est de nature à amplifier le phénomène.

La société de l'information numérique a donné lieu à de nombreuses études et rapports. On peut considérer que les technologies numériques ont, au XXI<sup>e</sup> siècle, un impact identique à celui de l'invention de l'imprimerie au XV<sup>e</sup> siècle. Cet impact se ressent particulièrement dans la diffusion de l'information et de la connaissance, de la culture, en créant un nouvel espace d'accès à ces besoins sociaux fondamentaux par les outils électroniques.

Ainsi, à côté du papier, d'autres supports se mettent en place,

avec des caractéristiques différentes qui affectent le support papier sans pour autant, pensons-nous, le faire disparaître. Nous ne parlons pas, là, du futur : nous y sommes, et en plein dedans ! C'est l'une des questions centrales de ce congrès qui est posée.

Un espace se crée. Avec de nouvelles technologies de diffusion, avec de nouveaux acteurs économiques et industriels de plus en plus puissants. Google règne aujourd'hui déjà sur la planète numérique et peut devenir, très rapidement, le réseau le plus puissant de diffusion et d'accès à de l'information, de la communication, de la culture...

Dans l'affrontement entre industries du contenant (ceux qui gèrent les dispositifs techniques du numérique) et les créateurs de contenu, un bras de fer considérable s'engage, avec une conséquence qui peut être dramatique pour l'information et la culture. Celles-ci deviennent de plus en plus de simples marchandises, enjeu économique entre des groupes multinationaux très puissants qui visent à contrôler le contenant et le contenu.

Mais nous ne diabolisons pas la révolution numérique : elle est en train de devenir la normalité pour des centaines de millions

de personnes, particulièrement les jeunes générations, qui y voient un moyen nouveau d'accéder au savoir, à l'information, aux loisirs.

Nous devons donc occuper ce terrain pour que le syndicalisme, et le nôtre particulièrement, mette en évidence les dangers d'une marchandisation totale de l'information, dénonce les incuries des gouvernements à traiter de ces questions qui nécessitent des réponses nouvelles.

## NE DIABOLISONS PAS LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE : ELLE EST EN TRAIN DE DEVENIR LA NORMALITÉ POUR DES CENTAINES DE MILLIONS DE PERSONNES, PARTICULIÈREMENT LES JEUNES GÉNÉRATIONS

Et soyons, en même temps, une force de propositions pour exiger que la révolution numérique soit une réelle avancée pour l'humanité car nous retrouvons là l'antagonisme fondamental entre les intérêts du capital et l'exigence d'un progrès social pour l'ensemble de la population.

Mais ce terrain nous est contesté. Pour le patronat de ce secteur, les activités du numérique

font partie d'un nouveau monde, dans lequel les anciennes règles sociales n'auraient pas cours. Et il est vrai que la plupart des entreprises et des lieux de travail se concentrent autour de ces technologies imposent à des salariés, pourtant très souvent de haute qualification, des contrats individualisés et précaires.

Devant l'ampleur des transformations que cela va générer dans l'impression papier, le

ministère de l'industrie organise, avec le patronat de l'imprimerie, de l'édition et du papier, les 15 et 16 novembre, un symposium stratégique sur les investissements et les diversifications à opérer pour tenir compte de l'avenir du papier dans l'ère numérique.

Il est symptomatique que les organisations syndicales n'aient pas été associées à la définition des thèmes à débattre lors de ces assises. En effet, le social n'est pas invité au festin, il fait partie de l'ancien et ne saurait être constituant du nouveau. Devant la réaction vive de notre Fédération, le ministère serait prêt à nous inviter. C'est un peu tard, Madame la ministre, c'est même trop tard. Nous n'avons pas l'habitude de nous accommoder des restes, nous tenons à être présents dès l'élaboration du menu !

Si nous ne jouerons pas la politique de la chaise vide lors de ces assises, nous considérons qu'il faut faire passer un message bien plus fort que celui porté par quelques représentants de notre Fédération qui y siègeraient.

L'ensemble des organisations syndicales de nos branches est ici présent : nous proposons au Congrès de lancer l'Appel de Lille : les 15 et 16 novembre seront deux jours d'action de la Filpac-Cgt avec un rassemblement devant le ministère de Bercy, où se tiendra la réunion des stratèges patronaux. Par cette action que nous souhaitons forte, massive, unitaire, nous exigeons la définition d'un cadre social au sein de la convergence numérique, cadre social s'appuyant sur les acquis des salariés de nos industries et branches.

## Le rôle fédérateur de la Filpac-Cgt

Toutes les évolutions et tous les changements que je viens d'évoquer affectent également l'organisation syndicale. En effet, l'éclatement du monde du travail est mis en œuvre d'une manière méthodique a aussi pour but de ramener le salarié à son destin individuel.

Cette fragmentation ne s'arrête pas au niveau d'une branche ou d'un territoire, elle se vit de plus en plus à l'entreprise qui s'affirme chaque jour davantage comme le lieu névralgique de la lutte sociale. Le lieu de travail est bien ce lieu de rassemblement des salariés, de la construction de la première étape de la solidarité. C'est de là que partira la reconquête de nos forces, c'est là que nous construirons la vie démocratique dans laquelle les salariés et les syndiqués seront impliqués. Si l'individualisme mine la solidarité dès l'entreprise, nous aurons beaucoup de mal à la faire vivre ailleurs.

C'est ainsi que nous devons considérer l'entreprise : comme la base, les fondations, sur lesquelles les actions solidaires pourront se développer. Avec un syndicalisme à l'entreprise

ouvert sur l'extérieur, sur le territoire, la branche, le groupe parfois et même de plus en plus souvent. Et tout cela dans un monde qui bouge tout le temps, en butte à d'incessantes restructurations. L'entreprise elle-même voit sa nature changer. Nos industries n'y échappent pas, nos structures syndicales non plus.

### L'ENTREPRISE ELLE-MÊME VOIT SA NATURE CHANGER. NOS INDUSTRIES N'Y ÉCHAPPENT PAS, NOS STRUCTURES SYNDICALES NON PLUS

Nous ne sommes plus une Fédération de deux industries couvrant quelques conventions collectives, nous sommes devenus une organisation couvrant de nombreux secteurs, industries, services, parfois sans aucune couverture sociale décente.

La concurrence entre statut de salariés est déjà posée au sein même de notre Fédération et nous devons construire, au-delà des conventions collectives, une démarche revendicative commune à tous les secteurs. Cela nous oblige à revoir notre manière de travailler : avec plus de transversalités, plus de solidarités entre les différents secteurs.

Je ne veux pas ici évacuer cette question : le syndicalisme en général, et notre Fédération en particulier, sont à la croisée des chemins.

Le patronat met à profit toutes les évolutions qui, indiscutablement, bouleversent l'existant, pour augmenter la pression sur les salariés. Il met en concurrence les travailleurs entre eux, oppose ouvriers et cadres, certaines catégories à d'autres. Là où un esprit corporatiste ou catégoriel est encore vivace, il en rajoute dans la mise en concurrence, et ce que le corporatisme pouvait avoir de positif, c'est-à-dire de souder des salariés, devient un repli identitaire qui contribue à fragmenter le salariat.

Oui, nous ne l'apprenons pas aujourd'hui, mais il faut sans

cesse le rappeler, pour ne pas se tromper d'adversaire : le patronat sait manipuler à dessein pour attiser les braises. Il arrive même qu'un journaliste bien intentionné publie un livre juste avant le congrès de la Filpac-Cgt pour balancer les contrevérités les plus ridicules ou viles pour amener dans le débat des éléments qui pourraient encore aggraver des fractures existantes.

Que tout cela conduise à des débats, voire des contradictions au sein de l'organisation n'a rien d'anormal en soi. Pourtant, ces débats ne prennent pas toujours le niveau, voire l'angle juste, pour discuter. Il arrive que, au sein de syndicats, des déchirements surviennent, des affrontements se développent qui s'avèrent ne plus être gérables.

Très souvent la Fédération est appelée à l'arbitrage dans des débats qui animent tel ou tel syndicat. Or, demander cela à la Fédération, c'est en fait lui demander, qu'on le veuille ou non, d'acter une division. Je le dis ici solennellement et cela n'a rien à voir avec le fait de ne pas savoir prendre ses responsabilités : quand un débat au sein

d'une structure de la Fédération risque de conduire à une division, il est du rôle de notre structure d'être le lieu où ce débat peut se poursuivre pour se terminer par une convergence de vue. De nombreuses questions que nous considérons comme réglées sont aujourd'hui en débat, particulièrement sur les formes d'organisation et de fonctionnement de la Cgt : nous devons les aborder en fédérant les différences, c'est pour cela que nous nous appelons une fédération.

Malgré ces débats qui affectent notre capacité de rassembler et donc de lutter avec le maximum d'efficacité, notre syndicalisation a progressé dans des secteurs pourtant réputés comme difficiles. Dans l'édition du livre, dans la publicité, dans la distribution, nous avons constitué des bases nouvelles, nous progressons dans notre influence. Nous sommes heureux que la Cgt soit devenue, dans Médiapost, la première organisation syndicale, et de loin, et ce pour la première fois. C'est à mettre au compte de camarades qui, pourtant confrontés à des difficultés pour



# Ouverture du Congrès

s'organiser avec deux Fédérations Cgt sur le terrain, ont su, le moment venu, surmonter des divergences auxquelles les salariées ne comprenaient pas grand-chose.

Quand nous progressons comme nous le faisons dans ces secteurs où nous étions quasiment interdits de séjour, il arrive aussi que le patronat sorte l'arme de la répression. Je veux

dénoncer ici l'attitude de la direction de Médiapost, filiale de La Poste, qui mène une véritable discrimination à l'égard de notre déléguée syndicale, ici présente au Congrès, en butte à des vexations, des interdictions professionnelles et des brimades diverses qui sont inacceptables.

Je vous propose que nous envoyions à M. Bailly, président de La Poste, un message fort de

ce Congrès : nous plaçons Nadia Khaliffi sous la protection de l'ensemble des syndicats de la FILPAC et nous exigeons qu'elle soit rétablie dans toutes ses responsabilités professionnelles.

Nous connaissons trop l'issue de ces pratiques, pour ne pas réagir avant que les choses évoluent pour envoyer cet avertissement ferme et définitif et qu'il sonne comme un soutien indé-

fectible à toutes celles et tous ceux qui, dans notre pays, doivent avoir l'étoffe de héros pour être des militantes et des militants de la justice sociale.

En tout cas, cela ne saurait être un frein à notre volonté de continuer à progresser en influence et en syndicalisation dans l'ensemble des secteurs : nous ne sommes pas dans des branches en voie de disparition, au

contraire. Dans ceux qui relèvent aujourd'hui de notre champ fédéral, nous comptons plus de 120 000 salariés dans les industries papetières, 360 000 dans l'ensemble de la communication écrite, 120 000 dans les diverses formes de distribution de l'imprimé : voilà le champ de syndicalisation que nous vous proposons de labourer ensemble.

## Deux projets novateurs significatifs : la confédéralisation...

Le 48<sup>e</sup> Congrès l'a pointé et analysé, nous le vivons dans les faits de plus en plus fréquemment : si les champs professionnels bougent, les structures syndicales elles aussi doivent bouger. Nous sommes de plus en plus souvent conduits à travailler avec d'autres Fédérations de la Cgt sur des champs d'activités qui deviennent communs. Cela fut déjà le cas avec la Fédération de la Chimie et notre activité dans l'industrie papetière ; cela l'est devenu avec la Fédération du Spectacle et le Snj-Cgt, avec la Fédération des Sociétés d'études, celle du Commerce dans la publicité, celle du Transport dans la distribution, celle de la Fédération des Activités postales et de télécommunication dans le même secteur.

Ainsi devons-nous apprendre à travailler autrement avec ces structures de la Cgt : nous avons déjà commencé à le faire, par exemple dans la protection sociale avec la Fédération du Spectacle. Mais nous devons aller plus loin et proposer de créer des activités interfédérales au niveau de certaines branches ou de segments d'activité qui peuvent, actuellement, relever de champs conventionnels différents tout en faisant la même activité.

Ce besoin de revoir l'activité professionnelle de la Cgt est impératif et urgent. Le champ de la communication, où nous sommes présents et actifs, se développe, s'étend, se transforme et devient une des activités structurantes dans ce siècle. Il va être au centre d'enjeux économiques et politiques comme nous l'avons déjà vu plus haut. Il est aussi créateur d'emplois dans des activités nouvelles.

Notre Fédération occupe ce champ de la communication en partant de la production du papier jusqu'à la distribution de l'écrit. Mais il est bien plus vaste que cela : nous sommes confrontés à l'irruption de réelles filières de la communication, dominées par des multinationales

ou des entreprises nationales qui intègrent en leur sein toutes les activités.

La Cgt doit se doter de structures capables de rassembler l'ensemble des salariés relevant de ces filières en prenant néanmoins en compte qu'elles sont constituées d'activités diverses et différentes ; nous ne sommes pas devant une seule et même industrie comme cela fut le cas quand le fédéralisme s'est construit durant toute son histoire ; non, nous voyons émerger un monde inédit qui n'est pas une simple fusion des anciennes activités de la communication.

C'est à partir de l'analyse de cette évolution, des besoins sociaux qui émergent, mais également des enjeux de société qui en découlent, qu'une réflexion réelle sur les structures Cgt les plus efficaces naîtra. Vous l'aurez compris, si nous considérons que le nouveau champ de la communication n'est pas l'addition d'anciennes branches, nous considérons également que la structure Cgt la plus appropriée ne saurait se constituer comme un jeu de construction empilant les anciennes structures.

Nous sommes prêts, et ce Congrès nous y prépare encore davantage, à entrer dans le débat confédéral sur l'évolution des structures, sur cette approche qui est avant tout dictée par le besoin d'avoir un projet, une orientation syndicale, desquels découlera l'outil nécessaire. Et non l'inverse.

Sans attendre la fin de ces discussions, nous considérons que le travail interfédéral devrait s'établir immédiatement et permettre de nourrir de son expérience le débat sur le projet de politique syndicale Cgt dans le champ de la communication : la Filpac-Cgt y est prête.

Elle y est prête sans préjugés ni volonté hégémonique. Nous pensons que nous sommes l'une des pierres qui serviront à monter l'édifice ; nous pensons aussi que notre expérience revendicative dans les industries papetières et graphiques peut servir,

que nos travaux sur l'évolution de nos secteurs sont une contribution à la réflexion globale. Nous souhaitons la confronter à d'autres approches qui pourraient exister et ainsi enrichir notre propre analyse et notre approche.

Cette voie n'est pas toujours facile, nous l'avons vécue et la vivons encore dans nos rapports avec le Snj-Cgt. Il faut rappeler ici que nous avons, depuis longtemps, pris conscience que nous devions travailler en étroite coopération avec le syndicat des journalistes Cgt. En effet, dans de nombreuses entreprises de presse, la coexistence de deux

notre Fédération. Juste pour travailler ensemble. Nos camarades avaient accepté mais aucune suite n'a été donnée, ce qui nous a conduit à réitérer cette proposition à chaque congrès, toujours avec le même résultat négatif.

Nous regrettons d'autant plus cette absence que les entreprises de presse menaient une véritable révolution dans les rédactions qui, avec l'irruption des nouvelles technologies, sont devenues depuis un bon bout de temps déjà de vrais secteurs éditoriaux dans lesquels les frontières entre rédaction, technique et administration s'estompaient et se redessinaient, dans lesquelles de nouvelles activités et de nouvelles qualifications apparaissaient... Et surtout, que le patronat prétendait nous interdire d'occuper, affirmant que cet espace éditorial nouveau ne relevait pas de notre juridiction.

La suite était aisément prévisible : à coups de plans sociaux, le patronat éliminait les ouvriers du Livre, la plupart du temps, et affaiblissait la Cgt en même temps. Devant ce constat, nous avons pris, lors d'assemblées générales de nos syndicats de la presse, une orientation nouvelle. Nous avons proposé de décloisonner la Cgt, en dépassant les cadres anciens et en constituant, dans les entreprises de presse, une organisation en capacité de rassembler l'ensemble des salariés.

Malheureusement, sans réussir à convaincre, ce qui nous a conduit à signer la convention collective des journalistes pour ne pas être absent dans le débat sur l'avenir des emplois qui se créaient dans les secteurs éditoriaux de la presse.

Cela nous permet aujourd'hui d'avoir étendu le nombre de bases Cgt chez les journalistes et de permettre à des salariés techniques menacés dans leur emploi, d'être formés et d'accéder à des postes dans les rédactions.

Evidemment, le principal syndicat de journalistes, le Snj auto-

nome, créé dès l'origine sur une approche exclusivement corporatiste des journalistes, considère cette irruption de la Cgt possible dans tous les secteurs éditoriaux des quotidiens en France comme une menace pour ce qu'il considère être son pré carré. Bon, mais cela ne nous effraie pas, nous avons les moyens d'affronter cela.

Mais cela a également affecté nos rapports avec le Snj-Cgt et nous ne pouvons nous satisfaire de la situation actuelle, trop marquée par la défiance, voire l'affrontement, ce qui est négatif pour tout le monde.

Nous devons trouver avec le Snj-Cgt des relations d'une autre qualité et cela très rapidement, sans attendre que le débat confédéral sur les structures trouve son issue. Nous proposons ici, au Congrès, d'engager dès notre retour de nos Assises nationales, un travail entre les deux secrétariats, celui du Snj-Cgt et celui de la Filpac-Cgt, pour examiner toutes les formes de coopérations qui peuvent aller jusqu'à l'affiliation du Snj à notre Fédération comme une phase intermédiaire avant de mettre en œuvre d'autres perspectives qui pourront découler de la réflexion confédérale sur les structures.

Nous considérons qu'il faut se fixer un objectif immédiat : celui de créer, dans les entreprises de presse quotidienne, une seule et même Cgt, rassemblant l'ensemble du salariat de ce secteur qui connaît d'importants bouleversements. Nous pourrions ainsi travailler sur des questions lourdes avec une étude sur la réalité du salariat, journaliste y compris, dans la presse écrite, sur les statuts, les difficultés auxquelles il est confronté.

Dans ces bouleversements, c'est bien l'ensemble des statuts qui sont en cause et il faut s'interroger si nous les défendons efficacement en nous cloisonnant, en se repliant sur les acquis ou en exigeant, comme nous le faisons, d'être partie intégrante du nouveau qui est déjà en place

**NOUS CONSIDÉRONS  
QU'IL FAUT SE FIXER  
UN OBJECTIF :  
CRÉER, DANS  
LES ENTREPRISES  
DE PRESSE  
QUOTIDIENNE,  
UNE SEULE ET MÊME  
CGT RASSEMBLANT  
L'ENSEMBLE  
DU SALARIAT**

structures Cgt n'était pas la manière habituelle de travailler. Et cela d'autant plus que le taux de syndicalisation des journalistes est très bas et la Cgt n'y échappe pas. Pourtant, dans les élections à la commission de la carte, la Cgt est la deuxième organisation syndicale, il y a donc un potentiel de syndicalisation réelle. Pourquoi ne pas s'appuyer, pensions-nous, sur la Cgt existant dans les entreprises de presse, chez les ouvriers, employés et cadres pour syndiquer des rédacteurs ?

Cette réflexion nous a conduits, dès 1994, au Congrès d'Evian, à proposer au Snj-Cgt de participer à notre direction fédérale, CEN et Bureau, sans pour autant être adhérent à

dans les rédactions. En prenant ce chemin, nous n'avons pas choisi la facilité, les camarades qui se sont engagés dans cette lutte dans les entreprises pourront en témoigner : mais c'est la voie de l'avenir, celle qui prend en compte que nous ne sommes pas condamnés à disparaître avec les anciennes organisations du travail.

Personne, au sein de la Filpac-Cgt, ne songe à mettre en cause la particularité du travail de journaliste, personne ne songe à prendre la place : nous souhaitons tout simplement que la Cgt fasse la preuve, devant une profession si peu syndiquée, que ces particularités peuvent exister avec les autres salariés et non pas contre comme veut le faire croire le Snj autonome, qui défend un fonds de commerce dans lequel il ne veut voir personne d'autre faire irruption. Pourtant, l'avenir de l'emploi et des statuts des journalistes dépend étroitement de la capa-

cité d'agir avec les autres travailleurs de la presse. On comprend d'ailleurs l'ire du Snj autonome car, en quelques mois, le nombre de bases Cgt dans les rédactions de la presse quotidienne va en s'accroissant. Et nous devrions nous en plaindre ? Avoir pour la première fois, une vraie base journaliste Cgt au *Figaro*, c'est une avancée ou un recul ? Je vous laisse juger.

Dans ce débat, touchant toutes nos branches et secteurs, nous considérons que la question de la confédéralisation doit être le concept fédérateur. Qu'entendons-nous par ce terme ?

Nous l'avons déjà vu : les intérêts du monde du travail sont de plus en plus interdépendants, la mobilité subie par les travailleurs les conduit à devoir bénéficier d'un statut qui va au-delà de ce que peut garantir telle ou telle convention collective. C'est pourquoi nous adhérons sans réserve à la revendication de la Sécurité sociale professionnelle

et du statut du travail salarié, qui sont, en définitive la vraie réponse à la précarité et à l'insécurité sociale dont chaque travailleur se sent menacé.

**NOUS SOUHAITONS  
QUE LA CGT  
FASSE LA PREUVE,  
DEVANT UNE  
PROFESSION SI PEU  
SYNDIQUÉE, QUE  
DES PARTICULARITÉS  
PEUVENT EXISTER  
AVEC LES AUTRES  
SALARIÉS  
ET NON PAS CONTRE**

Cet objectif n'est pas du seul ressort du fédéralisme : la confédéralisation est pour nous un concept qui allie aussi activités professionnelle et territoriale.

Nous l'avons dit plus haut : dans la bataille pour l'emploi, la mobilisation de l'ensemble des forces sociales est nécessaire, les régions et les unions départementales Cgt sont parties intégrantes de la mise en œuvre de cette stratégie de lutte efficace. La prochaine conférence des unions locales sera un moment privilégié pour approfondir notre réflexion sur la confédéralisation de notre activité, en incluant la nécessité d'une présence Cgt permanente auprès de nos syndicats d'entreprise ou dans les campagnes de syndicalisation. Aucune fédération ne peut déployer une activité autonome pour occuper le terrain comme la situation sociale actuelle l'exige ; c'est bien par une mise en commun de réflexion, de revendications, de moyens, que nous y arriverons. C'est pourquoi nous nous réjouissons du travail en commun que nous venons de mettre au point avec l'Urif, Union régionale Cgt Ile-de-

France, pour lancer une campagne de syndicalisation envers les 180 000 salariés (oui, je dis bien 180 000) de nos secteurs dans cette région. Le premier acte de ce travail en commun est l'élection d'un membre du Comité régional de l'Urif proposé par notre Fédération.

Confédéraliser l'activité ne signifie pas « refiler le bébé » à la Confédération, évidemment. Non, c'est une nouvelle manière de vivre le fédéralisme, en le conjuguant systématiquement avec la dimension territoriale, du lieu de travail jusqu'au niveau confédéral. Le défi que nous lance Sarkozy, avec toute une série de dossiers et de chantiers qui s'ouvrent nous pousse à aller plus vite vers l'objectif de la confédéralisation de l'activité syndicale. Ce n'est pas un problème de structure que nous posons là, c'est une dimension nouvelle, qui sera peut-être historique, que le syndicalisme Cgt doit à présent assumer.

## Et le travail en réseau

Chers camarades,

A l'heure de l'information instantanée grâce au réseau, à l'époque où chaque entreprise, chaque collectivité, se dote de moyens pour mettre à disposition sa communication sur Internet, nous avons pris du retard.

Notre fonctionnement syndical est encore trop vertical : la circulation de l'information, dans notre conception, se fait toujours encore de bas en haut et de haut en bas. Dans la « vraie vie », cela ne se passe plus comme cela. L'accès à des informations sur un réseau comme celui d'Internet bouscule l'appropriation des connaissances, y compris pour le syndicat. De nombreux syndicats sont connectés, utilisent le réseau pour échanger des informations, pour mener des débats. Et la particularité de ce réseau, c'est qu'il n'est jamais achevé. Il a ses défauts ? Oui. Il n'est pas toujours fiable ? Oh oui... Mais c'est bien pour cela que nous devons y être, pour apporter nos connaissances, nos réflexions, notre expertise comme on dit aujourd'hui.

Nous devons nous emparer mieux de ces outils nouveaux et prendre notre place sur un réseau syndical qui est planétaire. Mais prendre sa place ne veut pas dire contrôler : la particularité de ce réseau est qu'il est incontrôlable. Il s'agit donc bien de s'y engouffrer, de l'alimenter par nos propres bases.

Nous avons, à la Fédération, beaucoup fait pour développer l'information : la qualité de *l'Impac*, pour laquelle je voudrais remercier toute l'équipe rédactionnelle bénévole, ici présente pour faire le quotidien du Congrès, mais également la réactivité dont nous faisons preuve pour alimenter nos syndicats en information, n'est qu'une étape. La prochaine que nous devons mettre en œuvre, c'est de permettre à tous les syndicats d'accéder à un réseau syndical mondial, en partenariat avec l'Uni et l'Icem, permettant à tous les syndicats de se connecter et de créer ainsi un réseau de solidarité active comme nous n'avons jamais pu le faire auparavant.

Ce rapport arrive à sa fin. Il aurait voulu être plus précis sur certains points, mais le débat va nous permettre d'approfondir notre réflexion. Je puis vous dire que toute l'équipe qui a préparé ce Congrès marche à l'espoir. Nous avons des atouts. Nous représentons une Cgt encore forte dans des industries et activités relevant du secteur privé, avec souvent un taux de syndicalisation, un taux de confiance aux élections au-dessus de la moyenne. Mais cela ne peut suffire à notre bonheur : ce sont des atouts, et non pas des rentes assurées. Il faut donc encore travailler à être encore plus et mieux au plus proche des salariés. Nous portons une orientation qui conjugue résistance,



décryptage des injustices, des abus dont notre société est si nantie, nous fédérons des colères et nous le faisons en construisant des revendications qui sont autant de propositions, d'alternatives et qui nous servent pour la mobilisation, l'action.

Nous avons la faiblesse de croire que cette orientation répond aux attentes des salariés, du monde du travail dans son ensemble, ce monde si divers, si différent et ayant pourtant des intérêts communs à défendre. Cela répond à ce monde du travail qui attend du syndicalisme qu'il lui rende le quotidien plus heureux, le bonheur à portée de

main. Que le syndicalisme prenne en charge son souci quotidien et ses craintes sur le futur et que celui-ci ne se contente pas de lui expliquer d'où viennent ses maux mais surtout comment on peut améliorer son sort : la terre promise dans un autre monde ne fait pas oublier l'angoisse immédiate.

Nous avons défendu et voulons continuer à défendre, à la Filpac-Cgt, cette idée du syndicalisme, et d'en faire une organisation dans laquelle chaque salarié, au-delà des ses convictions religieuses, politiques ou philosophiques, a sa place. Nous cultivons les différences comme un

atout et non pas un handicap et nous nous honorons de la diversité d'opinions qui marque notre direction fédérale : cette conception nous a permis de gagner, ces dernières années, de nombreuses militantes et militants, permettant de développer des débats de grande qualité.

A présent, nous devons rendre toute l'action de notre Fédération plus efficace et plus efficiente. C'est vous qui avez les cartes en main ; avec le projet fédéral qui viendra en discussion, nous vous proposons une ambition et, maintenant : « *Que les syndicats décident* » !  
Lille, 5 novembre 2007



# La vie du Congrès

## Commission d'orientation

Président :  
Jean Gersin,  
Info'com

- Romain Altmann, Info'com
- Patrick Bauret, Venthenat Amcor
- Bruno Chauveau, SCA Le Theil
- Jean-Pierre Combebiac, Toulouse
- Pascal Fiette, L'Est Media
- Eric Foucaud, Quebecor La Loupe
- Cyrille Fournet, Sopal Dax
- Laurent Gaboriau, Ufict-Ic Interforum
- Anne de Haro, Ufict-IcWolters Kluwer France
- Gérard Letréguilly, SIP
- René Mahaut, retraité Hélios Corbeil
- Marc Norguez, SGLCE
- Marc Peyrade, Info'com
- Jean-Marie Favé, Arjo Besse sur Braye
- Jean-François Popert, SGLCE
- Edouard Schoëne, CTP Grenoble
- Hubert Strauel, Mulhouse
- Serge Audonnet, Bordeaux

## Commission des statuts

Président :  
Gérard Fabert,  
Ufict-Ic

- Patrick Bertin, Stracel
- Gilbert Bonhomme, SGLCE
- Emmanuel Busson, Reims
- Gilles Férygnac, SGLCE
- Daniel Loubère, Smurfit Socar Villandraut
- René Mahaud, retraité Hélios Corbeil
- Jean-Louis Noblin, Eymin Leidier
- Jean-Marie Rocklin, Mulhouse
- Eric Zvohlava, Correcteur
- Olivier Blandin, Infos'com

## Commission des mandats et votes

Président :  
Pascal Lefebvre, Pages jaunes

- Pascal Akoun, SGLCE
- René Bécart, Gossens Beauvais
- Patrick Chatet, Poitiers
- Yvonnick Gauchet, Info'com
- Didier Glachant, Ufict-Ic Interforum
- Ali M'Saoura, SGLCE
- Michèle Mathé, Soprodif Clermont Ferrand
- Guy Peyronneau, Lyon
- Patrice Pétrault, Ufict-Ic Bureau Parisien
- Stéphane Fuifourcat, Hélios Corbeil
- Franck Salliot, Arjo AA
- Gérard Sénécal, Chapelle Darblay Grand Couronne
- Xavier Didelot, SIP

## Commission des candidatures

Président : Denis Payer

- Steve Beneteau, Pouen
- David Dugué, Vitrolles
- Sylvie Hénon, Mulhouse
- Bernard Margras, Après JOB
- Mario Ciona, Bordeaux
- Patrice Pétrault, Ufict-Ic Bureau Parisien
- Bernard Perez, Centre Presse Fodez
- Marc Pinci, Vitrolles
- Gilles Penoir, Troyes
- Jean-Marc Beauvais, Nantes
- Jean Philippe Maréchal, SGLCE
- David Fouselle, SIP
- Michel Brunot, Infos'com
- Pascal Lebegue, SGLCE
- Jean-Jacques Chemin, Hélios Corbeil
- Patrick Pinceloup, SGLCE
- Laurent Filitieri, Hebdoprint Brest

# Réception à la mairie de Lille

**L**E premier adjoint au maire de Lille, Pierre de Saintignon, dans son intervention invite les congressistes à se promener dans Lille et rappelle que le beffroi de la mairie construite il y a 74 ans à Saint-Sauveur, dans le quartier populaire de la ville, est le symbole des luttes sociales qui furent le ferment de la création d'une classe où l'on rendait hommage au travail et à la solidarité entre les hommes. La municipalité actuelle est déterminée à rester à la pointe du développement social, et à favoriser le retour de l'industrie dans la région, ce qui ne pourra se faire sans partenaires et sans renforcement des syndicats.

Il faut faire avancer la démocratie sociale en France et maintenir les valeurs de la gauche. « *Chaque usine qui ferme est un morceau de démocratie qui tombe.* » Michel Muller remercie la mairie pour l'aide apportée dans l'organisation du Congrès de la Filpac dans cette belle ville de Lille historiquement ancrée à gauche, soutenant le mouvement syndical et leurs forces démocratiques pour que s'instaure une société plus juste. Il rappelle que le choix de Lille et du Nord-Pas-de-Calais n'est pas le fruit du hasard : « *Terres de luttes où nous avons mené récemment des*

*batailles pour préserver l'emploi industriel.* » Troisième région graphique et papetière, région innovante, ouverte sur l'extérieur, développant des technologies nouvelles, ouverte sur l'Europe, conception partagée par la Filpac qui entend bien être présente dans ces espaces. Le Nord, terre de gauche historique et la gauche peut avoir un avenir si elle reste fidèle à ses valeurs et ses convictions. Le poids de cette région et son histoire devraient contribuer à la construction rapide d'une alternative politique à gauche en tirant les enseignements du passé récent.



Hier, à la mairie de Lille. Pierre de Saintignon, premier adjoint au maire de Lille, et Michel Muller, secrétaire général de la Filpac-Cgt (ci-dessus), et Philippe Givert, délégué fédéral de la zone Nord, et Philip Jennings, secrétaire général Union Network International (ci-dessous).







# Philip Jennings



C'est un grand plaisir pour moi de transmettre les salutations fraternelles d'Uni Syndicat mondial au Congrès de la Filpac-Cgt. Je vous apporte les salutations de solidarité syndicale mondiale de nos 15 millions de membres dans plus de 150 pays. Uni Syndicat mondial constitue une réponse syndicale forte à la mondialisation. Uni a mondialisé la lutte syndicale pour les travailleurs du secteur graphique du monde entier. Uni Graphique Syndicat mondial est une réalité. C'est une structure mondiale présente sur tous les continents. Chacun de vous est relié aux travailleurs graphiques dans une chaîne de solidarité qui fait le tour de la planète. Nous ne sommes pas une organisation de l'Ouest. Nous sommes du Sud et du Nord, ouverts à jeter de nouveaux ponts de la Chine à Cuba. Nous faisons du syndicalisme mondial une réalité. Une économie mondiale pleine de contradictions nécessite un mouvement syndical fort. Pour réussir, Uni Syndicat mondial a besoin d'un mouvement syndical fort en France. Des syndicats forts en France, des syndicats forts dans le monde. La France compte 700 000 travailleurs dans ce secteur. Le défi que je lance à la Filpac est de compter 100 000 adhérents d'ici à son prochain Congrès en 2011. C'est faisable. Les affiliés d'Uni à travers le monde œuvrent, investissent et se mobilisent pour la syndicalisation. Nous n'allons pas être rayés de la carte. Sans lutte, il n'y a pas de victoire. A Uni, nous allons nous battre et nous pouvons gagner. Je suis ici pour vous demander votre solidarité et votre soutien. Filpac s'est jointe à Uni dans nos protestations contre le régime corrompu de Birmanie. Les moines sont à nouveau descendus dans la rue. Ils sont sur la ligne de feu. Leurs robes orange n'offrent aucune protection. Beaucoup ont été tués. Nous leur adressons un message de soutien. Toute entreprise qui investit en Birmanie a du sang sur les mains. Les entreprises devraient se retirer de Birmanie. Aucune entreprise française ne devrait avoir de liens commerciaux avec ce régime meurtrier. Nous avons besoin de votre solidarité pour amener la paix au Moyen-Orient. Nous soutenons un Etat palestinien indépendant, existant côte à côte avec Israël. La souffrance du peuple palestinien doit cesser. Nous ne devons pas non plus oublier la situation tragique des travailleurs et de leurs syndicats en Israël. Les autorités sont résolues à écraser le mouvement syndical là-bas. Nous avons besoin de votre solidarité pour amener les droits syndicaux et le progrès social au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. La libéralisation économique est arrivée dans cette région. Les capitaux privés dominant. Nous collaborons avec les syndicats de la région dont beaucoup travaillent dans des pays où les droits ne sont pas respectés. Nous sommes déterminés à construire des syndicats là-bas, comme ailleurs dans le monde. Nous portons le message syndical sur tous les continents, en Asie, en Afrique, dans les Amériques, dans les nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale. Nous recrutons. Nous mobilisons. Nous répondons aux appels dans les heures qui suivent. Nous avons besoin de votre soutien pour un dirigeant d'un syndicat graphique en Thaïlande. Le camarade Thaneth Jhanluechai a été licencié parce qu'il fondait un syndicat dans

son usine qui appartient à Sg. Nous avons besoin de votre soutien pour le faire réintégrer. Nous organiserons une journée d'action le 16 novembre. Je demande à la Filpac de nous soutenir. Je suis ici pour vous parler de la mondialisation mais permettez-moi de faire quelques observations sur la «sarkoisation» de la France. Ce n'est que le début alors peut-être devrais-je être prudent. Il parle d'être créatif et innovant mais il agit comme *Demolition Man*. Cela ressemble à une vaste entreprise de démolition des acquis sociaux. Il parle de gagner la course vers l'excellence, mais pratique plutôt la course vers le bas. Il veut rendre la France compétitive dans le monde en appauvrissant les travailleurs français. Il parle de champions français, mais ce qu'il entend ce sont les élites qui sont prêtes à lui céder des yachts de luxe pour ses vacances dans de splendides endroits isolés où il ne peut sentir les pressions et les angoisses des travailleurs français. Il parle de relever le pouvoir d'achat mais il augmente la TVA et les taxes sur les ordonnances médicales. Il baisse les impôts aux riches et les augmente aux pauvres. Sarkozy est à la justice sociale ce que Monsieur Hulot fut au service postal français. Les syndicats doivent réagir. Vers qui d'autres peuvent se tourner les Français ? Les cheminots ont eu leur journée d'action. Ce ne seront pas les derniers. Bonne chance pour le 13 novembre. Monsieur Sarkozy, les vrais champions de France, c'est le peuple français. Ceux qui travaillent dur, qui rendent les entreprises productives, qui contribuent à bâtir des entreprises prospères, ont fait des sacrifices, élèvent une famille, créent des communautés, donnent à la France ce panache et cette passion pour la vie que nous aimons tout et que nous admirons. Je le défie de se mettre dans la peau d'un travailleur français et de subir les pressions dont ils font l'objet. Ils entendent sans cesse la rengaine qu'ils ne méritent pas leur salaire, qu'ils travaillent trop peu d'heures, que leur comportement doit s'améliorer, que leurs droits à des pensions et retraites suffisantes constituent un luxe, que la sécurité sociale est trop généreuse et coûte trop cher, au point de se sentir coupables de tomber malades. Monsieur Sarkozy, le sentiment anti-syndical dans ce pays augmente et cela menace votre démocratie. La devise de la République française est Liberté, Egalité, Fraternité. J'ai visité le Panthéon. Il célèbre votre science, votre génie, et ceux qui ont apporté au monde les notions de droits humains, de liberté d'expression et de liberté syndicale. Beaucoup de ces héros doivent se retourner dans leur tombe en entendant le langage antisyndical et antisocial qui monte en France. En tant que président, vous avez une responsabilité vis-à-vis de tous les Français, pas uniquement des riches. Bien sûr, nos politiciens se soustraient à leurs responsabilités en invoquant les pressions engendrées par la mondialisation. Ils prétendent que c'est la fatalité, mais ce ne l'est pas. Ils peuvent faire quelque chose pour remettre les gens en tête des priorités de l'agenda mondial. A Uni, nous croyons qu'une autre mondialisation est possible. La mondialisation fonctionne pour certains mais pas pour tous. Les inégalités augmentent. La part des salaires dans la richesse nationale n'a jamais été aussi basse, tandis que la part des profits n'a jamais été aussi haute. Le prix payé pour écraser les syndicats, limiter notre droit à nous organiser, nous empêcher de négocier. Voilà ce que perdent les travailleurs. Mais ce sont des gagnants, donc il ne faudrait pas s'inquiéter. Mais nous devons nous inquiéter. Voici pourquoi : les hauts dirigeants des fonds d'investissements privés et des fonds spéculatifs gagnent plus d'argent en dix minutes qu'un Américain moyen en une année. Les 20 dirigeants les plus grassément payés gagnent en moyenne 657 millions de dollars, soit 22,255 fois plus que le salaire annuel moyen d'un salarié américain qui est de 29,5 dollars. Les patrons américains gagnent 500 fois ce que gagne le travailleur moyen. Les patrons britanniques gagnent 100 fois ce que gagne le salarié moyen. Leurs gains font exploser l'inflation. Ils sont rétribués quelles que soient leurs performances, même s'ils échouent. Dans ce monde où les riches deviennent toujours plus riches et les pauvres plus pauvres, 2 milliards de personnes survivent avec 2 dollars par jour. C'est tout simplement immoral. La mondialisation a amené la volatilité financière. Nous vivons maintenant la crise financière des subprime, des prêts à haut risque, après l'éclatement de la bulle Internet, après la crise asiatique, ensuite, ce sera la Russie, avant celle du Mexique. La crise en Amérique est ressentie par les plus pauvres qui ne peuvent plus payer leur prêt hypothécaire. 47 millions d'Américains n'ont pas d'assurance de soins de santé. Maintenant ils sont dépossédés de leur maison. Les Américains sentent qu'ils n'y arrivent plus. Pendant ce temps, Bush continue sa guerre en Irak. Monsieur Bush, le moment est venu de quitter l'Irak. Nous espérons un changement politique aux Etats-Unis. Si les Américains sont plus pauvres aujourd'hui, c'est parce que dans le monde libre, les Etats-Unis sont les champions de l'anti-syndicalisme. Nous sommes confrontés à la financiarisation de la mondialisation. Ce qui compte c'est le résultat final. Les sociétés de capital-investissement peuvent acheter n'importe quelle entreprise n'importe où. Elles bénéficient d'avantages fiscaux, elles opèrent dans l'ombre, elles extraient toute la valeur d'une entreprise, elles la dépouillent pour obtenir un rendement de 20 pour cent. Nous sortons de l'ombre les fonds d'investissements privés et les fonds spéculatifs. Uni a un plan mondial pour mettre au pas les fonds d'investissements privés et les fonds spéculatifs. Nous devons aussi apprivoiser les fonds souverains. Ce sont des fonds détenus par les gouvernements qui achètent des actions dans des entreprises, c'est l'inverse de la nationalisation. Ce ne sont pas des actionnaires ordinaires. Ils peuvent avoir d'autres intérêts. Pour moi, il serait logique de limiter ces investissements et de veiller à ce que les investisseurs respectent les normes fondamentales du travail. Nous relevons le défi d'établir une réponse syndicale aux fonds d'investissements privés, aux fonds spéculatifs et aux fonds souverains. Nous vivons à l'ère de la production mondiale et des chaînes d'approvisionnement mondiales. La tempête de la mondialisation atteint le secteur graphique. Une production à tout moment, en tout lieu. Trop souvent la production se fait dans des zones économiques spéciales où la législation du travail est en suspens et où les syndicats ne peuvent agir. Nous devons interdire les zones exemptes de syndicat, de législation du travail, toujours et partout. Nous assistons à la montée en puissance de l'Asie, et surtout de la Chine et de l'Inde. La Chine a une main-d'œuvre de 706 millions de personnes. L'Inde de quelque 400 millions. La Chine sera l'économie n°1 dans le monde, et l'Inde est déjà à la troisième place. La production graphique est en pleine croissance en Asie. La tâche d'Uni est d'établir des syndicats forts dans toutes les nations asiatiques. La semaine dernière, Uni Graphique était en Inde. Nous avons visité des usines où le temps de travail n'est pas respecté, où les salaires sont si bas qu'ils permettent juste de survivre. Dans un endroit, il n'y avait même pas

d'eau potable à disposition. Nous sommes allés en Chine. Nous voulons aussi élever les conditions dans ce pays. Nous travaillons avec le Vietnam. Nous venons d'affilier un syndicat vietnamien, le tout premier de notre histoire. Uni Graphique est présent sur le terrain. Les changements technologiques ont été mis en œuvre à l'échelle mondiale. Aujourd'hui le secteur emploie moins de main-d'œuvre qu'il y a dix ans. Dans de nombreuses parties du monde, d'autres médias rivalisent avec les entreprises graphiques pour l'impression. De nouveaux médias sont en pleine croissance. Nous devons établir une présence syndicale dans ces nouveaux médias. Cela peut se faire. Uni se joint à vous dans votre refus d'amalgamer révolution numérique et libéralisme. Nous devons relancer le débat concernant la concentration des médias et les dangers qu'elle représente pour une véritable liberté d'expression. Nous devons opter pour une utilisation démocratique des réseaux numérisés contre leur appropriation par les groupes qui dominent la communication, l'information et les biens culturels. Nous combattons la walmartisation du secteur graphique. Wal-Mart licencie tout qui se syndicalise et ferme toute succursale si elle est syndicalisée. Wal-Mart est énorme, puissante et utilise cela pour comprimer les coûts tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Cette compression est appliquée aux entreprises qui à leur tour compriment leur personnel. Nous assistons à la montée de la sous-traitance, du travail informel, des heures supplémentaires non rémunérées, de l'annulation des conventions collectives, de l'exploitation des travailleurs migrants. Nous parlons du prolétariat, nous devons maintenant parler du précaire. Je soutiens votre idée d'un statut du travail salarié pour tous. Si vous travaillez, votre travail doit être reconnu, votre travail doit être équitable. Tous les travailleurs doivent être couverts par un statut du travail salarié. Je vais vous dire quelque chose : mondialisons la campagne. Disons qu'aucun travailleur ne doit être laissé de côté. Un statut pour tous, pas seulement pour quelques-uns. Tous pour un ! Un pour tous ! J'ai déjà entendu cela quelque part ! Nous faisons campagne pour tous les travailleurs graphiques, pour que partout ils soient couverts par les normes du travail et une convention collective. C'est faisable. Mondialisation signifie concentration de propriété des entreprises. Moins d'entreprises mais plus puissantes. Notre objectif est de mondialiser le respect des droits syndicaux. Notre approche consiste à établir des alliances syndicales d'Uni dans ces multinationales. Les frontières nationales ne constituent pas des obstacles à notre travail. Nous avons trois accords dans le secteur graphique. Nous avons mis en place plusieurs alliances syndicales. Je suis séduit par votre idée de label qui une entreprise doit conquérir en n'étant pas socialement responsable dans les paroles mais dans les faits. Je suggère que vous ajoutiez la conclusion d'un accord cadre mondial à votre liste pour obtenir le label. Syndical mondial. Accord mondial. Label mondial. Pourquoi pas ? Nous organisons des journées d'action. Nous avons conclu le premier accord avec une entreprise africaine, Nampak. Le syndicat était prêt à partir en grève pour cet accord. Par ce travail, nous établissons des syndicats, nous recrutons de nouveaux membres, sommes les entreprises de s'expliquer. C'est l'une des façons dont nous abordons l'externalisation et la délocalisation. Nous avons 40 comités d'entreprise européens en place. Filpac joue un rôle clé pour établir la solidarité et coordonner le travail syndical. En Europe, nous avons un groupe de négociation collective qui coordonne nos revendications et nos actions.

En Europe, c'est Uni-Europa qui a conduit la lutte contre la lamentable directive des services. Elle aurait légalisé le dumping salarial et démolit la négociation collective. C'était un complot bien pensé et orchestré pour mettre fin à de vraies négociations salariales en Europe. Nous l'avons combattue et nous avons gagné. Merci pour votre soutien. Nous sommes présents en Europe et luttons contre la tendance à mettre l'activité économique au premier plan et le social en dernier. Nous avons combattu la libéralisation postale, mais les gouvernements avaient jeté l'éponge. Nous nous battons contre la Banque centrale européenne qui place le contrôle de l'inflation avant les emplois. Nous luttons pour une Europe qui apporte quelque chose de positif dans la vie des gens. L'UE représente une union économique néolibérale, pas une union de l'emploi. Nous voulons une vraie politique industrielle européenne pour ce secteur. L'UE nous ignore. Nous voulons œuvrer avec les employeurs pour développer une politique qui porte sur la productivité, la formation, le renouvellement des compétences, l'innovation et l'investissement. L'UE est née d'une politique industrielle pour le charbon et l'acier. L'économie mondiale nécessite une réponse européenne. Au lieu de cela, nous n'entendons que la rengaine néolibérale : déréglementation, compétitivité. Nous avons besoin d'un dialogue social pour élaborer une politique industrielle. Le nouveau traité va être soumis à la ratification. Est-ce ce que l'Europe peut faire de mieux ? A mon avis, NON. Camarades de la Filpac, Uni Syndicat mondial croit en l'action pour changer le monde. Uni n'est pas un lieu de réflexion dans un fauteuil. Nous avons changé la politique du Fmi et de la Banque mondiale. Pas de prêt aux entreprises si elles ne respectent pas les droits fondamentaux du travail. En collaboration avec d'autres Ong, nous avons apporté l'allègement de la dette aux nations. Nous avons mis la réduction de la pauvreté au cœur du débat mondial. Nous avons sorti de l'ombre les fonds d'investissements privés. Avec l'Oit, nous avons mis les normes fondamentales au centre de la politique d'Uni. Nous construisons des syndicats. Nous avons des projets dans 60 pays. Construire des syndicats dans les nations, dans les entreprises. Notre programme est le développement syndical. Nous voulons porter le message à tous les travailleurs graphiques, à tous les salarié(e)s, jeunes et vieux. Nous sommes là pour défendre les droits syndicaux. Lorsqu'il y a une victime, nous sommes là. Nous rejetons le racisme, la xénophobie et la discrimination. Nous portons le combat dans les multinationales. Nous organisons des journées d'action, des campagnes. Nous signons des accords mondiaux pour apporter la transparence et la justice. De l'usine au sommet du G8, nous menons la lutte. Nous veillons à ce que notre voix soit entendue. Nous demandons un siège à la table. Nous faisons tout cela parce qu'il existe des syndicats comme Filpac. Un syndicat fort, critique, tourné vers l'avenir, ayant une perspective mondiale. Vous avez une vision globale. Vous nous encouragez et faites pression sur nous pour que nous soyons ambitieux, que nous restions loyaux envers nos valeurs fondamentales en œuvrant dans un contexte mondial. Merci Filpac. Merci Michel Muller. Merci aux délégués et aux membres que vous représentez. De tous les coins de l'Hexagone, vous nous permettez d'être forts dans le monde. Nous avons de nouveaux défis mondiaux, nous les relevons. Nous avons de nouveaux espaces de travail, nous les remplissons. Nous avons de nouveaux espoirs. Pourquoi ? Parce que nous luttons. Parce que nous gagnons.



**L'INTÉGRALE DE BLAKE ET MORTIMER  
ÉDITION ORIGINALE EN 12 BD COLLECTOR**

**6€<sup>\*</sup>  
,40**  
en plus du Monde

Dès le 9 novembre,  
**La Marque jaune**  
avec **Le Monde** et **Le Monde 2**.

Avec la collection intégrale "Le Monde de Blake et Mortimer", plongez dans l'univers de E.P. Jacobs. Découvrez les aventures de ces deux héros mythiques en 12 albums dans leur édition collector avec couleurs d'origine et dos toilé.

Plus d'informations : [www.lemonde.fr/M](http://www.lemonde.fr/M)

Et si vous êtes abonné,  
découvrez vos privilèges en téléphonant  
au **0825 120 219** (0,15€/min) ou par internet.



\* Le Monde - sans supplément Le Monde 2 - aux BD : 6,40 € sur la 1<sup>re</sup> Le Monde de l'époque, tome 1 - 4,90 € (offre de lancement valable à partir du 09/11/07 jusqu'au 31/01/08). Chaque BD peut être achetée séparément à la boutique du Monde - 60, Bd Bonaparte, 75013 Paris, ou par correspondance. Voir coordonnées en page 99 sur le site [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) - Offre limitée à la France métropolitaine, dans la limite des stocks disponibles. © Editions Blake et Mortimer / Studio Jacobs/Gaumont Lalande SA 2007. Tous droits réservés. Cartouche : France Ltd.

## Gérard Gatinot : « Comprendre les choses plus humainement, et plus efficacement ! »



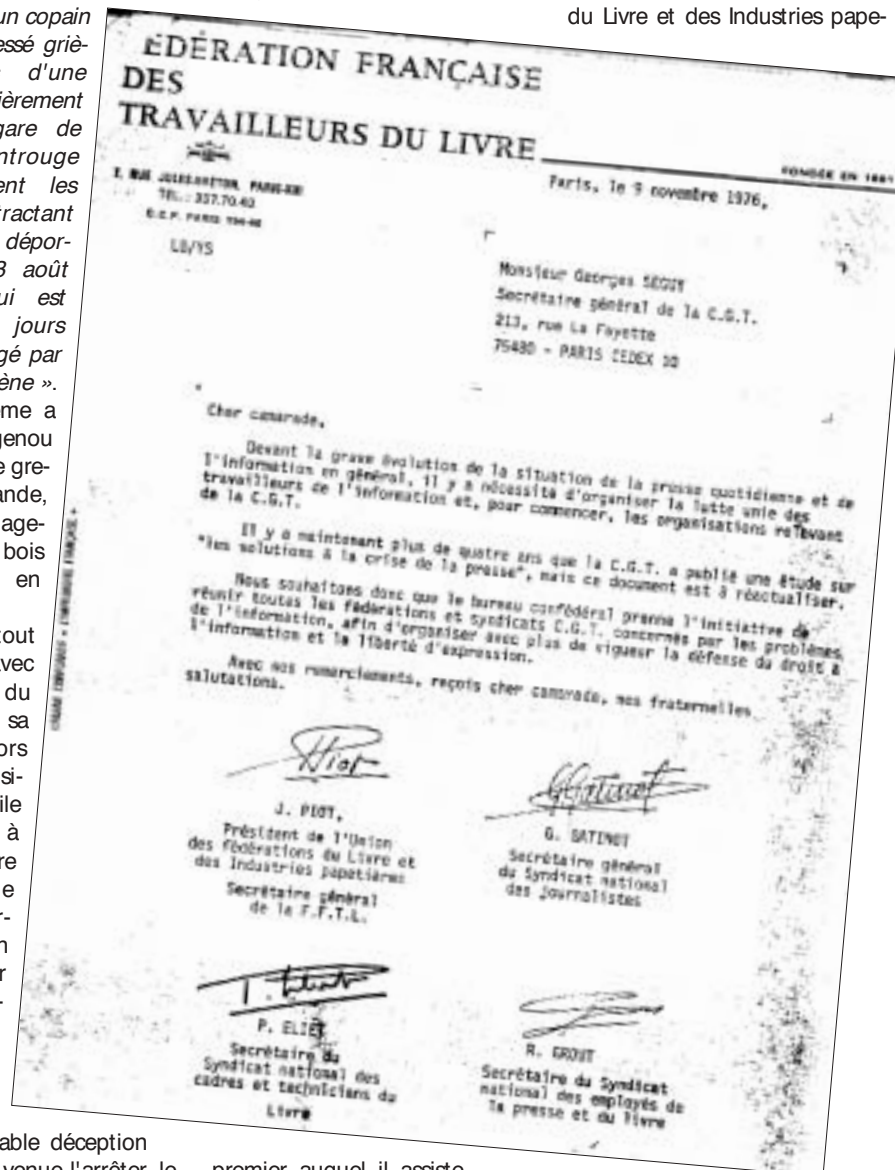
**F**AUT-IL encore présenter Gérard Gatinot ? Certes, notre camarade a fêté ses 80 ans le 27 juillet dernier, mais si peu d'entre nous ne l'ont pas connu, presque aucun ne l'a oublié. Gérard a répondu, bon pied bon œil, à l'invitation qui lui a été faite, comme à chacun de ses congrès, par la Filpac-Cgt. Dès l'ouverture de nos travaux, celui qui fut le secrétaire général du Syndicat national des journalistes Cgt (Snj-Cgt) pendant plus de vingt ans (1968-1990), celui qui a toujours prôné l'union de son organisation avec notre Fédération se tenait dans les premiers rangs des invités de marque dans la salle du Congrès. Et comme Gérard Gatinot est une forte tête comme on en fait peu, si on lui demande ce qu'il attend du millésime 2007 du Congrès fédéral, sa réponse fuse sans hésitation, simple comme une évidence : « *Qu'une plateforme de rassemblement devienne possible avec tous les journalistes Cgt, avec le Snj-Cgt, car nous avons tellement de travail commun à abattre !* » Mais que l'on ne s'y trompe pas. Cela fait

longtemps que Gérard pense que la difficulté (c'est un euphémisme) de réussir ce rassemblement n'incombe pas à la Filpac-Cgt, loin s'en faut... Il le pense et ne se prive pas de le dire ouvertement, y compris face aux principaux fauteurs de division. Cette liberté absolue de conscience, et d'expression, est sans doute la première marque de Gérard Gatinot, lequel dit pourtant toujours ce qu'il a à dire, même quand cela n'est pas spécialement consensuel, avec une étonnante douceur. Car la sérénité et même une certaine joie permanente, même dans des situations d'apparence dramatique, sont d'autres traits de son caractère, parmi ceux qui frappent dès qu'on le rencontre. Comment pourrait-il en être autrement, lorsque l'on connaît un peu sa vie et, pour commencer, son enfance. Né en 1927, à Châtillon-sous-Bagneux, alors dans la Seine (aujourd'hui Hauts-de-Seine), fils d'un militant qui est passé du socialisme au communisme lors du Congrès de Tours, ancien combattant de la Grande Guerre et surtout résistant de la première heure (dès juillet 1940), Gérard a 14 ans seulement quand il commence à

distribuer ses premiers tracts d'appel à combattre l'occupant, au marché, tard le soir, comme le fait déjà son grand frère. De fil en fusil, le tout jeune homme, qui est alors un élève brillant à Paris, au lycée Henri-IV, se lance, sous la conduite et la protection de son père, dans des actions armées, avec ses camarades FTP. Gérard Gatinot n'aime pas s'appesantir sur ces années, craignant par-dessus tout la gloriole attachée à ses activités clandestines, menées sous une fausse identité d'ouvrier ajusteur, mais s'attristant aussi sur le sort funeste d'un de ses camarades, « *un copain de la JOC, blessé grièvement lors d'une action particulièrement dure à la gare de Châtillon-Montrouge (d'où partaient les locomotives tractant les trains de la déportation), le 13 août 1944, et qui est décédé trois jours plus tard, rongé par la gangrène* ». Gérard lui-même a été blessé au genou par un éclat de grenade allemande, lors d'un engagement dans le bois de Clamart, en mars 1944. Il se souvient tout de même, avec admiration, du sang-froid de sa mère qui, lors d'une perquisition au domicile familial, réussit à faire disparaître les paquets de tracts recherchés par un véritable tour de prestidigitation. Il rit même comme un gamin farceur en évoquant la probable déception de la Gestapo venue l'arrêter, le 10 mars 1944, au logis où il n'était plus... Cependant, Gérard pèse ses mots, lorsqu'il évoque l'importance cruciale, pour lui, de cette éducation résistante. « *C'est certainement ce qui m'a fait m'engager pour toujours dans la bataille* », pense-t-il tout haut, ajoutant que « *cette éducation a eu fatalement des répercussions : elle*

*m'a appris à comprendre les choses plus humainement et plus efficacement* ». Ensuite, tout s'est enchaîné sous le signe de la fraternité, une valeur partagée avec ses camarades du Parti communiste, amis aussi bien au-delà. Un temps secrétaire parlementaire du député Albert Petit, sa carrière de journaliste commence, en 1954, après une formation à l'école centrale du Parti, où ses talents et sa force sont évidemment repérés. L'embauche à *L'Humanité* vient vite, puis l'engagement au Snj-Cgt dont le Congrès de 1955, à Amiens, le

secrétaire général dès 1968, Gérard n'a de cesse de développer son syndicat et il rencontre, avec l'aide de la Fédération du Livre, un évident succès. Les sections naissent à *L'Est républicain*, à *Paris-Normandie*, au *Progrès de Lyon*, au *Télégramme de Brest*, à *Nice-Matin*... Dans le même mouvement, maître Gatinot milite sans relâche pour le rassemblement des forces Cgt dans la presse quotidienne et dans le secteur de l'information en général. Il est d'ailleurs soutenu, à l'époque (voir le document), par ses amis Plot (président de l'Union des fédérations du Livre et des Industries pape-



premier auquel il assiste, lui a laissé un souvenir burlesque : « *On était douze, mais on faisait du bruit comme cinquante. Je me suis dit : "Merde ! C'est un congrès, ça ?" J'étais logé dans une chambre d'hôtel luxueuse et on a fait un banquet de clôture dans le plus grand restaurant de la ville...* » Secrétaire général adjoint du Snj-Cgt à partir de 1967, puis

Antoine Peillon (secrétaire du Syndicat national des cadres et techniciens du Livre), Eliet (secrétaire du Syndicat national des employés de la presse et du livre) et... Georges Séguy, secrétaire général de la Cgt. L'avenir, notre avenir commun lui donnera bientôt raison. Qui oserait encore en douter ?

**TV**  
MAGAZINE  
tvmag.com

Retrouvez chaque  
semaine le n° 1  
de la presse française  
avec votre  
quotidien régional



# TV Magazine

pour de grands moments  
de télévision

→ 7 jours + 6 de programmes

→ Les grandes chaînes nationales

→ La TNT

→ Le câble

→ Le satellite

→ Les chaînes frontalières

→ Les chaînes locales



Vidéos, infos, people, le meilleur de la télé sur [www.tvmag.com](http://www.tvmag.com)



# Sous le signe de la solidarité



*L'édito*

## Solidarité !

Citant Jaurès, nous disons que le syndicalisme est « en lui-même une morale, car il développe de plus en plus dans les multitudes humaines, jusqu'ici livrées à l'incohérence et à l'égoïsme des efforts individuels, l'idée de la solidarité ». Ajoutons : la pratique de la solidarité ! Certes, c'est pour le bien-être et l'affranchissement des travailleurs que les travailleurs luttent, mais notre syndicalisme nous apprend aussi que nous ne pourrions trouver des satisfactions individuelles, fermes et durables que dans une organisation sociale nouvelle, et que cette organisation ne peut sortir

que de notre lutte. Les militants de la Filpac-Cgt combattent-ils pour eux-mêmes, pour leurs camarades, pour leurs enfants, ou pour les enfants de leurs enfants ? Pour tous, sans aucun doute ! C'est avec cet idéal de solidarité qu'ils vont tous les jours à la bataille, rejetant sans cesse la résignation. Et c'est par la pratique de la solidarité qu'ils construisent l'espoir d'un monde meilleur. En 1859, notre ancêtre typographe Pierre Leroux s'exclamait : « La solidarité est la religion de l'avenir ! » En 2007, notre présent lui donne toujours raison.



# Philippe Detrez

## Secrétaire général de l'UD-Cgt du Nord

**A**PRÈS MON AMI et camarade Philippe Givert, permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue à Lille pour le 6<sup>e</sup> Congrès de votre fédération.

Après la présentation qui vient de vous être faite de notre région et de la ville de Lille, je ne vois pas grand-chose à ajouter en ce qui concerne le trait essentiel qui les caractérise, tant sur le plan culturel que sur le plan historique. C'est vrai, notre région a beaucoup souffert et continue de souffrir.

A l'énumération déjà impressionnante de restructurations économiques propres à vos branches, il conviendrait d'y ajouter des noms comme Danone-Lu Seclin et Calais, Metaleurop, Dupont de Nemours à Dunkerque, Brandt à Lesquin, Lainière de Froubaix, Levis à La Bassée... Bref, imprimerie ou papier, métallurgie ou agroalimentaire, textile ou chimie, les questions de production industrielle et de l'emploi industriel sont posées avec force dans notre région. Les mêmes questions sont posées pour les services, et en particulier pour les services publics.

Mais ce qui nous est posé ici dans le Nord est posé partout en France et notre région ne prétend pas à elle seule recueillir tous les méfaits du capitalisme, de ses évolutions et de l'exacerbation de la mise en concurrence des salariés.

Je lisais ce matin avec intérêt l'interview de votre invité le secrétaire général de l'Uni, Philip Jennings, dans *La Voix du Nord*, évoquant que, si en Inde des multinationales ouvraient de nouvelles usines d'industries graphiques, entrant directement en concurrence avec celles existant en Europe, l'ouvrier indien n'avait pas forcément l'eau potable dans son usine. Cela m'a rappelé le constat fait il y a quelques mois par un

camarade que certains doivent connaître, puisqu'il s'agit d'Alain Bourlard, ancien secrétaire du syndicat Cofradec, à Quesnoy, fabrique de papier carton qui a fermé il y a quelques années, après plusieurs restructurations. Alain travaille aujourd'hui en Belgique dans le même type d'entreprise. Et ce qui l'a marqué, ce sont les conditions de travail et de sécurité terriblement dégradées qu'il a rencontrées.

Le maintien et le développement des productions et des services doivent être au prix de telles mises en concurrence des territoires et des salariés.

Je sais que vous aborderez ces questions au cours de ce Congrès, à la lumière des exigences qui montent dans vos professions ; ce sont des questions qui, par la part qui leur revient, ont été abordées par nos deux directions d'UD du Nord et du Pas-de-Calais, les unions locales et unions professionnelles de notre région au cours de notre conférence régionale, qui s'est tenue fin septembre. Au-delà des coopérations avec nos homologues belges et britanniques au sein du conseil syndical interfrontalier, cette conférence a confirmé notre orientation d'un syndicalisme de conquête ancré sur les besoins et les revendications des salariés, d'un syndicalisme solidaire entre actifs, retraités et privés d'emplois, entre salariés du public et salariés du privé, d'un syndicalisme de proposition investissant tous les lieux et terrains où se jouent les intérêts des salariés, construisant avec eux les réponses aux enjeux qui leur sont posés.

C'est ainsi que nous allons amplifier notre travail collectif pour anticiper et peser plus efficacement sur la politique qui structure la vie des salariés dans leur travail : santé, transport, formation, communication, énergie, logement, politique industrielle, fiscalité. Ces objectifs sont ambitieux et obligent l'ensemble de nos organisations à travailler autrement.

Organisations professionnelles et organisations territoriales sont amenées à coopérer davantage, d'autant que de nouveaux lieux de négociations et de nouveaux lieux décisionnels émergent dans le territoire.

Le travail en commun de l'UD du Nord, de celle du Pas-de-Calais et de la région Cgt avec la Filpac a été très fructueux au cours de ces dernières années et dans nombre des exemples cités par Philippe. Unions locales, unions départementales ou Comité régional ont été parties prenantes des luttes développées par les salariés de ces entreprises en y apportant contribution, aide et solidarité.

Mais chacun sent bien aujourd'hui qu'il nous faut passer à une autre étape.

Ainsi les enjeux de politique industrielle



dans une région comme la nôtre doivent aujourd'hui être travaillés, tant professionnellement qu'interprofessionnellement, en lien avec les territoires concernés et toutes professions ayant un lien plus ou moins fort avec l'industrie concernée.

Le remarquable projet chanvre développé par les salariés et syndicats de Store et

Maresquel en témoignent, le faire aboutir demande à l'évidence un rapport de forces d'une qualité nouvelle.

Nous sommes en tout cas disponibles pour construire de tels rapports de forces, en ne perdant pas de vue que, avant tout, cela dépend de notre capacité collective à faire en sorte que les salariés eux-mêmes s'emparent de ces questions.

Je terminerai avec une information qui n'est pas sans rapport avec votre Congrès, Philippe évoquait l'histoire de notre région des luttes ouvrières qui y ont été

tenues.

L'une d'elles fera en fin de semaine l'objet d'un colloque organisé par notre institut régional d'histoire sociale, c'est celle initiée par la Cgt de notre région, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, pour libérer l'information sociale en créant et en faisant vivre une des premières radios libres, Radio Quinquin.

Cette radio, radio de lutte, radio populaire, a donné la parole aux gens de notre région dans un contexte économique et politique fait de casse à grande échelle et de médias aux ordres du gouvernement et du patronat.

Ce colloque portera donc sur cette belle page d'histoire, mais aussi sur ce qu'elle serait dans les enjeux d'aujourd'hui que sont ceux de la communication et de l'information sociale.

Des enjeux qui sont des enjeux de citoyenneté. A tous et à toutes, bon Congrès et encore une fois bienvenue à Lille !

### Bureau du Congrès

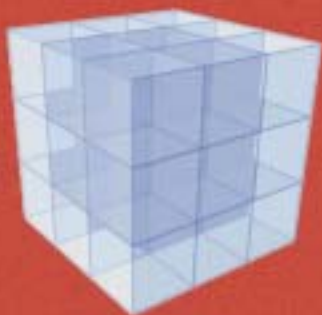
- ◆ Romain Altmann Info'com
- ◆ Mélanie Barral Strasbourg
- ◆ Patrick Bauret Amcor Venthenat
- ◆ Jean-Marc Beauvais Nantes
- ◆ Bruno Chauveau SCA Le Theil
- ◆ Mario Ciona Bordeaux
- ◆ Danièle Dayan Mediapost
- ◆ David Dugué Vitrolles
- ◆ Gérard Fabert Ufict-lc
- ◆ Pascal Fiette L'Est média
- ◆ Laurent Gaboriau Ufict-lc Edit 13
- ◆ Jean Gersin Info'com
- ◆ Philippe Givert Lille
- ◆ Anne Hébrard Syndicat des correcteurs
- ◆ Nadia Khalifi Ufict-lc Mediapost
- ◆ Pascal Lefebvre Pages jaunes
- ◆ Gérard Letréguilly SIP
- ◆ René Mahaud Retraité Hélio Corbeil
- ◆ Jean-Philippe Maréchal Sglce
- ◆ Anne Mejjas de Haro Ufict-lc Wolters Kluwer France
- ◆ Danièle Morel Sglce
- ◆ Michel Muller Mulhouse
- ◆ Marc Norguez Sglce
- ◆ Marc Peyrade Info'com
- ◆ Jean-Marie Pavé Arjo Wiggins Besse
- ◆ Denis Rayer Meaux
- ◆ Jean-Marie Focklin Mulhouse
- ◆ Jean-François Ropert Sglce
- ◆ Franck Sailliot Arjo Wiggins AA
- ◆ Béatrice Vincent Ufict-Lc Albin Michel

### SYNDICALISME DE CONQUÊTE ANCRÉ SUR LES BESOINS ET REVENDICATIONS DES SALARIÉS

**impac**

VI<sup>e</sup> Congrès de Lille  
5 - 8 novembre 2007

Directeur de publication : Michel Muller  
Responsables : Jean Gersin, David Dugué  
Equipe rédactionnelle : Yvon Huet, Jean-Pierre Ghitto, Antoine Peillon, Hugues Josco  
Conception graphique : Florence Peyronneau  
Réalisation graphique : Sébastien Meziane, Bruno Lantéri, Madeleine Fougères  
Révision : Claire Delenclos  
Photographe : Jean-Michel Hiblot  
Impression réalisée par les salariés syndiqués de *La Voix du Nord*



Rétablir

Transparence

et Equilibres

Entre

Forces Sociales & Economiques

Avec E.C.E. , cabinet d'Expertise Comptable  
EXPERTISE ET COMITE D'ENTREPRISE  
[www.nego-ce.com](http://www.nego-ce.com)



# Commission mandats et votes

**Pascal Lefèvre**

Responsable de la politique revendicative, Bureau fédéral sortant

LA COMMISSION des mandats et votes lundi soir, et après examen, a procédé à la validation des mandats. Elle confirme que tous les délégués à notre sixième Congrès sont valablement mandatés conformément aux statuts. En application des décisions du Comité exécutif national et sur la base des FNI 2006 réglés jusqu'au 30 juin 2007, 172 syndicats sont présents ou représentés sur les 360 syndicats de notre Fédération. Pour mémoire, à notre Congrès de Nantes, 191 syndicats étaient représentés sur 428 affiliés à notre Fédération.

La commission souligne qu'à l'avenir, pour une meilleure connaissance de la vie de nos syndicats, le référencement de la totalité des bases dans le Cogitiel et le Cogetise est essentiel. Seule la moitié des syndiqués Filpac est recensée dans ces outils, ce qui ne permet pas d'avoir les éléments d'appréciation suffisants pour une réelle pratique démocratique dans nos instances. Les 172 syndicats représentent 19 498 voix sur les 22 270 potentielles, soit 87,5%. Le quorum étant largement atteint, le Congrès peut, dès lors, délibérer sur l'ensemble des questions soumises, à savoir le quitus à la direction fédérale sortante, le vote du texte du projet fédéral thème par thème, le texte global au final, le vote relatif aux modifications des statuts et celui élisant la future direction fédérale. Ces neuf votes se feront par les délégués porteurs des voix de leur syndicat et, pour certains, de syndicats de leur zone les ayant mandatés à cet effet. Dans notre congrès, nous avons 106 camarades présents ayant mandats délibératifs et 175 consultatifs. Ces derniers se prononceront tout au long du Congrès sur les motions et décisions qui engagent notre assemblée. En conséquence, les votes qui seront exprimés seront validés.

## Les syndiqués Filpac

A l'examen de ces premières données, la commission constate que notre Fédération a perdu près de 3 000 syndiqués actifs entre ce congrès-ci et le Congrès de Nantes (21 000 environ en 2002 et 18 000 fin 2006). L'analyse de cette perte est multiple : fermeture d'entreprises et plans sociaux où nous étions fortement implantés, départs à la retraite massifs lié au papy-boom. Cette diminution du nombre de syndiqués actifs cache des réalités très contrastées, une réelle perte de nos secteurs traditionnels (presse, papier, industrie graphique) induits par les événements cités précédemment. Dans le même temps, une syndicalisation relativement importante dans les nouveaux secteurs qui ne compense pas, pour autant, les pertes. Sur les 36 000 adhésions à la Cgt

réalisées en 2007, 12 000 nouveaux syndiqués sont recensés dans le Cogitiel, dont 165 à la Filpac. Certaines bases gérées par l'interprofessionnelle, comme Adrexo, ne sont pas constituées en syndicat. Notre intervention dans la publicité, la distribution directe, où nous sommes en présence de grands groupes à implantation nationale, nécessite une réflexion sur les structures syndicales adaptées. Cette nouvelle donne doit nous amener à réfléchir avec les syndiqués concernés sur les structures syndicales les plus adaptées à leur situation.

## Représentation des secteurs

Le CEN de la dernière mandature avait fixé des critères pour une meilleure représentation des secteurs, du salariat de nos industries, par zone fédérale. Partant du nombre de salariés présents dans nos secteurs : 30 000 dans la presse, 120 000 papier, 100 000 labeur, 50 000 édition, 182 000 dans la publicité et 120 000 dans le secteur de la distribution. Au regard de cette situation, il était proposé une participation par secteurs qui prend aussi en compte l'état de nos forces organisées, soit

- pour la presse : 60 délégués ;
- pour le papier : 60 délégués ;
- pour le labeur : 60 délégués ;
- pour l'édition : 20 délégués ;
- pour la pub : 50 délégués ;
- pour la distribution : 50 délégués, soit un objectif fixé à 300 délégués au Congrès. Mais aussi une participation partant de critères prenant en compte une volonté politique de la direction fédérale sortante de vouloir mieux refléter le salariat que nous représentons, soit :
- 100 femmes ;
- 100 Ictams ;
- 100 congressistes dont ce serait le premier Congrès ;
- 75 de moins de 45 ans ;
- 75 de moins de 30 ans ;
- 15 retraités.

Si nous pouvons nous féliciter d'avoir près de 300 délégués avec 281 congressistes présents et une participation supérieure à notre dernier congrès, des efforts importants restent encore à effectuer sur la composition de la salle. La présence de 158 délégués participant pour la première fois à un congrès traduirait-il un rajeunissement ? Hélas non, l'âge moyen est de 47 ans (comme à Strasbourg), alors qu'à Nantes nous arrivions à une moyenne de 43 ans. Sur cet aspect nous ne dérogeons pas à la moyenne confédérale, puisque la moyenne d'âge des syndiqués Cgt est de 48 ans. Ceci est d'autant plus curieux que nous assistons dans beaucoup de syndicats à une relève générationnelle, comme par exemple dans les équipes syndicales du papier. Les adhésions 2007 à la Filpac l'attestent

puisque 32% d'entre elles sont des jeunes de moins de 35 ans. Nous nous situons dans la tendance confédérale, qui est de 37%.

## De l'audace avec les jeunes

La perception particulièrement positive de notre organisation syndicale par la jeunesse, suite à la victoire contre le CFE, doit nous permettre de nous adresser aux jeunes avec plus d'audace dans bon nombre d'entreprises. Six congressistes ont moins de 30 ans, et 20 entre 30 et 35 ans ! Les jeunes de moins de 35 ans représentent 14% des équipes syndicales et ne sont que 9% des congressistes. Quelle place laissons-nous aux jeunes, notamment dans les directions de chacun de nos syndicats. Comptons sur nos jeunes camarades présents à notre Congrès pour s'exprimer sur ces questions, parfois en lien étroit avec la mise en œuvre de la charte de vie syndicale ! Profitons-en pour saluer le plus jeune congressiste, Laurent Robin, 26 ans de *Midi Libre*. Mais aussi, la plus jeune syndiquée, car c'est une femme, qui a adhéré le 1<sup>er</sup> septembre 2006, Caroline Saintouil. Elle vient du syndicat de Pages jaunes à Grenoble et vient de me succéder, depuis 6 mois, à la lourde responsabilité de déléguée syndicale centrale pour l'ensemble de la société Pages jaunes (4 000 salariés répartis en 30 établissements).

## Les retraités

Seize camarades retraités sont présents, alors que nous avons 18 camarades de plus de 60 ans et cela nous ramène à une actualité brûlante sur l'âge de la retraite. Les camarades du secteur de la distribution directe, du portage de presse, entre autres, témoigneront des réalités sociologiques où nous trouvons aujourd'hui près d'un tiers des 25 000 distributeurs qui travaillent pour compléter des pensions largement insuffisantes. Ainsi cette année, le camarade actif le plus âgé qui vient d'adhérer a 68 ans et est salarié d'Adrexo de Toulouse. Nos camarades retraités représentent 6% des présents à notre congrès, soit le même pourcentage qu'à notre dernier Congrès. Mais ils représentent 14% de nos forces syndicales enregistrées dans le Cogitiel. Saluons notre camarade Jean Landry, né en 1930, pour être le plus âgé de cette noble assemblée. Il est issu du syndicat de Bordeaux et totalise à ce jour 59 années d'adhésion. Mais Robert Verleyen, du syndicat local de Lille Métropole Nord, comptabilise 60 années d'adhésion.

## Une place aux femmes et aux Ictams

La volonté du CEN sortant était aussi



une meilleure représentation des femmes, en phase avec le salariat que nous représentons. Ainsi dans la publicité, elles représentent 57% des 182 000 salariés, et sont majoritaires dans l'édition. A Strasbourg, elles représentaient 8% des congressistes, à Nantes 10%, aujourd'hui, elles sont 41 et représentent près de 15% des congressistes. Il nous reste encore beaucoup de chemin, mais la tendance est prometteuse. Si elles représentent 18% des 10 594 syndiqués Filpac, 27% des nouvelles adhésions sont des femmes : une petite révolution ! Là encore nos pratiques syndicales, l'organisation des réunions sans fin avec le patronat, restent l'apanage du genre masculin même si des améliorations sont visibles. Un autre critère important retenu par la direction sortante est la part faite aux Ictams. Trente-trois à Nantes, aujourd'hui 54 dont 7 journalistes, catégorie professionnelle issue de nos récentes décisions d'adhérer à la convention collective des journalistes. Nos forces syndicales épousent de plus en plus la sociologie du salariat de nos entreprises même si des efforts importants restent à faire. L'augmentation des qualifications, liée entre autres à la numérisation des activités, nous pousse à changer de braquet dans la syndicalisation de ces catégories. C'est un sujet que nous débattons sans aucun doute durant notre Congrès.

## Participation par secteurs d'activité

Cinq camarades de l'édition sont présents, 15 de la publicité, 23 de la distribution et portage de presse, 49 du labeur, 72 du papier et 123 de la presse. La mutualisation des moyens, à travers le versement des 6 euros par syndiqué, a permis la venue de camarades des secteurs de la pub, de l'édition, de la distribution et du portage, par exemple, qui sans cette solidarité n'aurait pas été possible. La répartition des congressistes par taille de l'entreprise graphique est en phase avec l'implantation des 10 594 syndiqués Filpac recensés. Une majorité de nos bases sont dans les PME, entreprises de moins de 500 salariés, c'est une caractéristique de notre Fédération plus ciblée sur le secteur privé ; à contrario la Cgt se caractérise par une implantation en grande partie dans les grandes entreprises de 1 000 salariés et plus.

Les adhésions Filpac 2007 renforcent encore cette implantation dans les PME et notamment dans les entreprises de moins de 100 salariés, ce qui renforce l'atomisation des bases Filpac. Cependant, nous sommes très loin de notre volonté d'avoir une composition de notre Congrès au regard des secteurs que nous couvrons. Les raisons en sont multiples dont au moins deux essentielles : une syndicalisation encore très faible dans les secteurs concernés et par conséquent des droits syndicaux de fait quasi inexistantes.

## La formation syndicale

Signe des temps, la nécessité de se former et de s'armer syndicalement pour mieux défendre les droits des salariés, pour mieux les représenter dans les IFP, s'affichent par le nombre de congressistes ayant suivi des formations. On peut remarquer que la formation liée à la politique et action revendicative est le parent pauvre de ces actions de formation, dans une période où le syndicalisme a besoin de passer à l'offensive dans de nombreux domaines et pas seulement en résistance.

## Presse syndicale

Etre armés, c'est aussi s'informer et, d'après les éléments en notre possession, le taux de réception de notre journal fédéral est important ainsi que le taux de lecture de la NVO au-dessus de la moyenne confédérale. Syndiquer les ICT se fait à partir de la connaissance de leur problématique et de leur réalité sociale, *Options* et *Trait d'union* (journal de l'Ufict) permettent cette connaissance. Le rapport de la commission des mandats et votes n'a pas pour objet de porter un jugement mais de donner le maximum d'information au Congrès. Celles-ci doivent permettre de susciter le débat et d'éclairer la future direction fédérale sur les actions à mettre en œuvre.

Pour terminer, je tiens à remercier l'équipe technique et administrative de la Fédération pour l'énorme travail effectué et, en particulier, Anne-Marie Crapart, Jean-Claude Dumont, Chantal Gazzola et René Bécart, ainsi qu'Alain Dechavanne du secteur orga confédéral.



# Activité fédérale (débat)



## Yolande Guinle

**Intervention de Yolande au nom de Tarbes Diffusion Presse.**

**S**ous prétexte d'économies, les Nmpp ont passé la vitesse supérieure pour ce qui concerne les rattachements des dépôts de niveau 2 (distribution de la presse). Si le rattachement de Tarbes et Poulat (Lanmezan), qui comptent chacun 120 diffuseurs sur 1 000 km de tournée par jour et en zone montagneuse, devenait effectif, le futur dépositaire devrait construire un dépôt neuf à 60 km de Tarbes.

Une étude comptable sur ce projet de rattachement imposé par les Nmpp démontre clairement



que la nouvelle société ne serait jamais viable économiquement. Il est évident que l'éclatement du réseau des diffuseurs de Poulat sur Tarbes, Foix et Toulouse serait la meilleure des solutions aussi

bien en terme économique qu'en terme de pure logistique. Mais les messageries ne veulent pas entendre parler.

Le rattachement que les Nmpp veulent imposer sans négociation sociale dans la région ne sera pas un cas isolé. Aux vues du plan Défi 2010, des négociations doivent être ouvertes afin d'encadrer les futurs rattachements en définissant des règles sociales acceptables par les salariés concernés.

Il est également urgent d'entamer des discussions afin de mettre en œuvre une convention collective garantissant un socle minimum de droits aux salariés du niveau 2.

## Olivier Blandin



**Intervention d'Olivier au nom d'Info'com-Cgt.**

**A**près une courte analyse de la situation générale, le camarade poursuit : Les nouveaux barons de la presse disposant de capitaux colossaux n'ont jamais eu autant le pouvoir de déterminer eux-mêmes les règles auxquelles ils seront assujettis.

La chronique d'une déferlante de régression sociale est annoncée par des éditeurs souhaitant détourner la révolution numérique en pleine expansion par le hold-up parfait, celui du no man's land social et conventionnel. Les technologies changent, les métiers changent, les frontières professionnelles changent. Là où l'esprit catégoriel n'a plus sa place, l'action militante doit aussi changer ! La constitution d'Info'com-cgt s'est réalisée sur la base de ce constat.

La mutation professionnelle s'est appuyée sur deux éléments majeurs : la signature de l'accord-cadre du 30 novembre 2004 définissant de nouvelles qualifications professionnelles et l'adhésion de notre syndicat à la convention collective des journalistes.

Nous proposons de construire une structure totalement novatrice dans toutes les entreprises,

la section syndicale d'entreprise, regroupant tous les adhérents Cgt que sont les ouvriers, journalistes, cadres et employés réfléchissants ensemble à leur avenir.

Le travail effectué par les militants rencontre déjà un large écho : en s'adressant à tous, sans exclusive, des employés, des journalistes et des cadres nous ont déjà rejoints.

C'est en puisant dans les racines de ce que nous avons oublié depuis trop longtemps : l'écoute, la disponibilité, la prise en compte de problèmes liés à d'autres cadres conventionnels et l'intérêt porté à des salariés de cultures différentes que nous construisons, jour après jour, les bases d'une syndicalisation efficace.

Les outils à notre disposition sont variés : Négociations annuelles obligatoires, Gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences, Droit individuel à la formation professionnelle, statut du travail salarié, sécurité sociale professionnelle.

L'immobilisme est le partenaire privilégié de ceux qui œuvrent à notre disparition. Dans cet esprit, les évolutions stratégiques opérées par la Filpac-Cgt depuis Nantes et le projet fédéral ouvert au débat est totalement compatible avec les orientations et les décisions prises lors de notre VIII<sup>e</sup> congrès, celui de la Chambre syndicale typographique parisienne, définissant la constitution d'Info'com-Cgt. Une Fédération en phase avec ses syndicats, une fédération qui se redéploie, il ne s'agit pas simplement d'un espoir mais d'une réalité que les militants d'Info'com-cgt s'engagent à construire au quotidien.

## Anne Hébrard

**Intervention d'Anne Hébrard, secrétaire déléguée du Syndicat des correcteurs.**

**C**omme vous le savez sans doute, la situation syndicale à Paris a toujours été complexe. (...) Mais les choses ont beaucoup avancé en presse parisienne, de manière positive. Un projet syndical régional est en discussion, il est même près d'être achevé, afin de mettre en place une organisation mieux adaptée aux évolutions que nous avons subies. Tout d'abord, il a été décidé de constituer une union syndicale regroupant les trois pôles suivants : les sièges éditoriaux ; l'impression ; la distribution.

Voici ce que nous avons à en dire :

- Le Syndicat des correcteurs s'inscrit pleinement dans le projet d'union syndicale.

- En juillet dernier, le syndicat a fait une proposition à la Cstp-Info'Com-Cgt afin de discuter des modalités d'organisation d'une structure syndicale commune dans les sièges éditoriaux.

- En septembre a eu lieu une rencontre entre nos deux syndicats qui a abouti à un accord permettant le travail commun dans les sièges éditoriaux. (...) Si la préoccupation du Syndicat des correcteurs est de parvenir à nous unir dans les sièges éditoriaux, elle est aussi de ne pas fermer la porte aux journalistes, pour poursuivre ce qu'a dit Michel Muller hier.

Nos syndiqués respectifs sont passés ou sont en train de passer au statut de journaliste dans les sièges éditoriaux et il nous semble impossible de nous couper des salariés à statut journaliste qui travaillent dans les



sièges éditoriaux : il ne faut pas leur fermer la porte.

Nous pensons que la constitution d'une union syndicale regroupant les trois pôles des sièges éditoriaux, de l'impression et de la distribution constitue un enjeu vital pour le maintien d'une Filpac-Cgt forte en presse quotidienne. Le Syndicat des correcteurs ne ménagera pas ses efforts pour réaliser cet objectif.

## Richard Wilf

**Intervention de Richard (dit Wilf le chien) au nom du Syndicat des correcteurs.**

**N**otre syndicat s'est tenu, pendant quelques années, en retrait des structures décisionnelles de la Fédération. Il reprend sa place et totalement sa place. Si nous nous étions recentrés sur les évolutions concernant notre métier, nous avons toujours suivi les transformations affectant les autres métiers dans notre secteur d'activité et examiné leurs conséquences sur les conditions de travail et l'emploi.

Le Syndicat des correcteurs s'est toujours associé à toutes les structures syndicales pour défendre les salariés confrontés aux mutations professionnelles et il n'est donc pas surprenant que nous tenions à participer aux



réflexions actuelles sur le redéploiement fédéral. Il s'agit bien de reconquête, car nous avons conscience que dans notre secteur traditionnel qui a subi et subi encore de formidables attaques, des champs n'ont pas encore été labourés et sont aujourd'hui sous syndicalisés.

Est-il possible d'envisager que nos modèles syndicaux soient peut-être inadaptés aux évolutions du salariat d'aujourd'hui ?

Nous ne nous proposons pas pour autant de tout changer pour que rien ne change ; il importe cependant de modifier nos structures et notre façon d'appréhender les questions qui se posent. Le renforcement de notre fédération nous aidera à assumer notre avenir dans une situation de crise où nous ne trouvons pas toujours la réponse adéquate aux attaques

patronales. Le renforcement de la Filpac-Cgt dans son champ d'intervention actuel constitue un levier pour le développement de la Cgt toute entière. Il ne s'agit pas pour autant d'affaiblir notre fédération pour des motifs à courte vue, si il est évident que nous devons réexaminer dans le détail nos structures, cela devra se faire patiemment avec comme unique objectif de maintenir nos positions fortes et d'accroître notre influence dans des secteurs où nous ne sommes que des marginaux.

La recherche de l'unité syndicale doit être également notre objectif. Notre force, la solidarité professionnelle, catégorielle, intercatégorielle, interentreprise... Les travailleurs ont le droit de se construire leur avenir et ils peuvent le gérer. Notre fédération représente ce lieu unique d'échange et d'expérience où peut s'élaborer un nouvel espoir syndicaliste et il est grand temps que les travailleurs, rassemblés dans leur syndicat puisent en eux les solutions à leurs problèmes.



# Activité fédérale (débat)

## Pascal Akoun

### Intervention de Pascal au nom du Sgloe.

Il précise que son intervention est un résumé fidèle des griefs énoncés pendant le Congrès du Sgloe tenu le mois dernier, ce qui explique les motivations qui amèneront la délégation au Congrès de la Filpac-Cgt à ne pas donner quitus à la direction sortante. Parmi ces griefs :

- Une direction fédérale élue avec des membres qui n'y participaient pas et des non-élus qui ont pris des places prépondérantes.

- Une direction fédérale qui plutôt que de fédérer nos forces a semble-t-il attisé les divisions en ne prenant pas ses responsabilités. Est-ce de l'incompétence ou une volonté fractionnelle ?

### Même attitude avec les autres fédérations

Les camarades des Nmpp ont décidé de ne pas participer à ce Congrès et nous les comprenons. Il est fait reproche d'un manque de démocratie au cours de la dernière mandature, trop de décisions prises sans débat ni au Cen ni avec les syndiqués.

L'Impac, que certains de nos camarades baptisent « la Pravda » et qui devrait être une publication où tous les syndiqués s'y retrouvent, ressemble bien souvent à un organe de propagande au service du même petit groupe. Les camarades de notre syndicat qui participaient au comité de rédaction, écartés des articles de fond, ont été contraints à la démission.

Reproches également sur la non-prise en compte par la Fédération et son journal des luttes des camarades de la



Sicavic et de JDC Thorcy, reproche également sur les interventions directes entre la direction fédérale et celle de l'Imprimerie nationale.

### Les finances fédérales

Pascal Akoun nous fait part du profond désaccord entre le Sgloe et les orientations fédérales qui semblent s'orienter dangereusement vers un syndicalisme réformiste, un syndicalisme d'accompagnement aux perspectives revendicatives édulcorées. Pour sa part, il pense que seuls la défense des intérêts des salariés, de leurs acquis et le combat contre la politique libérale de nos patronats respectifs peuvent rendre la Filpac-Cgt attrayante aux ouvriers de nos professions. Il n'est pas dans les intentions du Sgloe de quitter la Filpac-Cgt, il ne se considère pas comme une fédération bis et la Fédération ne peut sortir de ce congrès dans une situation conflictuelle, il faut qu'elle concilie, qu'elle fédère, qu'elle unisse.

Le XV<sup>e</sup> Congrès du Sgloe a mandaté sa délégation pour qu'elle ne donne pas quitus tout en espérant participer comme il l'a fait depuis toujours à la future direction fédérale dont va se doter le Congrès.

## Antonio Canta

### Intervention d'Antonio au nom de l'association des Géants de papier solidaires et de l'association des Chœurs de papetier de Maresquel et initiateur du projet chanvre.

Demain, mon préavis se termine, je serais licenciés et pourtant...

Le 2 octobre 2005, le groupe Storaenso annonçait l'arrêt de la production de papier couché sur les machines 3 et 4 à Corbehem, dans le Pas-de-Calais.

Le fleuron de l'industrie papetière, premier site de production français, fierté des travailleurs du Nord, subissait une troisième restructuration depuis son rachat par ce groupe scandinave.

Au total, 400 000 tonnes de production retirée du marché, mais surtout plus de 700 licenciements directs en une décennie, dont 450 en octobre 2005. Tout cela pour satisfaire l'appétit féroce des actionnaires et de ses dirigeants.

Face à cette décision de fermeture, dans une région fortement sinistrée, les salariés se sont regroupés pour trouver une alternative.

En décembre 2005, l'association des Géants de papier solidaires naît. Plus de 400 adhésions en quelques jours et un bureau tenu par les délégués du personnel eux-mêmes.

En janvier 2006, un salarié technicien vient avec l'idée de produire autrement reprenant une fibre délaissée depuis plusieurs décennies... Le projet chanvre était né. Mais qu'est-ce que le projet chanvre ? C'est l'utilisation de fibres de chanvre dans la pâte à papier qui confère au produit des caractéristiques tech-

niques permettant le développement de nouveaux marchés.

Le chanvre est facilement cultivable en Nord-Pas-de-Calais et sa transformation génère peu d'impact sur l'environnement. Le produit est biodégradable et un excellent support d'impression (il permet une utilisation dans la publicité et la communication).

Si elle ne répondait plus aux exigences du groupe, notre usine pouvait et devait répondre à de nouveaux besoins en travaillant sur de nouveaux produits, en s'appuyant sur les connaissances et les compétences des salariés. Puis en recherchant des sponsors désireux d'améliorer leur image de marque (entreprise citoyenne,



développement durable). Les points forts de notre usine étaient nombreux : capacité de production, position géographique favorable au cœur de l'Europe, qualité de service reconnu par les clients, compétences techniques, atelier pâte et parc machines adapté au produit.

Les atouts : soutien d'anciens cadres en relation avec des partenaires extérieurs, essais pâtes conduit avec le centre technique du papier ; stratégie de marketing avec l'association des transformateurs de papier, soutien de la région Nord-Pas-de-Calais et soutien de la Filpac-Cgt.

Mais tout cela, c'était avant les licenciements. Nous avons rencontré des industriels intéressés prêts à racheter les machines. Nous avons retenu une société, la Green Recovery.

Pour trouver une alternative de production, en attendant les autorisations nationales et européennes (deux ans), nous avons mis au point un papier dit *low cost* s'imprimant aussi bien en hélio qu'en offset.

Craignant la concurrence, le groupe finlandais, soumis aux pressions du lobby bois, fit volte-face alors qu'il avait accepté de céder les machines par un accord signé devant le sous-préfet. A la demande du gouvernement, des experts papetiers estimèrent à 3,8 millions la valeur des machines. Un montage financier englobant l'Etat, le

conseil régional et la commune aurait permis à Stora Enso de récupérer 8 millions d'euros.

Nous avons participé à une marche sur Bruxelles, organisée par la Filpac-Cgt avec l'aide d'Uni europa Graphical et d'Emcef. Nous avons même rencontré le ministre des Finances finlandais.

Malgré tous nos efforts le tribunal d'Arras autorisa le licenciement de 450 salariés, le 23 octobre 2005. Au même moment, nos 250 camarades de la papeterie de Maresquel (groupe International Paper) vivaient le même drame avec la fermeture totale de l'usine. Ils avaient créé leur association : les Chœurs de papetier de Maresquel pour trouver des repreneurs. Mais International Paper refusa de vendre.

Par l'intermédiaire de la Filpac-Cgt, nous avons pu nous rapprocher de nos camarades de Maresquel pour mesurer la faisabilité du projet chanvre sur leur site. Mais il fallait arrêter le démontage des machines et obtenir un moratoire. Le blocage dura 45 jours avant qu'International Paper accepte d'envisager le projet. Le conseil régional votait à l'unanimité le financement d'une étude de faisabilité. Elle démontra que le projet était viable et porteur d'avenir. Mais financièrement, le coût était trop lourd, il nécessitait un investissement de 40 millions d'euros. Rappelons que les plans sociaux de Corbehem et de Maresquel ont coûté le double !

Pourtant, si nous faisons le constat de notre combat, celui-ci n'est pas une défaite. Je reste persuadé que l'intelligence des salariés est plus forte que celle des financiers. Si à Corbehem nous avons eu une Cgt aussi forte qu'à Maresquel, les choses auraient pu être différentes. Il faut montrer aussi que les salariés ont toujours envie de travailler et non pas d'être rejetés comme des Kleenex.

Avec la Filpac-Cgt nous devons encore mener le combat pour faire prendre conscience au patronat qu'on peut encore produire intelligemment en France. A ce moment, le camarade Canta s'arrête, il finira son intervention submergée par l'émotion. Nous n'avons pas abdiqué sur ce projet et je ne désespère pas qu'il se fasse un jour à... Corbehem. Comme le dit Daniel Pennac, prix Renaudot 2007 « *Le pire dans le pire, c'est l'attente du pire* ». La salle entière se lève en hommage à l'orateur et à ses camarades de lutte.

## Pascal Le Boulch

### Le camarade intervient au nom de la commission fédérale de la distribution.

Présentation des grands axes de son intervention, la syndicalisation avec plusieurs types d'actions : le travail auprès de la base pour la connaissance de la Fédération ; soutien à l'action syndicale par la création de sites Internet, pour la mise à disposition d'informations, etc. ; mise en relation des syndiqués et des militants issus de secteurs différents pour échanger des expériences et définir des actions concertées.

Résultats obtenus : résolution de conflits au dépôt de presse de Cannes, à *Matin Plus*, au journal *Le Monde*, à Pau. Signature, après plusieurs années d'efforts, d'une convention collective dans le portage de presse.

Dans son intervention, Pascal a attiré l'attention sur



la redynamisation de l'activité syndicale aux Messageries lyonnaises de presse (MLP). Sur le travail interfédéral avec la Fédération des activités postales et de télécommunication (Fapt) et sur les progrès de la syndicalisation des dépôts de presse niveau 2 qui génèrent un gain d'influence sensible de la Filpac-Cgt dans un secteur géographiquement dispersé et hermétique. Ce travail syndical semble payer puisque nous constatons une accélération des adhésions ces dernières semaines.

Pascal termine en évoquant les principaux chantiers des années à venir : la défense et l'amélioration de la convention collective de la distribution, l'intégration de la distribution sur liste à cette convention.

Investir dans le secteur du portage de presse et nous implanter dans le secteur de la logistique de la communication écrite directe.

# Activité fédérale (débat)



## Florence Lemaître René Dewaele



### Intervention de Florence au nom d'Info'com-Cgt.

Après avoir brossé la situation politique née de l'élection de Nicolas Sarkozy, la camarade décrit les propositions de l'Institut Montaigne :

- Disparition de la clause de conscience ou de cession, abandon du droit d'auteur, renégociation complète de la convention des journalistes.
  - Pour les imprimeries, réduction des effectifs, suppression des bureaux de placement et abandon de la convention collective des ouvriers du Livre.
  - Mise en place d'un plan d'aide aux entreprises afin qu'elles puissent se délocaliser et imprimer à l'étranger.
  - Remise en cause de la loi Bichet et attaques contre les kiosquiers et les détaillants.
  - Assouplissement du dispositif anticoncentration, favorisant l'arrivée des groupes transnationaux.
  - Suppression des aides directes à la presse.
- La traduction législative de ce vaste plan commence déjà à se

dessiner. Il ne reste plus qu'au gouvernement à élaborer un plan largement ébauché et aux députés Ump d'entériner l'explosion du cadre qui régissait les rapports sociaux dans nos professions depuis la Libération.

Comment donner un coup d'arrêt à ces funestes projets ? Les mobilisations d'octobre ont commencé à donner des réponses. Mais on sent bien, qu'attaqué de toute part, le seul appel à un mouvement interprofessionnel ne suffira pas à construire le rapport de forces indispensable. Il faut opposer un véritable contre-projet solidaire, progressiste, porteur d'une autre dimension du rapport social dans le pays. L'heure n'est plus à savoir comment répondre aux licenciements et aux plans sociaux. L'heure est à en finir avec la notion même de licenciement. L'heure doit être à la sécurité sociale professionnelle et à la continuité du contrat de travail, quels que soient les aléas économiques rencontrés par les entreprises et les branches industrielles.

Cette revendication, qui est aujourd'hui celle de toute la Cgt, s'intègre dans un ensemble de revendications qui forme l'inverse même du projet sarkozyste. Expliquer, réexpliquer, convaincre, regagner le terrain perdu, redonner à notre Cgt la capacité de rassembler.

C'est la condition pour construire un vaste mouvement capable d'arrêter la machine infernale et de partir à la reconquête de droits nouveaux pour l'ensemble des salariés.

### Intervention de René au nom de la Surl.

La Surl section syndicale est composée de camarades issus des différents syndicats parisiens de l'industrie graphique. René intervient sur la poursuite de la syndicalisation du monde retraité et sur la nécessité de gagner des forces nouvelles parmi les couches actives de la population et vers ceux qui durant leurs activités salariées n'ont pas jugé utile de se syndiquer.

Comme l'ensemble du monde du travail, les retraités sont victimes des attaques sur les systèmes économiques et sociaux. La paupérisation qui sévissait au XIX<sup>e</sup> siècle revient au XXI<sup>e</sup> siècle sous la détermination modernisée de précarité. Et cela concerne des millions de gens.

Les retraités n'ont pas le sentiment que les attaques qu'ils subissent soient véritablement prises en compte par les camarades actifs. Pas de mobilisation pour défendre le niveau des retraites et le pouvoir d'achat



des retraités. Pourtant, nombreux sont les retraités qui vivent dans la pauvreté. La retraite n'est pas une aumône, c'est un salaire socialisé. C'est un droit fondamental de solidarité intergénérationnelle et interprofessionnelle, non seulement parce qu'on a cotisé, mais aussi pour notre participation au développement de la société et du pays.

La politique de destruction des acquis sociaux va frapper de plein fouet dans les années futures les jeunes générations d'aujourd'hui. Le transfert depuis janvier 1988 de la quasi-totalité de la cotisation maladie

vers la Csg place désormais la protection sociale actuelle sous l'égide de l'impôt. Le contexte politique de l'origine de la Sécu, propriété des salariés, est aujourd'hui dévoyé et donc irrecevable. Les prélèvements sociaux représentent un mois de ressources des retraités alors qu'ils n'existaient pas avant 1980. Cela représente 11 % du pouvoir d'achat annuel.

Une jeunesse passée en période de guerre, arrêt des études, entrée dans la production à 14 ans, deux années au soleil à défendre les intérêts du colonialisme français avec, au retour, des luttes pour que cesse cette guerre coloniale. Tous ces événements ont développé la solidarité et démontré la nécessité qu'il y avait de s'organiser pour mieux se défendre. Notre force reposait sur l'unité du monde du travail.

Tout le monde doit avoir sa place à la Cgt et il nous faut s'engager au-delà de l'activité professionnelle dans une continuité syndicale dans les syndicats, les entreprises et renforcer la Cgt.

## Hubert Strauel

### Intervention d'Hubert du syndicat de Mulhouse.

Mon maître d'apprentissage me disait toujours, avec son fort accent alsacien : « Si tu sais quèque chose pas... tu d'mande ! » Ce qui est bien dans notre Fédé, c'est qu'on a pas besoin de demander. Grâce à la mise en commun des informations et la

construction de projets, tout s'éclaire. On a souvent l'impression aujourd'hui de subir un rouleau compresseur, une machine qu'on ne peut arrêter. Il n'en est rien ! Il faut construire la mobilisation avec les salariés. Sans eux, nous ne sommes rien. Je suis d'autant plus à l'aise pour parler que nous sortons d'une AG au journal *l'Alsace*. Nous avons adopté une motion qui



décide de répondre à toute initiative syndicale de mobilisation sur tous les dossiers sociaux refusant les attaques contre les droits. Quand les salariés se mobilisent, les résultats sont là : la direction du groupe Cine décide de supprimer le treizième mois par une application unilatérale de la convention collective de la distribution directe. Six jours de grève, les salariés obtiennent une application bénéfique. A Média Portage, la direction veut amputer les salaires. Après une AG de plus de 100 porteurs, nous obtenons une compensation financière. On reste mobilisé pour une application positive de la convention du portage de presse signée au mois de juin par la Fédé. Le nombre de nos syndiqués a presque doublé. Au journal *l'Alsace*, nos objectifs étaient de nous implanter durablement

à la rédaction... Nous avons réussi grâce aux différents accords signés dans la branche. Lors des dernières élections, deux journalistes ont été élus sur une liste Filpac-Cgt. Nous comprenons d'autant moins la position du Shj-Cgt et l'impossibilité de travailler ensemble.

La mobilisation des salariés reste la base de tout. Débattons avec eux, proposons des perspectives crédibles, claires et compréhensibles et tout deviendra plus simple. Notre syndicat a débattu du projet d'orientation et de l'activité fédérale.

La décision unanime a été prise d'apporter notre total soutien à notre direction fédérale.

Nous avons tous besoin d'une Filpac plus forte, plus unie, dans une Cgt de combat.

Le syndicat de Mulhouse s'inscrit pleinement dans cette démarche.

## Olivier Destoop

### Intervention d'Olivier, secrétaire général du Secours populaire du Comité du Livre.

Il y a 50 ans, les travailleurs du Livre de la région parisienne ont créé leur propre Fédération du Secours populaire. Olivier rappelle au Congrès que le Comité du Livre (CDLPC) est leur Fédération et que si des donateurs souhaitaient envoyer ou faire des dons, qu'ils les adressent directement au Comité du Livre.

Il existe au Secours populaire 98 fédérations. Quel intérêt d'avoir une fédération spécifique à nos métiers de la presse et de la communication ? Sachez que dans nos métiers existent des personnes en difficulté, victimes d'accident de la vie qui les ont précipitées dans des situations désespérées et qui, par fierté ou par pudeur, tardent trop à demander de l'aide.

C'est cette chute que le comité du livre s'emploie à



stopper par une aide morale et surtout financière.

Notre activité ne s'arrête pas à nos frontières, l'Asie du Sud est victime du tsunami, la Guinée, l'Afrique du Sud, la Roumanie et Cuba ont été secourus. En plus des campagnes nationales et internationales, des braderies sont organisées pour permettre aux plus démunis de rester dignes en achetant, pour un prix modique, des vêtements d'hiver ou des jouets pour leurs

enfants. Nos collecteurs se rendent dans les entreprises à la rencontre de leurs donateurs pour conserver et établir un contact.

Nous avons besoin de vous, nous ne fonctionnons que par vos dons. Donnez au SPF Comité du Livre, du papier et de la communication.

Secours populaire oui... mais Comité du Livre !  
Pensements : CDLPC, (SPF Comité du Livre),  
94, boulevard Blanqui, 75013 Paris.



# Le Congrès...

---



**Que  
cent fleurs  
s'épanouissent**

# en images

---





# Activité fédérale (débat)

## Michel Leroux

### Belle victoire arrachée à Quebecor

Intervention de Michel pour H2D à Hellemmes.

Dans les années 1990, Quebecor rachète une grande partie de la filière prépresse, impression et finition en France. En février 1995, il reprend l'usine Héliogravure, du groupe Jean Didier, à Hellemmes.

En janvier 2006, le CA de Montréal décide d'investir en Belgique, à Charleroi, dans une unité de production ultramoderne.

Le comité de groupe, le 9 octobre 2006, annonce la fermeture en juin 2007, avec le licenciement de 230 CDI et de 40 précaires. Nous décidons avec la Cgt, et aussi FO, de résister au coup de force et imposer la reprise. De multiples actions, relayées par les médias, sont organisées, manifestations à la préfecture, action avec les autres salariés, etc. 9 novembre 2006. Le PDG de l'entreprise demande à faire une AG pour expliquer sa décision. En réponse, les salariés de l'entreprise séquestrent la direction. Le préfet nous appelle pour demander sa libération sous peine d'intervention de la police. Dans un climat tendu, elle est accompagnée par tous les salariés présents à la porte de l'entreprise où attendent les forces de l'ordre. Après cette action, le groupe accepte le principe de la



reprise. Le 8 janvier 2007, 170 imprimeurs d'Hellemmes se déplacent à l'usine de Torcy en Seine-et-Marne au siège social. Dans la foulée, Dominique Donghi, cadre dirigeant de Quebecor, ancien salarié de l'entreprise, fait une offre pour la reprise. Il propose le maintien du site avec 102 salariés. Un accord permet la relance de l'activité le 3 mars 2007 sous le nom d'H2D. L'accord permet, pour ceux qui restent (102), le maintien des acquis plus 5000 euros. Les conditions de départ jusqu'en décembre 2009, en cas de fermeture, sont les mêmes que pour les autres. Pour ceux qui partent (127), en plus des indemnités conventionnelles, 45000 euros de dédommagement. Portage favorable pour les salariés de plus de 56 ans. Pour les précaires, indemnités allant de 5000 à 12000 euros. Une commission de suivi est mise en place pour les partants. Les salariés se prononcent à 92% pour la reprise et le plan social. Aujourd'hui, après six mois de reprise, la direction annonce la mise en place d'un plan d'investissement de près de 3 millions d'euros dans un climat favorable.

Vive la lutte, avec la Filpac-Cgt !

## Laurent Gaboriau

### Le syndicalisme ça sert à revendiquer

Intervention de Laurent pour Editis.

Le syndicalisme, ça sert à revendiquer, mais revendiquer, ça veut dire quoi ? Réclamer justice, voire demander avec force. Donc pour nous, c'est réclamer avec force des droits pour les salariés. A un moment où les salariés sont attaqués sur tous les fronts, fermetures d'entreprises, délocalisations, etc., il n'est pas inutile de répréciser les mots. Nos secteurs d'activité n'échappent pas à la règle, avec les concentrations des entreprises. Hier paternalistes, elles sont aujourd'hui concentrées en grands groupes dont certains sont internationaux.

La gestion financière a supplanté l'investissement productif avec la transformation du travail en centre de coûts réduits régulièrement pour dégager toujours plus de bénéfices. Les groupes privilégient les revenus du capital au détriment des salaires et de l'outil industriel, devenus variables d'ajustement. En restructurations permanentes, ces groupes poussent les salariés vers la sortie et cela alors même que le gouvernement est en train de repousser l'âge de départ à la retraite. C'est là tout le paradoxe d'un système financier non régulé.

Les jeunes payent le prix fort de cette situation. Ils se retrouvent à travailler plus pour gagner moins, avec toujours plus de qualification pour toujours moins de reconnaissance et nos filières de métiers méprisées. Tout ceci est inacceptable. Ce que nous voulons, c'est travailler mieux et gagner plus !

Les obstacles sont nombreux, le plus dur étant celui de la numérisation qui représente un véritable défi. Avec la fédération, nous réfléchissons à élaborer une démarche collective pour s'opposer à la casse des collectifs de travail dans un contexte où l'individualisme est exacerbé. Face aux attaques patronales et gouvernementales multifformes, aux provocations, aux excoqueries du type EADS, notre réaction doit être accompagnée de propositions alternatives. Le principe de nouveau statut du travail salarié (Ntsts) en est la pierre angulaire. La logique de ce nouveau statut est de permettre la construction de droits sociaux et salariaux minima qui ne soient plus conditionnés à l'entreprise ou à la



branche professionnelle. Il nécessite une évolution du lien de subordination. C'est là la véritable révolution ! C'est possible ! Et c'est pourquoi le premier thème du document d'orientation intègre deux décisions importantes que nous proposons de débattre autour de la question centrale de l'emploi : la construction d'une part d'un rassemblement majoritaire et d'autre part du nouveau statut du travail salarié.

En partant des besoins des salariés, recréons les solidarités indispensables, les collectifs nécessaires qui sont les racines mêmes du syndicalisme. N'oublions pas qu'en 1936 beaucoup de travailleurs étaient convaincus que les congés payés étaient une utopie.

Aujourd'hui il ne s'agit plus d'utopie mais de réguler enfin l'économie pour protéger le travail. Alors bon débat...



## Jean-Paul Brimon

Intervention de Jean-Paul pour JDC-Torcy.

Bonjour à tous. J'étais le plâtres. J'étais délégué syndical de Torcy-Quebecor.

L'entreprise a été liquidée par la direction de Quebecor. Je voudrais vous parler ici de la démarche du Sglce.

Dans cette lutte, pied à pied, on a occupé pendant trois mois. A ce moment, nous, la solidarité, on ne l'a pas sentie de la part de la Fédération. Pourtant, les

questions posées étaient celles de l'emploi en Ile-de-France et la sécurité sociale professionnelle. Quand il y a des luttes, il faut s'appuyer sur ces luttes. Comme le combat mené à Hellemmes. Il faut dire les choses, il y a deux conceptions du syndicat : un syndicalisme d'accompagnement, et un syndicalisme qui dit non et qui s'appuie sur les luttes.

# Les stands



## Ils sont présents au Congrès



Le groupe Novalis est une institution interprofessionnelle de prévoyance. Quatre métiers le composent : la retraite complémentaire, la prévoyance, la santé et l'épargne tendent vers un objectif commun, la protection des salariés et de leurs familles, individuellement ou collectivement.



Le groupe Malakoff a pour vocation de compléter la couverture des salariés sur les risques assurés par la Sécurité sociale : vieillesse, décès, incapacité de travail, invalidité et frais de santé. Son domaine s'est élargi à l'assurance dépendance, l'assurance vie et l'épargne.

Qu'elles soient à gestion paritaire ou mutualiste, toutes les composantes du Groupe Mornay sont financièrement et politiquement autonomes. Leur unique objectif est de gérer leurs fonds au mieux des intérêts de ceux qui les leur ont confiés.



Les groupes d'institutions de retraite et de prévoyance se sont diversifiés dans les domaines de la prévention et de la prévoyance. AG2R poursuit sa mission de solidarité en affirmant une action sociale attentive à l'évolution de la société, prête à s'adapter et à réagir en fonction des nouveaux besoins.

Nathalie Plassart, chargée de mission au service développement de l'Ocirp. Les garanties de l'Ocirp s'accompagnent d'une action sociale spécifique. Celle-ci permet un positionnement au plus près des besoins des allocataires grâce à une aide individualisée mise en place par les institutions membres.



Audiens est le groupe de protection sociale de l'audiovisuel, de la communication, de la presse et du spectacle.



François Lopez Segura, chargé de mission auprès des partenaires sociaux du groupe Médéric. Paritaire et mutualiste, le groupe a développé ses activités en conjuguant efficacité et solidarité. Cette solidarité s'exprime notamment dans une action sociale de proximité, importante et diversifiée.



Le groupe Apex est un cabinet d'expertise comptable au service des CE des élus et des représentants du personnel. Des experts spécialisés en économie, finance, comptabilité, gestion, droit du travail et droit collectif.



# La vie du Congrès

## Extraits du rapport financier présenté par Danièle Morel

**D**ÉPUIS 2002, la Filpac a enregistré une perte de 4 090 syndiqués. Cela se traduit par des ressources en moins pour l'ensemble de l'organisation.

Les restructurations menées dans les secteurs traditionnels de notre Fédération que sont les industries papetières et graphiques ont eu pour conséquence de faire partir des salariés dans les catégories de personnels à statut et à salaires relativement stables obtenus au fil du temps par un rapport de forces conséquent. Ces syndiqués versaient une cotisation maximale dans le système de reversement aux structures appliqué jusqu'à fin 2006. La syndicalisation que nous avons développée majoritairement dans les nouveaux secteurs fédéraux s'est opérée auprès de salariés n'ayant pas tous le même niveau de salaire. Le paradoxe de la situation actuelle est donc que le renforcement de notre organisation pourrait malgré tout générer une baisse du niveau de ressources inférieur à celui des années précédentes alors que les secteurs où s'opère notre renforcement nécessitent un investissement militant et financier plus important. Pour notre Fédération, si nous considérons le champ de syndicalisation qui s'ouvre à nous, forte de ses 700 000 salariés, c'est 3% d'adhérents qui nous donnent les moyens financiers et le rapport de forces nécessaire à notre syndicalisme. En 2004, nous avons adopté un budget en équilibre. La diminution de nos syndiqués et la remise en cause d'un certain nombre de droits syndicaux acquis ne nous ont pas permis de tenir l'équilibre budgétaire malgré une diminution de nos charges fixes. En 2005, nous avons établi un budget de crise en recherchant vers des ressources nouvelles basées sur le développement de notre activité envers les syndicats et les comités d'entreprise. La perte de syndiqués et la remise en cause de droits syndicaux ne nous ont pas permis de tenir l'équilibre budgétaire.

En 2006, nous avons retravaillé un budget de crise en diminuant nos charges et en mettant en place un plan de conquête de droits syndicaux nouveaux. Malgré cela, nous n'avons pas tenu l'équilibre budgétaire.

Nous avons donc élaboré un budget fédéral totalement nouveau, diminué d'environ 300 000 euros de ressources de cotisations, retravaillant les besoins de développement de l'activité revendicative sur le lieu de travail, dans les branches, dans les groupes qu'ils soient nationaux, européens, internationaux. Cette diminution de 34% de moyens pour notre activité fédérale s'opère dans une période où les syndicats ont davantage d'exigences envers leur fédération, et nous devons faire en sorte que cette diminution de ressources ne nous fasse pas friser la paralysie de l'activité syndicale. Nous avons donc affecté un budget minimum de fonctionnement à chaque secteur d'activité et défini l'orientation de la faisabilité des initiatives à développer dans la recherche des moyens financiers nécessaires à son organisation.

La réforme de la cotisation nous oblige à aborder la question de la mutualisation, assortie de la considération centrale que la cotisation du syndiqué est un acte fondamen-



tal de solidarité. Le nouveau système donne globalement plus de moyens financiers aux syndicats et diminue ceux de notre champ professionnel. Nous devons donc mettre en place un dispositif particulier avec les membres du CEN pour aider les syndicats à mieux appréhender le nouveau système de reversement de la cotisation dans toute sa dimension et leur permettre d'effectuer des versements réguliers à Cogétise alimentant

les trésoreries des différentes structures Cgt. Le Congrès fédéral aura comme responsabilité d'apprécier la tendance qui se dégage de l'application de ce nouveau système après seulement sept mois de mise en route. Nous fournirons à ce moment-là les éléments nécessaires à la réflexion, permettant de prendre les décisions fondamentales à la conduite financière de notre Fédération durant les quatre années à venir.

## Extraits de la commission de contrôle financier

La commission de contrôle financier s'est réunie six fois pour contrôler les dépenses de 2003 à 2007.

Pour 2003/2004, sur la base des propositions du congrès de Nantes, la commission avait considéré deux axes possibles pour réduire la dette, à savoir d'une part ouvrir une discussion d'urgence avec la Confédération pour faire valoir notre particularité de fédération du privé, obligée d'assumer des salaires faute d'accords syndicaux comme on peut en connaître dans les fédérations du public. Cette discussion n'a pas pu aller au bout. D'autre part, la commission souhaitait un audit financier pour permettre de nous aider.

Cette proposition n'a pas été retenue par le CEN. Il a préféré agir directement pour un contrôle minutieux des dépenses qui ont fait l'objet d'explications ou de décisions du BF ou du CEN pour valider des pratiques courantes.

En 2005, les budgets sont présentés par activité et les dépenses principales de notre activité sont les transports, hébergements et repas.

Pour 2006/2007, la commission a constaté une très nette amélioration dans la production des pièces en vue de remboursement, des fiches remplies et des visas fédéraux.

La commission s'est donc limitée au strict contrôle et constate que le déficit pourra toujours être réduit à la marge en limitant les dépenses de fonctionnement.

Toutefois, cela sera toujours insuffisant pour réduire le déficit structurel (1,5 M€ de dettes pour l'Aful) ce qui obligera les futurs responsables fédéraux de prendre des mesures difficiles avec beaucoup de courage.

La commission donne son quitus à la majorité.

Dans le débat qui a suivi, plusieurs intervenants ont fait des propositions allant d'une proposition de souscription à une demande toujours plus rigoureuse de transparence.

### Le programme d'aujourd'hui

Deuxième thème  
« La méthode de  
la charte revendicative »

Troisième thème  
« Le salariat  
de la communication  
dans la convergence  
numérique »

14 h 30  
Intervention  
de Bernard Thibault  
Secrétaire général  
de la Cgt

Quatrième thème  
« La Fédération,  
utile pour les salariés,  
outil pour les syndicats »

Cinquième thème  
« La Fédération,  
vous la voulez  
comment ? »

**A partir  
de 19 h 30  
soirée  
fraternelle**

### Le programme de demain

Une politique financière  
pour agir

Une direction  
pour les mettre  
en oeuvre

Présentation  
des candidats au CEN  
retenus par la commis-  
sion des candidatures

Election du CEN

Proclamation  
des résultats  
des élections

Présentation  
de la direction fédérale

Saluts aux partants





## Adriana Rosenzvaig, citoyenne du monde

**N**ée en 1950, au pays du Che, l'Argentine Adriana Rosenzvaig est responsable du développement mondial au secteur graphique et de l'emballage de l'United Network International (Uni)\*. Lectrice pour des éditions de textes médicaux, elle se lance rapidement dans l'activité syndicale. Son dynamisme et son efficacité ont été remarqués au point qu'elle est élue au comité directeur du syndicat graphique d'Argentine dans les années 1970.

En 1976, elle doit fuir la dictature des généraux et s'exile à Mexico. A la fin de la dictature, dans les années 1980, passionnée par la démarche internationaliste, elle milite à la Fédération graphique internationale (Fgi) et accède, en 1998, au poste de secrétaire générale. C'est la première fois qu'une femme non européenne est élue à ce niveau de responsabilités.

Depuis 2000, année de la fusion de la Fgi avec l'Uni, elle travaille à Nyon (Suisse) au développement de l'activité conjointe des syndicats du secteur graphique et de l'emballage, sur le plan mondial.

Adriana Rosenzvaig explique à l'Impac les raisons de sa motivation et nous fait part de ses espoirs : l'objectif de l'Uni est la construction de réseaux de com-

munication et d'action efficaces entre les différents syndicats des pays du Nord et du Sud, mettant en valeur les dénominateurs communs d'un salariat qui subit diversement les effets de la mondialisation. Deux multinationales ont servi de banc d'essai au développement des relations intersyndicales internationales, Quebecor pour l'imprimerie et Nampak pour l'emballage.

**EN 1998, ADRIANA EST LA PREMIÈRE FEMME NON EUROPÉENNE ÉLUE AU POSTE DE SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA FGI**

En janvier 2005, des journées mondiales d'actions ont été proposées dans toutes les entreprises du groupe Quebecor, notamment en Amérique du Sud (Pérou et Chili) et en Europe. Un contrat mondial a été signé le 5 mai 2007 entre Quebecor et l'Uni, obligeant les directions des filiales du groupe à respecter les principes de l'Organisation internationale du travail (Oit), qui incluent le principe de la liberté syndicale, de la négociation collective, de l'éradication du travail forcé et de l'exploitation des

enfants. Sur le terrain, dans l'usine locale indienne de la banlieue de New Delhi, les dirigeants de l'Uni ont pu constater les terribles conditions de travail (exemple : les ouvriers n'ont pas accès à l'eau potable).

Tout en refusant de recevoir et de négocier avec les syndicalistes indiens, la direction a toutefois accepté, avant même la visite des représentants de l'Uni, de multiplier par deux les salaires, de 2 à 4 dollars environ par jour, et de reconnaître, à terme, le syndicalisme dans l'entreprise.

L'Uni a travaillé à la mise en œuvre d'un autre réseau avec la multinationale Nampak (emballage). Elle a notamment pu visiter son unité de production sud-africaine. Elle a favorisé un réseau de relation dans les unités hollandaises, anglaises ainsi que dans tous les Bats de l'Est africain. Ces deux expériences ont permis de créer les conditions d'une communication constructive pour 120 000 salariés, ce qui ne peut passer inaperçu. Dans la foulée, une première approche a s'est faite avec Donnelley (imprimerie, services), Kimberly Clark (papier sanitaire) et Amcor (emballage). Nous avons proposé la rédaction d'une lettre commune de tous les syndicats. Tous ont signé sauf les Polonais, mais nous ne désespérons pas de les associer à notre démarche.



Répondant à l'invitation de Philip Jennings, président de l'Uni, et de Michel Muller, son vice-président (et président de la Fgi), vingt-cinq syndicats ont accepté le principe d'une signature soumise à l'approbation de chaque direction d'entreprise concernée... sauf en Chine

La situation générale est contrastée mais elle s'améliore. En Amérique latine, les réseaux se confortent. En Asie, on assiste à une amorce d'organisation. En Amérique du Nord, la situation est parfois contradictoire, notamment dans les usines de Donnelley où ce sont les salariés de la maison mère qui sont les plus mal traités.

En Europe, nous proposons de favoriser partout des comités de groupe. En France, nous travaillons essentiellement avec la Cgt, en Espagne avec l'Ugt et les

Commissions ouvrières, en Allemagne avec Verdi, en Angleterre avec Unite.

Depuis sept ans, nous travaillons pour que les droits sociaux soient renforcés et/ou sauvegardés en luttant, pied à pied, contre le nivellement par le bas, conséquence de la loi du marché libéral. Nous souhaitons faire entendre, à travers nos sept ans d'existence, la voix des travailleurs organisés dans un contre-pouvoir actif, quels que soient les gouvernements en place. Un défi de tous les jours qui ne souffre pas de répit.

**Propos recueillis par Y. Huet**

\* L'Uni regroupe, depuis 2000, 15 millions de syndiqués dans 300 pays, dont 1 000 syndicats affiliés, auxquels s'est ajouté le Vietnam en ce début novembre 2007. Elle regroupe les salariés des services, de la communication et de la poste, des médias (hors journalistes) et de l'imprimerie et de l'emballage. Site Internet : [www.union-network.org](http://www.union-network.org).

## Florence Lemaître, de l'héritage à la perspective

**F**lorence Lemaître, née en 1977, est une enfant de la balle. Elle nous expose sa jeune expérience professionnelle et syndicale aux Journaux officiels (JO) : « Mes parents étaient correcteurs. Mon père n'a jamais voulu que je les imite. Je ne sais pas pourquoi. J'étais attirée plutôt par les arts graphiques.

Après mon bac, j'ai postulé à l'école Boule et à Estienne, à Paris. Je n'ai pas été retenue, vu ma faiblesse en dessin. J'ai donc intégré l'Essag, une école de dessin et d'architecture d'intérieur, mais je n'étais pas faite pour ça.

J'ai dû donc faire des petits boulots, des emplois jeunes. Cela m'a permis de reprendre des études de lettres modernes en parallèle. Puis, j'ai été serveuse. J'ai été licenciée pour avoir parlé



syndicat avec un collègue qui a tout balancé au taulier.

Aux JO, j'étais fascinée par les machines. J'y ai travaillé comme vacataire, à l'administration, quand j'étais étudiante.

Quand je fus admise à la Sacjo, j'ai été un peu déçue, la réalité du travail ne correspondant pas à mes souvenirs.

De temps en temps, je me sentais peu utile, notamment quand

je tamponnais les questions de l'Assemblée nationale (au tampon et à l'encre !) Mais j'ai pu me sortir de cette frustration en m'investissant syndicalement.

Mon premier investissement a été à la commission formation professionnelle de la Chambre syndicale typographique parisienne (CSTP). Puis, dans l'entreprise, j'ai été représentante au CHSCT pendant deux ans et élue au comité d'entreprise, en octobre 2006.

Depuis peu, je suis secrétaire adjointe au CE et responsable de la formation professionnelle. J'ai suivi, pas à pas, la construction des accords que nous avons signés en octobre dernier aux JO... période angoissante mais passionnante. J'ai appris dans la dernière année plus que pendant les quatre ans précédents.

Non seulement les accords ont été une réponse adaptée à la situation et à l'attaque de l'Etat, mais au niveau personnel, pour beaucoup de mes camarades et pour moi, c'est aussi l'espoir d'une perspective nouvelle professionnellement.

Je viens d'intégrer le service de

**LICENCIÉE POUR AVOIR PARLÉ SYNDICAT AVEC UN COLLÈGUE**

la documentation juridique section des conventions collectives pour y faire des mises à jour. Je suis responsable de mon travail de A à Z.

Entre responsabilités professionnelles et syndicales, cela pourrait être difficile, mais j'ai vraiment envie de mener les deux de front. Avant, nous étions entre nous, aujourd'hui, nous devons apprendre à travailler avec nos collègues de la Direction des journaux officiels (DJO), qui n'ont pas le même rapport au syndicat. Dans les services « éditeurs », ils sont majoritairement non syndiqués.

En fait, nous nous rapprochons de la situation que connaissent les salariés de l'édition. C'est motivant, parce que si nous apprenons à travailler avec les employés et les cadres de l'édition, on pourra avoir des objectifs revendicatifs communs sur une expérience de travail commune et c'est cela qui donne l'envie de se syndiquer. »

**TV**  
MAGAZINE  
tvmag.com

Retrouvez chaque  
semaine le n° 1  
de la presse française  
avec votre  
quotidien régional



# TV Magazine

pour de grands moments  
de télévision

→ 7 jours + 6 de programmes

→ Les grandes chaînes nationales

→ La TNT

→ Le câble

→ Le satellite

→ Les chaînes frontalières

→ Les chaînes locales



Vidéos, infos, people, le meilleur de la télé sur [www.tvmag.com](http://www.tvmag.com)





## Nadia Khalifi

### « Je veux détendre l'atmosphère »

**A**TENTION, « feu sacré » ! Ce pourrait être le surnom de Nadia. La jeune femme de 31 ans, mère d'une petite Syrène de 5 ans et d'un petit Adam de 3 ans, est entrée en syndicalisme comme une tornade. Assistante de direction au siège de Media Post, à Montrouge (Hauts-de-Seine), depuis juin 2000, elle a décidé d'adhérer à la Filpac-Cgt il y a seulement deux ans, après avoir été convaincue par la « passion acharnée de (s)on amie Samira Cheurfi, déléguée syndicale Filpac-Cgt et secrétaire du CE de la filiale Media Post Service, à défendre les salariés ». Cette aînée avait notamment négocié la fusion de Media Post avec l'entreprise de distribution Delta Diffusion, en 2003, fusion qui n'a entraîné, à ce jour, aucun licenciement.

Depuis, Nadia Khalifi a fait le parcours du combattant social à vitesse grand V : déléguée syndicale Filpac-Cgt depuis janvier 2007 ; élue au comité d'entreprise le 17 octobre dernier, à la faveur d'un succès électoral retentissant (les deux élus titulaires au comité d'entreprise et

les deux titulaires délégués du personnel sont désormais Filpac-Cgt !) ; secrétaire du comité d'entreprise d'ici à quelques jours... Et ce n'est qu'un début ! Le Chsct est, naturellement, le prochain objectif.

Cet engagement au pas de charge ne s'est pas réalisé solitairement. Nadia et ses camarades se réunissent souvent au siège de la Fédération, à Montreuil, où elles sont très fraternellement accueillies par Pascal Lefebvre et Jean-Pierre Combebiac.

Elles y apprécient, entre autres, les réunions interfédérales avec la Fap.

Mais d'où vient un tel appétit syndical ? « Je connais tout le monde dans l'entreprise », constate Nadia, avant d'ajouter sans fausse modestie : « Je ne suis pas sauvage. J'ai une grande facilité pour le contact et pour la communication. »

Mais encore ?

« Je veux assumer complètement mes mandats pour aider tous les salariés et,

aussi, détendre l'atmosphère qui règne dans l'entreprise... »

Car, question atmosphère, c'est peu dire que la vie professionnelle de Nadia Khalifi n'est pas à l'embellie. « Depuis que mon

engagement cégétiste est devenu évident, on ne me donne plus à faire que des tâches répétitives, non valorisantes ; on me soustrait certaines parts de mon travail, sous prétexte

de confidentialité... »

On appelle ça « mise au placard » habituellement, et je m'interroge sur mon avenir dans la société. »

Mais le ciel de Nadia n'est pas sombre pour autant. Grâce au syndicalisme, elle se sent « bien plus épanouie qu'avant ».

Les débats du Congrès lui donnent l'impression qu'on est tous dans le même sac, avec les mêmes problèmes, mais tant de bonnes choses à défendre en commun. »

Voici qui est, finalement, source de courage.

Cela tombe bien, car les chantiers sociaux que Nadia entend ouvrir ne manquent pas : obtenir une mutuelle pour tous,

#### PARCOURS DU COMBATTANT SOCIAL À VITESSE GRAND V

#### NADIA EST ENTRÉE EN SYNDICALISME COMME UNE TORNADE



pousser à l'harmonisation - par le haut - des acquis sociaux dans le groupe Media Post (jours d'Artt, temps de travail hebdomadaire, salaires...), exiger l'application de la convention collective de la distribution partout,

éviter les éventuels prochains licenciements grâce à la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences (Gpec)... Et garder, toujours, son beau sourire !

Antoine Peillon

## Zoran Lucic

### La solidarité en action

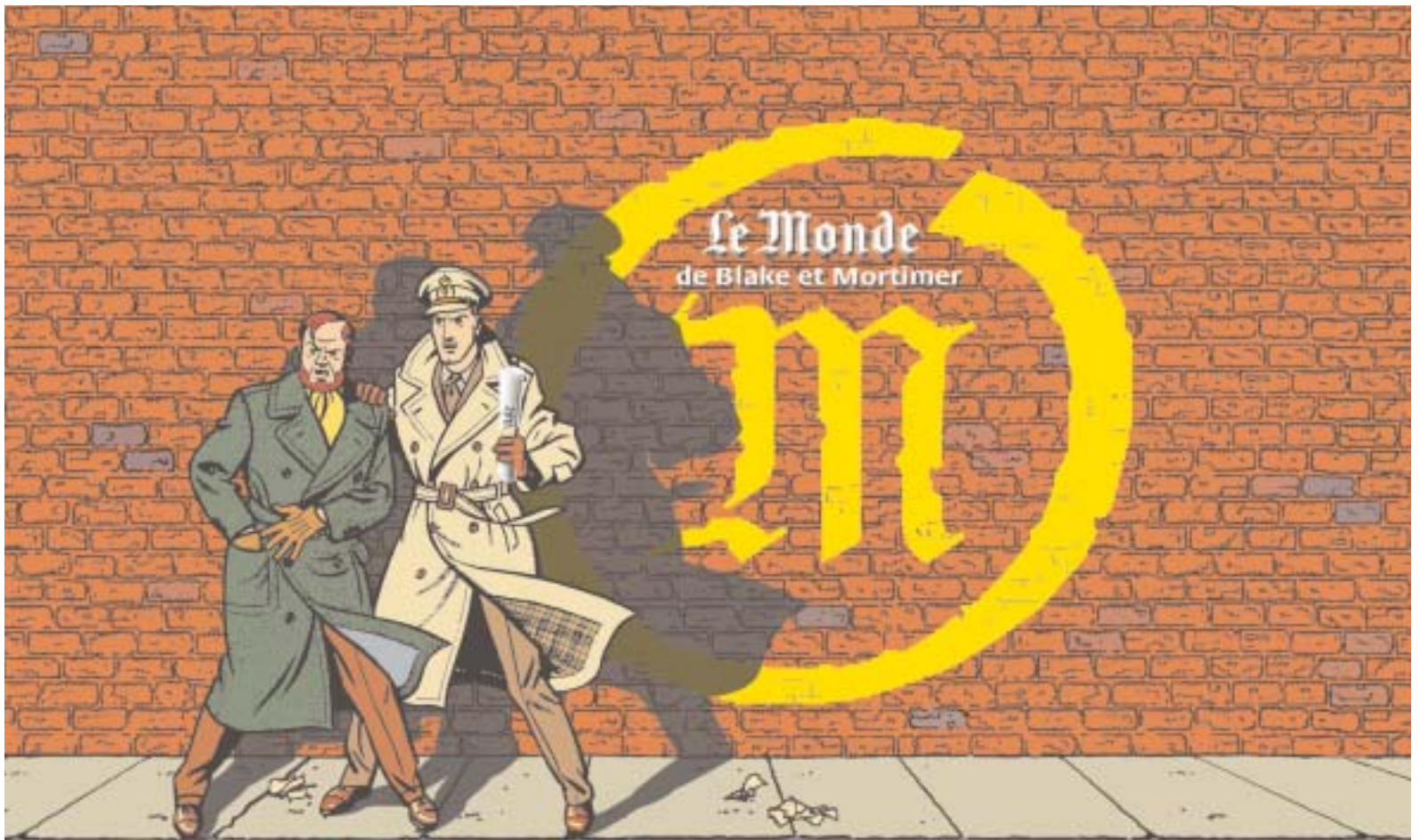


Mu par une énergie sans limite et par une volonté de voir aboutir les choses, Zoran est toujours disponible pour créer les conditions du débat qu'il affectionne jusqu'au péché de gourmandise. Du haut de ses 35 ans, le jeune papa de Milena et Sonia, qui place sa famille au centre de sa vie, a pourtant, déjà, connu une existence mouvementée. Née en ex-Yougoslavie à Tuzla, Bosnie, où il a vécu jusqu'à la fin de son adolescence, il ne doit son départ qu'au refus d'y effectuer son service militaire. A son arrivée en France, c'est par le biais de missions d'intérim qu'il entre chez Smurfit Kappa à Gualargues en 1995, où il est aujourd'hui opérateur combiné 6/6.

La question de son engagement syndical ne se pose pas car, comme il le dit, « de mon pays de naissance je garde la culture revendicative des travailleurs ». Son statut de réfugié politique apatride le fait hésiter sur la prise de mandat. « En France, où le gouvernement t'offre "gracieusement" tes papiers, je ne voulais pas prendre le risque de perdre tout ce je

venais de construire. » Mais ses convictions sont fortes et rapidement il se syndique. « Mon choix était évident, la Cgt en adéquation totale avec mes idées porte en elle la valeur essentielle à mes yeux : la solidarité. » Cette solidarité en action, Zoran et ses camarades l'ont ressentie fortement lors du conflit du début de l'année sur les salaires. « Rien n'était préparé, les salariés en assemblée générale ont voté l'action, la réactivité de la Fédération a été immédiate, nous avons construit les conditions du rassemblement de l'intersyndicale du groupe, mais aussi avec les camarades de l'UD de Nîmes, de l'UL de Vauvert, gagnant le soutien de la population. » Fer de participer à son premier congrès, Zoran regrette tout de même le peu de place accordé à la question des moyens financiers : « C'est le nerf de la lutte, la gestion des finances doit être parfaite, certes, mais il nous faut trouver des solutions pour avoir les moyens de notre action et ce dès après notre Congrès. »

Zoran, lui, est prêt à relever le défi !



**L'INTÉGRALE DE BLAKE ET MORTIMER  
ÉDITION ORIGINALE EN 12 BD COLLECTOR**

**6€<sup>\*</sup>  
40**  
en plus du Monde

Dès le 9 novembre,  
**La Marque jaune**  
avec **Le Monde** et **Le Monde 2**.

Avec la collection intégrale "Le Monde de Blake et Mortimer", plongez dans l'univers de E.P. Jacobs. Découvrez les aventures de ces deux héros mythiques en 12 albums dans leur édition collector avec couleurs d'origine et dos toilés.

Plus d'informations : [www.lemonde.fr/M](http://www.lemonde.fr/M)

Et si vous êtes abonné,  
découvrez vos privilèges en téléphonant  
au **0825 120 219** (0,15€/min) ou par internet.



\* Le Monde : 200 pages, format 14,6 x 21 cm, couverture souple, 14,90 €. Le Monde 2 : 120 pages, format 14,6 x 21 cm, couverture souple, 11,90 €. La Marque Jaune : 200 pages, format 14,6 x 21 cm, couverture souple, 14,90 €. Les autres volumes de la collection sont disponibles en vente séparée. Les prix indiqués sont des prix conseillés et peuvent varier en fonction des conditions de vente et des taxes. © Editions Blake et Mortimer / Studio Jacobs (Dargaud) / Le Monde.

# Confédérés !

## Bernard, bien droit sur ses deux jambes

On reconnaît les grands boxeurs à cette solidité tranquille qui impressionne immédiatement. Avant d'engager avec fulgurance le combat, ils se tiennent presque immobiles sur le ring, un léger sourire aux lèvres.

A la tribune de notre Congrès, Bernard Thibault, hier après-midi, s'est tenu devant nous, bien droit sur ses deux jambes, comme le grand boxeur syndical qu'il est depuis longtemps.

Sur une première jambe, pour nous inviter à partager une actualité sociale nationale brûlante, qui risque de flamber comme jamais, dès la seconde moitié de novembre.

Compte sur nous, cher

camarade : la Filpac-Cgt mobilisera toutes ses forces dans cette lutte de toute la Cgt !

Sur une seconde jambe, pour nous encourager chaleureusement, en parfaite connaissance des enjeux considérables de la révolution numérique, à nous engager à relever nos « nouveaux défis ».

Compte encore sur nous, cher Bernard, pour « bouger la Cgt », comme tu nous y a invités, pour la deuxième fois, en la belle ville de Lille !

Merci, camarade, pour ta présence attentive et fraternelle parmi nous. Elle a été et restera un très vif symbole de solidarité confédérale.



### L'édito

## L'étrange mur du silence

L'atmosphère studieuse et assidue qui règne sur ce Congrès en dit long sur le désir et le besoin d'orientation. Les délégués, manifestement, sont venus trouver matière à mieux s'organiser, se mobiliser et agir. L'attente et les demandes à l'égard de leur Fédération sont omniprésentes au cœur des assises des syndicats. Les délégations sont animées de la volonté d'enrichir les débats d'orientation et de s'enrichir de leurs fruits. Ce Congrès fait salle comble. Dans les salles de rédaction, ce Congrès est ignoré. De deux choses l'une : ou bien il est pauvre en idées et en décisions, ce qui est, à l'évidence, le contraire d'une vérité partagée par l'Impac et par les congressistes ; ou bien il s'agit d'un boycott, les directions des médias ne s'intéressant au syndicalisme Cgt que de deux manières : ses rapports éventuels aux fonds secrets de l'Uimm et son supposé naufrage historique. Devant cette omerta, continuons le débat !





# Réponses aux questions

## Gérard Fabert

Responsable de l'Ufict-lc



LES PROPOSITIONS de modifications ont été adoptées par le Cen. Elles vous ont été soumises deux mois avant la tenue de notre Congrès.

Dans ce rapport d'introduction, je vais vous présenter les modifications qui ont été proposées et qui n'ont pas fait l'objet d'amendement. Je m'arrêterai plus particulièrement sur celles qui ont été amendées.

Les premières modifications apportées par le Cen concernent les buts de la Fédération en particulier en matière d'actions pour :  
- promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, les libertés et les droits syndicaux, le plein exercice de la citoyenneté, la défense de l'environnement et le développement durable (art. 8), la paix et le désarmement, les droits de l'homme (art. 5);  
- revendiquer un nouveau statut du travail salarié, une sécurité sociale professionnelle (art. 7).

A l'article 9, des propositions sont faites

concernant le label et la marque syndicale. Ainsi, le document d'orientation a décidé de promouvoir la création d'un label applicable à toutes les entreprises du champ d'activité de la Fédération.

Les conditions d'attribution de la marque syndicale et du label, leur évolution, dépendent des décisions adoptées lors des congrès fédéraux.

S'agissant de la constitution de la Fédération (§ Ufict - art. 15), il est inscrit que l'Ufict coopère avec toutes les organisations de la Filpac-Cgt pour le déploiement de l'activité revendicative et de la syndicalisation des ingénieurs, cadres, techniciens et agents de maîtrise.

Notre Fédération a décidé d'inscrire les journalistes dans son champ d'activité. Elle a, dans ce cadre, adhéré à la convention collective des journalistes.

Au chapitre relatif au syndiqué (art. 20), il est donc indiqué que le syndiqué est l'adhérent ouvrier, employé, technicien, agent de maîtrise, cadre, ingénieur, journaliste, salarié privé d'emploi, préretraité, retraité, veuf ou veuve de préretraité ou retraité d'un syndicat de la Fédération.

La modification importante apportée à nos statuts (art. 30) concerne la répartition de la cotisation adoptée au 48<sup>e</sup> Congrès confédéral.

Ces modifications sont rédigées ainsi :  
Le 48<sup>e</sup> Congrès a adopté la répartition cadre nationale suivante applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2007 :

- timbre FNI :  
33% pour le syndicat, 67% pour le Fonds national interprofessionnel, Indecosa et l'Avenir social.

- timbre mensuel :  
33% pour le syndicat, 67% pour les organisations bénéficiaires, dont :

29% pour la Fédération et les autres organisations du champ professionnel ;  
25% pour l'union départementale, les unions locales, le comité régional et les autres organisations du champ interprofessionnel territorial ;

10% pour la Confédération et les autres

organisations du champ national interprofessionnel ;  
3% pour la presse confédérale ;  
6% des cotisations des affiliés Ufict pour la fabrication et l'envoi d'Options mensuel.

Les règlements des syndicats aux différentes organisations sont calculés en appliquant un pourcentage de la cotisation payée par le syndiqué.

Les règlements des syndicats seront obligatoirement versés à un organisme Cgt (actuellement Cogétise) qui se chargera de la répartition aux diverses organisations bénéficiaires. Le syndicat conservera, sur les cotisations FNI payées par le syndiqué, 33%.

Sur les autres cotisations mensuelles, un pourcentage de 33% est éventuellement maintenu, augmenté ou diminué d'une modulation territoriale et d'une modulation professionnelle. Ce sont les congrès fédéraux et départementaux qui peuvent adopter une modulation en augmentant ou en diminuant la part du syndicat dans la limite de 4% pour la modulation professionnelle et 4% pour la modulation territoriale.

Le Comité général de la Filpac du 29 novembre 2006 a pris la décision de porter la part du champ professionnel de 29% à 33%. Chaque organisation adhérente assure régulièrement la reversion à l'organisme Cgt (actuellement Cogétise).

### Répartition du pourcentage fédéral pour le financement de l'activité des unions fédérales

#### Cotisation Idtam

Pour le champ professionnel, la répartition de la cotisation des affiliés Ufict s'effectuera de la façon suivante : 13% pour la Fédération, 20% pour l'Ufict.

#### Cotisation du retraité

Pour le champ professionnel, la répartition de la cotisation des affiliés Ufr s'effectuera de la façon suivante : 40% pour la Fédération, 60% pour l'Ufr pris sur les 33% du champ professionnel.

D'autres articles ont été modifiés relatifs au fonctionnement de la Fédération. Il est ainsi noté (art. 31) que les ressources de la Fédération résultent du pourcentage de la cotisation qui revient à la trésorerie fédérale sur le placement des timbres auprès des adhérents actifs, retraités et préretraités, veuves et veufs.

L'autre partie modifiée concerne l'utilisation de la cotisation et le rôle du Cen. La part de la cotisation constitue un élément important du financement de l'activité de la Fédération. Sa répartition est définie par le Cen lors de l'établissement du budget fédéral.

La dé de représentation des syndicats au Congrès fait l'objet d'une modification (art. 40). Ainsi, le nombre de délégués titulaires est défini sur la base de tranches de 200 adhérents :

de 201 à 400 : 2 délégués ;  
de 401 à 600 : 3 délégués ;  
de 601 à 800 : 4 délégués ;  
de 801 à 1000 : 5 délégués.

A partir de 1001 : un délégué supplémentaire par tranche de 200.

Par effectif, il faut entendre tous les syndiqués, actifs et retraités.

Le rôle du Comité général est renforcé

dans une nouvelle rédaction (art. 43). Les membres du Cen et de la commission financière de contrôle assistent de plein droit au Comité général.

En cas de départ ou de démission de membres du Cen, le Comité général peut pourvoir à leur remplacement dans la limite d'un cinquième du nombre des membres du Cen élus par le précédent Congrès.

Le Cen fixera l'ordre du jour du Comité général et communiquera un mois avant sa tenue aux organisations adhérentes tous les documents nécessaires à sa préparation. Seuls les délégués mandatés par leurs organisations syndicales ont droit de vote. Le vote à bulletin secret est possible si il est demandé par 2/3 des délégués au Comité général.

S'agissant des organismes dirigeants et de contrôle, le rôle du Cen a été renforcé ainsi que la fréquence de ses réunions marquant la volonté d'en faire la direction collective de notre Fédération (art. 47). La rédaction suivante vous est proposée :

Le Cen est l'organisme de direction de la Fédération entre deux congrès. Il assure la conduite de l'action de la Fédération dans le cadre des orientations et des décisions du Congrès. Il administre la Fédération.

Il décide, élabore, vote et met en application le budget de la Fédération.

Il met en place les secteurs et collectifs de l'activité fédérale. Il en détermine le nombre et en désigne les animateurs.

Le Cen se réunit au moins cinq fois par an. La nouvelle rédaction indique que le Cen se dote, pour la mise en œuvre de ses décisions, d'un bureau fédéral élu en son sein. Rappelons que le Bureau fédéral est chargé de mettre en œuvre les décisions du Cen et de veiller à leur application. Il fixe l'ordre du jour des réunions du Cen et convoque individuellement chacun de ses membres.

Les changements de rédaction proposés (art. 50) marquent la volonté de renforcer le secrétariat fédéral. Ainsi est constitué le secrétariat des secrétaires en charge de l'activité transversale de la Fédération dont le nombre et les responsabilités sont fixés par le Cen dont :

1 secrétaire général(e),

1 secrétaire à l'organisation,

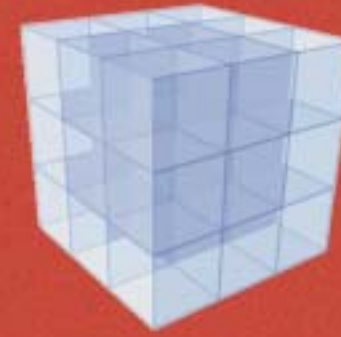
1 secrétaire à la politique financière.

L'activité fédérale avec les jeunes s'inscrit dans la démarche de notre Confédération. La Fédération se dote d'un collectif fédéral de la jeunesse composé de jeunes militants représentatifs des diverses composantes de la Fédération (art. 57).

Enfin, il est précisé (art. 64) que les statuts que vous allez adopter à notre 6<sup>e</sup> Congrès doivent être le bien commun de tous, admis et respecté comme tel.

Une disposition transitoire (art. 67) faisant partie du document d'orientation soumis au Congrès vous est proposée : il s'agit de l'activité des délégués fédéraux.

Le nouveau texte indique que la fonction même de délégué fédéral, au terme d'une transition visant à mettre en place les moyens plus adéquats au fonctionnement requis, doit être remplacée par un engagement supérieur des titulaires d'un mandat fédéral, à quelque niveau de la Fédération que ce soit, en particulier par les membres du Cen.



# Rétablir

# Transparence

# et Equilibres

# Entre

# Forces Sociales & Economiques

Avec E.C.E. , cabinet d'Expertise Comptable  
EXPERTISE ET COMITE D'ENTREPRISE  
[www.nego-ce.com](http://www.nego-ce.com)









# Intervention

## Bernard Thibault « La Filpac est déjà à elle seule une petite Cgt et c'est bien qu'il en soit ainsi... »

chers camarades, c'est avec beaucoup de plaisir que j'interviens devant vous. Nous nous rencontrons dans une situation que la Cgt a qualifiée d'inédite à bien des égards tant sur le plan économique, social et politique.

Michel dans le rapport à ce Congrès a largement développé l'analyse de cette situation ce qui me dispensera d'y revenir trop largement.

Je vous propose quelques réflexions complémentaires comme contribution à vos travaux.

Comme tous les délégués d'un congrès d'une organisation de la Cgt vous allez décider, après en avoir débattu, des orientations et du projet qui seront les vôtres pour les années qui viennent. Bien sûr ces orientations et ce débat porteront la marque des professions et des catégories de salariés que vous représentez, dont vous vous êtes engagés, en tant que syndiqués, à défendre collectivement les intérêts. Mais votre Congrès c'est aussi une occasion à ne pas manquer de passer en revue les principaux axes stratégiques de la confédération à laquelle vous adhérez, d'apprécier dans quelle mesure vos orientations fédérales constituent à la fois des déclinaisons spécifiques et des prolongements des résolutions adoptées par le Congrès confédéral ; résolutions qui sont le reflet de la conception que l'ensemble des syndicats de la Cgt ont de leur appartenance à une même confédération, du degré de solidarité qu'ils veulent développer entre organisations de tailles et de professions différentes.

C'est la noblesse du syndicalisme confédéré que de mettre au premier plan de ses préoccupations la recherche et l'affirmation des convergences revendicatives, d'être porteur de l'intérêt général des salariés. Beaucoup de nos fédérations, et la vôtre en particulier, rassemblent déjà en leur sein des salariés de professions, de statuts sociaux et de traditions historiques très divers. Au fond, la Filpac est déjà à elle seule une petite Cgt et c'est bien qu'il en soit ainsi. En ce sens, le projet fédéral que vous allez adopter sera un projet pour toute la Cgt.

**Comme le dit** votre projet fédéral : « Il est trop souvent admis par nombre de salariés que les générations futures connaîtront une régression sociale obligée. » Le premier objectif de la Cgt doit être de redonner cette confiance aux salariés dans leur capacité à se mobiliser sur la défense de leurs intérêts en réaffirmant la légitimité et l'autonomie de la lutte syndicale et du mouvement social. C'est d'autant plus nécessaire en ce moment qu'au plus haut niveau de l'Etat on met en cause la légitimité des luttes sociales en lui opposant celle de l'élection au suffrage universel du président de la République. Depuis quand la démocratie imposerait-elle à celui qui a donné sa voix un jour de devoir la fermer le reste du temps ?

Le droit de manifestation, le droit de grève sont des droits constitutionnels. La légitimité c'est la qualité de ce qui est fondé en raison en droit et en justice. Il est clair que la légitimité de la représentation politique ne saurait prétendre épuiser ou rendre caduques toutes les autres. Il est vrai que ceux qui campent sur cette position sont aussi ceux qui verraient bien les magistrats devenir des préfets du pouvoir... Nous ne pourrions pas non plus redonner aux salariés cette confiance dans l'action



syndicale si nous ne franchissons pas des seuils, si nous n'actualisons pas notre potentiel. Et là nous sommes au cœur de ce qui constitue les deux derniers axes majeurs de notre stratégie : faire décoller l'ensemble du mouvement syndical et renforcer la Cgt.

C'est-à-dire promouvoir et mettre en œuvre à chaque niveau de multiples formes de travail de coopération et d'échange avec les autres organisations syndicales françaises et européennes ; placer la syndicalisation au cœur du renouveau syndical, mettre la Cgt en phase avec la diversité du salariat, innover dans les formes d'organisation de la vie syndicale ; viser l'objectif d'une plus grande visibilité et d'une plus grande efficacité de l'action

revendicative en identifiant les convergences et en les mettant au principe d'un mouvement de recombinaison des champs professionnels, de synergie entre les fédérations et avec la Confédération, de coopération élaborée et organisée avec les organisations territoriales.

porter à un haut niveau la coopération syndicale européenne et internationale On ne peut notamment que regretter l'absence totale de politique industrielle européenne. « Comment peut-on distribuer

à ce propos, la Cgt s'est prononcée pour que les citoyens français soient consultés par référendum avant toute ratification.

**Vous le savez**, après un mois d'octobre de regain de l'activité revendicative dans plusieurs secteurs professionnels, le mois de novembre s'annonce tout aussi intense avec plusieurs rendez-vous déjà à l'ordre du jour. Hier, François Fillon, dont je rappelle qu'il est Premier ministre, a prévenu les élus de l'UMP que les turbulences sociales allaient se multiplier en novembre. Il leur a demandé de tenir bon et « d'attacher leur ceinture ».

J'ai trouvé la déclaration un peu surprenante. En effet, la veille, le ministre de l'Économie demandait que nous changions nos habitudes pour faire face à la hausse des prix du carburant en préconisant l'usage de la bicyclette.

Faire du vélo avec une ceinture de sécurité décidément c'est pas facile d'être ministre sous l'ère du président Sarkozy.

La réforme des régimes spéciaux de retraite va donner lieu à de nouvelles mobilisations. Nous savons combien nous avons de travail à faire pour rétablir la vérité sur la situation des salariés présentés comme les privilégiés de la société française afin de masquer la principale logique de cette réforme : aligner systématiquement par le bas les droits sociaux au nom de l'équité et de la justice sociale. Le président de la République lui-même, dans un style qu'il affectionne, avec le concours de caméras toujours disponibles, a voulu marquer sa détermination et son courage face à une « meute de cheminots » présentés comme inconscients tout simplement parce qu'ils prétendent défendre leurs conditions de départ à la retraite.

**Ce matin**, Xavier Bertrand vient de transmettre ce qu'il appelle d'ultimes propositions dans une lettre adressée aux syndicats. Permettez-moi de profiter de cette tribune pour réagir à ce courrier.

Certains annonces sont de l'ordre du symbolique : décalage de 6 mois du début de l'allongement de la durée de cotisation (1<sup>er</sup> juillet 2008 au lieu du 1<sup>er</sup> janvier 2008) report d'un an de la mesure de désindexation des retraites sur les salaires (1<sup>er</sup> janvier 2009 au lieu du 1<sup>er</sup> janvier 2008). Par contre, l'atténuation de l'effet de la décote est plus substantielle : la décote s'annulerait non plus au bout de 5 ans au-delà de l'âge pivot, mais dès 2 ans et demi après cet âge pivot ; c'est-à-dire 52,5 pour un droit au départ à 50 ans, 57,5 pour un droit au départ à 55 ans et 62,5 pour un droit au départ à 60 ans.

C'est un premier recul qui est à mettre à l'actif de la mobilisation du 18 octobre. Pourtant depuis 15 jours, tout a été fait pour tenir la Cgt, première organisation syndicale dans les entreprises et branches professionnelles concernées, ainsi que les agents à l'écart des concertations qui se sont multipliées. Le gouvernement se

permet à la mobilisation décidée dans un cadre unitaire.

Dans plusieurs secteurs, les mobilisations sur les salaires prennent de l'importance et c'est indispensable tant il devient urgent de rassembler et d'agir sur le pouvoir d'achat. La Cgt l'a réaffirmé récemment, nous avons besoin d'un foisonnement d'initiatives revendicatives.

Notre intervention syndicale dans les entreprises, délibérément tournée vers les salariés, doit être de nature à les aider à passer du cap du mécontentement, de l'insatisfaction, à l'action collective concrète pour des résultats susceptibles de changer la donne.

Je suis persuadé que vous apporterez votre concours à cette démarche dès la fin du Congrès.

**Chers camarades**, Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (Ntic) concernent aujourd'hui la quasi-totalité de la vie sociale et individuelle. Internet pénètre dans les foyers 7 fois plus vite que la radio dans les années 1950 ou la télévision dans les années 1960, l'utilisation du téléphone portable se généralise. Grâce aux nouvelles technologies, l'information semble plus que jamais un « bien public ». On nous dit que le monde entier est devenu un immense réseau accessible à tous, que les valeurs fondatrices de nos démocraties (la liberté, l'égalité et même la fraternité inter-nautique!) vont enfin devenir réalité pour les individus « autonomes » et « libérés » des devoirs (et des droits) qu'imposaient les formes anciennes de participation démocratique.

Nous savons aussi que l'inégalité sera plus vive pour ceux qui ne sont pas « branchés », que l'information devient simple « bruit » pour ceux qui n'ont ni le temps ni les moyens de la transformer en connaissances puis en compétences véritables. Concrétiser les potentialités que les Ntic recèlent pour une amélioration des conditions de travail et de vie et de la qualité des services et des produits, prévenir les abus et dissiper les illusions qu'elles engendrent, dénoncer et empêcher la mainmise de quelques groupes tentaculaires sur leur utilisation et leur développement, constitue aujourd'hui un champ d'action important pour le syndicalisme

permet à la mobilisation décidée dans un cadre unitaire. Dans plusieurs secteurs, les mobilisations sur les salaires prennent de l'importance et c'est indispensable tant il devient urgent de rassembler et d'agir sur le pouvoir d'achat. La Cgt l'a réaffirmé récemment, nous avons besoin d'un foisonnement d'initiatives revendicatives. Notre intervention syndicale dans les entreprises, délibérément tournée vers les salariés, doit être de nature à les aider à passer du cap du mécontentement, de l'insatisfaction, à l'action collective concrète pour des résultats susceptibles de changer la donne. Je suis persuadé que vous apporterez votre concours à cette démarche dès la fin du Congrès.

**Chers camarades**, Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (Ntic) concernent aujourd'hui la quasi-totalité de la vie sociale et individuelle. Internet pénètre dans les foyers 7 fois plus vite que la radio dans les années 1950 ou la télévision dans les années 1960, l'utilisation du téléphone portable se généralise. Grâce aux nouvelles technologies, l'information semble plus que jamais un « bien public ». On nous dit que le monde entier est devenu un immense réseau accessible à tous, que les valeurs fondatrices de nos démocraties (la liberté, l'égalité et même la fraternité inter-nautique!) vont enfin devenir réalité pour les individus « autonomes » et « libérés » des devoirs (et des droits) qu'imposaient les formes anciennes de participation démocratique.

Nous savons aussi que l'inégalité sera plus vive pour ceux qui ne sont pas « branchés », que l'information devient simple « bruit » pour ceux qui n'ont ni le temps ni les moyens de la transformer en connaissances puis en compétences véritables. Concrétiser les potentialités que les Ntic recèlent pour une amélioration des conditions de travail et de vie et de la qualité des services et des produits, prévenir les abus et dissiper les illusions qu'elles engendrent, dénoncer et empêcher la mainmise de quelques groupes tentaculaires sur leur utilisation et leur développement, constitue aujourd'hui un champ d'action important pour le syndicalisme

# Intervention



permet à la mobilisation décidée dans un cadre unitaire. Dans plusieurs secteurs, les mobilisations sur les salaires prennent de l'importance et c'est indispensable tant il devient urgent de rassembler et d'agir sur le pouvoir d'achat. La Cgt l'a réaffirmé récemment, nous avons besoin d'un foisonnement d'initiatives revendicatives.

Notre intervention syndicale dans les entreprises, délibérément tournée vers les salariés, doit être de nature à les aider à passer du cap du mécontentement, de l'insatisfaction, à l'action collective concrète pour des résultats susceptibles de changer la donne. Je suis persuadé que vous apporterez votre concours à cette démarche dès la fin du Congrès.

permet à la mobilisation décidée dans un cadre unitaire. Dans plusieurs secteurs, les mobilisations sur les salaires prennent de l'importance et c'est indispensable tant il devient urgent de rassembler et d'agir sur le pouvoir d'achat. La Cgt l'a réaffirmé récemment, nous avons besoin d'un foisonnement d'initiatives revendicatives.

**Chers camarades**, Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (Ntic) concernent aujourd'hui la quasi-totalité de la vie sociale et individuelle. Internet pénètre dans les foyers 7 fois plus vite que la radio dans les années 1950 ou la télévision dans les années 1960, l'utilisation du téléphone portable se généralise. Grâce aux nouvelles technologies, l'information semble plus que jamais un « bien public ». On nous dit que le monde entier est devenu un immense réseau accessible à tous, que les valeurs fondatrices de nos démocraties (la liberté, l'égalité et même la fraternité inter-nautique!) vont enfin devenir réalité pour les individus « autonomes » et « libérés » des devoirs (et des droits) qu'imposaient les formes anciennes de participation démocratique.

Nous savons aussi que l'inégalité sera plus vive pour ceux qui ne sont pas « branchés », que l'information devient simple « bruit » pour ceux qui n'ont ni le temps ni les moyens de la transformer en connaissances puis en compétences véritables. Concrétiser les potentialités que les Ntic recèlent pour une amélioration des conditions de travail et de vie et de la qualité des services et des produits, prévenir les abus et dissiper les illusions qu'elles engendrent, dénoncer et empêcher la mainmise de quelques groupes tentaculaires sur leur utilisation et leur développement, constitue aujourd'hui un champ d'action important pour le syndicalisme

permet à la mobilisation décidée dans un cadre unitaire. Dans plusieurs secteurs, les mobilisations sur les salaires prennent de l'importance et c'est indispensable tant il devient urgent de rassembler et d'agir sur le pouvoir d'achat. La Cgt l'a réaffirmé récemment, nous avons besoin d'un foisonnement d'initiatives revendicatives.

**Chers camarades**, Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (Ntic) concernent aujourd'hui la quasi-totalité de la vie sociale et individuelle. Internet pénètre dans les foyers 7 fois plus vite que la radio dans les années 1950 ou la télévision dans les années 1960, l'utilisation du téléphone portable se généralise. Grâce aux nouvelles technologies, l'information semble plus que jamais un « bien public ». On nous dit que le monde entier est devenu un immense réseau accessible à tous, que les valeurs fondatrices de nos démocraties (la liberté, l'égalité et même la fraternité inter-nautique!) vont enfin devenir réalité pour les individus « autonomes » et « libérés » des devoirs (et des droits) qu'imposaient les formes anciennes de participation démocratique.

Nous savons aussi que l'inégalité sera plus vive pour ceux qui ne sont pas « branchés », que l'information devient simple « bruit » pour ceux qui n'ont ni le temps ni les moyens de la transformer en connaissances puis en compétences véritables. Concrétiser les potentialités que les Ntic recèlent pour une amélioration des conditions de travail et de vie et de la qualité des services et des produits, prévenir les abus et dissiper les illusions qu'elles engendrent, dénoncer et empêcher la mainmise de quelques groupes tentaculaires sur leur utilisation et leur développement, constitue aujourd'hui un champ d'action important pour le syndicalisme

permet à la mobilisation décidée dans un cadre unitaire. Dans plusieurs secteurs, les mobilisations sur les salaires prennent de l'importance et c'est indispensable tant il devient urgent de rassembler et d'agir sur le pouvoir d'achat. La Cgt l'a réaffirmé récemment, nous avons besoin d'un foisonnement d'initiatives revendicatives.

Notre intervention syndicale dans les entreprises, délibérément tournée vers les salariés, doit être de nature à les aider à passer du cap du mécontentement, de l'insatisfaction, à l'action collective concrète pour des résultats susceptibles de changer la donne. Je suis persuadé que vous apporterez votre concours à cette démarche dès la fin du Congrès.

permet à la mobilisation décidée dans un cadre unitaire. Dans plusieurs secteurs, les mobilisations sur les salaires prennent de l'importance et c'est indispensable tant il devient urgent de rassembler et d'agir sur le pouvoir d'achat. La Cgt l'a réaffirmé récemment, nous avons besoin d'un foisonnement d'initiatives revendicatives.

**Chers camarades**, Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (Ntic) concernent aujourd'hui la quasi-totalité de la vie sociale et individuelle. Internet pénètre dans les foyers 7 fois plus vite que la radio dans les années 1950 ou la télévision dans les années 1960, l'utilisation du téléphone portable se généralise. Grâce aux nouvelles technologies, l'information semble plus que jamais un « bien public ». On nous dit que le monde entier est devenu un immense réseau accessible à tous, que les valeurs fondatrices de nos démocraties (la liberté, l'égalité et même la fraternité inter-nautique!) vont enfin devenir réalité pour les individus « autonomes » et « libérés » des devoirs (et des droits) qu'imposaient les formes anciennes de participation démocratique.

Nous savons aussi que l'inégalité sera plus vive pour ceux qui ne sont pas « branchés », que l'information devient simple « bruit » pour ceux qui n'ont ni le temps ni les moyens de la transformer en connaissances puis en compétences véritables. Concrétiser les potentialités que les Ntic recèlent pour une amélioration des conditions de travail et de vie et de la qualité des services et des produits, prévenir les abus et dissiper les illusions qu'elles engendrent, dénoncer et empêcher la mainmise de quelques groupes tentaculaires sur leur utilisation et leur développement, constitue aujourd'hui un champ d'action important pour le syndicalisme

permet à la mobilisation décidée dans un cadre unitaire. Dans plusieurs secteurs, les mobilisations sur les salaires prennent de l'importance et c'est indispensable tant il devient urgent de rassembler et d'agir sur le pouvoir d'achat. La Cgt l'a réaffirmé récemment, nous avons besoin d'un foisonnement d'initiatives revendicatives.

**Chers camarades**, Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (Ntic) concernent aujourd'hui la quasi-totalité de la vie sociale et individuelle. Internet pénètre dans les foyers 7 fois plus vite que la radio dans les années 1950 ou la télévision dans les années 1960, l'utilisation du téléphone portable se généralise. Grâce aux nouvelles technologies, l'information semble plus que jamais un « bien public ». On nous dit que le monde entier est devenu un immense réseau accessible à tous, que les valeurs fondatrices de nos démocraties (la liberté, l'égalité et même la fraternité inter-nautique!) vont enfin devenir réalité pour les individus « autonomes » et « libérés » des devoirs (et des droits) qu'imposaient les formes anciennes de participation démocratique.

Nous savons aussi que l'inégalité sera plus vive pour ceux qui ne sont pas « branchés », que l'information devient simple « bruit » pour ceux qui n'ont ni le temps ni les moyens de la transformer en connaissances puis en compétences véritables. Concrétiser les potentialités que les Ntic recèlent pour une amélioration des conditions de travail et de vie et de la qualité des services et des produits, prévenir les abus et dissiper les illusions qu'elles engendrent, dénoncer et empêcher la mainmise de quelques groupes tentaculaires sur leur utilisation et leur développement, constitue aujourd'hui un champ d'action important pour le syndicalisme

permet à la mobilisation décidée dans un cadre unitaire. Dans plusieurs secteurs, les mobilisations sur les salaires prennent de l'importance et c'est indispensable tant il devient urgent de rassembler et d'agir sur le pouvoir d'achat. La Cgt l'a réaffirmé récemment, nous avons besoin d'un foisonnement d'initiatives revendicatives.

Notre intervention syndicale dans les entreprises, délibérément tournée vers les salariés, doit être de nature à les aider à passer du cap du mécontentement, de l'insatisfaction, à l'action collective concrète pour des résultats susceptibles de changer la donne. Je suis persuadé que vous apporterez votre concours à cette démarche dès la fin du Congrès.

permet à la mobilisation décidée dans un cadre unitaire. Dans plusieurs secteurs, les mobilisations sur les salaires prennent de l'importance et c'est indispensable tant il devient urgent de rassembler et d'agir sur le pouvoir d'achat. La Cgt l'a réaffirmé récemment, nous avons besoin d'un foisonnement d'initiatives revendicatives.

**Chers camarades**, Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (Ntic) concernent aujourd'hui la quasi-totalité de la vie sociale et individuelle. Internet pénètre dans les foyers 7 fois plus vite que la radio dans les années 1950 ou la télévision dans les années 1960, l'utilisation du téléphone portable se généralise. Grâce aux nouvelles technologies, l'information semble plus que jamais un « bien public ». On nous dit que le monde entier est devenu un immense réseau accessible à tous, que les valeurs fondatrices de nos démocraties (la liberté, l'égalité et même la fraternité inter-nautique!) vont enfin devenir réalité pour les individus « autonomes » et « libérés » des devoirs (et des droits) qu'imposaient les formes anciennes de participation démocratique.

Nous savons aussi que l'inégalité sera plus vive pour ceux qui ne sont pas « branchés », que l'information devient simple « bruit » pour ceux qui n'ont ni le temps ni les moyens de la transformer en connaissances puis en compétences véritables. Concrétiser les potentialités que les Ntic recèlent pour une amélioration des conditions de travail et de vie et de la qualité des services et des produits, prévenir les abus et dissiper les illusions qu'elles engendrent, dénoncer et empêcher la mainmise de quelques groupes tentaculaires sur leur utilisation et leur développement, constitue aujourd'hui un champ d'action important pour le syndicalisme

permet à la mobilisation décidée dans un cadre unitaire. Dans plusieurs secteurs, les mobilisations sur les salaires prennent de l'importance et c'est indispensable tant il devient urgent de rassembler et d'agir sur le pouvoir d'achat. La Cgt l'a réaffirmé récemment, nous avons besoin d'un foisonnement d'initiatives revendicatives.

**Chers camarades**, Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (Ntic) concernent aujourd'hui la quasi-totalité de la vie sociale et individuelle. Internet pénètre dans les foyers 7 fois plus vite que la radio dans les années 1950 ou la télévision dans les années 1960, l'utilisation du téléphone portable se généralise. Grâce aux nouvelles technologies, l'information semble plus que jamais un « bien public ». On nous dit que le monde entier est devenu un immense réseau accessible à tous, que les valeurs fondatrices de nos démocraties (la liberté, l'égalité et même la fraternité inter-nautique!) vont enfin devenir réalité pour les individus « autonomes » et « libérés » des devoirs (et des droits) qu'imposaient les formes anciennes de participation démocratique.

Nous savons aussi que l'inégalité sera plus vive pour ceux qui ne sont pas « branchés », que l'information devient simple « bruit » pour ceux qui n'ont ni le temps ni les moyens de la transformer en connaissances puis en compétences véritables. Concrétiser les potentialités que les Ntic recèlent pour une amélioration des conditions de travail et de vie et de la qualité des services et des produits, prévenir les abus et dissiper les illusions qu'elles engendrent, dénoncer et empêcher la mainmise de quelques groupes tentaculaires sur leur utilisation et leur développement, constitue aujourd'hui un champ d'action important pour le syndicalisme

permet à la mobilisation décidée dans un cadre unitaire. Dans plusieurs secteurs, les mobilisations sur les salaires prennent de l'importance et c'est indispensable tant il devient urgent de rassembler et d'agir sur le pouvoir d'achat. La Cgt l'a réaffirmé récemment, nous avons besoin d'un foisonnement d'initiatives revendicatives.

Notre intervention syndicale dans les entreprises, délibérément tournée vers les salariés, doit être de nature à les aider à passer du cap du mécontentement, de l'insatisfaction, à l'action collective concrète pour des résultats susceptibles de changer la donne. Je suis persuadé que vous apporterez votre concours à cette démarche dès la fin du Congrès.

permet à la mobilisation décidée dans un cadre unitaire. Dans plusieurs secteurs, les mobilisations sur les salaires prennent de l'importance et c'est indispensable tant il devient urgent de rassembler et d'agir sur le pouvoir d'achat. La Cgt l'a réaffirmé récemment, nous avons besoin d'un foisonnement d'initiatives revendicatives.

**Chers camarades**, Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (Ntic) concernent aujourd'hui la quasi-totalité de la vie sociale et individuelle. Internet pénètre dans les foyers 7 fois plus vite que la radio dans les années 1950 ou la télévision dans les années 1960, l'utilisation du téléphone portable se généralise. Grâce aux nouvelles technologies, l'information semble plus que jamais un « bien public ». On nous dit que le monde entier est devenu un immense réseau accessible à tous, que les valeurs fondatrices de nos démocraties (la liberté, l'égalité et même la fraternité inter-nautique!) vont enfin devenir réalité pour les individus « autonomes » et « libérés » des devoirs (et des droits) qu'imposaient les formes anciennes de participation démocratique.

Nous savons aussi que l'inégalité sera plus vive pour ceux qui ne sont pas « branchés », que l'information devient simple « bruit » pour ceux qui n'ont ni le temps ni les moyens de la transformer en connaissances puis en compétences véritables. Concrétiser les potentialités que les Ntic recèlent pour une amélioration des conditions de travail et de vie et de la qualité des services et des produits, prévenir les abus et dissiper les illusions qu'elles engendrent, dénoncer et empêcher la mainmise de quelques groupes tentaculaires sur leur utilisation et leur développement, constitue aujourd'hui un champ d'action important pour le syndicalisme

permet à la mobilisation décidée dans un cadre unitaire. Dans plusieurs secteurs, les mobilisations sur les salaires prennent de l'importance et c'est indispensable tant il devient urgent de rassembler et d'agir sur le pouvoir d'achat. La Cgt l'a réaffirmé récemment, nous avons besoin d'un foisonnement d'initiatives revendicatives.

**Chers camarades**, Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (Ntic) concernent aujourd'hui la quasi-totalité de la vie sociale et individuelle. Internet pénètre dans les foyers 7 fois plus vite que la radio dans les années 1950 ou la télévision dans les années 1960, l'utilisation du téléphone portable se généralise. Grâce aux nouvelles technologies, l'information semble plus que jamais un « bien public ». On nous dit que le monde entier est devenu un immense réseau accessible à tous, que les valeurs fondatrices de nos démocraties (la liberté, l'égalité et même la fraternité inter-nautique!) vont enfin devenir réalité pour les individus « autonomes » et « libérés » des devoirs (et des droits) qu'imposaient les formes anciennes de participation démocratique.

Nous savons aussi que l'inégalité sera plus vive pour ceux qui ne sont pas « branchés », que l'information devient simple « bruit » pour ceux qui n'ont ni le temps ni les moyens de la transformer en connaissances puis en compétences véritables. Concrétiser les potentialités que les Ntic recèlent pour une amélioration des conditions de travail et de vie et de la qualité des services et des produits, prévenir les abus et dissiper les illusions qu'elles engendrent, dénoncer et empêcher la mainmise de quelques groupes tentaculaires sur leur utilisation et leur développement, constitue aujourd'hui un champ d'action important pour le syndicalisme



# Studieux...



# Orientation

## David Dugué Une fédération utile pour les salariés, un outil pour les syndicats

Un outil utile voilà une évidence, mais il est vrai que si l'outil ne sert pas il perd son utilité. A l'écoute de nos débats, c'est le besoin de plus de fédération qui s'exprime et qui nous anime, alors je vous propose de façonner ensemble ce précieux outil.

Notre Fédération a cette année 21 ans. Elle sort d'une adolescence, qui, comme bien souvent, fut une période tumultueuse et animée. Le passage à l'âge adulte a un postulat essentiel : être donc un outil utile aux salarié(e)s, avec toutes leurs différences qui font notre richesse ; être l'outil au service des syndicats et des équipes agissant sur le lieu de travail.

Au sein de la filière de la communication alliant, entre autres, la fabrication de la pâte et du papier, la communication écrite, la distribution, notre Fédération doit devenir l'organisation des 700 000 salarié(e)s qui travaillent au cœur d'activités sociales et économiques fondamentales pour le développement de notre société.

Les contenus, entre autres, de l'information et de la culture, sont des éléments primordiaux de la société que nous voulons. A ce titre la Cgt se doit d'y être fortement organisée, au-delà, même si cela est important, d'une influence syndicale indéterminable au vu des résultats des élections professionnelles. Cette seule influence ne saurait pourtant suffire pour peser sur le cours des choses et atteindre nos objectifs. La filière dans laquelle nous sommes, loin d'être en voie de disparition, est un espace en pleine expansion qu'il nous faut continuer à conquérir.

Les 18 000 adhérents actifs de notre Fédération, nous donnent une indication sur le chemin qu'il nous faut parcourir ensemble. Nous sommes en deçà du taux de syndicalisation national moyen, 9 %, toutes organisations syndicales confondues. Dans le même temps, selon les statistiques officielles des élections des comités d'entreprise, la Cgt a la plus forte influence dans les industries papeteries et se situe à la troisième place dans les industries graphiques.

Alors oui, nous pouvons nous en féliciter. Mais, encore une fois, le constat que nous devons faire est l'écart important entre notre

influence et notre syndicalisation réelle. Nombre de salariés sont persuadés « d'être Cgt » car ils votent pour notre organisation. Il est impératif pour notre Fédération de définir avec ses syndicats l'extension du nombre de ses adhérents en brisant l'écart entre l'intention déclarée et la concrétisation de l'adhésion. A titre d'exemple, nos résultats aux élections professionnelles dans des secteurs comme ceux de la papeterie et de la publicité montrent que le cours des choses s'inverse là où nous étions minoritaires et que l'action de syndicalisation menée avec les camarades de notre Ufict porte ses fruits. Ce nombre de syndiqués est le socle de l'édifice fédéral, sa capacité de prendre en compte les nouvelles réalités sociales et économiques. Faire grandir notre syndicalisme passe par la création d'un rapport de forces s'appuyant sur l'ensemble des salarié(e)s de nos champs. Pour cela, nous devons tous, ouvriers, employés, agents de maîtrise, cadres, journalistes, ingénieurs, techniciens, quel que soit notre secteur d'activité, notre origine géographique, œuvrer à une campagne permanente de syndicalisation avec toute la Cgt.

Il nous faut aller plus loin en la matière et donner au syndicalisme de masse, sans exclusive, la dimension nécessaire au développement de nos orientations. Cette campagne mise en place à l'échelon fédéral, partagée par tous les syndiqués de la Fédération, portée par une équipe spécifique de militants travaillant sur des objectifs proposés par nos secteurs d'activité et adoptés par notre comité exécutif national. La syndicalisation des jeunes dans les lycées professionnels, les centres d'apprentissage et les écoles professionnelles de nos industries et branches, décision de notre comité général de 2004, doit être mise en œuvre par la direction fédérale sur mandat de notre 6<sup>e</sup> Congrès. Travailler à des initiatives particulières pour faciliter et accélérer la syndicalisation des femmes salariées en prenant appui sur la lutte pour l'égalité. Notre 6<sup>e</sup> Congrès doit faire sienne les orientations et les actions décidées lors de la journée d'étude sur la continuité de la vie syndicale. Notre union fédérale des

retraités, avec la direction fédérale, devra les mettre en œuvre et généraliser la création de sections de retraités pour se passer le relais entre générations tout en continuant à avancer ensemble. C'est là tous les sens de la décision 8 du thème. Renforcer notre Fédération c'est renforcer toute la Cgt. Pour cela, l'outil fédéral doit trouver partout son utilité en s'appuyant sur des réseaux mis en place par la direction fédérale et dont les syndicats, totalement acteurs, assureront le fonctionnement dans le but de tisser les liens de solidarité nécessaires pour mener des actions communes, pour être utile face aux instances des pouvoirs économiques et



**NOTRE RÉPONSE, LA RÉPONSE DE LA CGT, EST UNE RÉPONSE REVENDICATIVE : LA SÉCURITÉ SOCIALE PROFESSIONNELLE**

politiques sur le terrain. Dans l'entreprise, socle de notre syndicalisme, à l'échelle d'un groupe, du national, de l'international, en œuvrant à la mise en place de coordinations syndicales efficaces, portant l'exigence de droits syndicaux nouveaux. Renforcer toute la Cgt, c'est pour les militants de la Filpac-Cgt prendre toute leur place dans le champ territorial, dans les unions locales, souvent lieu de la première rencontre avec la Cgt et sur lesquelles se tiendra bientôt une conférence, les

unions départementales, les unions régionales pour intensifier l'action interprofessionnelle sur le territoire. Un territoire où l'action de la Cgt ne saurait être stoppée par des frontières quelle qu'en soit leur nature, et pour cela, il nous faut retisser les liens qui unissent les salariés. Les syndicats sur le lieu de travail ont bien identifié les nouveaux espaces que l'organisation intègre seulement dans sa stratégie : les groupes nationaux et multinationaux, les champs fédéraux, la dimension transfrontalière, européenne et internationale. Les salariés attendent des réponses de notre part ! L'objectif premier est de battre le patronat en alimentant l'activité des syndicats sur le lieu de travail. L'activité fédérale doit être à la fois plus centrée sur le lieu de travail et plus ouverte à l'interpro. Concevoir ensemble la forme de travail en réseau, lien permanent entre les syndicats et leur Fédération, fera s'estomper la distance qui parfois pourrait s'instaurer.

Si pour une grande part la base de l'adhésion reste la profession, la mobilité des salariés et l'extension de la précarité, précarisent également la dimension sociale. Notre réponse, la réponse de la Cgt, est une réponse bien évidemment revendicative : la sécurité sociale professionnelle. Un ensemble de garanties sociales pour le salarié quel que soit le secteur dans lequel il travaille ou travaillera. Confédéraliser, par une convergence revendicative des différentes industries et branches, c'est là une nouvelle manière de mener, d'harmoniser et d'unifier les démarches. Notre syndicalisme doit être capable d'évoluer avec les modifications qui touchent le monde du travail. Cela conduit à une approche nouvelle du fédéralisme au sein de la Cgt, avec toujours à cœur de rassembler les salariés pour générer le rapport de forces, les moyens d'agir et de lutter.

Le 48<sup>e</sup> Congrès avait lancé le débat sur une réorganisation de champs professionnels et territoriaux. Notre Fédération s'y inscrit totalement et le principe retenu doit être celui d'une action commune construite à partir de la perception de la communauté d'intérêt, et non pas une simple manière de regrouper les struc-

tures sur la base de critères financiers ou par la seule proximité des secteurs d'activité. C'est donc une véritable démarche d'interfédéralité qui doit continuer de se construire. Le travail avec les camarades de la Fédération des activités postales et des télécommunications sur les élections chez Médiapost est une preuve qu'ensemble, unis dans l'action, nous pouvons faire grandir la Cgt et se donner les moyens de lutter et d'avancer face à un patronat qui ne se s'interdit rien dans la stratégie anti-syndicale prônée par le gouvernement.

Les syndicats de site, syndicats multiprofessionnels sont les structures d'accueil des salariés isolés ou des Pme, le lieu de la rencontre Cgt où ils peuvent se rassembler et s'unir. A l'instar de ces derniers, les syndicats locaux répondent aussi à cet objectif. Mais tous doivent évoluer pour être en phase avec la réalité et favoriser, dès et quand cela est possible, une structure sur le lieu de travail. Il y a donc nécessité pour les syndicats de s'ouvrir à d'autres horizons que l'entreprise. La solidarité construite dans le tissu industriel, local, départemental, régional est le ciment de la lutte revendicative, où la place de l'opinion publique est une clé fondamentale de la construction du rapport de forces. Cela confère aux structures territoriales de la Cgt une responsabilité de première importance. D'autres horizons donc, en investissant un territoire syndical de dimension mondiale où tous les syndiqués seraient connectés au réseau Internet-solidaire, bâti en partenariat avec l'Uni et l'Icem. Mais nul doute qu'Adriana et l'ensemble de nos invités internationaux amèneront leur participation dans le débat sur ces sujets.

Mes camarades, la Fédération est l'une des organisations fondamentales de la Cgt. Elle coordonne l'activité syndicale et revendicative. Elle est garante du pacte syndical de solidarité et du principe d'unité qui lient les syndicats qui la composent. C'est un lieu unique d'échanges, de partage qui alimente la réflexion confédérale.

Mais la Fédération, c'est surtout des femmes et des hommes, c'est toutes celles et tous ceux qui nous rejoindront pour que grandisse l'espoir !

# Orientation



## Michel Muller La Fédération, vous la voulez comment ?

Le titre de cette partie est celui qui introduisait le premier document préparatoire à ce Congrès, diffusé à l'ensemble de nos syndicats il y a plus d'un an à présent. C'est dire que la direction fédérale sortante considèrait qu'un des enjeux de ce Congrès était la construction d'un outil fédéral approprié aux attentes des syndicats. Et, pour cela, conforter ce qui semblait correspondre mais aussi changer ce qui devait être. Dans un contexte économique, social et politique qui devenait plus complexe, avec un rapport de forces qui devait être nourri en permanence pour pouvoir être utile le moment venu, de nombreux syndicats ont exprimé de fortes attentes à la Fédération. Ces attentes ont également changé de nature au fur et à mesure des années qu'ils vivaient, elles sont aujourd'hui beaucoup plus liées à des aides concrètes et la plupart du temps, dans les moments de crise. Nous sommes moins sollicités pour animer des débats de congrès de syndicats ou d'assemblées générales statutaires mais plus dans la mobilisation, la lutte, et l'aide aux négociations quand celles-ci se complexifient.

C'est pourquoi nous retenons les objectifs suivants : pour mieux répondre aux sollicitations des syndicats, nous avons besoin d'un travail plus collectif, de partager plus largement et mieux les responsabilités, d'utiliser nos moyens avec beaucoup plus d'efficacité. Mettre systématiquement en débat la totalité des travaux que la Fédération et ses secteurs réalisent ; ces analyses, réflexions, propositions doivent parvenir jusqu'au syndicat et encore plus jusqu'aux syndiqués et salariés. Et devenir, dès qu'elles ont été débattues, la revendication commune à nous tous. Cette démarche devrait aider le syndicat à mener des actions et des luttes, par exemple sur l'emploi, l'avenir d'un bassin industriel, d'une activité sectorielle...

Développer plus et mieux les liens et le travail avec les structures territoriales que ce soit au niveau de la Confédération, des Régions Cgt, des UD et UL ; car là où nous avons pu le faire, cela a été profitable pour notre démarche revendicative et les perspectives d'action qui en découlent. Intensifier notre travail de communication tant sur le fond

que sur l'utilisation de toutes les techniques existantes. Nous avons déjà pressenti ces besoins des syndicats à l'égard de leur Fédération, mais également des autres structures de la Cgt, lors du Congrès de Nantes. D'où notre souci de renforcer le rôle de la direction fédérale, de proposer que les membres du Cen soient plus mis à contribution et qu'ils décident et qu'ils mettent les initiatives prises en œuvre. Nous reviendrons sur ce point un peu plus loin. En certaines occasions, des sollicitations auprès de la Fédération portaient sur l'arbitrage des conflits. Devant l'extension de ces demandes, nous avons considéré que notre projet fédéral devait clarifier cette question.

Nous le rappelons dans le rapport introductif : de nombreux débats se font jour au sein de toute la Cgt autour de la stratégie syndicale, de l'évolution des structures... Il arrive que ces débats prennent un tour conflictuel et la Confédération elle-même est souvent sollicitée alors que c'est au niveau du syndicat que les conditions sont réunies pour trancher la plupart des différends.

C'est pourquoi, nous insistons dans la première partie de ce cinquième chapitre sur l'importance des droits et des devoirs des syndiqués. En effet, si un conflit se déclare au sein d'un syndicat, c'est par l'application de la démocratie syndicale, base de la charte de la vie syndicale, que les solutions peuvent se trouver. Aux militants d'avoir la responsabilité de mesurer si tel ou tel désaccord mérite de prendre le risque de s'affaiblir par une scission ou une perte conséquente de syndiqués. C'est pourquoi également, dans cette 5<sup>e</sup> partie nous demandons de considérer que la Fédération doit aussi être un espace dans lequel toutes les désaccords puissent être débattus, ce qui implique, a priori, que ce n'est pas un arbitrage que l'on demande, mais plutôt une médiation.

Evidemment, en cas de situation particulièrement grave, qui touche à des valeurs, à des principes fondamentaux, le Comité exécutif national est tout à fait à même, comme le prévoient les statuts, de prendre les décisions qui s'imposent. Nous abordons dans cette partie, la question d'un meilleur fonctionnement. Il s'agit essentiellement de développer plus une activité revendicative transversale, commune à tous les secteurs. Cela ne met pas en cause le suivi des conventions collectives, mais dans le travail autour de la

démarche revendicative, nous considérons, à l'expérience, que nous devons mettre plus de réflexion en commun, chaque secteur ayant des expériences qui peuvent être utiles à l'ensemble. En plus, le risque de voir des conventions collectives mises en concurrence nécessite qu'au niveau de la Fédération, nous trouvions des revendications communes pour développer la solidarité entre les travailleurs concernés.

Nous couvrons aujourd'hui plus d'une trentaine de conventions collectives dont certaines dans des secteurs très proches. Cela signifie trente négociations dans lesquelles, en s'adaptant aux spécificités de chacune, nous développerons une démarche revendicative commune, par exemple sur le pouvoir d'achat, les grilles de qualifications, la pénibilité, les droits syndicaux... Mais également les questions de protec-

**UTILISER NOS MOYENS AVEC BEAUCOUP PLUS D'EFFICACITÉ**

tion sociale et de formation professionnelle. C'est cela qui doit être coordonné plus efficacement avec l'application de notre projet fédéral. Le rôle plus important dévolu au Cen insiste particulièrement sur trois points : le premier, c'est qu'un membre du Comité exécutif national n'y siège pas en représentant son syndicat : il est, individuellement, un dirigeant fédéral et il raisonne et agit dans cet esprit. Evidemment, elle ou il est originaire d'une organisation qui le mandate, il est naturel qu'il s'imprègne de la réalité de son expérience militante dans son entreprise ou son secteur. Qu'il ou elle apporte cette expérience au sein du débat fédéral est indispensable pour apporter au collectif fédéral un éclairage particulier. Nous avons aussi besoin de ses avis, analyses ou opinions sur l'ensemble des questions que le Cen doit aborder sans qu'il ou elle soit lié à un mandat. Sinon, comment pourrait-on progresser dans un débat si tout le monde vient avec une position figée, décidée ailleurs que dans notre instance ? Le propre d'une direction, d'un syndicat comme d'une fédération, c'est le débat libre et ouvert, la décision

consensuelle de préférence, à la majorité si nécessaire, et l'application, la mise en œuvre. Ce sont des éléments indissociables de la responsabilité de dirigeant national : débattre, décider, appliquer. Le fait de rappeler cela dans une charte soumise à chaque élu du Cen relève de la définition de la règle du jeu et d'un mode de vie commun à tous et à toutes.

Le second, c'est la nécessaire prise en compte par le syndicat qui mandate un ou une camarade au Cen, des disponibilités nécessaires pour assumer cette tâche. Il ne s'agit pas de camarades qui viennent assister de temps en temps à des réunions, ce sont bien des dirigeants fédéraux chargés également de la mise en œuvre des décisions qu'ils prennent. Ainsi proposerons nous que la quasi-totalité d'entre eux assument une responsabilité soit dans les diverses activités de la Fédération, soit dans les territoires.

La seconde raison, c'est celle des moyens donnés par la Fédération au Cen de fonctionner, question d'autant plus importante que nous proposons une réunion du Comité exécutif tous les deux mois. Une fois par mois serait plus appropriée, mais nous n'y arriverons pas sur le plan financier. Nous devons donc avoir une réflexion sur comment nous allons travailler, quels moyens avons-nous, comment peut-on utiliser de nouvelles formes de discussion en utilisant les nouvelles technologies, etc. C'est pourquoi nous proposons que le Cen se réunisse, les 6 et 7 décembre, sous forme de séminaire durant lequel nous aborderons la totalité des questions : comment organiser le travail fédéral, quelle responsabilité chacune et chacun pourra prendre en fonction de ses possibilités et ses envies, le problème de la mise en adéquation des besoins et des moyens...

C'est donc bien le Cen qui prend un poids plus important dans la direction fédérale et le bureau fédéral, qui se réunira tous les mois en alternance avec le Cen dont il est membre, aura pour tâche d'assurer les responsabilités nécessitant une implication fédérale plus soutenue. Il est proposé de structurer un secrétariat autour de la plupart des responsabilités transversales, mais constituant surtout une équipe en mesure de répondre collectivement à toutes les sollicitations auxquelles la Fédération doit faire face : celles venant des syndicats, mais aussi des organisations Cgt et des organisations internationales dont l'activité

est en constante progression. Je voudrais apporter une réflexion tout à fait personnelle à propos de la direction fédérale à venir, réflexion tirée de mon expérience dans cette Fédération. Ce Congrès confirme ce que nous avons déjà vu à Nantes : il y a un formidable renouvellement militant dans notre Fédération. Nous voyons arriver une nouvelle génération, y compris dans des secteurs où nous avions des fortes craintes par le passé. Quand on voit le nombre de camarades, jeunes, dans les industries papeteries, on se dit que quelque chose de bien s'est passé durant ces dernières années. Mais aussi dans les autres secteurs d'activités, où parfois les plans sociaux ont fait disparaître des militants chevronnés, la relève est là, debout, prête à continuer le combat.

Avec vous tous, tous ces candidats au Cen, au BF, au secrétariat, nous avons une équipe fédérale à constituer, une équipe dans laquelle des militantes et des militants de valeur, reflétant une diversité dans tous les domaines, sont une richesse inestimable. C'est cela aussi qui donne une perspective d'avenir serein à la Filpac, car dans ces militantes et militants, il y a la relève possible à chacune des responsabilités ou fonctions au sein de notre Fédération. Ils ont encore besoin d'accumuler de la connaissance, du savoir, de l'expérience au sein de la Fédération, eh bien nous sommes là pour la transmettre sans hésitation. Nous avons la chance de disposer d'une Filpac qui est une belle Fédération, je le dis sans chauvinisme aucun. Elle paraît jeune, elle n'en est qu'à son 6<sup>e</sup> Congrès ; mais elle est porteuse d'une histoire longue, celles de deux Fédérations qui ont contribué à la création de la Cgt, à toutes ses évolutions constituant ainsi une part de l'histoire de notre pays, de sa classe ouvrière, de son salariat. Elles l'ont fait avec leur différence, leurs particularités, parfois même leur doute.

C'est avec tout cela que nous avons construit, en 1986, notre Fédération actuelle qui, au fil des ans évolue et continuera ainsi, elle se modifiera, changera comme vous le déciderez. Mais nous ne pouvons passer en pertes et profits ce que son histoire nous rappelle constamment et que je rappelle une nouvelle fois ici : ce qui nous unit doit être bien plus fort que ce qui pourrait nous diviser, voilà comment nous la voulons, notre Filpac de 2007.



## Antoine Peillon

**Antoine intervient sur le thème des enjeux considérables de l'information sur internet**

Depuis 2005, je n'ai cessé d'alerter sur la montée en puissance spectaculaire du numérique dans notre secteur d'activité. Après une période d'opposition frontale entre la direction du groupe Bayard et la Cgt, un dialogue beaucoup plus constructif s'est progressivement instauré entre le directoire renouvelé (changement de président) et les représentants de notre organisation syndicale. Une première rencontre entre des responsables de la Fédération et de notre syndicat a permis d'échanger pour la première fois des vues relativement convergentes sur l'évolution du secteur de la presse, notamment sur la question cruciale de la numérisation galopante et anarchique de l'information.

Il nous est apparu qu'en épousant le modèle économique des grands portails (Fai, moteurs de recherche...), les éditeurs d'informations générales se sont lancés dans une concurrence mortelle pour les plus faibles prenant ainsi le risque évident d'une liquidation du pluralisme. L'été dernier, Google est discrètement devenu éditeur. L'initiative a été aussitôt comprise par certains comme une déclaration de guerre contre la presse. Devenu l'intermédiaire ultime (distribution, pub, recherche) Google ne résistait plus à la tentation d'utiliser un nouveau pouvoir.

Reconnaissant la compétence particulière, en matière d'Internet, des représentants d'Info'com-Cgt, le directoire de Bayard Presse a finalement décidé, en avril 2007, de charger un délégué d'une mission d'étude sur les stratégies éditoriales des quotidiens régionaux, nationaux et étrangers, payants et gratuits, sur le web. L'étude a permis de finaliser une analyse détaillée des grandes tendances de l'information en ligne : gratuité/publicité ; concurrence du web vis-à-vis du papier et même de l'audiovisuel ; émergence irrésistible du web 2.0, ou Internet



participatif et du soi-disant journalisme citoyen ; convergences numériques de l'écrit, du son et de l'image animée ou non... Elle a aussi passé au peigne fin les sites d'une cinquantaine de titres de PQN, de PQR, de quotidiens américains, britanniques, espagnols, italiens, allemands et suisses, ainsi que des sites d'informations non issus de titres papier. Enfin, elle se terminait par une dizaine de préconisations à l'usage particulier du développement web de *La Croix* et du groupe Bayard. Il est intéressant de relever qu'il n'y a pas d'autre stratégie éditoriale possible, pour un éditeur d'information digne de ce nom, que le développement de sites de qualité. Revendiquant haut et fort leur exigence journalistique

professionnelle, recherchant la validation par un « label » tel que proposé dès 2005 par le rapport Muller au CESne cédant pas forcément à la dictature du tout gratuit et publicitaire. Mettant en œuvre obligatoirement une offre multimédia et donnant donc une part importante à la production audiovisuelle de qualité, incarnant *in fine* une conviction anti-utilitariste dans le cybermonde, en défendant les valeurs de liberté et de solidarité.

La bonne surprise de cette affaire fut de constater à quel point ces vues ont été partagées par la direction de la rédaction de *La Croix*, le directoire de Bayard, et surtout, par l'ensemble des salariés qui les a d'ailleurs discutées très vivement lors de la journée de séminaire de la fin septembre 2007.

Il n'est pas impossible que la stratégie du groupe Bayard s'inspire de l'étude réalisée par le délégué syndical d'Info'com-Cgt...

Dans le contexte actuel, une ressource syndicale clairement mise à contribution, a au moins un sens : celui de la défense paritaire d'une exigence éthique en matière de journalisme et aussi d'une sécurité sociale professionnelle des salariés de l'information. Notre action syndicale sur le web et le multimédia passe par la construction d'un paritarisme animé par l'échange d'expertise et, pourquoi pas, par le partage de certaines convictions démocratiques.

Je suis persuadé que l'avènement de l'ère numérique représente à la fois une possibilité d'étendre l'intervention de notre Fédération à de nouveaux secteurs professionnels en constitution.

Je suis convaincu qu'une nouvelle bataille du label sera le moyen de lutter contre l'appropriation antidémocratique des réseaux numérisés par les groupes qui dominent de plus en plus lourdement la communication.

Et mes camarades et moi-même, nous sommes déterminés à nous fixer pour but de reconstruire un mouvement majoritaire pour le pluralisme de l'information à l'ère numérique !

## Jean-François Ropert

**Intervention de Jean-François au nom du SGL**

Extrait du rapport d'ouverture de Michel Muller au dernier Congrès de Nantes : « D'abord, l'unité, l'unité au sein de la Cgt et avec les autres organisations ; nous ne dirons jamais assez, assez fort, l'effet dévastateur de la division syndicale sur la syndicalisation. Il s'agit là d'une montagne d'incompréhensions pour une écrasante majorité de salariés... Et malgré cela, des scissions continuent et le nombre d'organisations plus ou moins confédérées s'élargit. En clair, moins on a de syndicats et plus on se les partage. » Nous avons soutenu, nous soutenons et nous soutiendrons toujours et avec force cette volonté d'unité.

Toujours au Congrès de Nantes, il y eut une déclaration du Sng-Cgt/Cstp (Info'com-Cgt), je le dis, nous avions été vexés de ne pas avoir été avertis et associés à cette déclaration que l'on partageait. Le 29 novembre 2003, le Sglce faisait une déclaration en s'appuyant sur le Congrès de



Nantes « dans une organisation syndicale démocratique, personne ne peut s'isoler, puis parler et agir au nom de tous. La voie du séparatisme mène à l'anarchie, à la radicalisation des positions et à l'inefficacité. Au contraire, les réponses appropriées aux questions d'évolution de nos professions seront le fruit d'une collaboration et d'une participation

de tous ». Discutons ensemble d'une qualification commune dans le secteur rédactionnel, c'est-à-dire réunissons le Sng-Cgt, la Cstp, le bureau parisien de l'Ufict et la Filpac-Cgt afin de construire le projet Cgt que l'on pourra alors aborder au Syndicat de la presse parisienne mais également au syndicat de la presse régionale et à celui de la presse magazine. Cette participation d'ensemble sur ce dossier assurera la démocratie et la légitimité d'une réalisation professionnelle et syndicale commune.

Et puis, il y eut 2005 – après un rendez-vous Sng-Cgt et Filpac-Cgt avec le bureau confédéral et une déclaration d'Info'com-Cgt s'auto-désignant la structure qui syndicalise les journalistes, les ouvriers, les cadres, les employés et ce, sans aucune concertation avec les syndicats concernés.

De là viennent les divergences et les radicalités de position. Mais rien n'est irréversible sinon nous ne serions pas syndicalistes. Le Sglce a continué la démarche de rapprochement avec les Sng-Cgt avec la double appartenance des

photographeurs passés journalistes. Pour nous, ce n'est qu'une position transitoire. Laurent Mardelay est membre du conseil national Sng-Cgt et je participe au bureau national du Sng-Cgt. Cela fait maintenant un an que nous travaillons avec Erwan, entre autres.

Est-ce facile ? Non. Avons-nous des désaccords ? Oui, et alors ! Discuter et encore discuter, s'écouter et s'écouter encore et enfin s'entendre. C'est pourquoi, je le redis, nous soutenons sans retenue les décisions 11 et 16 du document.

Nous sommes persuadés que l'établissement de relations unitaires et non concurrentielles entre les syndiqués et les syndicats Cgt est la condition sine qua non de la syndicalisation massive. Parce que la garantie et la stabilité de l'emploi doivent être une conquête sociale pour l'ensemble, vivent les syndiqués de la Fapt, de la Fensac, du Sng-Cgt, de la Filpac-Cgt et de la Cgt !

Remerciements à Patrick Varin pour le travail commun que nous réalisons à Audiens.

## Pascal Fatte



Je suis membre du Cen depuis 2003 et je m'étonne d'entendre certains donneurs de leçons expliquer que le Syndicat national des industries graphiques (Sng) de Mauritanie a fait son boulot. Surtout quand ce sont ceux, élus comme moi dans cette instance, qui n'ont pas participé à la formation de dirigeant fédéral que le Cen avait décidé de mettre en œuvre à l'issue du Congrès de Nantes.

Il est étonnant également d'entendre des critiques de membres sortants du Cen dire que la Fédération a failli. Mais, lorsqu'on est membre du Cen, on est dirigeant fédéral, on est à la Fédération.

# Interventions

## Gaye Ehadj Mamadou Secrétaire général du Sng-Cgtm Mauritanie

CAMARADE Michel Muller, secrétaire général de la Filpac-Cgt, Camarades congressistes, honorables invités. Je suis particulièrement heureux d'être aujourd'hui parmi vous, à l'occasion du 6<sup>e</sup> Congrès fédéral de la Filpac-Cgt qui a lieu dans cette belle ville de Lille que je découvre pour la deuxième fois. En effet, en février 2003, sur invitation de Michel Muller, j'effectuais en France un voyage d'étude d'une semaine, voyage qui m'a permis de me rendre à Lille, Toulouse, Paris et partout j'ai eu des échanges fructueux avec la Confédération, l'école Médiagraph, la Mutuelle du livre, les salariés de la multinationale Quebecor à Lille et la presse toulousaine. Toulouse, où j'ai eu des contacts utiles avec les jeunes et les anciens ouvriers « les jobs » qui, à l'époque, luttaient pour leur avenir et la mémoire de leur usine.

Mais, durant cette visite, le camarade Michel Muller et moi avons surtout parlé du renforcement de la coopération entre le Sng-Cgtm et la Filpac-Cgt.

Et mon ami Robert Lecoche, dans un article réservé à cette visite et publié dans le *Travailleur parisien* du 8 avril 2003, concluait ainsi : « Nous espérons que ces contacts déboucheront sur une fructueuse coopération internationale ».

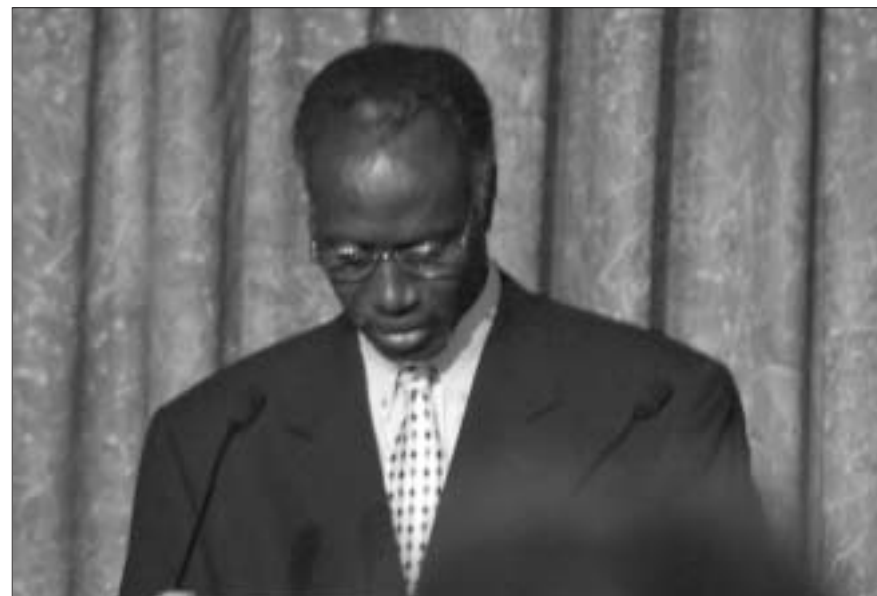
Eh bien, chers camarades, aujourd'hui, ce vœu est devenu réalité.

Dans le domaine de la formation, au mois de janvier 2007, les camarades Daniel Legerot et Jean-Jacques Hedouin sont venus en

Mauritanie pour animer un stage de formation dans le domaine des négociations collectives.

En matière d'appui en matériel, au mois de septembre dernier, le Syndicat national des industries graphiques (Sng) de Mauritanie a réceptionné un important lot de matériel composé notamment de : 12 ordinateurs, imprimantes, 1 polycopieuse, 1 scanner à plat, 1 téléphone fax, 2 téléphones numériques, 1 routeur Ethernet, 1 modem, 1 appareil photo numérique, 6 cartouches d'encre pour imprimante laser, 1 presse offset Heidelberg format 32/46.

Ce matériel est un don de la Fédération des travailleurs des industries du livre, du papier et de la communication (Filpac). Il s'agit là incontestablement d'un acte de solidarité qui répond aux besoins du Sng-



Cgtm en matière de formation, d'information et de renforcement de ses capacités. A cet effet, au nom du Sng, je voudrais adresser nos sincères remerciements à tous ceux qui ont contribué à ces actions de solidarité. D'abord, à mon ami Jean-Pierre Combébiac avec qui j'ai discuté de ces projets, déjà en 2001 au Caire, à l'occasion de la réunion régionale d'Uni-Graphique, et qui en a assuré un suivi régulier jusqu'à la réunion d'Uni-Graphique à Madrid en 2006. Ensuite, à mes amis Robert Lecoche et Philippe Givert qui ont appuyé ces projets en 2003 à l'occasion de ma visite en France. Robert qui m'a accompagné à Lille et Toulouse et qui m'a fait partager une passion : le vélo. Il m'a prêté un livre intitulé « *Le Tour du monde à vélo* », qui est un véritable hymne à la vie et à la fraternité entre les peuples du monde.

Mes remerciements vont également à mes amis Daniel Legerot et Jean-Jacques Hedouin qui ont été déterminants pour la concrétisation de ces projets. Mes remerciements vont particulièrement : au Syndicat général du livre et de la communication écrite de Paris ; aux responsables des syndicats de l'Agence France Presse, des Journaux officiels, des Nmpp et de Mediagraph sans qui ce don de matériel ne pourrait se concrétiser. Ce n'est pas tout. Avec la Filpac, nous avons un autre projet en voie de réalisation : celui de la formation professionnelle. Et à ce sujet, je voudrais remercier très sincèrement le camarade Michel Folland de Mediagraph pour sa disponibilité à accueillir quelques camarades du Sng pour des sessions de formation en France.

Chers camarades congressistes, permettez-moi de remercier également Adriana Fbsenzvaig, chef du département Uni-Graphique qui est présente à ce Congrès, car elle a toujours inscrit dans les priorités du secteur la formation professionnelle et la réduction de la fracture numérique entre le Nord et le Sud, à travers le projet Online. Et chaque fois qu'elle m'informait

d'une activité, elle me disait ceci : « *Gaye, il est important pour votre syndicat que tu sois présent à cette activité, car il y a des opportunités de développer des relations avec d'autres syndicats graphiques.* » Chers camarades, comme vous le constatez, les relations entre la Filpac et le Sng constituent un bel exemple de coopération syndicale et prouvent qu'il est possible de créer une formidable solidarité entre tous les travailleurs du monde.

Pour tous ces actes de solidarité, je remercie encore une fois le camarade Michel Muller et je voudrais rappeler ici, la justesse des propos tenus à son endroit par Adriana dans une circulaire adressée aux affiliés et relative à sa désignation à la présidence d'Uni-Graphique et je la cite : « *Le camarade Michel Muller est apprécié pour ses qualités intellectuelles, son engagement politique ferme et dans son rôle comme Secrétaire général de la Filpac, il a développé de nombreuses activités internationales et une solidarité active avec les travailleurs d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Europe centrale et orientale.* » Pour terminer, camarade Michel Muller, chers camarades congressistes, je souhaite plein succès à vos travaux.



### Le programme d'aujourd'hui

8 h 30  
La Filpac et les associations  
l'Acas et l'Aeeipac

8 h 40  
Compte rendu  
de la commission des statuts  
+ débat et vote  
des modifications des statuts

9 h 40  
Pause

10 heures  
**Une politique  
financière pour agir**  
+ débat

11 heures  
**Une direction fédérale  
pour mettre en œuvre**

Présentation des candidats  
au Cen retenus  
par la commission  
des candidatures  
+ débat

11 h 45  
Election du Cen  
+ commission  
de contrôle financier

12 h 15  
Proclamation  
des résultats des élections

12 h 30  
Déjeuner

14 h 45  
Présentation  
de la direction fédérale

15 h 15  
Départ aux partants

15 h 45  
Intervention de clôture

16 heures  
Fin du Congrès



# Résultats des votes



**RÉSULTAT DES VOTES SUR le Projet FILPAC Global**

Rappel du nombre de voix dont dispose le Congrès : 19552 voix  
Les délégués ayant participé au vote représentent : 19552 voix

ABSTENTIONS	4385	Voix	22,4%
EXPRIMES	15167	Voix	77,6%
POUR	15167	Voix	100,0%
CONTRE	0	Voix	0,0%



**RÉSULTAT DES VOTES SUR Quitus à la Direction Fédérale sortante**

Rappel du nombre de voix dont dispose le Congrès : 19552 voix  
Les délégués ayant participé au vote représentent : 19552 voix

ABSTENTIONS	1619	Voix	8,3%
EXPRIMES	17933	Voix	91,7%
POUR	14283	Voix	79,6%
CONTRE	3650	Voix	20,4%



## Quitus à la direction fédérale sortante

**RÉSULTAT DES VOTES SUR le Projet FILPAC THEME N° 1**

Rappel du nombre de voix dont dispose le Congrès : 19552 voix  
Les délégués ayant participé au vote représentent : 19552 voix

ABSTENTIONS	962	Voix	4,9%
EXPRIMES	18590	Voix	95,1%
POUR	15895	Voix	84,4%
CONTRE	2695	Voix	14,5%



**RÉSULTAT DES VOTES SUR le Projet FILPAC THEME N° 2**

Rappel du nombre de voix dont dispose le Congrès : 19552 voix  
Les délégués ayant participé au vote représentent : 19552 voix

ABSTENTIONS	105	Voix	0,5%
EXPRIMES	19447	Voix	99,5%
POUR	18665	Voix	96,0%
CONTRE	782	Voix	4,0%



**RÉSULTAT DES VOTES SUR le Projet FILPAC THEME N° 5**

Rappel du nombre de voix dont dispose le Congrès : 19552 voix  
Les délégués ayant participé au vote représentent : 19552 voix

ABSTENTIONS	2711	Voix	13,8%
EXPRIMES	16841	Voix	86,1%
POUR	16401	Voix	97,4%
CONTRE	440	Voix	2,6%



**RÉSULTAT DES VOTES SUR le Projet FILPAC THEME N° 3**

Rappel du nombre de voix dont dispose le Congrès : 19552 voix  
Les délégués ayant participé au vote représentent : 19552 voix

ABSTENTIONS	513	Voix	2,6%
EXPRIMES	19039	Voix	97,4%
POUR	16112	Voix	84,6%
CONTRE	2927	Voix	15,4%



**RÉSULTAT DES VOTES SUR le Projet FILPAC THEME N° 4**

Rappel du nombre de voix dont dispose le Congrès : 19552 voix  
Les délégués ayant participé au vote représentent : 19552 voix

ABSTENTIONS	0	Voix	0,0%
EXPRIMES	19552	Voix	100,0%
POUR	19552	Voix	100,0%
CONTRE	0	Voix	0,0%



# Portraits



## Défendre la pluralité de la presse par David Chanudet

moyens d'impression des quotidiens nationaux tels que *L'Humanité*, *La Tribune*, *L'Equipe*, *Aujourd'hui en France*, *Libération*, *Paris Turf*, *Le Canard enchaîné* et *Le Journal du dimanche*. Je me suis présenté comme délégué du personnel et représentant syndical Cgt en toute connaissance de cause de la difficulté de la situation. La direction actuelle de l'entreprise est le groupe EBPA (Est Bourgogne Rhône-Alpes), émanation de *L'Est républicain*.

« J'ai été embauché en 1998 comme ouvrier imprimeur, dans le cadre de la FQR avec les caractéristiques de la FQN, puisque nous travaillons pour les quotidiens nationaux. Les effectifs de l'entreprise sont passés de 50 à 20 après un plan social en 2003. Le départ des titres du groupe Amaury ainsi que le changement de format des *Echos* ont conduit à son départ de l'entreprise, obligeant le plan social et fragilisant le système mutualisé qui concerne aussi les entreprises, de Nantes, Paris, Nancy, Toulouse et Marseille. Le groupe Amaury est donc sorti du système mutualisé. Il a investi dans des centres dédiés. Dans ces conditions,

Nous avons donc vécu une situation surréaliste avec un jeu de rebondissements de reprise de propriété du site. Nous avons utilisé tous les atouts de l'activité fédérale pour mettre en valeur la solidarité de tous les centres de production. Les gros bouleversements de la carte des centres d'impression, notamment avec la création en 2008 du nouveau centre d'impression Midi Print, près de Nîmes investi par *Le Figaro* et *Ficcobono*, remettent en cause, à terme, l'activité du centre de Lyon.

Pour nous, la question de l'emploi, des reclassements et de l'application des accords de départs anticipés ne doit pas se faire au point de favoriser la volonté de monopoles qui s'arrangeraient bien d'une limitation de l'impression décentralisée aux secteurs de Paris et du Sud.

La question de l'emploi et des statuts est une priorité au même titre que la garantie des moyens pour assurer la pluralité de la presse quotidienne nationale. Nous avons besoin d'une Filpac forte et unie pour appuyer notre démarche. »

**LA QUESTION DE L'EMPLOI ET DES STATUTS EST UNE PRIORITÉ**

David Chanudet, ouvrier imprimeur à Lyon, est né en mai 1968 à Lyon. Après une formation dans le commerce international, il découvre l'imprimerie en faisant des remplacements d'été comme ouvrier non polyvalent à Rhône Offset Presse, un des centres régionaux d'impression de la presse quotidienne nationale décentralisée de la FQN. Il travaille de 1989 à 1990 en

Angleterre dans le secteur financier puis en France à partir de 1993 où il effectue des contrats à durée déterminée durant six ans dans l'imprimerie. Il découvre la Cgt dans l'entreprise où le syndicat Filpac-Cgt de Lyon est bien implanté avec 90 % de syndiqués. Rhône Offset Presse fait partie du système coopératif d'impression décentralisée depuis 1977. Ce système a permis une mutualisation des

De son côté, Ficcobono, incontournable dans la maîtrise de notre domaine d'intervention et ancien propriétaire de l'entreprise, a toujours une influence dans l'évolution du processus. Nous comptons sur l'arrivée du groupe Springer pour permettre la modernisation nécessaire à la pérennisation de l'entreprise, mais le projet a été abandonné.

## Quand on trouve sa voie... par Olivier Labruyère

Olivier est conducteur offset chez Sepieter à Leers près de Roubais, une entreprise fondée en 1910. « On dépend du groupe Hamelin maintenant. C'est un gros groupe, ils ont racheté Canson il n'y a pas longtemps. On fait de la fabrication d'enveloppes, l'impression et le repiquage. » Malgré un air juvénile, Olivier a déjà pas mal bourlingué. Né à Valenciennes en 1968, ce ch'ti pur jus, marié, père de 2 enfants, a mis du temps à trouver sa voie. « Comme mon frère aîné était électromécanicien et avait du boulot, j'ai passé un BEP d'électromécanique. Moi, je voulais faire arts plastiques. » Vocation contrariée, Olivier ne se fixe pas et enchaîne les boulots. La première fois qu'il a été conducteur... c'est routier. Première expérience avec le syndicalisme : « Avec un copain, on était en procédure de licenciement. On est allé à Lille pour trouver un syndicat. On a regardé les sigles. Il y avait inscrit Cgt, à côté FO-ouvriers, on s'est dit :



métier, il se syndique. Rapidement Olivier déchante. Le délégué confondant ses tâches syndicales avec sa promotion personnelle. Alors quand son pote Stéphane décide de quitter FO pour fonder une section Cgt, il est d'accord. Stéphane est nommé délégué syndical et demande à Olivier de se présenter au CE. Pour des raisons familiales, Stéphane est obligé de partir dans le sud. Olivier se retrouve bombardé délégué syndical. « Ça m'est tombé dessus d'un coup, Stéphane, il avait du charisme, mais fallait bien prendre la relève. Moi, j'ai toujours été dans les mouvements, quand il y avait des grèves je participais. Mais Stéphane il avait comment dire... plus de charisme. » Il a bien fallu se débrouiller. « C'est pas facile, mais la Cgt c'est vraiment le syndicalisme que je cherchais. » Quand on a trouvé sa voie, les résultats sont là ! Aux dernières élections professionnelles, la Cgt a obtenu 4 sièges, 2 chez les ouvriers, 2 chez les cadres. « On

est le premier syndicat de la boîte maintenant. » Mais ça impose des responsabilités. L'inquiétude gagne à Sepieter. Depuis quelque temps, la charge de travail baisse. « On vient d'apprendre que le groupe classique. « La direction nous explique qu'il n'y a pas lieu de nous inquiéter. Ici, on a tellement vu de boîtes fermer. Alors il faut être vigilant. » Avec la dizaine de camarades que compte la section, Olivier informe, prépare les réponses. Il a pris récemment contact avec des délégués d'autres boîtes du groupe, Lecas à Angoulême et Manuparis, à Sucy. « C'est grâce à la Filpac-Cgt que j'ai pu avoir les contacts. Ce qui se prépare chez nous, ça peut arriver chez eux. » Sinon, le soutien est total de la part de l'UL de Roubais, « mais j'ai besoin d'aide plus précise sur le juridique, sur les conventions collectives ». C'est bien sûr son premier congrès. Il n'en rate pas une miette, sérieux et concentré, comme un étudiant dont il a encore un peu l'allure. Des projets ? « J'aimerais monter une association pour imprimer pour les artistes des livres de qualité. Alors je cherche une machine d'impression typo ! » Un nouveau service Filpac-Cgt. Message transmis !

**« C'EST PAS FACILE. MAIS LA CGT C'EST VRAIMENT LE SYNDICALISME QUE JE CHERCHAIS »**

## Ils sont présents au Congrès



Au service des comités d'entreprise et des Chsct, les experts du groupe Secafi-Alpha vous accompagnent dans vos démarches et vous assistent dans le cadre légal. Leurs missions de diagnostic et de conseil renforcent la position des représentants des salariés dans le dialogue social.



Présente au 6<sup>e</sup> Congrès, la Macif couvre une large partie des besoins en assurance-dommages (automobile, habitation, loisirs...), ainsi que les activités sociales et professionnelles (associations, comités d'entreprise).



Dans le cadre d'interventions qui requièrent des compétences particulières, CO-EX.CO peut mobiliser un réseau de partenaires qui lui permet de faire jouer à plein la pluridisciplinarité. Spécialisée dans les missions au service des collectivités territoriales et des comités d'entreprise.



L'Acas est une association créée par les comités d'entreprise du secteur papier.

L'Opa est un organisme paritaire collecteur créé le 21 décembre 1994 par la branche professionnelle, grâce à un accord collectif entre les partenaires sociaux du secteur des industries graphiques et agréé par le ministère du Travail depuis le 22 mars 1995.



Spécialisée dans la communication par l'objet, la société LM communications a été créée par deux syndiqués il y a 14 ans. Aujourd'hui se sont 10 salariés à votre service.



## Portraits

### Stéphanie Schmitt : être actrice de mon évolution professionnelle...



... et de mon syndicat. Stéphanie Schmitt, 35 ans, strasbourgeoise de naissance, habite à Nancy depuis 1992. Après avoir obtenu un DEFA d'architecture, avoir fait des études d'art plastique obtenu un BTS expression visuelle en contrat de qualification à Strasbourg puis à Nancy, elle a travaillé dans les agences de publicité à Nancy sous différents contrats pendant 8 ans, en tant qu'infographiste. Le hasard lui a permis d'entrer à *L'Est républicain* comme opératrice graphiste au service de publicité, avec le statut d'ouvrier du Livre de la FQR en novembre 1999, à Houdemont, près de Nancy. Elle s'est syndiquée dès le début à *L'Est républicain*. Elle a fait le stage d'accueil le premier jour, mais cela ne l'a pas motivée. Le discours entendu lui paraissait dépassé, d'un autre temps. Elle a quitté le syndicat pour y revenir sept ans après, en octobre 2006, et a tout suite pris un mandat de déléguée au comité d'entreprise, fait partie du bureau en tant que trésorière adjointe. Même si la

Cgt (Ufict-Cgt et Shj-Cgt) est largement majoritaire, elle fait l'expérience de la pluralité syndicale avec le Shj, et la Cfdt. De son côté, la Cgt s'est constituée en syndicat d'entreprise (hormis le Shj-Cgt). Elle a travaillé au service publicité, ensuite au montage des pages rédactionnelles, en travail de nuit et est revenue au service publicité. « On est une centaine au prépresse et les nouvelles générations ne sont pas corporatistes dans leur grande majorité. » Sa motivation n'est restée pas là. Elle s'est engagée dans un travail collectif sur la construction de l'accord avec le groupe Ebra dont fait partie *L'Est républicain*. Sa démarche lui a permis de constater que, dans le prépresse, les salariés(es) et notamment les femmes étaient prêtes à prendre la relève de la défense des intérêts collectifs. « On nous a reconnus des compétences et cela fait partie de nos revendications d'aujourd'hui. Nous sommes en contact quotidien bien au-delà de notre service, notamment avec les commer-

ciaux et les journalistes. Beaucoup sont inquiets, stressés et les échanges de réflexion et d'expérience permettent de dégager des revendications communes. Ils veulent être des forces de proposition sur des projets d'entreprise qui concernent notamment les changements de métier et de qualifications. Côté direction, il y a souvent des chan-

**« LES NOUVELLES GÉNÉRATIONS NE SONT PAS CORPORATISTES DANS LEUR GRANDE MAJORITÉ »**

gements. Le paternalisme d'hier a disparu. On sent que ces directions sont aux ordres de la politique financière du groupe et nous nous trouvons devant un vide que nous nous efforçons de combler sans aucune hésitation. La démarche des salariés est globalement positive et à la hau-

teur des enjeux, ce qui nous permet d'être optimistes, même si cela ne gomme pas les inquiétudes. Nous savons que nous n'aurons rien sans aller le chercher avec la conviction que nous aurons toute notre place dans le nouveau cadre de production et d'organisation du journal. Le groupe Ebra ne nous fait pas peur et nous comptons bien créer des réseaux syndicaux bien au-delà des catégories professionnelles. Nous voulons apprendre à comprendre le fonctionnement du groupe, ce qui nous permettra de renouveler le cadre et les méthodes de notre activité syndicale dans un contexte maîtrisé. Stéphanie découvre le Congrès avec tout ce que cela comporte de surprises et d'interrogations sur ce que représente réellement la Fédération. « Il y a une force collective, un socle sur lequel on peut s'appuyer. Je vis une période d'observation et d'apprentissage, avec la conscience de participer à la nouvelle vie d'un syndicat historique, ce qui n'était pas

écrit d'avance. Je reçois beaucoup d'informations d'un coup. Je suis d'accord avec le mot d'ordre, Nouveaux espaces, nouveaux défis et nouveaux espoirs, mais je sens qu'il y a encore des blocages, une réelle hésitation chez certains avec tout le manque d'enthousiasme que cela implique. D'un autre côté, je suis très intéressée par la richesse et la pluralité de camarades qui ont quelque chose à dire même si certains conflits d'histoire ancienne troublent un peu la sérénité des débats. Mais, pour moi, ce n'est pas important. Je partage le projet fédéral et je suis en accord avec ses orientations et ses objectifs. Je suis aussi très contente de pouvoir communiquer avec tous ceux qui font le même métier que moi, mais dans des contextes complètement différents. C'est très enrichissant. »

### Florent Louis : imprimeur à *L'Est républicain*, « pas né pour subir ! »

Florent Louis, 33 ans, né à Nancy, BEP d'imprimeur, industrie graphique, a effectué des CDD pendant cinq ans et a été embauché en 2001 à *L'Est républicain* (900 salariés, dont 35 imprimeurs). Florent assiste à son premier congrès de la Filpac. Il a découvert le syndicat dans l'entreprise et s'est syndiqué dans un milieu tout acquis à la Cgt. L'imprimerie se trouve à Houdemont, près de Nancy. Il est délégué du personnel depuis

novembre 2006. Il a voulu participer au renouvellement des générations dans le syndicat, dans un secteur qui travaille de nuit de 22 h 30 à 5 heures du matin. L'entreprise vit actuellement un plan de modernisation sociale (FMS). *L'Est républicain* s'est associé au Crédit mutuel en rachetant plusieurs journaux, d'où la constitution du groupe Ebra. Dans le cadre de la modernisation, qui induit la disparition de plusieurs postes de travail dans le secteur technique, des reclassements sont en cours de négociation. Florent veut le crier haut et fort : « *J'ai une conception du syndicat comme rassembleur des intérêts des salariés dans l'entreprise et la profession, sans distinction de catégories. J'aime mon métier en perpétuelle évolution et mon engagement syndical est le prolongement de mon engagement professionnel.* » Florent poursuit : « *Au niveau des gratuits, l'entreprise aurait dû anticiper en essayant*

*de créer son propre produit. Par rapport à l'évolution Internet, je pense que le papier n'est pas foutu et qu'il reste un support de communication incontournable même si la baisse progressive est préoccupante et que la direction de l'entreprise semble subir la situation sans réagir. Dans ce*

**« MON ENGAGEMENT SYNDICAL EST LE PROLONGEMENT DE MON ENGAGEMENT PROFESSIONNEL »**

*contexte, nous devons être vigilants et faire appliquer les modalités des accords. La tradition de solidarité interprofessionnelle dans l'entreprise, le fait que de nombreux cadres soient syndiqués chez nous et que la Cgt soit majoritaire est une aide précieuse. Évidemment, tout n'est pas toujours rose. Je regrette par exemple que, pour bon nombre*

*de syndiqués, le besoin de sécurité l'emporte sur l'engagement. Qui plus est je trouve regrettable que certains syndiqués aient voté aux dernières élections pour ceux, à droite, qui remettent en cause les acquis du monde du travail, même si je ne mélange pas la démarche syndicale et la démarche politique. »* Florent ne s'en tient pas à son engagement dans l'entreprise. Il a rapidement contacté l'UL, l'UD, la Fédération, le collectif jeunes confédéral qui se reconstitue. « *Il faut s'accrocher, dit-il, quand on est jeune, avec certaines querelles auxquelles on assiste dans la Filpac. D'où l'importance d'avoir des repères jeunes pour intéresser les autres jeunes à l'engagement syndical. J'ai donc pu participer au collectif confédéral jeunes qui a eu lieu au centre de Courcelles en septembre dernier.* » Il a pu ainsi rencontrer d'autres jeunes, ayant plus d'expérience que lui. Il a assisté fin octobre à la mise en place d'un collectif jeunes confé-

déral et compte bien assister aux réunions mensuelles prévues. « *On n'est pas né pour subir et il faut montrer que nous existons au sein de la Cgt* », poursuit-il. Florent conclut ainsi : « *Concernant le Congrès, je suis surtout motivé par l'analyse des effets de la révolution numérique qui change la donne dans toute la communication, dont celle de la presse écrite à laquelle je suis très attaché. J'aime aussi rencontrer les autres syndicalistes qui vivent la même problématique que moi ainsi que d'autres qui me font découvrir des situations bien différentes. J'aimerais aussi visiter La Voix du Nord, avant de repartir à *L'Est républicain*. Par contre, je ne suis pas motivé par les joutes oratoires qui révèlent certains conflits internes qui ne peuvent que démotiver les jeunes militants comme moi. Moi, je préfère une Filpac solidaire où tout le monde se respecte et travaille ensemble pour défendre les salariés.* »



**TV**  
MAGAZINE  
tvmag.com

Retrouvez chaque  
semaine le n° 1  
de la presse française  
avec votre  
quotidien régional



# TV Magazine

pour de grands moments  
de télévision

→ 7 jours + 6 de programmes

→ Les grandes chaînes nationales

→ La TNT

→ Le câble

→ Le satellite

→ Les chaînes frontalières

→ Les chaînes locales



Vidéos, infos, people, le meilleur de la télé sur [www.tvmag.com](http://www.tvmag.com)



## Et maintenant l'action...



L'édito

### En campagnes !

L'orientation adoptée par le congrès (Tous pour, pas de contre) est mise en pratique dès maintenant.

Dans le bunker de Bercy, les 15 et 16 novembre, les états-majors patronaux, encadrés par les services de la ministre Lagarde, vont plancher sur la meilleure manière de répartir les investissements entre papier imprimé et numérique. A l'abri des regards et des positions des salariés et des syndicats, ils veulent utiliser l'Etat Sarkozy pour annexer le numérique à leurs perspectives de marché.

Le congrès a décidé de faire de ces deux journées un rendez-vous de l'action appuyée par une motion envoyée à toute la fédération. Seul le début de la grève reconductible et unitaire des cheminots empêchera d'en faire un rassemblement national. C'est la raison pour laquelle le congrès décide d'un rassemblement régional à Bercy, dont les modalités seront déterminées sans délai. Dans les autres régions, les syndicats ont décidé que des délégations seront dépêchées auprès des directions, munies de la motion de congrès, laquelle exige la tenue d'assises nationales du papier imprimé et du numérique.

Le congrès a adopté des résolutions concernant le droit syndical, la revendication d'une convention collective des salariés du niveau 2 de la distribution de la presse.

#### Retraites : branle-bas de combat

C'est sur les retraites que l'effort va porter. Bien entendu, les syndicats de la Filpac-Cgt soutiennent sans réserve les revendications et les actions des cheminots, et des autres secteurs publics frappés par

la destruction des régimes spéciaux. Oui, ils appelleront autant de fois qu'il le faudra à les rejoindre, dans la manifestation comme dans l'action.

Mais le meilleur moyen de construire le rapport de forces, indissociable du soutien et de la solidarité, c'est de créer les conditions pour qu'existe un axe revendicatif commun à tous les salariés des industries de la Filpac, et, plus généralement, à tous les salariés du pays. Sur la base des revendications adoptées à l'unanimité du congrès, en référence avec celles préconisées par la Cgt, les syndicats ont décidé de construire ce mouvement et d'apporter leur contribution à une dynamique nationale pour le maintien et l'amélioration du régime général de retraites par répartition.

Comme le projet fédéral l'indique, un collectif de la direction nationale est constitué pour animer une campagne retraite. Elle produit dans les délais les plus courts un tract commun à tous les secteurs, elle met en marche tous les moyens nécessaires à la construction d'un mouvement national unitaire sur la protection sociale, centré sur le régime général des retraites, que Fillon regarde avec l'œil du tueur. Les syndicats sortent du congrès mobilisés, armés d'une orientation et d'une direction correspondante, qu'ils ont mis en place dans un énorme souci d'unité interne.

Lille rime avec action, VI<sup>e</sup> congrès avec mobilisation, Filpac avec unité.

Jean Gersin

Secrétaire fédéral à la Communication





# Intervention

## Marc Peyrade **Politique financière**

**N**ous nous sommes engagés, sans aucune ambiguïté, pour la mise en œuvre d'une nouvelle manière de faire vivre et agir la fédération. La mobilisation pleine et entière de tous nos moyens est nécessaire, à commencer par les moyens financiers. Dès lors, chacun comprendra aisément qu'une gestion rigoureuse de nos finances s'impose à nous si nous voulons conserver les moyens structurels permettant à la Filpac-Cgt d'assumer toutes ses responsabilités actuelles et à venir.

Pour ce faire, nous ne devons rien négliger, et avant tout dépasser certaines polémiques qui ont pu dans certains cas surgir à propos des finances et parfois nous faire perdre de vue l'essentiel. L'essentiel, c'est désormais la continuité de la Filpac-Cgt et la place qu'elle entend occuper dans nos industries pour faire en sorte que l'avenir ne s'écrive pas sans elle.

L'intervention sur la politique financière que je suis chargé de vous présenter aujourd'hui entend vous proposer des pistes d'actions que la nouvelle direction fédérale devra mettre en œuvre afin d'engager l'impératif redressement de nos comptes. Tout au long des trois dernières décennies nous avons enregistré une chute récurrente de nos ressources liée à une baisse des cotisations.

Durant toute cette période de réels efforts ont été réalisés pour diminuer les dépenses de la Fédération. Toutefois, les réajustements opérés au fil du temps ont été nettement insuffisants pour maintenir l'équilibre entre nos charges et nos recettes. Il en a résulté :

- Le report du versement de cotisations confédérales ;
- Le non-remboursement de l'emprunt contracté, lors de l'acquisition de nos locaux auprès de l'Aful, l'organisme gestionnaire du complexe immobilier de Montreuil ;
- Et plus récemment, le non-paiement de nos charges d'occupation des locaux ;

Notre dette auprès de l'Aful et de la Cgt s'en est trouvée en constante augmentation. Aussi contraignante soit-elle pour la Filpac-Cgt, cette situation n'est malheureusement pas isolée dans la Cgt. De nombreuses fédérations ont été ou sont encore confrontées aux mêmes vicissitudes. Le bien commun que constitue le complexe de Montreuil-sous-Bois fait d'ailleurs actuellement l'objet d'études, sur les coûts de son fonctionnement, sur son dimensionnement, voire même sur sa pertinence. La Filpac-Cgt s'est déjà exprimée sur toutes ces questions en pointant notamment les difficultés de maintenir en l'état un site initialement prévu pour 3 millions d'adhérents alors que nous atteignons tout juste 700 000 syndiqués aujourd'hui.

Pour autant, ne pas être les seuls confrontés à des difficultés financières, être une fédération du privé avec des possibilités de prises en charge limitées, évoluer dans un secteur particulièrement touché par des ruptures technologiques et des transformations du salariat, ne saurait nous exonérer - bien au contraire - de participer à l'effort collectif et solidaire engagé par toute la Cgt pour ne pas mettre en péril son bien commun et redéfinir des règles de financements plus adaptées à la situation du moment.

Même si chacun sait bien que nous n'aurons pas les moyens de réduire notre dette du jour au lendemain, il est néanmoins de notre devoir - et aussi de notre intérêt - de présenter dès 2008 un plan financier crédible qui intégrera une normalisation de nos versements à l'Aful et une régularisation de nos arriérés envers la Confédération.

Pour atteindre cet objectif il nous faut procéder à une révision profonde de notre gestion financière. Un changement de cap qui consiste à élaborer un budget de fonctionnement centré sur le financement des dépenses statutaires que notre Fédération se doit impérativement d'honorer faute de quoi elle risque d'entamer sa crédibilité : il s'agit des charges. Celles-ci sont constituées du paiement du personnel administratif, de l'organisation de CEN, de BF, de la budgétisation des congrès, comités généraux, conférences nationales, des charges d'occupation de nos locaux, des cotisations dues aux différents organismes auxquels nous sommes affiliés et de l'étalement de notre dette auprès de la Cgt.

C'est une orientation fondamentale pour laquelle il est indispensable que notre 6<sup>e</sup> Congrès se prononce. Si nous ne le faisons pas, ne doutons pas que des décisions en matière financière seront un jour prises sans que la Filpac-Cgt ait voix au chapitre. Si nous nous engageons à le faire - ne nous mentons pas - cela obligera toute la fédération à lier, bien plus étroitement qu'avant, ses préoccupations organisationnelles et ses possibilités financières. Il en va ainsi des frais de fonctionnement de chaque secteur professionnel et de la communication fédérale qui devront, en conséquence, être financés, pour une part non négligeable, par des ressources complémentaires aux cotisations comme celles générées par l'aide au paritarisme, par des souscriptions sollicitant les syndicats ou les syndicats. Mais également par des moyens supplémentaires à rechercher en développant des produits éditoriaux spécifiques à la Filpac, utiles à nos différents secteurs professionnels et fournissant l'opportunité d'un apport financier via la publicité.

Pour mener à bien cette stratégie - qui consiste, soyons clair, à redimensionner les dépenses de la Fédération de façon propor-

tionnée aux recettes issues des cotisations - la prochaine direction fédérale sera dans l'obligation de procéder à des arbitrages, de gérer des priorités et parfois de conditionner la réalisation de certaines initiatives à la réalité effective des financements disponibles. C'est dire si l'élaboration et le suivi budgétaire constitueront dès lors un acte politique qui devra être assumé avec rigueur et responsabilité par l'ensemble de la direction fédérale.

Certaines dépenses mériteront à l'évidence une attention toute particulière, notamment celles liées aux frais de transport, d'hébergement et de restauration qui représentent à elles seules aujourd'hui 60 % des ressources liées aux cotisations. Il est vrai que dans notre fonctionnement actuel, les difficultés de mise en œuvre de notre démarche syndicale nous entraînent souvent à organiser dans l'urgence des réunions centralisées ou à nous reposer sur des délégués fédéraux à qui l'on fait jouer bien trop souvent le rôle de pompier de service agissant sur tous les fronts.

Une meilleure mise en réseau des militants de la Filpac-Cgt, un travail plus collectif du CEN et du BF, une présence plus importante de son secrétariat à proximité des syndicats dans des réunions décentralisées, peuvent très bien nous faire gagner en utilité et en cohérence, tout en assurant une meilleure efficacité financière. Les économies à réaliser, le meilleur partage des moyens, une plus grande efficacité syndicale, suppose une évolution dans les mentalités et cela à tous les niveaux. Jusqu'à présent les tâches confiées à la fédération par les syndicats étaient financées par le retour d'une partie de la cotisation. Demain, la diminution des moyens fédéraux du fait du nouveau système de versement des cotisations qui se cumulent aux déficits déjà existants, doit engager les syndicats à s'impliquer encore plus dans l'activité fédérale par un apport plus nombreux de militants dans les secteurs, les commissions de travail, l'animation des groupes.

Comme cela a été ratifié hier par le congrès, le CEN qui sera élu se réunira dans les prochaines semaines pour adopter de nouveaux modes de fonctionnement de la direction fédérale. De la même manière nous proposons qu'à cette occasion il adopte un nouveau budget de fonctionnement appliquant les principes que nous venons d'exposer. C'est le sens du mandat que nous vous proposons de mettre en débat et d'adopter dès aujourd'hui. D'autre part, pour le suivi régulier de ce mandat, nous vous proposons également de mettre en débat une évolution du rôle de la commission de contrôle financier que nous allons élire tout à l'heure. Nous pensons sincèrement qu'il est indispensable, pour mener à bien ces réformes, de réorienter la mission de la commission de contrôle financier élue par le congrès et de lui donner les moyens d'aller au-delà de son rôle de contrôle des seules pièces comptables.

En effet, compte tenu de l'orientation nouvelle que nous vous proposons d'adopter, il nous semble nécessaire, pour garantir la transparence et l'équité des démarches économique que nous aurons à engager, de créer les conditions de faire de la Commission de contrôle financier un véritable outil au service de la gestion financière de la fédération. Une véritable force de proposition pour aider à l'action de la politique financière, un véritable élément de dynamique pour amplifier la prise en compte de ces débats auprès des syndicats.

Nous savons d'ores et déjà pouvoir compter sur la solidarité et l'appui de la Cgt pour mener à bien nos démarches.

Nos orientations politiques qui contribuent à l'émergence d'une identité syndicale du salariat de l'information, de la communication et du papier à l'ère numérique, permettent à toute la Cgt de conduire une action efficace autour des exigences démocratiques éthiques et sociale de ce secteur en pleine expansion ; le droit à une sécurité sociale professionnelle pour tous, tout comme notre volonté d'élargir notre champ de syndicalisation correspondent totalement aux orientations prises lors du 48<sup>e</sup> congrès de la Cgt.

A ce titre, puisque nous considérons que les Unions régionales Cgt doivent relayer et développer une activité professionnelle et industrielle au plan régional, il semble juste qu'ensemble nous envisagions également de développer des solidarités financières nouvelles. De la même manière, le travail inter-fédéral que nous nous sommes engagé à promouvoir devrait, lui aussi, inclure ces solidarités. De plus, tout ce que nous construisons concernant le statut du travail salarié qui conduit à une confédéralisation d'une partie de notre activité revendicative doit inclure la recherche d'une mutualisation nouvelle des moyens.

Enfin, les impressions et tirages divers que les adhérents de la Filpac continueront de prendre en charge pour des fédérations et la confédération, ou encore notre savoir-faire et notre participation à l'organisation et à la sécurisation des manifestations ou initiatives de la Cgt doivent être versés, eux aussi, au compte d'une solidarité effective.

Avant d'aborder la dernière partie de cette intervention, il nous faut traiter maintenant le sujet des accords de droit syndicaux. En d'autres termes la prise en charge des salaires des militants permanents ou partiellement permanents de la fédération. Le suivi et l'obtention de ces droits syndicaux nécessitent respon-

sabilité et rigueur car comme nous l'avons vu ces dernières années, tout reculé, tout laisser-aller se traduit inévitablement par une fragilisation voire un effondrement du financement de l'activité fédérale.

Notre souci commun de la continuité et de la pérennité de la Filpac-Cgt doit viser à s'en prémunir, toutefois notre action en la matière ne peut se concevoir à n'importe quel prix. Nous devons veiller à ne pas créer les conditions de l'affaiblissement de l'indépendance et de la liberté d'action de la Fédération vis-à-vis des patronats, des entreprises, des institutions. C'est par les temps qui courent, vous en conviendrez, de la plus haute importance.

Actuellement 6 responsables ou collaborateurs de la fédération sont entièrement ou partiellement en charge par la Filpac-Cgt. Au cours de ces derniers mois la direction fédérale sortante s'est à juste titre engagée à réduire le poids financier de ces prises en comptes. Pour ce faire, elle a entamé des négociations en vue d'intégrer dans des plans de départ (Recapp ou PMS) les militants concernés qui répondaient aux critères d'âges nécessaires.

Cette action qui n'est pas encore complètement finalisée justifie la vigilance de tous, et la nouvelle direction fédérale devra incontestablement poursuivre ses efforts et consolider de nouveaux droits syndicaux afin de permettre le fonctionnement de la nouvelle équipe. Cette démarche conditionne en grande partie la possibilité de remplir les engagements tels que nous les proposons aujourd'hui.

Ces droits se justifient pleinement par la fonction d'intérêt général que remplit le syndicalisme et qui dépasse la défense des intérêts des seuls syndiqués. La reconnaissance d'une véritable démocratie sociale est un élément central des orientations du 48<sup>e</sup> Congrès de la Cgt. Mais le débat sur la légitimité et la représentativité de l'action syndicale vient de prendre une nouvelle ampleur avec l'affaire des financements occultes du Medef.

C'est par les anciens dirigeants de l'UIMM, qui font bloc autour de leur président délégué général, que l'on apprend que l'UIMM dispose d'une véritable caisse noire destinée à aider les patrons à résister aux grèves. C'est sans doute ce que le patronat appelle « fluidifier le dialogue social ». La caisse noire s'élevait à 600 millions d'euros. Qui peut raisonnablement affirmer encore qu'elle n'est destinée qu'aux syndicats, fussent-ils jaunes, comme on en a beaucoup connu dans l'automobile, notamment ?

Ce qui risque de surnager de tout cela, c'est sans doute le sentiment que patronat et syndicats s'entendent pour piquer dans la caisse. Tout est amalgamé : les subventions publiques et les cotisations syndicales, le dédoublement des frais de gestion des organismes paritaires et les valises de billet de Denis Gauthier Sauvagnac. La pression monte donc et sous couvert de transparence des comptes, c'est l'indépendance du syndicalisme qui est menacée, plus, même, c'est tout le droit syndical qui est visé. Naturellement les propositions avancées par la Cgt pour rendre démocratiques et transparentes les règles de négociation collective, de validité des accords et réformer la représentativité syndicale et patronale sont passées sous silence. La Cgt a pris l'initiative de s'adresser aux organisations patronales pour exiger que cette question soit abordée lors des toutes prochaines négociations patronat-syndicats. On ne m'enlèvera pas de l'idée que le livre honteux et mensonger d'Emmanuel Schwartzberg, paru comme par hasard juste avant notre congrès, ne participe pas lui aussi d'une orchestration médiatique préparant le terrain à une vaste offensive contre nous et le syndicalisme dans la presse. Nous devons en conséquence nous préparer nous aussi à notre niveau à engager les négociations avec le patronat de nos industries en revendiquant fermement que celles-ci abordent la responsabilité sociale des entreprises et des branches professionnelles au regard du rôle de médiation sociale que le syndicalisme en général et que nous en particulier nous assumons pour le bon fonctionnement de la démocratie et du pluralisme des idées dans la société française. C'est dire l'importance et le soin que nous devons apporter à une construction revendicative de toute la Filpac sur ces droits syndicaux.

Un premier bilan d'étape de l'ensemble de cette démarche pourrait être réalisé lors du comité général prévu statutairement à mi-chemin de notre prochain congrès, c'est-à-dire fin 2009. Ce moment important nous permettra de mesurer les résultats obtenus dans la réalisation des actions engagées par la nouvelle direction fédérale. A ce titre nous aurons l'opportunité de faire l'examen des efforts réalisés sur la dynamisation de l'activité de l'association l'Aeilpaac comme l'a exposé tout à l'heure Jean-Marc, des démarches que nous aurons entreprises auprès de l'Aful pour réduire nos charges d'occupation des locaux, et du résultat des discussions que nous aurons menées avec la confédération pour étaler le remboursement de notre dette.

Arrivant à la fin de cette intervention et avant de laisser la place au débat je voudrais souligner qu'il est important que notre 6<sup>e</sup> Congrès se prononce sur la démarche politique proposée. Elle vient en complément de l'amendement intégré hier.



## Jean-Marc Beauvais L'Aeeilpac

Chers camarades,

**J**'interviens au nom de l'Aeeilpac (Association des études économiques des industries du livre, du papier et de la communication) qui est, je le rappelle, une association de la Fédération en charge, entre autres, de la formation économique des élus des CE et des délégués syndicaux. Notre association est agréée en tant qu'organisme de formation. Mon intervention portera sur trois thèmes : pourquoi la formation économique des élus ? Pourquoi l'Aeeilpac ? Quelques réflexions sur l'avenir et quelques perspectives.

### Pourquoi la formation économique des élus ?

Hier, nous avons débattu et adopté une orientation. Je m'appuierai sur la partie 1 : le syndicalisme, ça sert à revendiquer. Sur ce thème, on peut isoler les têtes de chapitres : globalisation, répartition des richesses produites, stratégie capitaliste, restructurations industrielles, des pouvoirs publics dévoués au marché, etc. Mais, bien sûr, le tout dans un cahier revendicatif portant sur l'emploi et les statuts des salariés avec comme objectif de porter le débat parmi les salariés, et ce dans le but de créer les rapports de forces afin de faire aboutir nos revendications.

Dans les entreprises et les groupes, le patronat tente de nous amener sur le terrain du débat économique. Terrain où, croit-il, nous serions en difficulté pour contrer sa politique. Mais sur lequel nous avons quand même parfois des difficultés à argumenter des solutions alternatives.

Trop souvent, nos élus se laissent entraîner sur les choix économiques des directions présentés, le plus souvent, comme des choix inéluctables et irréversibles. Si nous voulons contester au patronat ses propres choix, convaincre et faire partager aux salariés le bien-fondé de nos argumentations, il va falloir beaucoup mieux comprendre les raisons des choix patronaux à un moment de la vie de l'entreprise. Mais aussi les contrer, par anticipation, sur les questions de l'investissement et de la formation professionnelle, par exemple. Il est indéniable que les questions économiques sont, qu'on le veuille ou non, au centre du débat. La question n'est pas ici, du moins dans le cadre de cette

intervention, de savoir si on est d'accord ou pas, c'est un fait ! Sommes-nous en capacité de contester, avec nos moyens, la communication, je dirai même, par certains côtés, la propagande patronale et gouvernementale sur les questions et les choix économiques des entreprises et des groupes ? L'entreprise est au centre du combat de classes. C'est dans l'entreprise que se construisent les rapports de forces. C'est dans l'entreprise que nous devons aussi mener ce combat. Nous ne pouvons abandonner ce terrain au patronat. Les CE sont les institutions représentatives des salariés dans lesquelles se mène principalement ce débat. Nos élus Cgt doivent être en capacité de le mener dans l'intérêt des salariés.

Pour cela, il faut avoir la connaissance et la maîtrise d'un certain nombre de paramètres sur les choix économiques des directions. Je précise tout de suite qu'il n'est pas question ici de former des élus aux questions économiques des entreprises pour faire d'eux des cogérants.

Notre ambition est bien de donner à nos élus les moyens, les outils nécessaires à l'élaboration de leurs arguments revendicatifs pour contrer le patronat, mais aussi et surtout pour convaincre les salariés de créer les conditions de mise en œuvre des luttes. Nous ne formons pas des experts-comptables, nous formons nos élus Cgt à mieux appréhender les approches économiques sur des bases et des valeurs Cgt.

### Pourquoi l'Aeeilpac ?

Les cabinets d'experts-comptables, ici présents à notre Congrès, avec lesquels vous travaillez sur les questions économiques de vos entreprises répondent à notre demande d'identi-



fication des modifications économiques des entreprises et des choix des directions. Malgré toutes les compétences que ces experts apportent aux élus des CE en matière économique, il leur manquera toujours, et pour des raisons évidentes, l'approche et la réflexion Cgt. Le label syndical, c'est nous. L'Aeeilpac n'est pas une association neutre. Elle porte les orientations de la Fédération. Dans un

### MIEUX APPRÉHENDER LES APPROCHES ÉCONOMIQUES SUR DES BASES ET DES VALEURS CGT

CE, les élus Cgt portent d'autres réflexions, d'autres réponses que les élus d'autres confédérations, y compris en matière économique. Une formation économique Cgt n'est pas une formation comme les autres, nous y amènerons bien sûr nos valeurs et nos orientations. A partir de ces deux nécessités de concilier la connaissance des mécanismes économiques et le label syndical, nous avons donc construit un programme de formation allant dans ce sens, avec des interven-

tions politiques de camarades de la Cgt et des interventions plus techniques des cabinets d'experts. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : être Cgt, tout en débattant des questions économiques, sans retenue avec les salariés et les convaincre de la justesse de nos arguments. Enlevons-nous tout de suite de la tête que nous convaincrions les interlocuteurs patronaux en face de nous. Notre démarche est bien une démarche de lutte : convaincre les salariés et imposer au patronat.

Au-delà des formations économiques de cinq jours existantes et qui ont bénéficié à environ 150 élus de nos CE, au travers des vingt stages que nous avons tenus partout dans le pays, depuis le Congrès de Nantes, pour les années à venir, nous entendons développer d'autres formations plus circonstancielles, vous en avez quelques exemples à votre disposition, la Gpec par exemple.

Nous entendons faire de l'Aeeilpac un outil beaucoup plus généraliste sur la réponse à vos besoins de formation avec une problématique de taille : quels sont vos besoins réels ?

Force est de constater que ce n'est pas le nombre de réponses que nous avons reçues durant notre Congrès sur l'identification de vos besoins qui nous aide beaucoup : soit tous les élus CE présents sont au top de la formation, soit la nécessité de se former sur le rôle économique des CE et des élus Cgt n'est pas prise en compte.

A vous de répondre à cette question. Pour ce qui nous concerne, l'Aeeilpac est à votre disposition.

### Réflexions et perspectives

Nous allons tenir, dans quelques semaines, l'assemblée générale statutaire de notre association

qui aura à réfléchir sur cette question. Mais, plus généralement, et cela sera une question que le futur CEN aura à examiner, d'une assemblée des élus Cgt des CE et comités de groupes afin d'identifier les besoins de se donner ainsi les moyens de répondre à vos attentes.

Pour terminer, je voudrais remercier tout d'abord et très sincèrement l'ensemble des cabinets d'experts-comptables et plus précisément les intervenants de ces cabinets mis à notre disposition pour les formations économiques. Ces coopérations doivent se développer. Et nous proposerons, aux cabinets d'experts, des rencontres afin d'échanger sur la nature et le contenu de celles-ci.

Je tiens aussi à remercier tout d'abord Maurice Lecomte pour l'efficacité de son travail de relance des formations économiques durant la dernière période. J'associerai à ces remerciements, Chantal Gazzola et plus généralement tous les intervenants Filpac-Cgt dans les stages. Un très grand merci à tous car, sans vous, rien ne pourrait se faire. Je profite de l'occasion pour sensibiliser les participants à notre Congrès au fait que les stages sont animés par des camarades qui ont aussi des responsabilités syndicales dans leur syndicat et leur entreprise.

Plus nous serons nombreux à animer ces stages et formations, plus la charge de chacun sera facile à assumer. Ne me dites pas que c'est difficile, c'est aussi une question de volonté.

Je prendrai l'exemple d'un camarade présent dans cette salle qui a animé une douzaine de stages sur les vingt que nous avons tenus. Et ce, malgré ses mandats dans son syndicat, son entreprise, son UL. Je veux parler de Patrick Varin du syndicat du Livre de Rouen que je remercie particulièrement de sa disponibilité et de son investissement.

Plus nombreux à animer ces stages, la charge de chacun serait moins lourde, disais-je ! Je fais donc appel à votre engagement et votre investissement. Transmettre le savoir et nos expériences est une impérieuse nécessité pour les nouveaux élus afin de faire vivre nos orientations dans les CE.

Je vous remercie de répondre à cette sollicitation. Merci de votre intervention.

Vive le 6<sup>e</sup> Congrès de la Filpac !  
Vive la Cgt !





# Réponses aux questions

## Denis Rayer pour la commission des candidatures

**L**A COMMISSION des candidatures qui s'est réunie hier a eu en charge de vous faire des propositions afin de doter la fédération d'une direction qui aura comme responsabilité la mise en œuvre des orientations décidées par notre 6<sup>e</sup> Congrès.

Le projet fédéral « nouveaux défis, nouveaux espaces, nouveaux espoirs » a donné lieu à d'importants débats dans cette enceinte. C'est normal et c'est le lieu où cela doit se faire.

C'est le débat démocratique. Evidemment, des interrogations, des doutes ont été émis, des appréciations positives ont été portées, des réserves ont été émises, voire des oppositions notamment sur l'orientation, les questions structurelles et de fonctionnement de la Fédération. Des réponses ont été apportées.

La nature et la diversité des interventions, les arguments échangés, quelquefois vivement, ont eu le mérite d'éclairer les congressistes sur les enjeux de ce congrès. Et c'est justement en connaissance de cause que le Congrès s'est prononcé. En adoptant le projet fédéral à 77,6 %, il a sans conteste décidé de la voie à suivre et du même coup défini les moyens à utiliser pour ce faire. La composition du Cen s'inscrit donc dans cette démarche.

Présentés par les syndicats, qui se sont engagés à favoriser leur activité fédérale, les futurs membres du Comité exécutif national - qui ne représenteront pas leur organisation dans cette instance - seront chargés de diriger la Fédération jusqu'au prochain congrès.

Les membres du Comité exécutif national auront toutes et tous un rôle actif à jouer à ce niveau de responsabilité.

Comme évoqué dans ce Congrès, ces tâches seront définies à l'occasion d'un séminaire du Cen qui se tiendra les 6 et 7 décembre prochains.

**Présentées par 53 organisations**, 86 candidatures ont été reçues puis communiquées aux syndicats, conformément aux statuts. C'est la liste que vous aviez dans vos sacoches.

Une candidature, arrivée hors délai, a été exceptionnellement retenue par la commission après que cette dernière ait eu l'explication de ce retard. Il s'agit de Cyrille Fournet du syndicat Sopal Dax dans la zone Sud-Ouest. De ce fait, ce sont 87 candidatures sur

lesquelles la commission a travaillé.

Elles étaient réparties comme suit : Ile-de-France, 43 ; Sud-Est, 12 ; Sud-Ouest, 11 ; Nord, 10 ; Est, 7 ; Ouest, 4.

Composées de : 55 ouvriers, 22 ictams, 4 employés, 4 journalistes, 2 retraités. 41 de la presse, 15 du labeur, 13 du papier, 8 de la distribution, 7 de la publicité, 3 de l'édition. 7 femmes, 80 hommes. Sur la base du document fédéral voté hier par le Congrès, la commission a donc eu à prendre en compte plusieurs critères, définis par le Cen sortant, à l'analyse de son bilan des quatre années précédentes, pour retenir ou non des candidats et présenter une liste à vos suffrages. Le texte intitulé « engagements des membres du Cen », accompagnant l'appel à candidatures envoyé dans tous les syndicats et dont j'ai évoqué plusieurs points plus haut :

- la nécessité de rajeunissement, de féminisation, de mieux représenter les Ictams ;
- la représentation des secteurs d'activités en veillant à une présence significative des nouveau ;
- la dimension territoriale (zones Filpac, représentation de la filpac au niveau des régions Cgt.

Le tout sans trop restreindre une partie du Cen sortant, déjà impliquée dans les responsabilités de direction fédérale.

Compte tenu de toutes ces conditions, la commission a été confrontée à la question du nombre. Ainsi, l'objectif de passer de 84 membres dans la dernière mandature à une cinquantaine de membres pour le futur Cen est apparu trop ambitieux et impossible à tenir.

Par exemple, une hypothèse à 54 n'aurait pas permis une représentation satisfaisante des secteurs nouveaux et surtout réduit de façon préjudiciable la représentation de nombreuses zones géographiques. Ce qui n'était pas envisageable eu égard aux objectifs de redéploiement territorial de l'activité fédérale projetés. Tout en voulant poursuivre le dépassement du calcul mathématique « poids des syndicats et nombre de candidats » déjà engagé au congrès de Nantes, la commission a surtout été attentive au maintien d'un certain équilibre entre les territoires et à l'entrée des nouveaux secteurs.

Mais cela est vraiment très relatif... et c'est un sujet important que la direction fédérale aura à

traiter.

Dans sa recherche pour favoriser l'entrée de nouveaux et nouvelles camarades, la commission a été amenée à « libérer de la place ». Elle suggère donc que les délégués fédéraux ne soient pas retenus comme candidats au Cen. Cette proposition qui est faite au congrès de ne pas retenir les délégués fédéraux est motivée. Elle prend appui sur les décisions prises en la matière par le Congrès, à savoir, « la fonction de délégué fédéral est en phase transitoire et des moyens plus adéquats au fonctionnement fédéral seront définis au profit d'un engagement supérieur des membres du Cen ». Cependant, la commission est consciente que leur rôle



dans la mise en œuvre de l'activité de la Filpac a été et est considérable, que leur connaissance des syndicats, du terrain, leur expérience pourront être utiles aux membres de la direction fédérale qui va être renouvelée de façon importante. Par conséquent, la commission considère qu'ils devraient être associés au Cen et propose de traiter leur présence dans l'instance dirigeante pas seulement en tant que délégués fédéraux. Malgré cet espace libéré par les six délégués fédéraux concernés, le nombre de candidats retenus a rapidement atteint la soixantaine. Un débat vif s'est ouvert sur certaines candidatures, traduisant en fait des positionnements divergents ou opposés déjà exposés dans le Congrès depuis deux jours.

Rappelant les critères définis par le Cen sortant et les orientations décidées, la quasi-totalité de la commission estimant qu'ils étaient globalement respectés, a arrêté la liste à 64 noms. Si le congrès retient les six délégués

fédéraux associés au Cen, ce sont 70 camarades qui devraient y siéger. L'objectif fixé d'une cinquantaine de membres est donc largement dépassé et d'une certaine façon le congrès pourrait considérer que la commission n'a pu remplir ce qu'on pourrait qualifier de mandat. En effet la dimension du futur Cen si le congrès retient la proposition, pourrait remettre en cause la périodicité de ses réunions, vu sous l'aspect budgétaire.

**La commission propose** donc une liste de 64 candidates et candidats au vote du Congrès, composée de 39 membres du Cen sortant sur les 48 qui se représentaient et de 25 candidatures nouvelles.

De ce fait, 17 candidatures figurant sur la liste d'origine ne sont pas retenues.

La commission insiste sur le fait que ce ne sont pas des « retoqués à l'examen ». Ils sont des membres de la direction fédérale en puissance. Pour tous ces camarades la commission propose que la direction fédérale qui sera élue définisse de quelle façon elle entend, d'une part, valoriser leur engagement exprimé par leur acte de candidature, d'autre part mettre à profit leurs expériences, utiliser leurs compétences en leur proposant une tâche, une responsabilité dans l'activité fédérale.

En faisant cette proposition, la commission prend aussi la mesure des changements en cours et à venir dans notre Fédération. Ils ont été débattus et décidés pendant le Congrès, à savoir : des équipes en renouvellement, la réorganisation du travail fédéral, la poursuite des évolutions de la Filpac, sa place dans l'espace

confédéral en référence aux orientations du 48<sup>e</sup> Congrès sur la question des champs professionnels... La direction de notre Fédération est donc évolutive par choix et par nécessité.

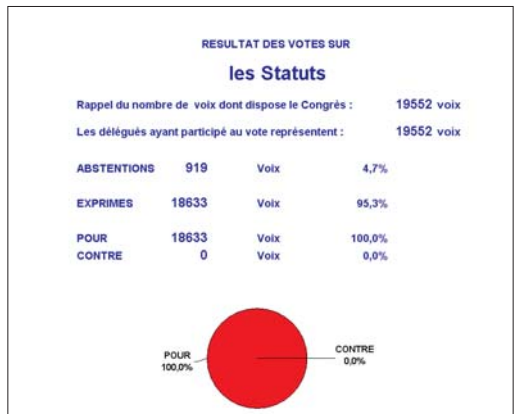
Elle doit être capable, avec ses syndicats, d'être plus réactive dans un contexte où tout bouge très vite.

La modification des statuts permet désormais au Cen de procéder aux adaptations nécessaires en tant que de besoin, en fonction des nécessités et des possibilités.

Le comité général, dans deux ans, outre sa tâche de vérifier la mise en application des orientations du Congrès, de mesurer le fonctionnement fédéral et d'en tirer les enseignements, pourra procéder à des renouvellements dans la direction fédérale en fonction du mouvement « sortants/entrants ».

Sachant qu'un certain nombre de camarades vont assurer la transition pendant ce laps de temps, les actuels candidats non retenus par le congrès pourront alors être sollicités. Cette perspective est importante notamment au regard du renouvellement des collectifs syndicaux dans nos bases, de l'apparition de nombreux jeunes, militantes et militants qui exercent des responsabilités dans leur entreprise, leur groupe, les secteurs d'activités fédéraux, voire dans l'activité internationale... Les participantes et participants à notre congrès en sont l'illustration.

Dans cette configuration restent fortement représentés nos secteurs graphiques et papetiers qui en terme d'organisation constituent l'ossature de la Filpac. La présence de camarades de la presse a été réduite pour permettre



# Réponses aux questions



L'entrée de nouveaux secteurs qui seront mieux pourvus que dans le précédent Cen : la publicité, l'édition, la distribution. Le nombre des ouvriers représente les 2/3 des candidats. Les lctams commencent à affirmer leur place dans la nouvelle direction fédérale. Des journalistes y apparaissent. La représentation des femmes (inférieure à 10%) est encore loin d'être suffisante au regard du nombre de salariées qui relèvent de nos secteurs d'activités. Ce qui implique la responsabilité de nos syndicats. La répartition géographique appelle quelques commentaires : elle laisse à penser qu'un trop grand nombre de candidats (presque la moitié) émane de la zone Ile de France.

**Ce déséquilibre** apparent n'est qu'en partie vrai et il est à préciser que les départements de cette zone recèlent plus de 220.000 salariés, dans tous les secteurs que couvre la Filpac.

Toutefois, on remarque que certaines zones restent peu ou sous représentées.

D'autres espaces géographiques sont de véritables « trous » dans la cartographie de la Filpac.

C'est le cas pour la partie centrale du pays, en raison non pas d'absence d'activités graphiques, papeteries et autres, mais de l'insuffisance d'implantation syndicale. Voilà qui devrait donner quelques idées quant aux objectifs à atteindre en matière de recrutement syndical, d'implantations de bases nouvelles par le redéploiement de l'activité fédérale. La future équipe de direction fédérale aura à veiller à ces équilibres afin d'éviter que d'aucuns se sentent les parents pauvres de la Filpac. Cela est d'autant nécessaire que sa représentativité a besoin d'être renforcée dans l'ensemble du tissu industriel et des activités de la communication, très disparate en terme de taille, de nature et d'organisation des entreprises, de diversité du salariat.

## Commission de contrôle financier

Cette commission aura un mandat très important à remplir. Au-delà de la vérification de la bonne tenue des comptes, de la maîtrise des dépenses, de la surveillance de la régularité des règlements des cotisations par les syndicats, elle devrait avoir un rôle dynamique à remplir en terme de politique financière. Les quatre candidatures présentées : de ux de la zone nord et deux de la zone Ile-de-France sont retenues par la commission.

## RESULTATS ELECTIONS COMITE EXECUTIF NATIONAL

NOM Prénom	POUR	Contre	%
AKOUN Pascal	12787 ELU	6765	65,40%
ALTMANN Romain	18345 ELU	1207	93,83%
AUDONNET Serge	19208 ELU	344	98,24%
BAURET Patrick	18983 ELU	569	97,09%
BEAUVAIS Jean-Marc	17245 ELU	2307	88,20%
BENETEAU Steve	19208 ELU	344	98,24%
BERTIN Patrick	19158 ELU	394	97,98%
BLANDIN Olivier	14757 ELU	4795	75,48%
BOUSLIN Najib	19208 ELU	344	98,24%
BRETEAU Dominique	19208 ELU	344	98,24%
BUSSON Emmanuel	19208 ELU	344	98,24%
CHANUDET David	19208 ELU	344	98,24%
CHAUVEAU Bruno	19208 ELU	344	98,24%
CHEMIN Jean-Jacques	19165 ELU	387	98,02%
CHEURFI Samira	19208 ELU	344	98,24%
CIONA Mario	19208 ELU	344	98,24%
COMBEBIAC Jean-Pierre	14468 ELU	5084	74,00%
DEMARCHI Alain	19208 ELU	344	98,24%
DESOUSA Jean-Paul	14691 ELU	4861	75,14%
DUGUE David	19208 ELU	344	98,24%
DURIN Jacques	15465 ELU	4087	79,10%
FABERT Gérard	19152 ELU	400	97,95%
FIATTE Pascal	15601 ELU	3951	79,79%
FOUCAUD Eric	19208 ELU	344	98,24%
FOURNET Cyrille	19208 ELU	344	98,24%
FOURNIER Sylvain	19208 ELU	344	98,24%
FRIOUR Daniel	19208 ELU	344	98,24%
GABORIAU Laurent	19208 ELU	344	98,24%
GERSIN Jean	14721 ELU	4831	75,29%
GLACHANT Didier	19208 ELU	344	98,24%
HENON Sylvie	19208 ELU	344	98,24%
JOSEPH Laurent	12565 ELU	6987	64,26%
KHALIFI Nadia	19208 ELU	344	98,24%
LEFEBVRE Pascal	19208 ELU	344	98,24%
LETREGUILLY Gérard	16477 ELU	3075	84,27%
LORREYTE Lucien	19146 ELU	406	97,92%
LUCIC Zoran	19169 ELU	383	98,04%
MAHAUD René	19141 ELU	411	97,90%
MARECHAL Jean-Philippe	12334 ELU	7218	63,08%
MARTINEZ Jean-Pierre	18241 ELU	1311	93,29%
MATHE Michèle	18289 ELU	1263	93,54%
MEJAS DE HARO Anne	19208 ELU	344	98,24%
MULLER Michel	15323 ELU	4229	78,37%
NORGUEZ Marc	11970 ELU	7582	61,22%
PEILLON Antoine	14757 ELU	4795	75,48%
PEREZ Bernard	19208 ELU	344	98,24%
PEYRADE Marc	14570 ELU	4982	74,52%
PONCET Christian	16966 ELU	2586	86,77%
PUIFOURCAT Stéphane	17995 ELU	1557	92,04%
RAVE Jean-Marie	18458 ELU	1094	94,40%
REMANDE Denis	19208 ELU	344	98,24%
RENOIR Gilles	19208 ELU	344	98,24%
ROPERT Jean-François	12293 ELU	7259	62,87%
ROUSSEAU Frédéric	19202 ELU	350	98,21%
ROUSSELLE David	19208 ELU	344	98,24%
SAILLIOT Franck	19208 ELU	344	98,24%
SCHOENE Edouard	18367 ELU	1185	93,94%
SENECAL Gérard	19208 ELU	344	98,24%
SPARHUBERT Franck	19208 ELU	344	98,24%
TACON Guillaume	19165 ELU	387	98,02%
TARDIVEAU Denis	19173 ELU	379	98,06%
VIAUD Jean-Pierre	18993 ELU	559	97,14%
WATTIEZ Xavier	19173 ELU	379	98,06%
WILF Richard	15523 ELU	4029	79,39%

## SECRETARIAT

**Patrick Bauret**  
Revendications, secteur papier  
**David Dugué**  
Organisation  
**Laurent Gaboriau**  
Revendications, nouveaux secteurs  
**Jean Gersin**  
Communication  
**Pascal Lefèbvre**  
Revendications  
**Michel Muller**  
Secrétaire général  
**Marc Peyrade**  
Administrateur de la Filpac-Cgt  
politique financière

## BUREAU FEDERAL

Serge Audonnet  
Patrick Bauret  
Jean-Marc Beauvais  
Bruno Chauveau  
Jean-Pierre Combébiac  
David Dugué  
Gérard Fabert  
Pascal Fiatte  
Eric Foucaud  
Laurent Gaboriau  
Jean Gersin  
Pascal Lefèbvre  
Gérard LetrégUILLY  
René Mahaud  
Jean-Philippe Maréchal  
Anne de Mejias de Haro  
Michel Muller  
Marc Norguez  
Antoine Peillon  
Marc Peyrade  
Jean-Marie Ravé  
Jean-François Ropert  
Franck Saillot  
Richard Wilf

## COMMISSION DE CONTROLE FINANCIER

	pour	contre	%
Loïc Daniel	19270 élu	282	98,56%
Eric Martin	18375 élu	1177	93,98%
Sookkalligum Mike	19270 élu	282	98,56%
Dhorain Jacques	19270 élu	282	98,56%



# Direction fédérale

## présentée par Guy Peyronneau

**N**ous voici arrivés dans la dernière ligne droite de notre 6<sup>e</sup> Congrès. Attendus avec impatience par beaucoup de militants, ces trois jours et demi très denses de réflexion, de débats, de décisions auront paru bien courts. Rien d'étonnant à cela au vu du programme qui nous était proposé ;

donner de la consistance au slogan de notre Congrès : nouveaux défis, nouveaux espaces, nouveaux espoirs. Au moment de présenter le nouveau secrétariat fédéral, il ne m'appartient pas de tirer quelques conclusions que ce soit, mais je me permettrai de pointer quelques éléments forts parmi les décisions d'orientation qui vont jalonner l'activité fédérale pour les quatre prochaines années et qui sont autant de chantiers à mettre à œuvre :

- volonté réaffirmée d'être la fédération de tous les salariés de la communication pour aujourd'hui et pour demain ;
- volonté de s'engager résolument dans une démarche sur l'emploi unifiant les différents secteurs
- engagement ferme de rassembler et construire un cadre social où le travail se trouve reconnu par un véritable statut du travail salarié et sur les parcours professionnels bénéficiant d'une véritable sécurité sociale professionnelle
- une démarche revendicative renforcée par la mise en œuvre de chartes revendicatives élaborées avec les salariés, dans l'unité la plus grande et prenant en compte les revendications en matière de perspectives professionnelles, industrielles, sociales
- ambition de donner au syndicalisme de masse sa vraie dimension, lancer une campagne de syndicalisation permanente et construire une fédération utile aux salariés, véritable outil pour les syndicats.

### Et la Fédération, nous la voulons comment ?

Efficace et rassemblée indiquait déjà le document d'orientation. Dans son introduction au cinquième thème, Michel rappelait hier, le long chemin parcouru par la Filpac, ses évolutions, ses modifications, comme tout être vivant.

Depuis 1986, notre Fédération a évolué au fil des ans, elle continuera ainsi, elle se modifiera, changera comme vous le déciderez, avec la conviction profondément ancrée, et largement partagée, que ce qui unit doit être bien plus fort que ce qui pourrait nous diviser.

Vous me permettez d'ajouter que notre Fédération (tout comme la Cgt) est un héritage des plus précieux qu'il nous appartient de préserver et de faire fructifier.

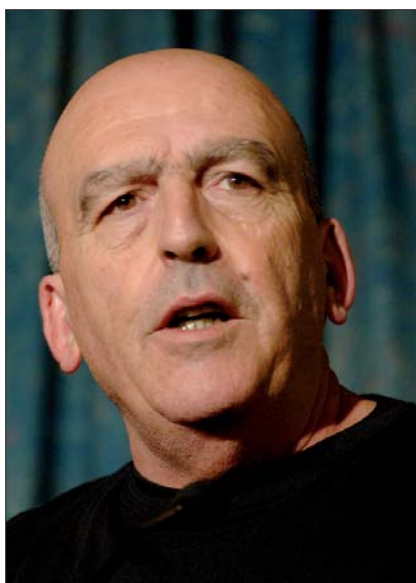
J'arrêtera là l'énumération d'engagement que nous avons pris ensemble ; c'est donc dire que la liste n'est pas exhaustive.

Le document d'orientation de notre 6<sup>e</sup> Congrès, j'oserai le qualifier d'ambitieux et d'offensif.

Ambitieux parce que nous mettant en

situation de conquérir de nouveaux espaces, de relever de nouveaux défis et de porter de nouveaux espoirs.

Offensif puisque, s'appuyant sur la prise en compte des besoins et revendications des salariés, il ne se contente pas de rechercher les moyens de préserver les acquis, il est résolument tourné vers de nouvelles conquêtes pour tous, de tous secteurs d'activités, et quelle que soit la



situation de chacun : précaires ou à statut, actifs ou retraités.

Mais nous savons tous ici que rien ne se fera sans un engagement déterminé de tous les militants de notre organisation. Il reviendra à la nouvelle équipe de direction fédérale la responsabilité de faire vivre ses orientations, Cen, Bureau fédéral et secrétariat.

Pour en revenir au nouveau secrétariat, que le Cen vient d'élire, il est bien évidemment partie intégrante de l'équipe de direction fédérale, allant au-delà du rôle « traditionnel » dévolu à cette instance. Il sera nécessairement et utilement l'équipe d'animation et d'impulsion de l'activité fédérale.

Comme l'a indiqué Michel dans l'introduction au débat sur le cinquième thème hier « il est proposé de structurer un secrétariat autour de la plupart des responsabilités transversales, mais constituant surtout une équipe en mesure de répondre collectivement à toutes les sollicitations auxquelles la Fédération doit faire face : celles venant des syndicats, mais aussi des organisations Cgt et des organisations internationales dont l'activité est en constante progression ».

A ce stade de mon intervention, et au moment de présenter les membres du secrétariat, je me dois d'indiquer à l'ai-

nable assistance que consigne m'a été donnée de faire dans le sérieux, d'éviter les notes d'humour approximatives, les blagues à deux balles et de ne pas filer les métaphores. Comme si...

Pourtant, autour du mot équipe, il y a de quoi faire ! Equipe, sport collectif, football, rugby, la liste peut être longue.

Et dans une équipe, il y a nécessité d'avoir un capitaine. Joueur d'expérience, capable de rassembler les énergies, capable de transcender ses troupes, mais également de les calmer si nécessaire, ayant une bonne vision du jeu, apte à anticiper, à préparer avant le coup de sifflet final, le match suivant.

Ce capitaine, le Cen l'a sélectionné, et le Cen l'a élu Secrétaire général de la Filpac-Cgt, c'est Michel Muller.

Homme de défi, capable d'imagination, prompt à agir, à la recherche de la solution la mieux adaptée, il pourrait être arriéré dans une équipe de rugby (sport qu'il affectionne, et plus particulièrement la section paloise) prenant, quand la pression se fait forte, l'initiative qui apportera la bouffée d'oxygène, ne craignant pas le contact, il ne rechignera pas à se lancer dans la mêlée.

Inutile de préciser que des nerfs solides lui seront indispensables.

Vous l'avez entendu ce matin proposer quelques pistes visant à assainir les finances et solidifier l'édifice fédéral, adoptée à l'unanimité par les congressistes, il aura dans l'équipe la responsabilité de la politique financière de la fédération. Le Cen l'a élu secrétaire fédéral, administrateur de la Filpac. J'ai nommé Marc Peyrade. Pour continuer dans l'esprit de la formation de l'équipe, un homme de poids au sens propre, une taille, une carrure qui impressionnent l'adversaire, l'imposent au cœur de la mêlée. J'irais-je jusqu'à dire que c'est notre Chabal à nous ! Pourquoi pas ? Tenace, pugnace, capable de se surpasser et de pousser fort dans les « mûles » pour aller vers l'essai.

Introduisant le débat sur le quatrième thème, chacun a pu constater sa détermination. Incontestablement, il a sa place dans l'équipe dans laquelle il assumera sa responsabilité du secteur organisation.

Il a été élu secrétaire de la fédération par le CCN. Tout le monde aura reconnu David Dugué.

Au regard des statuts de la Fédération, seuls les trois postes que je viens de citer sont obligatoirement attribués. Mais, tourné vers l'offensive, le Cen a décidé de compléter sans plus attendre l'équipe qui recevra le renfort d'une ligne d'attaque conquérante et de qualité.

Mes connaissances rugbystiques limitées me font hésiter sur un positionnement pertinent. Collé à la mêlée, à l'ouverture, à lui de voir. Ce dont nous pouvons être sûrs, c'est qu'il saura s'adapter au poste pour assumer la responsabilité qui lui est confiée.

Au centre de l'attaque, au cœur de l'offensive, il devra s'employer à rechercher les convergences revendicatives transversales. Il est responsable de la politique revendicative fédérale.

Le Cen a élu Pascal Lefèbvre secrétaire fédéral.

Ligne d'attaque renforcée pour être plus offensive, elle est complétée par un ailier déjà connu de tous dans la fédération. Il a démontré sa volonté d'aller de l'avant, promoteur pour notre fédération de la charte revendicative papetière, il ne craint pas l'innovation. Dans un secteur pris dans la tourmente de la mondialisation, il sera un atout précieux.

Il aura la charge de concrétiser par de nombreux essais, n'en doutons pas, le travail déjà entrepris. Le secrétaire fédéral, responsable du secteur papier, élu par le Cen, c'est Patrick Bauret.

Sur l'autre aile, un renfort expérimenté au physique d'ailier de débordement habitué aux combats plutôt rudes dans des secteurs où le sport syndical que nous pratiquons n'a pas toujours, pas encore, droit de cité.

Il portera avec efficacité et persévérance les couleurs de l'équipe dans les nouveaux espaces que nous entendons conquérir.

Il assumera la responsabilité revendicative dans les nouveaux secteurs.

Elu par le Cen, Laurent Gaboriau est secrétaire fédéral.

Enfin pour boucler l'équipe, peut-être manque-t-il un pilier. Au sein de la mêlée, c'est un rôle ingrat qui nécessite d'aller au charbon. Aimant le combat, il le fait volontiers, mais l'œil aux aguets, toujours en alerte, il capte la moindre information utile qu'il s'empresse de transmettre. Il est taillé pour le rôle. Il sera le responsable du secteur communication de la fédération.

Il est élu secrétaire fédéral par le Cen. J'ai nommé Jean Gersin.

Voici présenté l'ensemble de l'équipe d'animation et d'impulsion de l'activité fédérale que nous nous sommes donnée.

Les références rugbystiques imposent que je n'oublie pas de faire référence à un rite immuable, spécifique à ce sport. Je veux parler de la troisième mi-temps, où chacun se retrouve même après les plus durs combats. Ses pratiques existent dans nos rangs, il faut les préserver elles créent des liens de fraternité et de solidarité indispensables.

Nouveaux espaces, nouveaux défis, nouveaux espaces

Une volonté

Un projet

Une équipe, les moyens de nos ambitions. Pour que vive la Filpac Cgt ! Pour que vive la Cgt !

## Hommage et gratitude aux militants

Chers camarades,

Il m'échoit d'assurer ici un point de l'ordre du jour libellé « Salut aux partants ». Cet intitulé est mal venu car cela signifierait que je dois saluer des camarades qui arrivent en quelque sorte au bout de leur parcours militant. Or, nous ne sommes pas du tout dans ce cas de figure et je vais ici rendre un hommage et exprimer toute notre gratitude à des camarades qui, à l'occasion de ce congrès, ont choisi d'assumer leur militantisme différemment au sein de notre Fédération ou de la Confédération.

En effet, nous avons décidé, lors de ce congrès, un renouvellement important de la direction fédérale. Tous les camarades que je vais citer ont contribué à cette démarche en libérant des responsabilités qu'ils assumaient pour permettre l'arrivée des nouveaux. Mais ce n'est pas pour autant que pour la plupart d'entre eux la vie militante s'arrête, bien au contraire comme nous le verrons.

D'autre part, nous vivons également une nouvelle manière de militer. De plus en plus dorénavant, de jeunes militants sont prêts à assumer des responsabilités à condition de maîtriser leur parcours. En clair, on peut participer, durant un ou deux mandats à telle ou telle instance de la Cgt, mais en préservant la possibilité d'un retour à l'emploi. Cela posera de plus en plus fortement la question des droits syndicaux et de la validation des années de militantisme dans la carrière d'un salarié.

Cet hommage à ce congrès sera l'occasion de saluer des camarades du Bureau fédéral, du secrétariat mais aussi de quelques autres qui, pour des raisons ou d'autres ont été des personnes dont le passage à la Fédération nous a fortement marqué.

### Ils étaient des piliers du Bureau fédéral :

**René Berthier.** René est à présent retraité. Le parcours de René n'a pas débuté avec son entrée au BF lors du congrès de Nantes, Bureau dont il n'a pas pu suivre autant qu'il le voulait les réunions pour des raisons familiales. Comme tout bon correcteur, relevant d'une des pensées historiques qui animent le mouvement ouvrier depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, René portait haut et fort les analyses et avis de son syndicat que je voudrai ici

saluer. Notre Fédération s'honore d'avoir, parmi ses syndicats, certains qui affichent leur différence et nous avons toujours tenu, même dans des moments difficiles, que celle-ci puisse s'exprimer même quand elle allait à contre-courant de ce que pensait la majorité. Et il ne nous serait jamais venu à l'idée de l'en empêcher. René, merci d'avoir été là quand il le fallait et nous savons bien que ton implication chez les retraités nous permettra de continuer à militer ensemble.

**Patrick Chatet.** Il fut élu au Comité fédéral national de la FFTL en 1983, l'année de ses 30 ans. Secrétaire du syndicat de Poitiers, secrétaire régional FFTL Poitou Charentes, Patrick a été

en place par l'OPCA des industries graphiques.

**Chantal Danner.** Vous la connaissez mieux sous le patronyme Holländer, elle vient d'en changer, cela aussi fait partie de la vie. C'était une des plus jeunes du BF, élue au CEN et au BF au congrès de Nantes. Employée au DNA, elle est devenue la déléguée syndicale de cet important quotidien régional.

Après la transformation qu'a subi notre Syndicat national des employés de la presse et du livre, Chantal accepta d'animer un secteur fédéral nouveau créé à Nantes, celui des employés. Elle y mit toute son énergie et les employés de la presse se souviendront du travail fait au sein

de sa scission de son syndicat et n'a ménagé aucun effort, je l'ai vécu souvent avec lui, pour le rassembler à nouveau. C'était le but qu'il fallait atteindre avant de passer la main, sinon il ne l'aurait pas fait, j'en suis persuadé. Rien que pour cela, la FILPAC lui doit beaucoup.

Elu eu CEN et au BF depuis 1986, il devient l'animateur de l'activité internationale de la Fédération et sa réputation dépasse largement les frontières de notre pays. Il participe à la mise en place de la Fédération graphique européenne et occupe, depuis ce temps, des responsabilités dans la direction de l'organisation européenne, à présent Uni Graphique. Président du Comité des multinationales

Daniel, né en 1949, est un militant qui sillonne profond là où il passe. Il a ses doutes, ses avis parfois tranchés et qui ne reflètent pas toujours l'orientation confédérale c'est vrai. Mais il affirme ses convictions avec une telle honnêteté que ses interventions force toujours le respect. Nous avons nos désaccords, mais quand un débat est basé sur la franchise, cela conduit à un respect mutuel qui donne aux discussions un profond intérêt. Musicien émérite, basse dans son orchestre, il est aussi un ténor du syndicalisme de proximité. Daniel va continuer, comme délégué fédéral, membre à ce titre du CEN, à parcourir les terrains et se battre pour développer la syndicalisation, une des tâches qui lui tient le plus à cœur.

**Patrice Pétrault.** Lui aussi est né en 1949. Patrice est un vieux routier, s'il me permet l'expression, du syndicalisme. Il a sévit au PMU avant de devenir trésorier de notre Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens, en 1983, aux côtés de notre ami Alain Obadia. En 1992, le Syndicat national des cadres et techniciens du livre, devait remplacer son secrétaire général, Roger Laurent. C'est Roger qui songea à Patrice et c'est ainsi qu'il fit son entrée à la FILPAC, le jour d'une manifestation qui a marqué les esprits, celle à l'imprimerie de Bernay dans un conflit qui nous opposait à Alain Ayache.

En 1994, il devint membre du Bureau Fédéral. Patrice a assumé une des évolutions les plus complexes dans notre organisation : transformer un Syndicat national en une Union fédérale. En prenant le temps qu'il fallait, en trouvant les compromis nécessaires, il réussit en 2001 et devint le premier secrétaire général de l'Ufict Livre et Communication. Patrice, maire adjoint de sa petite ville, va sûrement consacrer plus de temps à ses concitoyens qui l'ont élu et réélu depuis.... Et préparer les échéances de 2008 avec l'énergie qu'on lui connaît.

**Denis Rayer.** 1949 fut apparemment une grande cuvée, puisque c'est aussi son année de naissance. Dans la FFTL, il fut le délégué régional du 17e groupe, celui dans lequel figurait l'île-de-France. Déjà à cette époque, le climat passait assez rapidement du beau au variable, parfois à la tempête... Denis restait zen et travaillait. Si aujourd'hui nous



un militant confronté à un patron de combat, celui de l'imprimerie Aubin, qui a tenté à maintes reprises de le licencier. Cela nous a valu, entre autres, la bataille de Poitiers, lors d'un procès devenu mémorable et où toutes les forces de notre Fédération étaient là pour soutenir Patrick.

Nous avons gagné cette bataille et il a ainsi pu assumer son militantisme dans des conditions plus normales, participant dès lors à toutes les négociations du travail. Entré au Bureau fédéral à Nantes, il le quitte aujourd'hui tout en restant dans l'équipe du travail. Il faut rappeler que c'est à Patrick que nous devons la mise en ligne sur Internet, et commentée, de la convention collective du travail, la seule à ce jour dans cette forme. Il est également le représentant de la Fédération à l'Observatoire mis

de ce secteur. Mais nous n'avons pas pu, collectivement, développer l'activité « employé » dans les autres secteurs, pour dépasser ce que le Syndicat national assumait auparavant. Cette question reste ouverte et sera traitée au sein du secteur Organisation. Merci Chantal d'avoir pu maintenir cette particularité employée au sein de notre Fédération, nous ferons en sorte que cet investissement ne fut pas vain.

**Philippe Givert.** Un congrès n'y suffit pas pour narrer son parcours! La tenue de celui-ci à Lille, c'est sa volonté et elle ne date pas d'hier. Philippe, né en 1950, imprimeur et militant à l'Imprimerie Nationale à Douai dès 1979, entre au CFN de la FFTL en 1982 et est élu, en 1986, secrétaire régional du Nord Pas-de-Calais. Il a connu cette désas-

UNI Graphique Europa, il participe activement à la Commission activités revendicatives de cette organisme.

Philippe prend sa retraite et bien que profondément attaché à sa région, va aller vers d'autres lieux. Mais il continuera d'assumer, pendant le temps qu'il faudra, des responsabilités à UNI et au sein du secteur international de la Fédération pour aider, entre autres, à notre jeune relève à voler de ses propres ailes.

**Daniel Loubère.** Depuis le congrès de Bombannes, en 1986, il est des nôtres ! Et (je sais que cela lui fera plaisir) il n'a pas changé ! Déjà membre du Comité exécutif de la FTIP, dès 1983, il deviendra le secrétaire régional d'Aquitaine, chargé de l'animation du secteur Cartonage au sein de notre Fédération.



# Michel Muller

avons un syndicat Cgt chez Québecor à Mary-sur-Marne, c'est à Denis qu'on le doit. Nous avons rarement vu une démarche aussi intelligente, aussi maîtrisée pour monter un syndicat. Denis était présent devant l'entreprise sans relâche, contactant les syndiqués potentiels un à un, en-dehors de l'entreprise tellement le risque était grand qu'ils puissent être licenciés dès que le patron de l'époque, Jean Didier, avait vent de la création possible de la Cgt. Denis entra au CEN en 1986 et au bureau fédéral en 1998. Animateur du secteur lauréat, il est de toutes les luttes qui s'y déroulent, les syndicats savent qu'en appelant Denis, ils auront sur le champ une réponse, une présence s'ils le souhaitent. Lui aussi va continuer à assurer l'activité de délégué fédéral dans sa zone et s'impliquer particulièrement dans la syndicalisation, activité dans laquelle il est comme un poisson dans l'eau.

## Deux secrétaires fédéraux ont également fait le choix d'une autre activité :

**Stéphane Puifourcat.** Il nous a rejoint au congrès de Nantes comme un des plus jeunes militants entrant dans la direction fédérale, à 34 ans. Secrétaire du syndicat Québecor à Corbeil, Stéphane nous a tous frappés par sa maturité politique, ses capacités de rassembler, de mener une lutte avec autour de lui des militants chevronnés. Respectés par les travailleurs mais aussi par les directions successives de son entreprise, Stéphane a été acquis une sérieuse expérience dans les combats que devaient mener les travailleurs de Corbeil pour assurer l'existence et l'avenir de leur entreprise.

Il prit la responsabilité de secrétaire à l'organisation de notre Fédération en 2003 et fut élu membre de la CE confédérale, au congrès de Montpellier. Là aussi, il fut le plus jeune élu de la direction confédérale et très vite la confédération décéla ses grandes capacités pour lui proposer un nouveau mandat à Lille l'an dernier. Parmi ses responsabilités confédérales, il a assumé, avec le succès qu'on sait, la réflexion sur la création du mensuel « Ensemble »... Cette tâche n'est pas terminée avec le lancement du titre, la question de la presse confédérale est encore à traiter sur bien des points et nous serons là, s'il en a besoin, pour lui apporter aide et soutien.

Artisan, avec l'Union départementale de l'Essonne, de la lutte pour un Comité de pilotage

chargé de l'implantation de la nouvelle imprimerie Québecor à Corbeil, il est profondément resté attaché à son entreprise et au département. Stéphane reste membre du CEN et s'impliquera plus dans le travail confédéral, à la CE et dans la Commission presse confédérale qui est une tâche importante pour notre organisation. Elu au CE d'une des UL les plus importantes de France, celle de Corbeil, Stéphane accumule les expériences militantes qui lui permettent d'être un des militants d'avenir au sein de notre Confédération.

**Danièle Morel.** Un grand cru de l'année 1949 ! Danièle est, comme on dit, consubstantielle de la Filpac-Cgt ! Venant du Syndicat général des industries papetières de Paris, elle est élue au Comité exécutif de la FTIP en 1983 et devient responsable régionale de l'Île-de-France.

Danièle prit une part active dans la fusion entre la FTIP et la FFTL et elle fut élue évidemment au tout nouveau bureau fédéral au congrès de Bombannes, qui fut fondateur de notre Filpac-Cgt en mai 1986. Elle en devient un véritable pilier, multipliant les responsabilités, devenant secrétaire fédéral en 1990, en charge de la protection sociale, du cartonnage, de la formation syndicale, des femmes salariées. En 2000, elle rajouta à ces responsabilités celles de la politique financière et de l'administration. A ce titre, elle eut à mener la transformation radicale du système de cotisation, et fut une des animatrices de la mise en place du cogitiel et de cogétise.

Durant ces années, elle eut également à assumer des responsabilités internationales en étant élue durant de nombreuses années à l'Union internationale de la FSM de la Chimie, du Pétrole et du papier. C'est dire que peu de camarades au sein de la Fédération connaissent notre organisation aussi bien que Danièle.

Nous avons parcouru un grand chemin avec Danièle : derrière la militante, il y a la personnalité d'une femme affrontant les situations les plus diverses avec une force de caractère peu commune. Je sais que l'injustice, l'agressivité l'affecte profondément et elle garde cela, en général pour elle, peut être pour sa famille. Pendant longtemps, lors des élections à la direction fédérale, elle a connu les difficultés qu'ont les femmes à s'imposer dans un monde syndical masculin. Là où d'autres auraient flanchés, Danièle y retrouvait de la force pour aller encore plus loin dans un de ces combats qui lui

importent le plus : l'égalité professionnelle entre femmes et hommes... également dans l'organisation syndicale.

Danièle a accepté de participer à la mise en place de la nouvelle direction fédérale en ne se représentant pas à un poste électif, facilitant ainsi la montée d'autres camarades. Mais elle sait bien qu'il faut encore transmettre l'expérience. C'est pour cela qu'elle continuera d'être dans l'équipe fédérale au sein de laquelle elle développera un secteur encore trop confidentiel, celui de l'ensemble des activités utiles aux syndicats, ces fameux « services » multiples que nos organisations nous demandent d'assurer.

Ce n'est donc pas un départ, mais surtout un hommage appuyé d'une Fédération à une de ses militantes les plus fidèles ayant assumé des responsabilités importantes, souvent difficiles, et qui continuera de le faire dans un registre différent. Vous la verrez donc encore à l'avenir...

## Permettez-moi, pour une fois, d'associer d'autres camarades à cet hommage :

**Christiane Lourdez.** Elle n'est pas secrétaire fédérale, elle est plus que cela. Après près de 25 ans, des noces d'argent, de présence dans la Fédération, Christiane prend un peu de recul après ce congrès. C'est en 1982 qu'elle vint à la FFTL pour assurer le secrétariat de notre regretté Jacques Piot.

Depuis ce temps là, elle est l'indispensable coordinatrice de notre secrétariat.

Mais son rôle est bien plus que cela. Véritable vigie de la Fédération, elle à l'œil sur tout et n'hésite pas, et bien souvent heureusement, à rappeler à tel ou tel membre de la direction fédérale, une tâche qu'il aurait très bien pu rater. Vous ne pouvez pas vous imaginer combien de situation, politique, administrative, humaine, Christiane a pu sauver alors que nous n'en avions pas vu l'enjeu.

Je tiens à dire ici que je n'aurai pas pu assumer la responsabilité de secrétaire général sans l'appui, le soutien, l'aide constant de Christiane. Elle connaît mon emploi de temps mieux que moi, elle organise ainsi une partie importante de ma vie. Cela ne peut se faire sans une sacrée dose de confiance, d'amitié et, en ce qui me concerne, je l'avoue, de l'affection.

Evidemment, personne n'est irremplaçable, encore que... C'est une part d'histoire de la Fédération qui est portée par une camarade, une militante qui a su aussi, en dehors de notre

organisation, assurer des responsabilités politiques en étant maire-adjointe communiste de sa commune.

Christiane prendra dorénavant plus de temps avec son époux, Maurice Lourdez que je voudrais associer à cet hommage. Nous l'avions déjà fait lors de son départ à la retraite mais je tiens ici à renouveler toute le respect et l'admiration que nous lui devons pour toutes ces années de militantisme au sein de la Cgt à des responsabilités essentielles pour la stratégie de lutte de nos organisations.

Christiane ne va pas non plus quitter totalement la Fédération : elle continuera d'assurer le secrétariat de l'activité internationale à mi-temps et nous nous réjouissons tous de continuer à pouvoir bénéficier de son apport inestimable... Christiane, nous avons encore du chemin à faire ensemble, ça permet d'atténuer la mélancolie qui nous commençait à nous gagner...

Je voudrais, devant vous, rendre aussi un autre hommage à un camarade qui quitte le CEN ; les autres m'en excuseront mais si je fais une exception pour Jean Landry c'est qu'il faut que je rectifie publiquement un malentendu. Lors des remerciements faits aux camarades sortants du CEN, j'avais fait état du parcours spécifique de Jean, pensant que l'assistance le connaissait, ce fameux parcours.

**Jean Landry.** Comme beaucoup d'autres avec lui, Jean est un militant chrétien qui a commencé à vivre sa foi en devenant prêtre. Il voulait vivre sa foi dans l'esprit de la Mission de France, dont le but était de regrouper des prêtres désireux d'exercer leur ministère dans les milieux prolétaires défavorisés des villes et des campagnes.

Malgré l'interdiction faite par le pape Pie XII aux prêtres de travailler en usine, nombreux d'entre eux franchissant le Rubicon est vivaient leur foi au côté des travailleurs et dans leurs organisations syndicales. C'est ce que fit Jean qui, après de nombreuses vicissitudes, devint correcteur dans la presse et fit le choix de quitter la prêtrise tout en gardant sa foi.

Dans une lettre que la Fédération gardera précieusement, Jean dit à propos d'une éventuelle intervention le concernant lors de ce congrès : « Je pense aussi que ce serait de la part de mes compagnons de route et de luttes, une occasion de dire à mon Eglise qu'elle a eu tort de me (de nous...) marginaliser au motif que moi et d'autres avons pris femmes... en restant fidèles à notre vocation première

de servir les Hommes dans la classe ouvrière ».

Parce que nous mesurons, au sein de la Cgt et de la Fédération, l'apport important des ces nombreux militants chrétiens, parce que nous tenons à dire à Jean que ses interventions au sein de notre CE furent toujours des moments forts et dont les arguments touchaient, je tenais à les saluer tous en la personne de Jean Landry, ici présent au congrès.

Je terminerai cette intervention en rendant hommage et en exprimant notre profonde gratitude à des camarades qui, ayant par le passé assumé des responsabilités à divers niveaux au sein de la Fédération, ont continué et vont encore continuer à assurer une part importante du travail fédéral. Je cite ici, Roger Lecomte, ancien secrétaire de la Fédération mais qui assume toujours d'importantes responsabilités à l'OPCA CGM et à l'Observatoire, Maurice Lecomte, ancien secrétaire fédéral animant actuellement l'activité sociale avec un autre ancien membre du BF, Philippe Belloncle, Daniel Légerot, coordinateur de toute l'activité internationale de la Fédération avec son ami et complice Jean-Jacques Hédoüin, Inès Deiss, animatrice de nombreux secteurs d'activités revendicatives, de Michel Ponce, éditeur du Point du Jour et infatigable animateur dans le secteur public, Jean-Claude Dumont dans le secteur Orga fédéral, Christiane Sardin pour la trésorerie. Toute l'équipe de l'Impac, tous bénévoles, prenant sur leur temps pour assurer une des responsabilités des plus importantes. A Marc Pinci et Jacques Durin et à toute l'équipe d'animation des luttes qui interviennent dans n'importe quel lieu de notre pays quand un syndicat en a besoin.

A travers eux tous, nous tenons à mettre en exergue la vraie richesse de notre organisation, ce sont ces femmes et ces hommes qui donnent de leur temps, de leur disponibilité physique et intellectuelle, pour que la Cgt soit présente là où les travailleurs l'attendent. Leur engagement syndical au départ les conduit à assumer des responsabilités qu'ils n'auraient jamais imaginé pour leur vie future. Peut être ne pensaient-ils pas avoir les capacités de le faire. Cela a pu se faire parce que l'organisation syndicale leur a fait confiance, a fait appel à eux, les a formés. C'est aussi tout cela qui fait la grandeur d'une organisation : cela devait figurer dans cet hommage.

Lille, le 8 novembre 2007

# Avec eux...





# Assurance : la Macif solidaire des syndiqués

Créé il y a plus de vingt ans,  
le contrat Solidarité vie syndicale répond  
à un véritable besoin d'assurance  
des adhérents et militants.



La CGT et la Macif ont réaffirmé, le 14 septembre 2004, à travers une déclaration commune aux 5 confédérations syndicales, leur volonté d'apporter aux salariés toutes les garanties nécessaires à leur protection.

*Une blessure au cours d'une manifestation, une chute en collant des affiches, un accident de voiture lors d'un déplacement... Que l'on soit militant ou simple adhérent, la vie syndicale comporte des risques et nul n'est à l'abri de tels incidents.*

## Une approche partenariale

Conscients de l'utilité économique et sociale de l'assurance, les organisations syndicales se sont penchées sur cette problématique. Mais avec qui travailler pour bâtir un vrai plan de protection dédié à l'activité syndicale ? Attachés au principe d'une assurance basée sur la solidarité, ils se sont naturellement rapprochés de la Macif. C'est ainsi que l'ensemble des centrales syndicales et la mutuelle se sont progressivement engagés dans des partenariats solides, dont la première réalisation fut très vite le contrat Solidarité vie syndicale.

Pour toute information, vous pouvez nous contacter au 05 49 09 44 96 ou par messagerie électronique : [partenariat@macif.fr](mailto:partenariat@macif.fr)

## La solidarité avant tout

Pour couvrir au mieux les syndiqués actifs, retraités ou privés d'emploi, la Macif a bâti une assurance "dommages corporels" agissant en cas d'accident dans le cadre d'un mandat ou d'une mission, d'un stage de formation syndicale ou plus généralement lors de toute participation à la vie de l'organisation.

Solidarité vie syndicale protège aujourd'hui la quasi-totalité des syndiqués, à titre individuel et de façon automatique.

*"La solidarité est la clé de voûte du contrat, affirme Pierre Cantin, de la Direction des Partenariats à la Macif. Tout le monde bénéficie des mêmes garanties et nous travaillons sans cesse pour améliorer nos prestations. Depuis sa création, le contrat a permis d'indemniser plusieurs dizaines de décès et de nombreuses infirmités. A chaque fois, nous avons veillé à ne jamais laisser personne démunie, quelle que soit la gravité du sinistre. Dans une société où le statut du bénévole et du militant sont quasi inexistantes, une couverture efficace est une nécessité."*

## Les grandes lignes du contrat\*

**Pour vos dommages corporels suite à un accident au cours de la vie syndicale**

- **En cas de décès :**  
Versement d'un capital de 16 000 € et prise en charge des frais d'obsèques jusqu'à 1 600 €.

- **En cas d'incapacité permanente :**  
Pour un taux d'invalidité permanente supérieur ou égal à 10 %, versement d'une indemnité dont le montant, calculé en fonction du taux retenu, pourra atteindre un maximum de 32 000 €. Un taux d'invalidité entre 5 et 9 % donne droit à une indemnité forfaitaire de 1 100 €.

- **Aide à l'enfant :**

Une indemnité de 1 600 € est versée à chaque enfant de l'assuré décédé ou atteint d'une invalidité d'au moins 66 % et ce pour chaque enfant mineur ou poursuivant des études. Cette indemnité est doublée si l'enfant devient orphelin de père et de mère après l'accident.

- **Perte de salaires ou revenus :**

90% de la perte réelle de salaire net imposable en cas d'arrêt de travail de plus de 15 jours. Une indemnité versée en complément des prestations des régimes de protection sociale pendant une période maximale de 18 mois.

- **Une assurance responsabilité civile et défense-recours, en plus :**

Si son contrat personnel lui fait défaut, Solidarité Vie Syndicale couvre la responsabilité civile de l'adhérent dans le cadre de ses activités syndicales. Une couverture qui s'accompagne d'une garantie « Défense et Recours » qui permet à l'adhérent d'être défendu devant les Tribunaux en cas de poursuites ou de réclamer au tiers responsable la réparation de son préjudice. En cas d'accident, le syndicat doit simplement informer la confédération :  
tél. : 01 48 18 84 46 - mail : [a.diaz@cgt.fr](mailto:a.diaz@cgt.fr) qui donnera alors une déclaration de sinistre rappelant le numéro du contrat souscrit par la confédération.

- **Sans oublier l'assistance aux militants**

Prise en charge en assistance-rapatriement des militants en déplacement à l'étranger sous mandat syndical.

\*Exemples de garanties extraites du contrat Solidarité vie syndicale en date du 1<sup>er</sup> janvier 2007